



# Conseil de sécurité

Distr. générale  
2 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 2 novembre 2017, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992)  
et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée**

Au nom du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [751 \(1992\)](#) et [1907 \(2009\)](#) sur la Somalie et l'Érythrée, et en application paragraphe 40 de la résolution [2317 \(2016\)](#) du Conseil, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur la Somalie établi par le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée.

Le Comité vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document officiel du Conseil.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
faisant suite aux résolutions [751 \(1992\)](#) et [1907 \(2009\)](#)  
sur la Somalie et l'Érythrée  
(Signé) Kairat **Umarov**

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques (15 novembre 2017).



**Lettre datée du 2 novembre 2017, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992)  
et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée**

En application du paragraphe 40 de la résolution 2317 (2016) du Conseil de sécurité, nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur la Somalie établi par le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée.

Le Coordonnateur  
du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée  
*(Signé)* James **Smith**

Spécialiste des groupes armés  
*(Signé)* Jay **Bahadur**

Spécialiste des ressources naturelles  
*(Signé)* Charles **Cater**

Spécialiste des affaires humanitaires  
*(Signé)* Déirdre **Clancy**

Spécialiste des finances  
*(Signé)* Tapani **Holopainen**

Spécialiste en armements  
*(Signé)* Nazanine **Moshiri**

Spécialiste en armements  
*(Signé)* Richard **Zabot**

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	8
A. Mandat .....	8
B. Méthode .....	8
II. Actes qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité en Somalie .....	9
A. Harakat el-Chabab el-Moujahidin .....	9
B. Faction pro-État islamique d'Iraq et du Levant en Somalie .....	15
C. Conflits intercommunautaires .....	17
D. Gestion des finances publiques .....	20
E. Gouvernance des ressources .....	26
F. Résurgence de la piraterie .....	29
G. Fraude électorale .....	30
III. Embargo sur les armes .....	31
A. Mouvements illicites d'armes vers la Somalie .....	31
B. Respect par le Gouvernement fédéral de ses obligations en vertu de la levée partielle de l'embargo sur les armes .....	34
C. Respect de l'embargo sur les armes par les autres institutions somaliennes du secteur de la sécurité .....	38
D. Installation d'une base militaire des Émirats arabes unis à Berbera .....	38
E. Matériel militaire saisi à l'occasion d'offensives lancées par l'AMISOM et les forces de sécurité du Gouvernement fédéral .....	39
F. Réforme du secteur de la sécurité .....	40
IV. Entrave à l'acheminement de l'assistance humanitaire .....	41
A. Mouvement des Chabab .....	41
B. Forces fédérales et régionales, milices de clans et autres éléments criminels .....	42
C. Principaux itinéraires d'approvisionnement .....	43
D. Détournement de l'aide humanitaire .....	44
E. Attaques contre des agents humanitaires .....	45
F. Manipulation de l'aide en vue d'exclure les communautés marginalisées et d'alimenter les conflits .....	45
V. Violations du droit international humanitaire impliquant des actes dirigés contre les civils ..	46
A. Le Mouvement des Chabab et l'État islamique d'Iraq et du Levant .....	46
B. Forces fédérales et régionales, milices de clans et autres éléments criminels .....	47
C. Mission de l'Union africaine en Somalie et forces internationales .....	48
D. Enrôlement et utilisation d'enfants .....	49
VI. Violations de l'embargo sur le charbon de bois .....	50
A. Production, transport et stocks .....	50

B.	Exportation illicite de charbon de bois .....	51
C.	Documentation et réseaux criminels .....	51
D.	Application de l'embargo sur le charbon de bois.....	52
VII.	Correction au précédent rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée présenté conformément à la résolution 2244 (2015) du Conseil de sécurité ( <a href="#">S/2016/919</a> ) .....	53
VIII.	Coopération des États et des acteurs non étatiques avec le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée .....	53
IX.	Application des sanctions ciblées .....	54
X.	Recommandations .....	54
A.	Menaces contre la paix et la sécurité.....	55
B.	Embargo sur les armes .....	55
C.	Droit international humanitaire .....	55
D.	Embargo sur le charbon de bois.....	55
E.	Liste relative aux sanctions .....	56
F.	Dissociation.....	56
<b>Annexes*</b>		
1.1:	Al-Shabaab procurement of weapons following attacks on AMISOM .....	57
1.2:	Al-Shabaab use of improvised explosive devices (IEDs) (STRICTLY CONFIDENTIAL)* ..	60
1.3:	2 January 2017 VBIED attack in Mogadishu .....	61
1.4:	Puntland IED seizures.....	64
1.5:	Al-Shabaab financing in Bay and Bakool regions .....	66
2.1:	ISIL occupation of Qandala .....	69
2.2:	Leadership of the ISIL faction .....	73
2.3:	Mobile phone analysis of Abbas Mahamoud Yusuf and the ISIL faction (STRICTLY CONFIDENTIAL)* .....	75
2.4:	ISIL attack on International Village Hotel.....	76
2.5:	May 2017 ISIL suicide bombing in Bosaso (STRICTLY CONFIDENTIAL)* .....	77
3.1:	Galkayo conflict: 7 October to 18 November 2016 .....	78
4.1:	Currency management .....	89
4.2:	Abdullahi Mohamed Nor .....	92
4.2.1:	CADG Engineering Pte. (STRICTLY CONFIDENTIAL)* .....	97
5.1:	Berbera port payoffs .....	98
5.2:	Fishing governance .....	100
5.3:	Oil governance.....	102
5.4:	Strategic Natural Resource Management & Consultants Inc. ....	106
6.1:	The Abdi Karim Salah Mohamed a.k.a. Aw Koombe network and the hijacking of the <i>Aris 13</i> (STRICTLY CONFIDENTIAL)*.....	108

---

7.1:	Puntland arms smuggling networks . . . . .	109
7.1.1:	Puntland interdiction of arms from Yemen . . . . .	122
7.2:	Maritime seizure of arms in March 2016 by FS <i>Provence</i> . . . . .	123
7.2.1:	Belarus sights (STRICTLY CONFIDENTIAL)* . . . . .	128
8.1:	Halane Central Armoury inspections, 26 April and 29 August 2017 . . . . .	129
8.2:	Registration and distribution procedures at Halane . . . . .	132
8.3:	Review of paperwork related to ammunition distribution from Halane (STRICTLY CONFIDENTIAL)* . . . . .	136
8.4:	Review of paperwork related to a shipment of weapons and ammunition from Djibouti (STRICTLY CONFIDENTIAL)* . . . . .	137
8.5:	Diversion . . . . .	138
9.1:	Establishment of a United Arab Emirates military base in Berbera . . . . .	140
10.1:	Marginalized communities and humanitarian access . . . . .	141
10.2:	Involvement of a Lower Shabelle NGO in inter-clan conflict (STRICTLY CONFIDENTIAL)* . . . . .	148
11.1:	Destruction of Shiidle villages near Balad, Middle Shabelle . . . . .	149
11.2:	Child recruitment and use . . . . .	154
11.3:	Update: Abdirashid Hassan Abdinur — obstruction of humanitarian assistance and targeting of civilians . . . . .	160
11.3.1:	Update: Abdirashid Hassan Abdinur (STRICTLY CONFIDENTIAL)* . . . . .	165
11.4:	ACLED statistics . . . . .	166
12.1:	Charcoal stockpiles . . . . .	169
12.2.1:	Selected cases of sanctions implementation — Bahrain (November 2016) . . . . .	170
12.2.2:	Selected cases of sanctions implementation — United Arab Emirates and Djibouti (November 2016–March 2017) . . . . .	172
12.2.3:	Selected cases of sanctions implementation — Kuwait (April 2017–May 2017) . . . . .	176
12.2.4:	Selected cases of sanctions implementation — United Arab Emirates (June 2017–August 2017) . . . . .	179
12.2.5:	Charcoal dhows at Port Al Hamriya anchorage, Dubai, UAE (STRICTLY CONFIDENTIAL)* . . . . .	182

## Résumé

Le 8 février 2017, à Mogadiscio, après un processus électoral long et compliqué, les parlementaires ont désigné le nouveau président du Gouvernement fédéral somalien : Abdullahi Mohamed Abdullahi « Farmaajo ». Le Premier ministre – Hassan Ali Khaire – et les membres du gouvernement ont été nommés fin mars. Au cours de ses six premiers mois d'activité, le Gouvernement s'est heurté à de nombreuses difficultés.

Les relations entre le Gouvernement fédéral et les autorités régionales du pays se sont dégradées, le Gouvernement semblant revenir sur l'engagement qu'il avait pris de transférer des pouvoirs aux régions dans le cadre de la restructuration de la sécurité au niveau national. De plus, il n'y a toujours pas de consensus sur l'administration des ressources. Les autorités régionales ont continué à mener des négociations unilatérales avec des entités étrangères au sujet des ports, des installations militaires et des ressources naturelles.

Les tensions grandissantes au sein du Conseil de coopération du Golfe ont exacerbé ces difficultés. Plusieurs États de la région ayant été contraints de prendre position vis-à-vis de la crise du Golfe de juin 2017, le gouvernement Farmaajo, resté neutre, s'est retrouvé de plus en plus isolé. Les autorités régionales, de nombreux parlementaires et une partie de l'influent milieu des affaires de Mogadiscio se sont ouvertement opposés à cette ligne.

La Harakat el-Chabab el-Moujahidin (Chabab) représente toujours la menace la plus directe à la paix et à la sécurité en Somalie. Pendant le mandat du Groupe de contrôle, la menace n'a pas ou peu été atténuée. Les Chabab gardent le contrôle d'une large portion des zones rurales et une influence sur certains centres urbains du sud et du centre du pays. Le 2 janvier 2017, ils ont fait exploser à Mogadiscio ce qui est sans doute le plus gros engin explosif improvisé qu'ils aient jamais utilisé. Des analyses en laboratoire ont révélé des traces de nitrate de potassium, ce qui suggère que les Chabab ont peut-être commencé à utiliser des explosifs de fabrication artisanale.

La présence des Chabab dans le Puntland, dans le nord-est de la Somalie, s'est renforcée, aggravant les difficultés rencontrées par les autorités. Dans le même temps, la faction pro-État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL), essentiellement cantonnée à la région de Bari dans le nord-est du Puntland, a vu ses rangs grossir et elle attire de plus en plus de nouvelles recrues. Elle a brièvement pris le contrôle de la ville de Qandala, située sur la côte Nord du Puntland, et perpétré à Bosaso son premier attentat-suicide. Ses capacités restent limitées mais un afflux de combattants étrangers fuyant la pression militaire en Iraq, en République arabe syrienne ou ailleurs pourrait constituer une menace sérieuse pour la région.

Le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée reste préoccupé par l'entrée persistante d'armes illicites en Somalie, notamment via la côte nord du Puntland. L'accès restreint à la zone ne permet pas au Groupe de confirmer avec exactitude la fréquence et le volume des livraisons mais des éléments semblent indiquer qu'une cargaison d'armes arrive chaque mois dans le seul Puntland, principalement en provenance du Yémen.

En parallèle, le Gouvernement fédéral a demandé à maintes reprises la levée totale de l'embargo sur les armes malgré son incapacité à honorer pleinement ses obligations actuelles dans le cadre de la levée partielle de cet embargo. Au cours des deux dernières années, de nombreuses livraisons d'armes au bénéfice du Gouvernement fédéral et des autorités régionales n'ont pas été notifiées ou alors seulement en partie. Malgré de modestes progrès, la gestion des armes et des munitions par le Gouvernement fédéral connaît toujours des lacunes, notamment en

ce qui concerne la distribution et la traçabilité du matériel. Compte tenu des risques de détournement et de la menace qu'ils représentent pour la paix et la sécurité, notamment sur fond de tensions entre le centre et la périphérie, le Groupe de contrôle recommande de ne pas assouplir davantage l'embargo sur les armes.

Si l'on a pu observer certains progrès limités en matière de gestion des finances publiques, les institutions fédérales restent incapables de lutter contre la corruption généralisée. Les mécanismes de contrôle des marchés publics continuent d'être contournés et le manque de transparence au sujet de la propriété des sociétés fait peser des soupçons de népotisme sur l'ensemble des marchés publics. Les ministères continuent à ne pas utiliser le compte unique du Trésor ouvert à la Banque centrale de Somalie, empêchant de fait les autorités fiscales du Gouvernement fédéral de contrôler leurs revenus. Le détournement et l'utilisation abusive de terrains publics à Mogadiscio perdurent malgré l'engagement du gouvernement précédent à lutter contre ce problème. La fabrication de faux shillings somaliens dans le Puntland fragilise toujours la stabilité économique et provoque des troubles civils.

Les Chabab ont été responsables du plus grand nombre de victimes civiles pendant le mandat considéré car ils ont mené des attaques de grande ampleur contre des cibles civiles et fait subir des châtiments violents à des personnes et à des villages. Les conflits intercommunautaires, souvent exacerbés par l'implication de forces nationales et régionales ainsi que des Chabab, ont causé beaucoup de souffrances à la population. Les tensions de longue date à Galkayo et dans le Bas-Chébéli ont dégénéré en conflits armés ouverts, provoquant le déplacement de plus de 180 000 civils. En juin, les Chabab ont entamé une campagne agressive de recrutement d'enfants, enrôlant de force des centaines d'entre eux dans leur réseau de madrassas.

Après la déclaration du risque de famine en février, les Chabab ont maintenu l'interdiction d'opérations humanitaires et imposé par la violence des blocus à certaines zones contrôlées par le Gouvernement, entraînant le déplacement de plus de 800 00 civils. Alors que l'aide se renforçait en réponse à la sécheresse, le racket sur des axes majeurs, opéré à des barrages illégaux souvent contrôlés par des forces nationales et/ou régionales, a augmenté le coût global de l'acheminement de l'aide. Les humanitaires ont également connu un risque accru d'enlèvement, et leurs ressources ont été détruites et pillées par les Chabab. L'action des partenaires humanitaires internationaux et des associations somaliennes a sauvé la Somalie d'une nouvelle famine.

L'ampleur globale des exportations illégales de charbon de bois à partir du sud de la Somalie reste stable par rapport aux niveaux précédents. Contrairement à 2015 et 2016 où ils avaient sporadiquement interdit son commerce dans les zones sous leur contrôle, les Chabab ont renoué avec la taxation systématique du charbon de bois, mettant en place des barrages entre les entrepôts et les ports de Buur Gaabo et de Kismayo. Dans une fourchette basse, les Chabab tirent au moins 10 millions de dollars par an du commerce illicite du charbon de bois. Doubaï (Émirats arabes unis) reste la principale destination de ces exportations et une plaque tournante pour les réseaux criminels violent l'interdiction visant le charbon de bois avec une quasi-impunité. L'embargo sur le charbon de bois reste peu appliqué, notamment par l'administration provisoire de Djouba et la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM). Même constat du côté des pays importateurs, en particulier des Émirats arabes unis, seul le Koweït faisant exception. Le manque de volonté d'application systématique des sanctions et dans certains cas, le non-respect manifeste et délibéré de l'embargo sur le charbon de bois, facilitent le financement des Chabab et affaiblissent la lutte contre le terrorisme en Somalie.

## I. Introduction

### A. Mandat

1. Le mandat du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, tel qu'établi au paragraphe 13 de la résolution [2060 \(2012\)](#) du Conseil de sécurité et modifié aux paragraphes 41 de la résolution [2093 \(2013\)](#) et 15 de la résolution [2182 \(2014\)](#), a été prorogé au paragraphe 38 de la résolution [2317 \(2016\)](#).

2. Le 21 avril 2017, conformément aux dispositions des paragraphes 40 de la résolution [2317 \(2016\)](#) et 13 l) de la résolution [2060 \(2012\)](#), le Groupe de contrôle a présenté au Conseil de sécurité, par l'intermédiaire Comité du Conseil faisant suite aux résolutions 751 (1992) et [1907 \(2009\)](#) sur la Somalie et l'Érythrée, un exposé de mi-mandat. Il a également soumis des rapports d'étape mensuels au Comité tout au long de son mandat.

3. Dans le cadre de leurs investigations, les membres du Groupe de contrôle se sont rendus dans les pays suivants : Afrique du Sud, Bahreïn, Belgique, Côte d'Ivoire, Djibouti, Émirats arabes unis, Espagne, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, France, Inde, Iran (République islamique d'), Koweït, Ouganda, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Somalie, Soudan, Sri Lanka et Turquie.

4. Basé à Nairobi, le Groupe de contrôle se composait des experts suivants : James Smith (Coordonnateur), Jay Bahadur (groupes armés), Charles Cater (ressources naturelles), Déirdre Clancy (questions humanitaires), Tapani Holopainen (questions financières), Nazanine Moshiri (armes) et Richard Zabot (armes).

### B. Méthode

5. Au cours de la période considérée, le Groupe de contrôle a appliqué les normes de preuve et les règles de vérification exposées dans ses précédents rapports. Pour le présent rapport, il a suivi la même méthode que pour ses rapports précédents, à savoir :

- a) Recueillir, dans la mesure du possible, des informations sur les événements et les différents sujets auprès de sources multiples;
- b) Recueillir, dans la mesure du possible, des informations auprès de sources ayant une connaissance directe des événements;
- c) Recenser les éléments récurrents dans les informations recueillies et comparer les connaissances existantes avec les nouveaux renseignements et les nouvelles tendances;
- d) Prendre systématiquement en compte les conseils techniques et l'opinion de l'expert du Groupe de contrôle compétent, ainsi que l'avis collectif du Groupe, pour déterminer la crédibilité de l'information et la fiabilité des sources;
- e) Obtenir des éléments de preuve matériels, photographiques, sonores, visuels et/ou documentaires pour étayer les renseignements recueillis;
- f) Analyser des images satellite le cas échéant.

6. Le Groupe de contrôle a délibérément et systématiquement cherché à prendre contact avec les personnes impliquées dans des violations des mesures de sanction, par l'entremise d'individus ayant une connaissance directe des détails de ces violations ou connaissant des personnes dans ce cas. À certaines occasions, le

Groupe de contrôle a pu constater par lui-même des violations au moment même où elles étaient commises.

7. Le Groupe de contrôle a interrogé de nombreuses sources disposant d'informations pertinentes, notamment des fonctionnaires et des représentants de missions diplomatiques, d'organisations de la société civile et d'organisations humanitaires. Certains de ses membres se sont également entretenus avec des responsables du Puntland, du Somaliland et d'administrations régionales provisoires, des représentants de groupes politiques et de groupes armés, des transfuges, des membres du milieu des affaires et de la société civile somalienne.

8. Conformément à la circulaire du Secrétaire général sur les informations sensibles ou confidentielles : classification et maniement ([ST/SGB/2007/6](#)), le Groupe de contrôle a soumis au Comité, avec son rapport, plusieurs annexes strictement confidentielles qui contiennent des renseignements dont la divulgation pourrait compromettre le bon fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies ou le bien-être et la sécurité de son personnel ou de tiers, ou violer les obligations légales de l'Organisation. Ces annexes ne seront pas publiées comme document du Conseil de sécurité.

## **II. Actes qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité en Somalie**

### **A. Harakat el-Chabab el-Moujahidin**

9. Le groupe militant Harakat el-Chabab el-Moujahidin (Mouvement des Chabab) est toujours la menace la plus immédiate qui pèse sur la paix, la sécurité et la stabilité en Somalie. Les principales opérations offensives menées par la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et l'Armée nationale somalienne contre les Chabab sont au point mort depuis juillet 2015, date du début de la phase finale de l'opération Coulhoir de Djouba. Le mouvement contrôle donc toujours une grande partie de la Vallée du Djouba, notamment les villes de Jilib, Jamame et Bu'ale, et continue d'obliger les fermiers de la région à lui payer un tribut, qui constitue une source de revenus importante. Même autour des centres urbains du sud et du centre du pays qui sont occupés par des forces de sécurité nationales ou régionales et/ou par l'AMISOM, les Chabab gardent la mainmise sur les campagnes et les principaux itinéraires de ravitaillement, ce qui leur permet d'empêcher la livraison de marchandises à de larges segments de la population.

10. En mars 2017, les États-Unis ont publié une directive dans laquelle ils déclaraient de vastes territoires du sud de la Somalie « zones de guerre », facilitant ainsi l'intensification des combats terrestres et aériens. Entre le mois de juin et la mi-septembre 2017, ils ont officiellement mené 9 frappes aériennes dans le pays, contre 13 pour toute l'année 2016. Ces frappes ont entraîné la mort d'au moins trois membres du mouvement qui occupaient des postes de commandement de niveaux moyen à élevé<sup>1</sup>. Toutefois, comme l'a indiqué le Groupe de contrôle dans ses précédents rapports (voir [S/2016/919](#), par. 11), l'affaiblissement progressif de la direction des Chabab a eu une grande influence limitée sur la capacité du groupe de mener des attaques, tant asymétriques que conventionnelles, en Somalie. Les principales cibles en sont les soldats de la paix de l'AMISOM et les fonctionnaires

---

<sup>1</sup> Bureau of Investigative Journalism, Somalia: reported US actions 2017 database. Disponible à l'adresse suivante : [www.thebureauinvestigates.com/drone-war/data/somalia-reported-us-covert-actions-2017](http://www.thebureauinvestigates.com/drone-war/data/somalia-reported-us-covert-actions-2017) (consulté le 19 septembre 2017).

du Gouvernement fédéral somalien ou d'administrations régionales, les Chabab les considérant comme des apostats.

### **Opérations nationales et régionales**

11. Les Chabab mènent encore régulièrement des attaques complexes à Mogadiscio, contre des hôtels et des restaurants fréquentés par des responsables du Gouvernement fédéral et des membres des forces de sécurité, qui consistent généralement à faire exploser un véhicule piégé avant que quatre ou cinq « kamikazes » ne donnent l'assaut. Depuis le début du mandat considéré, l'organisation a mené trois attaques de ce type à Mogadiscio. Les établissements visés étaient le Dayah Hotel (25 janvier 2017), le Café italiano (8 mai 2017) et le Posh Hotel et le restaurant italien y attenant (14 juin 2017). Au moins 77 personnes ont été tuées.

12. Par ailleurs, le 2 janvier 2017, les Chabab ont fait exploser un véhicule équipé d'un engin explosif improvisé devant un point de contrôle de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité se trouvant au niveau de la porte Medina de l'aéroport international de Mogadiscio. Le dispositif utilisé, qui a provoqué une explosion d'une puissance estimée équivalente à celle que produirait une masse maximum de 1 200 kg de TNT, était probablement le plus lourd jamais employé par le mouvement (voir annexe 1.3)<sup>2</sup>.

13. Les Chabab représentent encore une certaine menace militaire conventionnelle pour l'AMISOM et les forces de sécurité nationales et régionales. Le 27 janvier 2017, des combattants du mouvement ont pris d'assaut une base de défense kényane située à Kulbiyow, ville à cheval sur la frontière entre le Kenya et la région du Bas-Djouba, en Somalie, et tué au moins 67 soldats des Forces de défense kényanes. Il s'agissait de la première attaque conventionnelle de grande envergure menée contre une base d'un pays fournissant des contingents à l'AMISOM depuis l'attaque manquée d'un contingent des Forces éthiopiennes de défense nationale à Halgan, dans la région de Hiran, le 9 juin 2016 (voir S/2016/919, par. 23).

14. Inversement, les activités terroristes de l'organisation demeurent très limitées à l'étranger, celle-ci ne parvenant pas à mener d'attaques de taille hors de la Somalie. Il convient toutefois de noter que le groupe d'insurgés Jaysh Ayman, qui est lié aux Chabab, reste actif dans la forêt Boni (Kenya), et mène fréquemment des attaques ciblant l'armée, la police et des civils kényans dans le comté de Lamu (Kenya). En mai 2017, des représentants du Gouvernement kényan ont annoncé que depuis le lancement de l'opération antiterroriste Linda Boni, en décembre 2016, la police avait arrêté au moins 33 membres des Chabab au Kenya, déjouant ainsi deux attentats terroristes de grande envergure<sup>3</sup>.

---

<sup>2</sup> Information basée sur l'avis d'experts en engins explosifs improvisés interrogés le 8 février 2017, à Mogadiscio, et sur une analyse indépendante menée par un ingénieur spécialiste des explosifs qui a étudié l'explosion en se basant sur des images satellites et sur la taille du cratère et effectué une moyenne des valeurs recueillies en suivant trois méthodes distinctes. Un officier des opérations du Service de la lutte antimines de l'ONU en poste à Mogadiscio a pour sa part estimé que la masse explosive du véhicule piégé était équivalente à celle d'une quantité de TNT comprise entre 200 kg et 500 kg. Courriel envoyé au Groupe de contrôle le 14 septembre 2017.

<sup>3</sup> Galgalo Bocha, « Official:police foiled planned Jamhuri Day Shabaab attack », *Daily Nation*, 18 mai 2017, disponible à l'adresse <http://www.nation.co.ke/counties/tana-river/33-suspected-Shabaab-terrorists-arrested/3444928-3931876-iyplyz/index.html>.

## **Les Chabab du Nord-Est dans le Puntland**

15. Dans ses rapports, le Groupe de contrôle a longuement rendu compte de l'insurrection des Chabab du Nord-Est contre les autorités du Puntland dans les montagnes de Golis, et s'est dit préoccupé par le fait que ce secteur pouvait servir de lieu de repli pour les militants Chabab fuyant la pression militaire du sud et du centre de la Somalie ainsi que de relais entre les Chabab et Al-Qaida dans la péninsule arabique (voir, par exemple, [S/2016/919](#), par. 30 à 32 et annexe 1.3). Il y a également signalé que les effectifs de la rébellion se composaient de 70 à 100 combattants (voir [S/2016/919](#), par. 31). Il semblerait toutefois que ce nombre ait sensiblement augmenté en 2017, peut-être en raison de la présence croissante d'une faction rivale pro-État islamique d'Iraq et du Levant dans la région de Bari (Puntland)<sup>4</sup>.

### *Attaque contre Afurur et politique incohérente de libération des détenus appliquée par le Puntland*

16. Le 8 juin 2017, à l'aube, les Chabab ont lancé leur attaque militaire conventionnelle la plus meurtrière à ce jour dans le Puntland, prenant d'assaut la base militaire d'Afurur et tuant quelque 60 soldats Darawich (forces régulières du Puntland). Il s'agissait là du premier grand affrontement entre les forces du Puntland et les Chabab du Nord-Est dans les montagnes de Golis depuis l'offensive majeure lancée par les forces du Puntland en octobre 2014, qui leur avait permis de reprendre le contrôle de la ville de Galgala, alors aux mains des militants. La ville d'Afurur, située à environ 30 kilomètres au sud-ouest de Galgala, avait tout un temps constitué un lieu de passage incontournable sur la route utilisée par les Chabab pour rejoindre les montagnes de Golis, avant d'être reprise par les forces du Puntland en juin 2015.

17. L'attaque d'Afurur a notamment été dirigée par Abdullahi Abdi Haji, alias Mursal Madobe, un individu ayant rejoint les rangs des Chabab en 2006 (voir [S/2016/919](#), annexe 1.5, strictement confidentielle). Comme le Groupe de contrôle l'a indiqué dans son rapport de 2016, Haji avait été arrêté par les autorités du Puntland en août 2015, avant d'être libéré dans le cadre d'une amnistie générale accordée par le Président Abdiweli Mohamed Ali « Gass » aux membres des Chabab qui semblaient s'être repentis (*ibid.*). Cette situation est un exemple frappant de la politique de libération des détenus que les autorités du Puntland appliquent dans les cas d'individus suspectés d'appartenir aux Chabab et que le Groupe de contrôle ne cesse de dénoncer depuis 2014 (voir [S/2014/726](#), annexe 1.4, et [S/2016/919](#), annexe 1.5, strictement confidentielle).

18. Le 26 juillet, le Commandement des forces des États-Unis en Afrique a annoncé avoir capturé Abdirisak Hussein Tahlil, l'accusant de promouvoir l'utilisation d'engins explosifs improvisés en Somalie<sup>5</sup>, et quatre autres militants des Chabab, lors d'une opération de sécurité menée dans les environs de Galkayo, en collaboration avec les forces somaliennes. D'après les grands médias américains, Tahlil avait résidé légalement aux États-Unis entre 2006 et 2009<sup>6</sup>. Il avait déjà été

<sup>4</sup> Les 6 et 7 juin 2017, le Groupe de contrôle a interrogé quatre membres du mouvement insurrectionnel des Chabab du Nord-Est détenus dans la prison centrale de Bosaso. Bien que ces entretiens aient révélé l'existence de multiples groupes d'environ 30 combattants chacun dans les montagnes de Golis, aucun des prisonniers n'était en mesure d'estimer la taille des effectifs du mouvement dans leur ensemble.

<sup>5</sup> Farah Abdi Warsameh (Associated Press), « Suspected Al-Shabab associate captured in U.S.-Somali raid », CBS News, 26 juillet 2017. Disponible à l'adresse [www.cbsnews.com/news/al-shabab-suspected-associate-captured-in-us-somali-raid/](http://www.cbsnews.com/news/al-shabab-suspected-associate-captured-in-us-somali-raid/).

<sup>6</sup> *Ibid.*

arrêté en novembre 2012 par l'agence de renseignement du Puntland, à Garowe, alors qu'il était en possession de matières explosives dans son véhicule, puis condamné à mort. Il avait toutefois été libéré le 18 décembre 2013, sur ordre du Président du Puntland Gass, tout comme son complice Mohamed Nur Aden, qui avait été arrêté dans le cadre de la même affaire<sup>7</sup>.

#### **Vols d'armes commis par les Chabab lors d'attaques visant la Mission de l'Union africaine en Somalie**

19. En 2015 et en 2016, le Groupe de contrôle s'est dit préoccupé par la vulnérabilité des bases d'opération avancées de l'AMISOM et de l'Armée nationale somalienne face aux attaques des Chabab (voir S/2016/919, par. 14, et S/2015/801, par. 91). Des attaques de grande envergure ont été menées contre les forces de l'AMISOM à El Adde (15 janvier 2016), dans la région de Gedo, à Leego (26 juin 2015), dans la région de Bay, et à Janale (1<sup>er</sup> septembre 2015), dans la région du Bas-Chébéli.

20. Depuis octobre 2016, plus d'une douzaine d'attaques d'intensité variable ont été perpétrées contre des bases de l'AMISOM. Pendant le mandat considéré, l'attaque la plus grave d'entre elles a eu lieu le 27 janvier 2017 contre une base d'opération avancée des Forces de défense kényanes située à Kulbiyow, à la frontière entre le Kenya et la Somalie. Les photos et les images vidéo diffusées par Al-Kataib, la branche médiatique des Chabab, et les médias kényans semblent confirmer que les militants ont mis la main sur des armes, des munitions et des véhicules<sup>8</sup>. Un obusier de type Mod OTO-Melara 56 de calibre 105 mm, un véhicule blindé de transport de troupes de type WZ-551, un ou plusieurs lance-mortiers de calibre 81 mm et une mitrailleuse lourde de type M240B ont notamment été dérobés.

21. Grâce à ces attaques, les Chabab parviennent à se procurer des mortiers qu'ils utilisent ensuite fréquemment contre le Gouvernement fédéral et l'AMISOM<sup>9</sup>. Depuis 2009, ce sont principalement des mortiers de calibre 82 mm et 60 mm qui sont employés. Toutefois, le Groupe de contrôle dispose de preuves indiquant que des mortiers de calibre 120 mm ont été utilisés dans au moins une attaque (perpétrée le 23 avril 2017 contre une base des forces ougandaises et de l'Armée nationale somalienne), ce qui représente une menace d'une gravité sans précédent pour la paix et à la sécurité en Somalie. Il est probable que ces obus aient été dérobés lors de l'attaque perpétrée contre le contingent burundais de l'AMISOM à Leego<sup>10</sup>.

22. En septembre 2016, des forces de l'administration provisoire du Sud-Ouest et de l'AMISOM présentes à Gofgadud Burey (région de Bay) ont repris aux Chabab un lance-roquettes thermobarique de type DZT-02 40 mm, qui avait probablement aussi été dérobé lors de l'attaque menée contre Leego<sup>11</sup>.

<sup>7</sup> On trouvera des informations complémentaires sur les arrestations de Tahilil et Nur dans le rapport final de 2013 du Groupe de contrôle. Voir S/2013/413, annexe 1.7.a.

<sup>8</sup> Conway Waddington : « The Kulbiyow Attack Uncovered », *Africa Defence Review*, 22 mars 2017, disponible à l'adresse <https://www.africndefence.net/analysis-of-competing-claims-about-the-january-2017-al-shabaab-attack-on-the-kdf-base-at-kulbiyow/>.

<sup>9</sup> Selon des informations transmises par un haut conseiller à la sécurité de l'AMISOM dans un courriel daté du 24 juillet 2017, 12 attaques au mortier ont été perpétrées à Mogadiscio entre janvier et juin 2017. D'après un enquêteur somalien basé à Mogadiscio, en 2016, environ 17 attaques au mortier ont été menées par les Chabab dans la capitale, ce qui laisser à penser que le nombre total d'attaques de ce type dans la région pourrait augmenter cette année. Courriel reçu d'un conseiller à la sécurité de l'ONU le 20 août 2017.

<sup>10</sup> SMS échangés avec un haut conseiller de l'AMISOM le 19 juillet 2017.

<sup>11</sup> Courriel reçu d'un responsable des opérations du Service de la lutte antimines le 31 juillet 2017. Les obus thermobariques sont beaucoup plus destructeurs que les projectiles standards, car ils sont

23. Voir l'annexe 1.1 pour plus d'informations sur les vols d'armes commis par les Chabab lors d'attaques visant l'AMISOM.

### **Utilisation d'engins explosifs improvisés par les Chabab**

24. Au cours du mandat considéré, les Chabab ont développé au moins une nouvelle méthode de fabrication d'engins explosifs improvisés. En outre, la puissance des explosifs employés a augmenté. Par exemple, comme indiqué ci-dessus, le groupe a notamment fait exploser, le 2 janvier 2017, un véhicule piégé dont la masse explosive était équivalente à celle de 1 200 kg maximum de TNT<sup>12</sup>.

25. En 2016, le Groupe de contrôle a signalé que les Chabab utilisaient des explosifs de fabrication artisanale dans les engins explosifs improvisés (voir S/2016/919, annexe 7.1). En juin 2017, il a reçu les résultats d'analyses réalisées par le Terrorist Explosive Device Analytical Centre (Centre d'analyse des engins explosifs terroristes) du Federal Bureau of Investigation (FBI) sur les engins explosifs improvisés utilisés lors d'attaques perpétrées en Somalie entre le 2 février 2016 et le 2 janvier 2017<sup>13</sup>. Dans au moins six cas, les explosifs analysés (qu'il s'agisse d'explosifs utilisés dans des attentats à la voiture piégée ou d'engins explosifs improvisés confisqués lors de saisies en 2016) contenaient du nitrate de potassium, un oxydant souvent utilisé comme engrais dans certains pays<sup>14</sup>. Par ailleurs, au moins trois des engins explosifs examinés présentaient également des traces de chlorate de sodium et de chlorate de potassium, deux substances utilisées pour améliorer l'efficacité des véhicules piégés<sup>15</sup>.

26. La présence de ces éléments dans les engins explosifs improvisés pourrait également s'expliquer par le fait que les Chabab aient décidé d'avoir recours à d'autres méthodes de fabrication, qui leur permettraient d'utiliser des explosifs artisanaux et de ne plus autant dépendre des explosifs de type militaire contenus dans les munitions récupérées sur des champs de bataille ou, plus récemment, volées dans des camps de l'AMISOM, l'extraction de ces produits étant particulièrement longue et difficile<sup>16</sup>. Il est donc probable que les Chabab continuent d'essayer de se procurer différents produits industriels communs contenant des

---

hautement explosifs, provoquent des incendies importants et se fragmentent au moment de l'impact.

<sup>12</sup> Informations obtenues lors d'entretiens réalisés pendant le mandat considéré avec de nombreux spécialistes de l'élimination des engins explosifs en Somalie, qui avaient examiné le véhicule équipé d'engins explosifs improvisés après son explosion.

<sup>13</sup> Le Terrorist Explosive Device Analytical Centre a souligné que la présence d'oxydants tels que le nitrate de potassium dans les résultats d'analyse ne signifiait pas pour autant que les Chabab fabriquaient des explosifs artisanaux.

<sup>14</sup> Bien que le nitrate de potassium pur ne soit pas couramment utilisé comme engrais agricole en Somalie, le Groupe de contrôle a découvert qu'au moins une entreprise en exportait en grosses quantités vers le Yémen. Les oxydants, par exemple le nitrate de potassium, contiennent de l'oxygène qui, lorsqu'il est combiné avec du carburant, provoque une explosion. L'origine du nitrate de potassium utilisé par les Chabab est incertaine. Courriel reçu d'un responsable des opérations du Service de la lutte antimines le 24 août 2017 et entretien téléphonique avec un spécialiste de la criminalistique basé à Mogadiscio le 8 août 2017.

<sup>15</sup> Le chlorate de potassium peut être utilisé dans la fabrication d'allumettes ou de bombes aériennes, deux types d'industrie n'étant actuellement pas représentés en Somalie. Quant au chlorate de sodium, il s'agit d'un produit fréquemment utilisé pour fabriquer des herbicides, des feux d'artifice, du matériel de soudage et des générateurs chimiques d'oxygène. L'origine du chlorate de potassium et du chlorate de sodium utilisés par les Chabab est incertaine.

<sup>16</sup> Informations obtenues lors d'entretiens réalisés à Mogadiscio, de juin à août 2017, avec divers spécialistes des dispositifs explosifs improvisés. Lors d'un entretien téléphonique en date du 3 septembre 2017, un spécialiste de la neutralisation des explosifs et munitions a fait savoir au Groupe de contrôle que, pour produire 100 kg d'explosifs, il était nécessaire de récolter 500 kg de munitions.

oxydants, tels que les engrais, grâce auxquels ils seraient en mesure de fabriquer davantage d'engins explosifs improvisés et d'en augmenter la puissance.

27. Le Groupe de contrôle a également enquêté sur deux saisies de composants d'engins explosifs improvisés réalisées par les forces de sécurité du Puntland le 26 avril et le 30 mai 2017. Les détonateurs électriques font partie des principaux composants d'engins explosifs improvisés à atteindre le Puntland et d'autres régions de la Somalie. Nombre des détonateurs saisis avaient été fabriqués par C-DET Explosive Industries, une société commerciale basée en Inde<sup>17</sup>. Voir l'annexe 1.2 (strictement confidentielle) pour de plus amples informations sur l'approvisionnement des Chabab en matière de composants d'engins explosifs improvisés et sur l'évolution des technologies utilisées.

### **Revenus du Mouvement des Chabab**

28. Durant le mandat considéré, les Chabab ont continué d'exiger que les acteurs du milieu des affaires somalien leur versent un tribut (voir également [S/2016/919](#), annexe 1.6, et [S/2015/801](#), par. 92). Il est ressorti des entretiens menés par le Groupe de contrôle que, à Mogadiscio, le montant mensuel de cette taxe pouvait aller de 10 à 70 000 dollars, selon qu'il s'agissait de simples commerçants ou de grandes compagnies<sup>18</sup>. Le 23 juillet 2017, les services de sécurité du Gouvernement fédéral ont adressé une lettre aux entités et personnes concernées, leur déconseillant d'apporter un soutien financier aux Chabab. Néanmoins, le Gouvernement fédéral et les agences de sécurité ayant des moyens de surveillance de ces activités limités, il est peu probable que cet avertissement ait l'effet espéré sur la capacité des Chabab à taxer les acteurs du milieu des affaires.

29. Durant son précédent mandat, le Groupe de contrôle a constaté que les Chabab dépendaient de plus en plus des recettes issues de la taxation des activités de production agricole, d'élevage et de commerce (voir [S/2016/919](#), par. 83 et annexe 1.8)<sup>19</sup>. On trouvera à l'annexe 1.5 une estimation des revenus issus de la taxation des activités d'élevage et des marchés agricoles dans les régions de Bay et de Bakool.

30. Le Mouvement des Chabab continue par ailleurs de taxer les marchandises traversant des points de contrôle situés le long des principaux itinéraires de ravitaillement, en particulier des produits d'importation ou d'exportation transportés vers les principaux ports du pays en vue notamment d'être envoyés au Kenya. Les chauffeurs de camions de grande taille doivent généralement s'acquitter d'un impôt de 1 000 dollars, après quoi ils reçoivent une preuve de paiement en vue d'éviter les doubles impositions<sup>20</sup>.

31. Selon les Chabab, les taxes prélevées sur les activités de production agricole et d'élevage sont une forme de zakat, soit une taxe religieuse sur la fortune et la propriété généralement perçue tous les ans. Il convient de noter que le mouvement

---

<sup>17</sup> Voir [S/2014/726](#), annexe 6.6 pour un exemple d'étude de cas sur le trafic mené par les Chabab pour faire venir des détonateurs électriques vers le Puntland en passant par le Yémen.

<sup>18</sup> Informations obtenues lors d'entretiens avec un spécialiste de la lutte contre le terrorisme, à Nairobi, le 7 mars 2017; un commerçant de Mogadiscio, le 4 juillet 2017; un agent des services de répression spécialisé dans la lutte contre le Mouvement des Chabab, à Londres, le 31 mars 2017.

<sup>19</sup> Au paragraphe 21 de sa résolution [2317 \(2016\)](#), le Conseil de sécurité a demandé au Groupe de contrôle de continuer de lui faire rapport sur la question.

<sup>20</sup> Informations obtenues lors de l'interrogatoire d'un ancien responsable financier du mouvement, à Baidoa, le 30 août 2017; lors d'un entretien avec un agent du renseignement spécialisé dans les sources de revenus des Chabab, à Baidoa, le 2 août 2017; lors d'un entretien avec un consultant basé à Kismayo, le 14 juin 2017.

se fait de plus en plus agressif pour prélever cet impôt, tant du point de vue des quantités saisies et de la fréquence des collectes que des méthodes employées<sup>21</sup>.

## B. Faction pro-État islamique d'Iraq et du Levant en Somalie

32. La faction pro-EIIL loyale au cheik Abdulqader Mu'min – dont le nombre de membres ne s'élevait, d'après les estimations fournies par le Groupe de contrôle dans son rapport de 2016, qu'à quelques dizaines (voir S/2016/919, par. 28) – a considérablement grossi et pourrait, au moment de la rédaction du présent rapport, compter jusqu'à 200 combattants<sup>22</sup>.

33. En octobre 2016, la faction pro-EIIL a pris le contrôle de la ville de Qandala, dans la région de Bari (Puntland), et en a fait le siège du « Califat islamique » en Somalie. À la fin du mois de novembre, les forces terrestres et maritimes du Puntland, appuyées par des conseillers militaires américains, ont lancé une offensive commune et, après plusieurs affrontements armés, sont parvenues à reprendre la ville, le 7 décembre. Toutefois, la faction pro-EIIL reste très présente dans la campagne environnante; il semblerait, d'après les résultats de la localisation des téléphones cellulaires utilisés par ses membres, que ces derniers soient particulièrement actifs aux alentours de l'antenne téléphonique d'Afbashaashin, située à environ 50 kilomètres au sud-est de Qandala<sup>23</sup>.

34. Bien que la faction pro-EIIL n'ait plus lancé d'attaques conventionnelles de grande envergure contre les forces du Puntland depuis la reprise de Qandala, elle mène régulièrement des attaques asymétriques. Elle a par ailleurs fait montre de capacités tactiques accrues lorsque, à l'aube du 8 février 2017, deux hommes armés ont pris d'assaut l'International Village Hotel de Bosaso, capitale économique du Puntland, perpétrant ainsi la première attaque du groupe contre un hôtel (voir annexe 2.4). Le 23 mai, elle a mené sa première attaque suicide, un kamikaze se faisant exploser au niveau d'un poste de contrôle de police situé près du Juba Hotel, à Bosaso. Cet attentat a fait 5 morts et au moins 12 blessés (voir annexe 2.5, strictement confidentielle). Selon les autorités du Puntland, un des dirigeants de la faction pro-EIIL, Abdirahman Fahiyeh Isse Mohamud (clan Darod/Harti/Deshishe), également connu sous les noms de Ahmed Adan, Khalid, Yaquub et Burane, était derrière ces attaques<sup>24</sup>.

35. Même si la faction pro-EIIL ne menace pas actuellement l'existence de l'administration du Puntland, le faible contrôle que cette dernière exerce sur la région de Bari en fait un lieu de repli potentiel pour les combattants étrangers de l'organisation. Or, un afflux de combattants étrangers expérimentés risquerait

<sup>21</sup> Informations obtenues lors d'entretiens avec un ancien responsable financier du mouvement, à Baïdoa, le 30 août 2017 ; auprès d'un homme d'affaires somalien, à Mogadiscio, le 4 juillet 2017 ; auprès d'anciens et de membres de la communauté, dans les régions du Bas-Chébéli et du Moyen-Djouba.

<sup>22</sup> Informations obtenues lors d'entretiens réalisés en avril 2017 par le Groupe de contrôle avec 10 combattants actuellement détenus à la prison centrale de Bosaso, qui avaient fui les rangs de la faction pro-EIIL, et lors d'entretiens avec des membres des services de renseignement et de la sécurité connaissant la situation dans le Puntland. La plupart des combattants interrogés ayant quitté la faction en décembre 2016, il est possible que la situation ait évolué après cette date et que les informations fournies ne soient plus à jour.

<sup>23</sup> Le rôle de la ville d'Afbashaashin dans les opérations de la faction, en particulier celles menées avant mars 2017, a été confirmé par un haut fonctionnaire des services de renseignement du Puntland le 13 avril 2017.

<sup>24</sup> D'après les informations obtenues lors d'un entretien avec un haut responsable de la sécurité dans le Puntland, le 18 août 2017.

d'avoir raison des forces de sécurité du Puntland, qui ne sont payées que sporadiquement et présentent déjà des signes d'abattement.

### **Liens avec l'État islamique d'Iraq et du Levant dans son ensemble**

36. Bien que le Groupe de contrôle n'ait encore trouvé aucune preuve formelle attestant l'existence de liens opérationnels entre la faction dirigée par Mu'min et l'EIIL au sens large, l'analyse des communications émanant d'un téléphone ayant indubitablement été utilisé par le cheik a révélé que l'appareil avait servi à plusieurs reprises à contacter un commutateur téléphonique situé au Yémen, en avril et en mai 2016 (voir S/2016/919, annexe 1.2). D'après les services de renseignement régionaux, l'utilisateur de ce commutateur était Khalil Dheere, un ancien membre des Chabab qui avait quitté le mouvement et était parti au Yémen en 2013. On soupçonne que Dheere fasse office d'intermédiaire entre le Cheik et des responsables de l'EIIL en Iraq et en République arabe syrienne, mais la nature exacte de leurs contacts reste un mystère.

37. Plusieurs anciens membres de la faction pro-EIIL, qui avaient quitté ses rangs en décembre 2016, ont indiqué que leurs chefs recevaient des ordres – ainsi que des fonds, grâce au réseau parabancaire hawala – en provenance d'Iraq et de République arabe syrienne. L'un d'entre eux a affirmé avoir vu des dirigeants de la faction, notamment Abdulqader Mu'min et Ahmed Adan (voir ci-dessous), utiliser le logiciel de cryptage TrueCrypt pour échanger des messages vocaux avec le commandement de l'EIIL en République arabe syrienne et en Iraq. Le Groupe de contrôle n'est toutefois pas parvenu à vérifier ces affirmations.

### **Recrutement**

38. La faction pro-EIIL a développé des méthodes de recrutement de plus en plus sophistiquées ayant pour objectif principal d'enrôler d'anciens membres des Chebab se trouvant dans le sud de la Somalie. Ainsi, deux anciens combattants interrogés par le Groupe de contrôle ont indiqué qu'ils avaient reçu des billets d'avion pour se rendre de Mogadiscio à Galkayo, ce qui leur avait permis d'éviter les nombreux points de contrôle armés qu'ils auraient eu à franchir sur la route reliant le sud de la Somalie au Puntland. Grâce à ses activités de recrutement intenses, la faction pro-EIIL a pris le pas sur un mouvement dominé par le clan des Darod/Majeerteen/Ali Saleeban, et compte désormais des combattants provenant de nombreux clans à travers le pays.

39. De par son caractère international, l'EIIL attire plus de combattants terroristes étrangers que le Mouvement des Chabab, dont les objectifs immédiats se limitent à l'expulsion des non-musulmans de Somalie et à la création d'un État régi par la charia. Néanmoins, la faction pro-EIIL, active dans la région de Bari, n'a jusqu'à présent attiré qu'un nombre limité de ces combattants. C'est le cas, notamment, de Suhayl Salim Abd El-Rahman, également connu sous le nom d'Abu Faris, un ressortissant soudanais sanctionné par le Département du trésor américain. Abd El-Rahman a été inscrit sur la « Specially Designated Nationals and Blocked Persons List » (liste de nationaux faisant l'objet d'un signalement spécifique et bloqués) par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor en juillet 2012 pour avoir facilité l'entrée de combattants étrangers en Somalie au nom du Mouvement des Chabab<sup>25</sup>. Alors qu'il était interrogé par le Groupe de

---

<sup>25</sup> Voir Département du trésor américain, « Treasury targets regional actors fueling violence and instability in Somalia », communiqué de presse, 5 juillet 2012. Disponible à l'adresse [www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1630.aspx](http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1630.aspx). Suhayl Salim Abd El-Rahman avait collaboré avec Aboud Rogo Mohammed, un imam radical kényan inscrit sur la Liste relative

contrôle, un ancien combattant de la faction pro-EIIL, qui avait déserté en décembre 2016, a déclaré qu'Abd El-Rahman était son supérieur direct. Deux autres anciens militants de la faction ont signalé qu'un combattant soudanais arabophone était présent dans leur rang, mais que celui-ci se faisait appeler « Bilal »<sup>26</sup>.

40. Par ailleurs, un ancien combattant interrogé par le Groupe de contrôle, dont les papiers n'ont pas pu être examinés, a affirmé être de nationalité kényane et un autre, âgé de 17 ans, a déclaré être né au Koweït<sup>27</sup>. Deux des personnes interrogées ont également signalé la présence à leurs côtés d'un Djiboutien connu sous le nom d'Abtidoon et déclaré que ce dernier avait été tué pendant les combats qui avaient précédé la reprise de Qandala par les forces du Puntland<sup>28</sup>.

### **Paiement des combattants**

41. Lors des interrogatoires qu'il a menés, le Groupe de contrôle a découvert que les salaires versés par la faction pro-EIIL à ses combattants étaient extrêmement modestes, voire inexistant. Les anciens combattants interrogés ont indiqué que les militants célibataires ne recevaient aucun salaire<sup>29</sup> et que ceux qui étaient mariés recevaient 50 dollars par mois plus 10 à 20 dollars par enfant, en fonction de l'âge<sup>30</sup>. Il semblerait donc que la faction consacre, au total, une somme comprise entre 3 000 et 9 000 dollars par mois, soit 36 000 à 108 000 dollars par an, au paiement de ses combattants<sup>31</sup>. Étant donné le faible montant des salaires, il est vraisemblable qu'elle parvienne à financer ses activités malgré un budget limité, probablement même sans avoir à compter sur un soutien financier extérieur. Toutefois, les combattants subalternes n'étant pas payés, il est également fort possible que nombre d'entre eux quittent ses rangs, problème auquel est également confronté le Mouvement des Chabab.

42. On trouvera à l'annexe 2.2 des informations complémentaires sur la faction pro-EIIL, notamment en ce qui concerne sa structure hiérarchique.

## **C. Conflits intercommunautaires**

43. Au cours des deux derniers mandats du Groupe de contrôle, la complexité des deux conflits intercommunautaires déjà anciens qui sévissent dans les régions du Bas-Chébéli et de Gaalkacyo s'est encore accrue, les dynamiques régionales, fédérales et internationales ayant évolué. Ces deux conflits, dans lesquels les

---

aux sanctions imposées par la résolution 1844 (SOi. 011) abattu par des assaillants inconnus à Mombasa, en août 2012.

<sup>26</sup> Informations obtenues lors d'interrogatoires d'anciens combattants de la faction pro-EIIL menés à Bosaso, les 11 et 12 avril 2017.

<sup>27</sup> Ces deux individus avaient été membres des Chabab avant de rejoindre les rangs de la faction pro-EIIL.

<sup>28</sup> Le 7 mars 2017, un ancien membre des services de renseignement du Puntland a déclaré au Groupe de contrôle qu'un combattant djiboutien de la faction pro-EIIL avait été tué par les forces du Puntland. Selon les deux anciens combattants interrogés par le Groupe de contrôle, l'individu se faisant appeler Abtidoon s'y connaissait en fabrication et en utilisation d'engins explosifs improvisés. Ils ont par ailleurs tous deux indiqué que des responsables des forces de sécurité du Puntland leur avaient montré une photographie de son cadavre.

<sup>29</sup> Un ancien combattant célibataire a affirmé qu'il recevait environ 20 dollars par mois pour couvrir ses frais de téléphone.

<sup>30</sup> Informations obtenues lors d'interrogatoires d'anciens combattants de la faction pro-EIIL menés à Bosaso, les 11 et 12 avril 2017.

<sup>31</sup> Estimations obtenues en se basant sur des effectifs allant de 120 combattants, dont 40 % seraient mariés, à 200 combattants, dont 60 % seraient mariés.

Chabab sont de plus en plus impliqués, continuent de faire peser une menace sur la paix, la sécurité et la stabilité à long terme de la Somalie.

### **Bas-Chébéli**

44. Depuis 2014, le Groupe de contrôle a constaté que le conflit intercommunautaire enraciné dans la région du Bas-Chébéli (en particulier entre les clans Habar Ghidir, Bimal et Digil) était compliqué par la prédominance relative des Habar Ghidir dans les structures politiques et les structures de sécurité locales et fédérales, mais aussi par la présence accrue des Chabab. Sous la présidence d'Hassan Sheikh Mohamud, l'élargissement du pouvoir de l'État à cette région – et par extension l'appui de la communauté internationale – s'est fait avec le soutien des réseaux Habar Ghidir. Des éléments de l'Armée nationale somalienne majoritairement Hawiye ont perpétré des attaques à grande échelle contre les populations Bimal et Digil dans la région à titre individuel mais aussi, à certaines occasions, dans le cadre d'opérations conjointes avec les Chabab (voir [S/2016/919](#), annexe 6.1). Dans le même temps, les Chabab ont également conclu des alliances avec les populations locales opposées au Gouvernement, prétendant qu'ils allaient les protéger face à un État illégitime et prédateur<sup>32</sup>.

45. À la fin de 2016, les allégeances aux Chabab dans la région étaient plus fermement établies. Suite à la prise de contrôle temporaire de Marka par les Chabab en février 2016 (soutenus à des degrés divers par les milices Habar Ghidir et des éléments de l'Armée nationale somalienne), les Bimal ont changé de camp pour se ranger du côté de l'AMISOM et des forces anti-Chabab (voir [S/2016/919](#), annexe 7.5). Les réseaux Habar Ghidir présents dans la région se sont tournés vers les Chabab et ont consolidé leur alliance. En octobre 2016, les Chabab ont commencé à incendier et à piller de nombreux villages Bimal et, en mai 2017, ils ont multiplié leurs attaques<sup>33</sup>. En août, un conflit ouvert a éclaté pour le contrôle de Marka entre les Bimal, les milices des Habar Ghidir et les Chabab (voir également l'annexe 10.2 strictement confidentielle).

### **Gaalkacyo**

46. Le conflit qui touche Gaalkacyo tire son origine des tensions anciennes entre clans rivaux (principalement entre les Darod et les Majertin et entre les Hawiye et les Habar Ghidir), qui étaient tempérées depuis plus de 20 ans par un accord conclu en 1993. Toutefois, au plus fort du processus de fédéralisation, en 2015, de nouveaux acteurs sont apparus et ont fait monter les enjeux : « les anciennes régions dominées par les clans [...] se sont transformées en États claniques qui ne se disputent plus seulement l'accès aux pâtures, à l'eau et à d'autres ressources locales, mais revendiquent également des territoires, une légitimité politique et le contrôle de biens nationaux »<sup>34</sup>.

47. Les deux phases de conflit ouvert, en 2015 et en 2016, ont opposé deux administrations lourdement armées (l'administration provisoire de Galmudug et le Puntland), aux côtés desquelles combattaient des milices claniques alliées et des éléments des Forces nationales de sécurité. L'échec des différentes négociations

<sup>32</sup> Au cours du mandat considéré, le tribunal des Chabab à Afgoye était toujours la juridiction vers laquelle de nombreuses personnes se tournaient pour résoudre des litiges fonciers, même à Mogadiscio.

<sup>33</sup> Pour plus d'informations, voir Human Rights Watch, « Somalia: Al-Shabab forces burn villages », 26 juillet 2017. Disponible à l'adresse <https://www.hrw.org/news/2017/07/26/somalia-al-shabab-forces-burn-villages>.

<sup>34</sup> Interpeace and Peace and Development Research Centre Galkacyo, Conflict Assessment, décembre 2016-mars 2017.

menées entre les deux camps a permis aux Chabab de jouer un rôle déstabilisateur, attisant le sentiment de méfiance qui animait les parties et contribuant directement au climat de violence. Les Chabab ont ainsi accru leur présence et leur influence dans le Puntland et le Galmudug, et consolidé le contrôle qu'ils exerçaient sur des éléments des structures militaire et politique de la région. De leur côté, les dirigeants de l'administration provisoire de Galmudug et du Puntland, qui en une année sont entrés deux fois en conflit, n'ont subi aucun blâme.

48. On trouvera dans l'annexe 3.1 une description des causes du conflit, des facteurs qui y contribuent, de conséquences sur les civils et des mesures prises pour atténuer la violence.

#### **Autres tensions intercommunautaires**

49. Depuis la création du Puntland, et plus tard avec l'émergence de l'État autoproclamé de Khatumo en 2012, des rivalités concernant le contrôle de Sool, de Sanaag et de secteurs de Togheer (aussi connu sous le nom de Cayn) ont donné lieu à des conflits armés fréquents mais de faible intensité entre les forces du Puntland, du Somaliland et de Khatumo, et ont contribué au sous-développement de la région<sup>35</sup>. Malgré les affrontements armés et les manœuvres politiques – comme l'accord conclu en juin 2017 entre une faction de Khatumo et le Somaliland, qui a été rejeté par les anciens de Khatumo – le conflit ouvert a pu être évité<sup>36</sup>. Néanmoins, à la mi-août 2017, alors que les préparatifs des élections étaient en cours dans le Somaliland, le Puntland a déployé ses troupes dans la région de Sool, et des miliciens Dhoulbahante ont attaqué des cibles en lien avec les élections<sup>37</sup>. Parallèlement, le Groupe de contrôle a recueilli des témoignages faisant état d'une présence accrue des Chabab dans certaines parties de Sool (y compris à Laascanood) et de Sanaag, notamment depuis les attaques qu'ils ont menées à Affurur<sup>38</sup>.

50. En juillet 2017, au moins 27 personnes ont perdu la vie et plus de 13 800 ont été déplacées après qu'Ahl al-Sunna wal-Jama'a a déployé des troupes dans le district de Herale (région de Galguduud) en prévision d'un visite du Président de l'administration provisoire de Galmudug, Ahmed Duale Gelle « Haaf » dans la région<sup>39</sup>. À la fin du mois d'août, le conflit s'était intensifié et des combats opposant Ahl al-Sunna wal-Jama'a aux forces de l'administration provisoire de Galmudug faisaient rage dans les faubourgs de Doussamarib, exacerbés, selon certaines informations, par des éléments du secteur 21 de l'Armée nationale somalienne et des forces de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité basées à Adado.

<sup>35</sup> Ces régions sont principalement peuplées par des Dhoulbahante. Voir également S/2016/919, annexe 7.4, par. 38.

<sup>36</sup> L'accord conclu en juin 2017 avec le Somaliland a suscité des affrontements entre les milices qui y étaient favorables et le Front de libération Dhulbahante qui s'y opposait. Voir « The *Guurti* of Khatumo State of Somalia's position on talks with Somaliland », communiqué de presse, 17 juin 2017, disponible à l'adresse [http://www.somalilandsun.com/images/pdf/the\\_guurti\\_of\\_khatumo\\_state\\_of\\_somalias\\_position\\_on\\_talks\\_with\\_somaliland.pdf](http://www.somalilandsun.com/images/pdf/the_guurti_of_khatumo_state_of_somalias_position_on_talks_with_somaliland.pdf).

<sup>37</sup> Le 12 août, les miliciens ont attaqué un bureau de vote à Xalin, faisant trois blessés parmi les civils et provoquant la mort d'un soldat du Somaliland qui protégeait un convoi transportant des bulletins de votes vers Holhol. Courriel d'un fonctionnaire de l'ONU, 14 août 2017.

<sup>38</sup> Entretien téléphonique entre le Groupe de contrôle et une personne qui s'était rendue récemment à Laascanood, 30 juillet 2017; série de courriels envoyés par des fonctionnaires de l'ONU, de janvier à août 2017.

<sup>39</sup> Courriel envoyé par un agent de l'aide humanitaire travaillant à Mudug au Groupe de contrôle, le 7 août 2017. Deux jours avant les affrontements, le Président de l'administration provisoire de Galmudug, Ahmed Duale Gelle « Xaaf », avait rencontré les anciens du clan Herale à Abudwaq et avait promis qu'il se rendrait dans la ville pour discuter de la question de l'appui au développement et à la coopération.

## D. Gestion des finances publiques

### Aperçu de l'évolution de la gestion des finances publiques

51. Pendant le mandat considéré, on a noté peu de progrès dans la gestion des finances publiques au niveau fédéral<sup>40</sup>.

52. Le 10 août, le Gouvernement fédéral a approuvé le projet de loi relatif à la gestion des finances publiques. Au moment de l'établissement du présent rapport, le projet était devant le Parlement en vue de son approbation. Le 21 août, la loi sur les communications nationales a été adoptée par la chambre haute du Parlement. Toutefois, ces textes ne sont toujours que peu, voire pas du tout, appliqués, ou sont tout simplement inapplicables en raison du climat politique et économique actuel<sup>41</sup>.

53. Le 15 juin 2017, le Gouvernement fédéral a prorogé jusqu'à juin 2018 le mandat du Comité de la gouvernance financière, un organe de contrôle créé vers la moitié de 2014 au sein duquel plusieurs institutions financières sont représentées.

54. Le système de gestion de l'information financière somalien a été créé à la fin de 2015 en vue de faciliter l'automatisation et l'intégration des opérations de gestion des finances publiques. C'est le système qui est utilisé pour le compte unique du Trésor, mais la majorité des ministères, départements et agences et l'administration régionale de Benadir continuent de n'y avoir que peu, voire pas du tout, recours. Dès lors, même si les relevés bancaires du compte unique du Trésor sont relativement bien détaillés, on ne dispose toujours que de très peu d'informations concernant les transactions effectuées par les ministères, départements et agences et l'administration régionale de Benadir (pour la plupart toujours en espèces)<sup>42</sup>.

55. Le recouvrement des recettes demeure l'un des principaux défis à relever pour le Gouvernement fédéral, qui doit compter sur de maigres ressources, principalement générées à Mogadiscio. Les entreprises privées qui étaient chargées de collecter les impôts au nom du Gouvernement en 2016 ont obtenu des résultats mitigés (voir la discussion sur Smart General Services, Ltd. ci-après), au vu de quoi le Ministre des finances a résilié leurs contrats dans une lettre datée du 29 juillet 2017.

---

<sup>40</sup> Le 11 juillet 2017, après avoir achevé son deuxième examen dans le cadre du programme de référence pour la Somalie, le Fonds monétaire international (FMI) a publié un communiqué de presse saluant « la détermination persistante avec laquelle les autorités mettent en œuvre les politiques et les réformes... [et] les progrès qu'elles continuent d'accomplir dans la mise en œuvre de la réforme monétaire et des plans de relance du secteur financier ». Fonds monétaire international, « IMF Management Completes the Second Review under the Staff-Monitored Program for Somalia and IMF Managing Director Approves a New Staff-Monitored Program », communiqué de presse, 11 juillet 2017. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/07/11/Somalia-Second-and-Final-Review-Under-the-Staff-Monitored-Program-and-Request-for-a-New-45065>.

<sup>41</sup> L'utilité de certaines mesures demeure également contestable. Avant l'adoption de la loi sur les communications nationales, qui a été négociée et puis affaiblie par différents parlementaires et représentants du secteur des télécommunications depuis 2004, des éléments essentiels ont été retirés. Le projet de loi relatif à la gestion des finances publiques sous sa forme actuelle permet au Gouvernement fédéral de solliciter des prêts internationaux allant jusqu'à 200 millions de dollars sans avoir besoin de l'approbation du Parlement.

<sup>42</sup> Le registre du système de gestion de l'information financière somalien utilisé pour l'administration régionale de Benadir affiche une dépense de 7 905 126,35 dollars en 2016 dans la rubrique *Khidmada Maamulka Gobalka Banaadir \$15 %* (toutes les transactions allant de 67 707,35 à 335 140,20 dollars).

## Gestion des devises

56. Dans son précédent rapport, le Groupe de contrôle a fait part de ses préoccupations concernant l'émission non réglementée de shillings somaliens (voir [S/2016/919](#), annexe 4.1). Pendant le mandat considéré, il a fait la même constatation, la Banque du Puntland ayant fabriqué 1 000 billets de shillings somaliens à Boosaaso avec l'aide des autorités du Puntland. Pendant la même période, la diffusion de fausse monnaie, ainsi que l'inflation et les troubles sociaux qui vont de pair, se sont intensifiés et propagés du Puntland à la région de Hiraan et dans le Somaliland. Les autorités locales du Puntland ont réfuté ces accusations et rejeté le blâme sur les Chabab. Parmi les contremesures prises par les autorités locales on citera l'instauration de taux de change fixes et les arrestations massives de cambistes.

57. Voir l'annexe 4.1 pour davantage d'informations sur les conséquences de la fabrication non réglementée de billets de banque somaliens.

## Marchés publics et concessions

58. Pendant le mandat considéré, le Groupe de contrôle a continué de recueillir des informations sur plusieurs marchés publics et concessions. Le 5 septembre 2017, en réponse à une lettre de demande d'informations sur plusieurs marchés publics et les propriétaires de diverses entreprises, le Gouvernement fédéral a déclaré avoir de toute évidence hérité de contrats (conclus par l'administration précédente) dont le processus d'attribution était opaque, pour lesquels il manquait certaines données concernant les propriétaires des entreprises et qui présentaient d'autres lacunes, notamment en matière d'efficacité et de rapport qualité-prix<sup>43</sup>.

59. Au niveau fédéral, le Groupe de contrôle a de nouveau fait part de ses préoccupations au Gouvernement fédéral au sujet des contrats et des accords conclus avec les deux entreprises citées, comme on le voit ci-après.

### *Bukhari Logistics East Africa*

60. D'après les informations communiquées au Groupe de contrôle, le Gouvernement fédéral a passé un contrat avec Bukhari Logistics East Africa pour la fourniture de rations à ses administrations pénitentiaires<sup>44</sup>. Le contrat a été attribué sans être soumis à l'examen du Comité de la gouvernance financière ni de la commission nationale des marchés publics provisoire. Il ressort de la comptabilité du compte unique du Trésor de la Banque centrale de Somalie que, entre novembre 2016 et janvier 2017, environ 740 000 dollars ont été transférés sur un compte détenu par Bukhari Logistics East Africa auprès de la banque Salaam Somali Bank, ce qui représenterait environ 3 millions de dollars par an<sup>45</sup>.

61. Le 31 juillet 2017, le Groupe de contrôle a prié le Gouvernement fédéral de lui fournir des renseignements sur cette entreprise, notamment au sujet de ses propriétaires et du contrat. Dans sa réponse datée du 18 août, le Gouvernement fédéral a indiqué que le Ministère des finances n'avait pas connaissance d'un contrat conclu avec Bukhari Logistics East Africa et qu'il apprécierait que le

---

<sup>43</sup> Lettre du Gouvernement fédéral au Groupe de contrôle, 5 septembre 2017. Toutefois, il apparaît aussi clairement qu'à la mi-août, le Ministère des finances n'avait pas connaissance de l'existence de contrats publics qui avaient déjà été examinés par le Comité de la gouvernance financière, un organe présidé par le Ministre des finances.

<sup>44</sup> Entretien avec un consultant international travaillant pour le Gouvernement fédéral, 16 mai 2017.

<sup>45</sup> Les relevés du compte unique du Trésor de la Banque centrale de Somalie sont disponibles au Secrétariat.

Groupe de contrôle lui donne des renseignements complémentaires afin que le Ministère étudie la question plus avant<sup>46</sup>.

62. Le Groupe de contrôle a transmis les renseignements dont il disposait au Gouvernement fédéral dans une lettre datée du 23 août. Au moment de l'établissement du présent rapport, il n'avait pas reçu d'autres informations sur les propriétaires de l'entreprise ni le contrat conclu avec le Gouvernement fédéral.

*Smart General Services, Ltd.*

63. En septembre 2015, le Ministère des finances a fait appel aux services de l'entreprise Smart General Services, Ltd. pour collecter les taxes de circulation et d'immatriculation des véhicules au nom du Gouvernement fédéral. En dépit d'une directive permanente du Gouvernement qui dispose que toutes les recettes de l'État doivent être versées sur le compte unique du Trésor de la Banque centrale de Somalie, les taxes collectées par Smart General Services ont été transférées sur un compte privé détenu auprès de la Salaam Somali Bank à Mogadiscio<sup>47</sup>. Il s'agit là d'un exemple de système parallèle de recouvrement des recettes (avec des comptes privés ou des comptes non officiels de la Banque centrale de Somalie) utilisé pour échapper au contrôle du Ministère des finances.

64. Conformément aux dispositions de l'accord initial conclu entre le Ministère des finances et Smart General Services, 60 % de toutes les recettes générées par l'entreprise devaient être reversées au Gouvernement fédéral<sup>48</sup>. Les recettes nettes (une fois déduits les 40 % dus à Smart) devaient être transférées de la Salaam Somali Bank au compte unique du Trésor tous les 15 jours<sup>49</sup>. Toutefois, les relevés du compte détenu par Smart General Services auprès de la Salaam Somali Bank, auxquels le Groupe de contrôle a eu accès, montrent qu'au total, seuls 62 648 dollars (soit 4,2 %) des 1 481 695 dollars collectés entre août 2016 et mai 2017 ont été virés sur le compte unique du Trésor. En outre, les transferts n'ont pas été effectués régulièrement<sup>50</sup> et des irrégularités ont été constatées<sup>51</sup>.

65. Le Groupe de contrôle a constaté d'autres irrégularités comptables, notamment un retrait de 275 000 dollars effectué le 19 octobre 2016 qui a été classé dans la catégorie « *maal galin* » (« investissement »). Par ailleurs, plus de 40 % des recettes de Smart General Services (600 187 dollars) ont été directement transférés à Kulmiye General Services, une société de construction établie à Mogadiscio et administrée par Abdulkadir Abukar Omar « Adaani », le fils et associé d'Abukar Omar « Adaani », ancien entrepreneur du Programme alimentaire mondial dont le rôle déstabilisateur en Somalie a été étayé dans de nombreux rapports du Groupe<sup>52</sup>.

<sup>46</sup> Lettre du Gouvernement fédéral au Groupe de contrôle, 18 août 2017.

<sup>47</sup> Le dossier contenant les informations sur le compte et les relevés bancaires est disponible au Secrétariat.

<sup>48</sup> L'annexe 4.3.a du rapport établi par le Groupe de contrôle en 2016 ([S/2016/919](#)) contient un récapitulatif de l'accord conclu avec Smart General Services, Ltd., ainsi que des copies de la première et de la dernière page de ce contrat.

<sup>49</sup> Entretien avec un ancien haut fonctionnaire du Ministère des finances du Gouvernement fédéral, 25 juillet 2017.

<sup>50</sup> Par exemple, tous les transferts de recettes sur le compte unique du Trésor ont été réalisés d'août à décembre 2016; aucun fonds n'a été transféré en 2017.

<sup>51</sup> Le 8 décembre 2016 par exemple, les relevés du compte de la Salaam Somali Bank affichaient un transfert de 26 000 dollars à la Banque centrale de Somalie; toutefois, les relevés de cette dernière indiquent qu'elle n'a reçu que 14 000 dollars.

<sup>52</sup> Pour plus d'informations sur les activités d'Abukar « Adaani », voir [S/2010/91](#), par. 239 (détournement de l'aide alimentaire du PAM); [S/2006/913](#), par. 12 et 143 (financement de l'Union des tribunaux islamiques; établissement de centres de formation et expéditions d'armes); [S/2006/229](#), par. 136 (combats pour le contrôle du port maritime d'El Ma'an); [S/2005/625](#), par. 18

Ces fonds étaient officiellement destinés à payer les travaux de construction de routes réalisés par Kulmiye General Services à Mogadiscio au titre d'un contrat conclu avec l'administration régionale de Benadir, qui avait été attribué sans faire l'objet d'un appel d'offres<sup>53</sup>.

66. Le Groupe de contrôle a demandé au Gouvernement fédéral de lui fournir des précisions en ce qui concerne les propriétaires de Smart General Services et de Kulmiye General Services, mais n'a pas reçu suffisamment d'informations permettant de déterminer à qui ces deux entreprises appartenaient réellement. Le Groupe a aussi demandé des renseignements au sujet des routes construites par Kulmiye General Services, mais n'a pas reçu de réponse.

67. Le 29 juillet 2017, le Ministère des finances a résilié le contrat de Smart General Services et publié un décret interdisant aux sociétés privées de collecter des recettes au nom du Gouvernement fédéral.

#### **Appropriation indue de terrains publics à l'intérieur et autour de la zone aéroportuaire de Mogadiscio**

68. Le Groupe de contrôle a continué d'enquêter sur les cas d'appropriation indue de terrains publics à Mogadiscio dont il a fait état en 2016 (voir S/2016/919, par. 79 et 80 et annexe 4.6). Le 31 juillet 2017, il a envoyé une lettre officielle au Gouvernement fédéral, lui demandant des copies des baux conclus avec les 22 entreprises établies dans la zone aéroportuaire de Mogadiscio. Dans sa réponse datée du 18 août, le Gouvernement fédéral expliquait qu'à ce moment-là, seules deux de ces entreprises (SKA International Group et RA International FZE) versaient un loyer à la Banque centrale de Somalie. Il s'est dit conscient que des terrains publics avaient été attribués à des « entités locales » sans faire l'objet d'appels d'offres, et a ajouté que cette pratique pourrait représenter une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité<sup>54</sup>.

69. Pendant le mandat considéré, le Groupe de contrôle a relevé deux cas potentiels d'appropriation indue de terrains publics impliquant Abdullahi Mohamed Nor, ancien Ministre des finances du Gouvernement fédéral et actuel Membre du Parlement<sup>55</sup>. En février 2013, Nor a obtenu un accès à 344 hectares de terrains publics situés en bord de mer à proximité de la zone aéroportuaire pour y construire un hôtel de luxe privé. En réponse à la demande que lui a adressée le Premier Ministre le 10 août 2017, l'administration régionale de Benadir a ordonné à Nor d'arrêter les travaux de construction et de produire des pièces attestant de ses droits sur le terrain<sup>56</sup>. Le Gouvernement fédéral a indiqué au Groupe que Nor refusait de coopérer<sup>57</sup>. D'après plusieurs responsables du Gouvernement, Nor aurait mobilisé des éléments de l'Armée nationale somalienne, notamment un officier supérieur qui est un parent proche, pour faire valoir ses droits sur le terrain par la force<sup>58</sup>. Nor a

---

et annexe I (soutien armé de l'opposition et achats d'armes); S/2005/153, par. 29 (livraisons d'armes à des groupes de l'opposition); S/2004/604, par. 76, 77 et 100 (financement des groupes armés et facteurs alimentant le conflit).

<sup>53</sup> Entretien avec un ancien haut fonctionnaire du Ministère des finances du Gouvernement fédéral, 25 juillet 2017.

<sup>54</sup> Lettre du Gouvernement fédéral au Groupe de contrôle, 18 août 2017.

<sup>55</sup> Nor exerce actuellement les fonctions de secrétaire du Comité parlementaire sur le budget, les finances, la planification, la coopération internationale et la surveillance financière des institutions publiques.

<sup>56</sup> Lettre du Gouvernement fédéral au Groupe de contrôle, 18 août 2017.

<sup>57</sup> Ibid.

<sup>58</sup> Entretiens avec un haut fonctionnaire de l'administration régionale de Benadir, 18 septembre 2017, avec un autre fonctionnaire de l'administration régionale de Benadir, 6 septembre 2017, et avec un ancien Ministre du Gouvernement fédéral à Nairobi, 25 juillet 2017.

réfuté ces accusations et reproché à l'administration régionale de Benadir d'utiliser illégalement les forces de police et de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité pour lui reprendre le contrôle du terrain<sup>59</sup>.

70. En outre, en 2016, East Africa Brothers Company, la société de Nor, a demandé à CADG Engineering Pte, Ltd., une société établie à Singapour, de lui verser un pot-de-vin d'au moins 250 000 dollars en échange de l'accès à un terrain situé dans la zone aéroportuaire. Au moment de l'établissement du présent rapport, un loyer continuait d'être versé directement au Ministère des transports et de l'aviation civile du Gouvernement fédéral pour ce terrain, échappant à tout contrôle des autorités fiscales fédérales.

71. Ces deux cas sont présentés dans leur intégralité à l'annexe 4.2.

72. Dans sa lettre du 18 août, le Gouvernement fédéral a indiqué que la Commission sur les biens publics, établie par l'ancien Premier Ministre Omar Sharfarke en juillet 2016 pour recueillir des données sur les terrains publics obtenus illégalement, n'avait pas tenu de réunion depuis 2016, ajoutant qu'elle s'était révélée « inefficace ». Néanmoins, le Gouvernement fédéral a aussi affirmé que la gestion des terrains publics était une « priorité » à ses yeux et fait part de sa volonté de coopérer avec le Groupe de contrôle et d'autres instances internationales, y compris le Comité de la gouvernance financière, pour définir le statut des terrains situés dans la zone aéroportuaire<sup>60</sup>.

### **Réforme financière du secteur de la sécurité et persistance des détournements de fonds**

73. Pendant ses deux précédents mandats, le Groupe de contrôle a fait part de ses inquiétudes concernant les détournements de fonds dans l'Armée nationale somalienne (voir [S/2015/801](#), annexe 3.1 (strictement confidentielle), et [S/2016/919](#), annexe 2). Pendant l'actuel mandat du Groupe de contrôle, l'intérêt de la communauté internationale pour la réforme financière du secteur de la sécurité n'a cessé de croître, et la Banque mondiale, le Ministère du développement international du Royaume-Uni et Abyrint, une société établie en Norvège, ont pris des engagements constructifs en ce qui concerne la rémunération des éléments de l'Armée. Toutefois cette dernière n'a réalisé que des progrès limités, et les responsables militaires ont continué d'entraver les efforts de réforme<sup>61</sup>.

74. Pendant les six mois qui se sont écoulés entre septembre 2016 et mars 2017, un montant de 14 249 591 dollars au total a été retiré en espèces de deux comptes distincts détenus par l'Armée nationale somalienne à la Banque centrale de Somalie. Le Groupe de contrôle a envoyé une première lettre officielle le 31 juillet, puis une deuxième le 22 août, demandant à l'armée de produire des pièces attestant de la manière dont ces fonds ont été utilisés, mais n'avait toujours pas reçu de réponse détaillée à ce sujet au moment de l'établissement du présent rapport<sup>62</sup>.

75. En avril 2017, le Président Farmaajo a désigné le général Mohamed Hussein Garabey pour succéder au général de brigade Abdullahi Moalim Nur au poste de

<sup>59</sup> Entretien avec Abdullahi Mohamed Nor à Nairobi, 14 septembre 2017.

<sup>60</sup> Ibid.

<sup>61</sup> Entretiens du Groupe de contrôle avec des membres du Parlement et des représentants d'agences internationales entre juin et août 2017.

<sup>62</sup> D'après des documents internes de l'Armée nationale somalienne, celle-ci gère aussi un autre compte privé détenu auprès de la Salaam Somali Bank dont le Groupe de contrôle n'avait pas connaissance. Les documents sont conservés dans les dossiers du Secrétariat.

chef de la logistique<sup>63</sup>. D'après un rapport interne de l'Armée nationale somalienne daté du 11 mai 2017, établi à partir des conclusions formulées par la nouvelle commission des finances de l'Armée et examiné par le Groupe de contrôle, Abdullahi Moalim Nur et le colonel Mohamed Hussein Nur, son adjoint, auraient détourné des fonds destinés à l'armée<sup>64</sup>. Ces détournements, en particulier des fonds destinés à l'approvisionnement en rations, se seraient produits sur une période prolongée.

76. Le Groupe reste préoccupé par la question des montants versés à des entreprises privées chargées de fournir des rations<sup>65</sup>. En octobre 2016, les soumissions à un appel d'offres portant sur la fourniture des rations à l'Armée nationale somalienne ont été examinées par un comité d'évaluation désigné par le Ministère des finances et présidé par Mohamed Hussein Nur. La société contractée antérieurement, Agetco General Trading and Clearance, Ltd., a remporté l'appel d'offres car sa soumission était la plus basse. L'implication de Mohamed Hussein Nur en tant que président du comité (compte tenu de son affiliation avérée à Agetco General Trading and Clearance, Ltd. et des récentes constatations de la commission des finances de l'Armée nationale somalienne) remet en question la légitimité de l'appel d'offres<sup>66</sup>.

77. En mai 2017, l'Armée nationale somalienne a résilié son contrat avec Agetco General Trading and Clearance, Ltd et l'a attribué à Kasram Trading Company LLC, une société dont l'ancien Ministre des finances et actuel Membre du Parlement, Abdullahi Mohamed Nor détient un tiers (voir par. 69 et 70 ci-dessus). L'appel d'offres de ce marché a été entaché d'irrégularités : quatre entreprises y ont participé, et Nor était copropriétaire de trois d'entre elles<sup>67</sup>. Au moment de l'établissement du présent rapport, il n'a pas été possible de déterminer si Kasram Trading Company avait déjà commencé à fournir des rations à l'armée. Le Gouvernement fédéral a indiqué au Groupe de contrôle que l'appel d'offres avait été annulé et que la question avait été renvoyée au Procureur général.

78. Voir l'annexe 4.2 pour plus d'informations concernant Kasram Trading Company.

---

<sup>63</sup> Le Groupe de contrôle a fait part de ses craintes concernant l'implication d'Abdullahi Moalim Nur et de Mohamed Hussein Nur dans les activités du Département de la logistique (voir S/2016/919, annexes 2.2 et 2.4).

<sup>64</sup> D'après les documents disponibles, Abdullahi Moalim Nur et Mohamed Hussein Nur auraient détourné 32 574 dollars et 4 043 dollars, respectivement. Compte tenu des informations recueillies pendant les trois derniers mandats, le Groupe de contrôle suppose que ces sommes ne représentent qu'une petite fraction du montant total détourné par ces hommes. Une peine de 10 jours de prison militaire et le remboursement des fonds sont demandés pour Mohamed Hussein Nur, mais seul le remboursement des fonds est préconisé pour Abdullahi Moalim Nur. Les documents sont conservés dans les dossiers du Secrétariat.

<sup>65</sup> Le Groupe de contrôle a fait part de ses inquiétudes concernant l'entreprise retenue pour fournir les rations à l'Armée nationale somalienne (voir S/2015/801, annexe 3.1 (strictement confidentiel) et S/2016/919, annexe 2.4).

<sup>66</sup> Les relevés bancaires d'Agetco General Trading and Clearance figurant dans les dossiers du Secrétariat indiquent que Mohamed Hussein Nur a retiré des sommes importantes du compte de l'entreprise.

<sup>67</sup> Les entreprises concernées étaient: Kasram Trading Company, Sahal Enterprise, Ltd., Fulcrum Company et Wadajir Company. Nor est copropriétaire de Kasram Trading Company, Sahal Enterprise et Fulcrum. Le Groupe de contrôle n'a pas encore été en mesure de déterminer à qui appartenait Wadajir Company.

## **E Gouvernance des ressources**

79. Le Groupe de contrôle reste préoccupé par les différends entre le Gouvernement fédéral somalien, les États fédérés et les administrations provisoires, notamment pour ce qui est de l'absence d'accord au sujet d'aspects fondamentaux de la gouvernance des ressources, tels que la désignation de l'autorité politique compétente et le partage des ressources, qui continuent de menacer la paix et la sécurité en Somalie.

### **Gestion des installations portuaires**

80. En Somalie, les ports constituent depuis longtemps la principale source de recettes publiques. La Ministre somalienne des ports et du transport maritime, Mariam Aweis, a affirmé que tous les ports maritimes somaliens étaient des biens publics appartenant à la République fédérale de Somalie et que tous les contrats de concession y relatifs devaient être examinés et approuvés par le Ministère des transports et des ports maritimes, placé sous l'autorité du Gouvernement fédéral<sup>68</sup>. Le fait que des gouvernements régionaux, sans consulter au préalable le Gouvernement fédéral, signent des contrats avec des partenaires étrangers pour que le développement et la gestion des ports reviennent à des coentreprises illustre les divergences d'interprétation s'agissant de l'autorité politique compétente.

81. Le 9 août 2016, la chambre basse du Parlement du Somaliland a approuvé la concession, pour 30 ans, à la société Dubai Ports World FZE (DP World) du développement et de la gestion du port de Berbera; le 12 février 2017, les deux chambres de ce parlement ont approuvé la construction d'une base militaire des Émirats arabes unis, toujours à Berbera. Outre les conséquences qu'ils peuvent avoir sur l'embargo sur les armes (voir ci-dessous), ces deux votes ont suscité des inquiétudes quant à la corruption et au détournement possible de fonds publics (voir l'annexe 5.1).

82. Le Groupe de contrôle craint toujours que les différends entre le Gouvernement fédéral et les régions au sujet du contrôle des installations portuaires et des recettes qu'elles produisent nuisent eux aussi à la stabilité<sup>69</sup>.

### **Ressources naturelles**

83. Tout comme la gestion des installations portuaires, la gouvernance des ressources naturelles peut, au moins en partie, se comprendre eu égard au processus incomplet de formation de l'état fédéral. Les désaccords entre le Gouvernement fédéral et les administrations régionales, en particulier sur la question de savoir qui est habilité à autoriser des opérations commerciales et à déterminer les modalités du partage des recettes issues des ressources naturelles, restent fréquents dans les secteurs de la pêche ainsi que du pétrole et du gaz. La gouvernance inapte des ressources naturelles risque d'avoir des répercussions importantes, puisqu'elle peut conduire au détournement de fonds publics, au ralentissement du développement politique et économique ou encore à l'émergence de conflits armés.

---

<sup>68</sup> Courrier électronique de Mariam Aweis, Ministre des transports et des ports maritimes, en date du 7 août 2017.

<sup>69</sup> Le 27 juillet 2017, le Parlement du Puntland a concédé à P&O Ports, pour 30 ans, la gestion et le développement du port de Boosaaso. Le 8 juin 2017, Sharif Hassan Sheikh Aden, Président de l'Administration provisoire du Sud-Ouest, a également annoncé un nouveau projet, porté conjointement par les sociétés First Hectares Capital, basée aux Émirats arabes unis, Frontier Services Group Limited, basée à Hong Kong, et l'entreprise locale South West Somalia Services Company, impliquant notamment la construction d'une zone franche et d'un port maritime à Barawe.

### Pêche

84. La gouvernance imparfaite du secteur de la pêche et l'omniprésence de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée continuent de menacer la paix et la sécurité. Au niveau macroéconomique, ces deux facteurs entraînent un important manque à gagner pour l'État fédéral, du fait des recettes qu'auraient pu générer les droits de licence et les taxes. Selon des indications préliminaires, il pourrait y avoir des liens financiers entre ce type de pêche et les réseaux de piraterie dans le Puntland<sup>70</sup>. En outre, la mauvaise gouvernance, conjuguée à l'absence de capacités institutionnelles en matière de sécurité maritime – qui affecte notamment le contrôle de plus de 200 boutres de pêche iraniens et yéménites opérant au large des côtes du Puntland<sup>71</sup> – augmente le risques que des boutres servent à des fins illégales, comme le trafic d'armes de petit calibre.

85. Les incohérences dans l'application des accords et des lois illustrent les défaillances de la gouvernance. Ainsi, fin février 2017, le Puntland a autorisé sept chalutiers thaïlandais battant pavillon djiboutien à opérer au large des côtes du Puntland pendant trois mois, récoltant ainsi 700 000 dollars de droits de licence<sup>72</sup>. Ceci contrevient à la loi de 2014 sur la pêche, qui institue une zone de protection de la pêche côtière s'étendant sur 24 milles marins au long du littoral, mais aussi interdit le chalutage dans les eaux de la République fédérale de Somalie<sup>73</sup>. En outre, selon les observations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les chalutiers ne respectaient pas l'accord conclu avec le Puntland, selon lequel la pêche était interdite dans la zone d'exclusion à six milles marins du rivage<sup>74</sup>. Dans une lettre en date du 9 mars adressée au Ministère de la pêche du Puntland, le Ministère de la pêche et des ressources marines du Gouvernement fédéral s'opposait à l'autorisation accordée aux chalutiers et à leurs opérations (voir l'annexe 5.2). Le 4 mai, dans une lettre adressée au Ministère thaïlandais de la pêche, il a prié la Thaïlande d'interdire l'accostage du navire marchand *Chotchainavee 35* qui s'était adonné à des activités de pêche illicite, non déclarée et non réglementée dans les eaux somaliennes (*ibid.*). Pour des raisons qui échappent encore au Groupe de contrôle, il est revenu sur sa demande dans une seconde lettre envoyée peu de temps après.

86. Parallèlement, du 5 au 7 mai 2017, la Commission des thons de l'océan Indien – organisation intergouvernementale créée sous les auspices de la FAO aux fins de la gestion des thons et des espèces voisines dans l'océan Indien et les mers adjacentes – a organisé à Victoria des négociations entre les représentants du Gouvernement fédéral et cinq administrations régionales, qui portaient sur la concession de licences de pêche au thon et aux espèces voisines à l'intérieur de la zone économique exclusive somalienne. Le 7 mai, les représentants des cinq gouvernements régionaux ont signé un accord provisoire y relatif, auquel les représentants du Gouvernement fédéral – le Vice-Ministre de la pêche et le Vice-Ministre des finances – ont refusé de s'associer (*ibid.*). Ceci a surpris tout autant les signataires que les observateurs de la communauté internationale, dans la mesure où une solution favorable au Gouvernement fédéral avait été trouvée pour certaines questions litigieuses, comme le versement des droits de licence à la Banque centrale de Somalie, et que l'examen d'autres questions, comme les modalités de partage des droits de pêche au thon, avaient été reportées. C'est, pour le Gouvernement fédéral,

<sup>70</sup> Entretien avec un expert de la pêche d'une agence de développement à Nairobi, le 14 juillet 2017.

<sup>71</sup> Ce nombre correspond, pour décembre 2016, à l'estimation faite par un expert des questions halieutiques d'un organisme des Nations Unies (communication du 17 juillet 2017).

<sup>72</sup> Réunion entre le Groupe de contrôle et les autorités du Puntland, à Garowe, le 7 juin 2017.

<sup>73</sup> République fédérale de Somalie, loi relative à la pêche en Somalie, al. c) de l'article 3, et par. 1 de l'article 33.

<sup>74</sup> Données de la FAO, communiquées au Groupe de contrôle le 6 mars 2017.

une occasion manquée d'obtenir des recettes tout en réglementant la pêche au thon entre 50 et 200 milles marins des côtes somaliennes.

#### *Industries extractives*

87. Le Groupe de contrôle s'inquiète toujours du fait que les défaillances de la gouvernance des industries extractives menacent la paix et la sécurité en Somalie, alors même que les conflits armés se poursuivent, que la corruption se généralise et qu'il n'existe ni régime juridique approprié ni capacités institutionnelles suffisantes. L'empiètement de concessions des deux côtés de certaines zones frontalières entre les régions, notamment entre le Puntland et le Somaliland, compromettent la stabilité (voir [S/2014/726](#), annexe 6.7). Si l'on n'améliore pas la transparence des finances publiques et la responsabilité financière, le secteur extractif pourrait être responsable d'une aggravation du risque de détournement de fonds publics (voir l'annexe 5.4).

88. Le Groupe de contrôle continue d'observer les faits nouveaux concernant le régime juridique et les capacités institutionnelles relatifs aux industries extractives de la Somalie, notamment pour ce qui est du pétrole et du gaz (voir l'annexe 5.3). On peut noter des évolutions encourageantes; ainsi, un contrat type de partage de la production a été élaboré avec l'aide de la Facilité africaine de soutien juridique, sous l'égide de la Banque africaine de développement, et le Ministère du pétrole et des ressources naturelles en a révisé le texte afin d'y intégrer les recommandations du Comité de la gouvernance financière; de même, s'agissant des industries pétrolières, la loi de 2008, remaniée avec l'aide de deux consultants de la Banque mondiale, sera, à titre de nouvelle loi, présentée pour examen au Parlement en 2017. Cependant, en dépit de la conclusion entre deux administrations provisoires d'un accord provisoire sur le partage des ressources pétrolières en 2016, on constate peu de progrès en vue d'un accord général de partage des ressources entre le Gouvernement fédéral et les administrations régionales<sup>75</sup>. De même, le registre central des contrats de concession relatifs au pétrole, que le Ministère s'est engagé à compiler, demeure incomplet; de plus, au moment de la rédaction du présent rapport, on ne sait toujours pas si les recommandations du Comité de la gouvernance financière concernant la gestion des recettes tirées des ressources naturelles seront intégrées au projet de loi sur la gestion des finances publiques<sup>76</sup>. Par ailleurs, le Ministère, en dépit d'importants besoins en personnel signalés par le précédent Ministre, ne semble pas avoir étayé ses effectifs techniques. Enfin, ni l'autorité pétrolière fédérale ni la compagnie pétrolière somalienne, prévues par la loi de 2008, n'ont été mises en place.

89. Cependant, bien qu'aucun nouvel accord relatif à l'exploitation des ressources pétrolières n'ait été confirmé sous le gouvernement actuel, les informations dont on dispose donnent à penser que le Gouvernement fédéral privilégie la reprise de négociations avec les entreprises pétrolières. Le programme de travail annuel du Ministère du pétrole et des ressources naturelles pour 2017 prévoit un montant de 377 000 dollars en vue de l'organisation d'une campagne itinérante sur les hydrocarbures, d'appels d'offres et de l'adjudication de concessions fondées sur les données sismiques marines recueillies par la société Spectrum ASA (voir [S/2016/919](#), par. 85 et annexe 5.1); un autre montant, de 300 000 dollars, est destiné

<sup>75</sup> Des accords bilatéraux ont été conclus avec l'Administration provisoire du Galmudug et celle du Sud-Ouest.

<sup>76</sup> Ces recommandations portent sur les principes de gestion des recettes tirées des ressources naturelles, notamment pour ce qui est de l'institution dépositaire des fonds, des modalités de leur décaissement, et de l'épargne correspondante. Voir la note consultative du Comité de la gouvernance financière concernant le renforcement du projet de loi sur la gestion des finances publiques (mai 2017).

à des négociations avec les entreprises Royal Dutch Shell, ExxonMobil, Soma Oil & Gas et PetroQuest (Liberty), et un troisième, de 100 000 dollars, à l'organisation de cérémonies lors de l'octroi de concessions<sup>77</sup>. Dans une lettre en date du 18 août 2017 adressée au Groupe de contrôle, le Ministère a confirmé qu'il comptait organiser des négociations directes avec ces entreprises et qu'il avait l'intention d'étendre, en 2018, les appels d'offres à certains secteurs au large des côtes. Le Groupe reste préoccupé par le fait que le Gouvernement fédéral ne dispose ni d'un cadre réglementaire ni des capacités institutionnelles nécessaires pour gérer comme il se doit les industries extractives et atténuer les risques de conflit.

## F. Résurgence de la piraterie

90. Le 13 mars 2017, l'*Aris 13*, un pétrolier des Émirats arabes unis, en provenance de Djibouti et se rendant à Mogadiscio, a été détourné par des pirates entre Socotra et la Somalie. Il s'agit du premier détournement d'un navire marchand international au large des côtes somaliennes depuis 2012. Après un échange de coups de feu, le 16 mars, entre la police maritime du Puntland et les pirates, des négociations se sont tenues entre ces derniers, les notables locaux et les autorités du Puntland, qui ont abouti à la libération du pétrolier.

91. Le 1<sup>er</sup> avril, l'*Al-Kausar*, un boutre indien battant pavillon indien, en provenance de Doubaï et à destination de Kismayo, a lui aussi été détourné entre Socotra et la Somalie<sup>78</sup>. Les 10 membres de l'équipage ont été pris en otage avant d'être libérés par les forces de sécurité somaliennes le 12 avril. Le 3 avril, le *Salama 1*, un cargo pakistanaise, a été détourné au large de la Somalie centrale et un nombre indéterminé de membres de l'équipage a été pris en otage.

92. Le 8 avril, des pirates ont détourné l'*OS 35*, un cargo libanais battant pavillon tuvaluan. Ce navire a été secouru le lendemain par des forces d'intervention navales de la Chine et de l'Inde. Lors de l'opération de sauvetage, les forces chinoises ont capturé trois pirates, dont Abdi Karim Salah Mohamed, alias Aw Koombe, qui était à la tête des pirates. Mohamed, basé à Caluula, avait également mené la bande de pirates qui avait détourné l'*Aris 13*. La marine chinoise ayant remis Mohamed aux autorités du Puntland, il est actuellement détenu à la prison centrale de Boosaaso.

### Réseau d'Abdi Karim Salah Mohamed alias Aw Koombe et détournement de l'*Aris 13*

93. Le chef des pirates, Abdi Karim Salah Mohamed alias Aw Koombe, et deux de ses complices, auparavant inconnus, Mohamoud Mahad Yusuf et Sadam Abdullahi Mohamed Yusuf, ont été capturés par la marine chinoise lors du sauvetage du cargo *OS 35* le 9 avril 2017, avant d'être remis aux autorités du Puntland. Mohamed avait également pris la tête de la bande de pirates responsable du détournement, le 13 mars, du pétrolier *Aris 13*<sup>79</sup>. Ces deux bandes sévissaient dans la région de Caluula, à l'extrême nord-est du Puntland. Depuis la reprise de Qandala à l'EIIL

<sup>77</sup> Programme de travail annuel du Ministère du pétrole et des ressources minérales (2017).

<sup>78</sup> Lors d'une réunion avec la Direction générale de la marine marchande à Mumbai (Inde) qui s'est tenue le 2 mai 2017, les autorités ont confirmé que l'*Al-Kausar* était bien le bateau battant pavillon indien dont le Groupe de contrôle avait déterminé qu'il contrevenait à l'interdiction d'exporter du charbon de bois de Somalie (voir S/2016/919, annexe 9.5).

<sup>79</sup> Lorsque le Groupe de contrôle a interrogé Mohamed, le 7 juin 2017 à la prison centrale de Boosaaso, ce dernier a contesté être impliqué, de quelle que manière que ce soit, dans le détournement de l'*Aris 13*. Toutefois, un informateur à Boosaaso lui a indiqué que Mohamed avait reconnu être à la tête des pirates responsables du détournement, et sa participation est corroborée par les données de localisation de son téléphone portable, que le Groupe a obtenues.

par les forces du Puntland en décembre 2016, la région de Caluula est devenue une plaque tournante de la piraterie; cette ville est en effet la seule grande agglomération entre Qandala et Bargal, toutes deux occupées par les troupes du Puntland<sup>80</sup>.

94. Venant s'ajouter à l'arrestation d'Aw Koombe et de ses deux complices, des enregistrements de communications confirment que des appels ont été émis depuis le téléphone satellite de l'*Aris 13* vers deux téléphones portables basés au Puntland après le détournement du bateau le 13 mars. Le Groupe de contrôle estime que les téléphones en question sont ceux de membres du réseau d'Aw Koombe.

95. Des informations supplémentaires sur le détournement de l'*Aris 13* et une analyse des liens du réseau d'Aw Koombe figurent à l'annexe 6.1 (strictement confidentielle).

## G. Fraude électorale

96. Le Groupe de contrôle a reçu de nombreux signalements de cas de fraude électorale tout au long des opérations en rapport avec les élections, allant de la sélection des parlementaires à l'élection présidentielle de février 2017<sup>81</sup>.

97. Les opérations électorales ont montré que l'élite cherchait constamment à obtenir ou conserver la mainmise sur les fonds publics, au détriment de la paix et de la sécurité. La Mission d'experts électoraux de l'Union européenne a, dans son rapport final, décrit la transition comme étant une négociation politique dominée par le Forum national des dirigeants<sup>82</sup>, qui a conçu la procédure électorale et désigné les organes spéciaux chargés de sa mise en œuvre, mais qui, s'étant abstenu de donner à ces derniers les moyens d'appliquer les règles convenues, a ensuite rejeté leurs décisions<sup>83</sup>.

### Élections législatives

98. Le Groupe de contrôle a recensé plusieurs procédés ayant pour objet la manipulation des élections législatives<sup>84</sup>, parmi lesquels :

- a) Le filtrage des opérations électorales régionales par les équipes chargées d'organiser les élections indirectes au niveau de l'État;
- b) La modification frauduleuse des listes de collèges électoraux;
- c) Le versement illicite de sommes d'argent à des chefs de clans et des membres des collèges électoraux;

---

<sup>80</sup> Suite à la reprise des ports naturels de Qandala (Khooriga) par les forces du Puntland, Caluula semble être également devenue une plaque tournante de la contrebande d'armes dans le Puntland (voir l'annexe 2.1).

<sup>81</sup> Le Groupe de contrôle a fait part de ses préoccupations au sujet du cadre électoral à l'annexe 3.2 du document S/2016/919.

<sup>82</sup> Le Forum national des dirigeants regroupe le Président du Gouvernement fédéral, le Premier Ministre, le Vice-Premier Ministre et Président du Parlement fédéral, ainsi que les présidents des États régionaux du Jubaland, du Sud-Ouest, du Galmudug et du Puntland. Le nouveau président du HirChébéli a rejoint le Forum en octobre 2016.

<sup>83</sup> Rapport final de l'Union européenne sur les opérations électorales restreintes en Somalie (2016-2017), 16 février 2017, disponible en anglais à l'adresse suivante : [https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eu\\_eem\\_somalia\\_final\\_report.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/eu_eem_somalia_final_report.pdf). Ce rapport récapitule l'ensemble des points faibles des opérations électorales et présente des recommandations à ce sujet.

<sup>84</sup> Le Groupe de contrôle en a présenté une récapitulation en janvier 2017, à l'occasion de son rapport mensuel au Comité.

d) La menace et l'usage de la violence à l'encontre de candidats, de chefs de clan et de membres des collèges électoraux.

99. Le mécanisme indépendant de règlement des litiges électoraux, créé fin septembre 2016 en réponse à la pression exercée par la communauté internationale, a reçu au total 98 plaintes officielles. Dans son rapport interne du 21 novembre, il expose 39 cas en particulier<sup>85</sup>. Le 14 décembre, il a invalidé les élections à 11 sièges. Le 27 décembre, toutefois, le Forum national des dirigeants, ne faisant aucun cas de l'avis ainsi formulé, n'a ordonné un nouveau scrutin que pour cinq d'entre eux et autorisé tous les candidats suspendus à se représenter, de sorte que ces derniers ont à nouveau remporté l'élection.

### **Élection présidentielle**

100. Le Groupe de contrôle a reçu, de plusieurs sources indépendantes, des informations concernant l'échange de sommes d'argent importantes entre certains candidats à la présidence et des membres du Parlement au cours de la période précédant l'élection présidentielle du 8 février 2017.

101. Plusieurs candidats à l'élection présidentielle, dont le Président et le Premier Ministre de l'époque, auraient offert jusqu'à 50 000 dollars à plusieurs parlementaires en échange de leur vote<sup>86</sup>.

102. Certains États Membres se sont employés à influencer l'issue de cette élection. Parmi eux, les Émirats arabes unis s'en sont le moins caché; c'est ainsi qu'à plusieurs reprises, des dirigeants des administrations régionales ont été appelés à prendre part à des réunions au cours desquelles ils recevaient des sommes en espèces pour persuader les parlementaires de leur région à voter pour le candidat privilégié<sup>87</sup>.

## **III. Embargo sur les armes**

### **A. Mouvements illicites d'armes vers la Somalie**

#### **Réseaux de contrebande d'armes dans le Puntland**

103. La région du Puntland demeure le principal point d'entrée des armes illicites en Somalie. Lors de ses deux mandats précédents, le Groupe de contrôle avait identifié deux voies de contrebande d'armes vers le Puntland selon qu'il s'agissait de grosses cargaisons, en provenance de la côte du Makran (République islamique d'Iran) et chargées sur des boutres de haute mer de taille moyenne, ou de petites cargaisons, plus nombreuses, provenant du Yémen et transportées le plus souvent sur des embarcations capables de faire le voyage en une journée<sup>88</sup>.

---

<sup>85</sup> Le rapport interne du mécanisme indépendant figure dans les archives du Secrétariat.

<sup>86</sup> Entretiens du Groupe de contrôle avec des représentants des milieux diplomatiques et des institutions internationales, ainsi qu'avec des responsables du Gouvernement fédéral somalien, anciens ou en exercice, et des candidats à l'élection présidentielle, tenus à Mogadiscio et à Nairobi entre décembre 2016 et avril 2017.

<sup>87</sup> Ibid. Les Émirats arabes unis auraient appuyé, au moins jusqu'aux derniers stades de l'élection, la candidature du Premier Ministre actuel à la présidence.

<sup>88</sup> Entre septembre 2015 et mars 2016, les forces navales internationales ont intercepté quatre boutres de haute mer transportant des armes entre le Makran (République islamique d'Iran) et la Somalie. Le Groupe de contrôle a recueilli des informations sur des livraisons d'armes de moindre importance en provenance du Yémen, dont il a fait état à de nombreuses reprises dans ses rapports précédents (voir notamment S/2014/726, annexe 6.).

104. Si le Groupe de contrôle dispose d'éléments attestant que des armes sont livrées sur la côte du Puntland, entre Qandala et Caluula, au rythme d'environ une cargaison par mois, nombre de cas signalés n'ont pu être vérifiés faute de pouvoir se rendre dans la zone ou en raison de l'insécurité. Toutefois, il a pu rassembler des preuves concernant trois livraisons dans le Puntland – l'une provenant de la République islamique d'Iran et les deux autres du Yémen –, notamment celle destinée à l'EIIL, effectuée dans la région de Bari, dans le Puntland.

*Le boutre Fatah Al-Khayr et les achats d'armes par l'État islamique d'Iraq et du Levant*

105. Le 30 avril 2017, la police portuaire du Puntland a découvert 16 pistolets et 2 030 cartouches de 7,62 x 25 mm à bord du boutre de transport de fret *Fatah Al Khayr* immatriculé en Somalie, alors qu'il était amarré à Boosaaso. Le 28 avril, au cours de son trajet entre Moukalla (Yémen) et Boosaaso, le *Fatah Al Khayr* avait été arraisonné par le navire de la marine des États-Unis USS *Hué City* et visité, à l'occasion d'une opération de routine de vérification du pavillon, mais aucune cargaison de contrebande n'avait été découverte<sup>89</sup>.

106. Par la suite, l'enquête que le Groupe de contrôle a menée sur cet incident a révélé que le réseau de trafiquants d'armes ayant livré les pistolets au *Fatah Al Khayr* avait ensuite transporté une cargaison d'armes légères de plus gros calibre vers la côte nord-est du Puntland, au profit de la faction de l'EIIL présente dans cette région. Ces deux cargaisons provenaient de Chaboua, au Yémen; les armes avaient été obtenues auprès de deux négociants basés dans ce pays et transportées par des trafiquants du Puntland connus du Groupe de contrôle, principalement Mahad Isse Aden, alias Laboballe, Abdi Mohamed Omar, alias Dhofaye, et Buruj Mohamed Ali Farah.

107. Une étude complète du cas du *Fatah Al Khayr* figure à l'annexe 7.1.

*Alliance entre Dhofaye, Laboballe et Buruj Farah*

108. Le Groupe de contrôle a également confirmé que la triade Dhofaye-Laboballe-Buruj Farah a fait venir une deuxième cargaison d'armes légères du Yémen, qui est arrivée le 9 mai 2017 à Mareero, un centre de trafic d'êtres humains situé à une quinzaine de kilomètres à l'est de Boosaaso<sup>90</sup>. Les documents financiers que le Groupe a obtenus indiquent qu'entre octobre 2016 et juillet 2017, Dhofaye a versé près de 260 000 dollars à trois trafiquants d'armes au Yémen, ce qui laisse supposer qu'en plus des deux livraisons confirmées par le Groupe, le trio est probablement impliqué dans plusieurs livraisons illicites d'armes intervenues au cours de la période considérée.

109. Le 22 septembre 2017, le Groupe de contrôle a été informé par la Force navale de l'Union européenne (EU NAVFOR Somalie, opération Atalante) qu'une embarcation transportant des armes du Yémen vers la Somalie avait été repérée par un avion de patrouille maritime. L'information a été communiquée à la police maritime du Puntland, qui a intercepté le bateau et saisi sa cargaison dans la matinée du 23 septembre, près de Boosaaso. La police maritime du Puntland a identifié deux personnes à bord de l'embarcation comme étant Dhofaye et Buruj Farah, mais a déclaré qu'ils avaient réussi à s'échapper<sup>91</sup>. Cette opération est le premier cas de

<sup>89</sup> Les Forces maritimes combinées ont donné au Groupe de contrôle, le 29 août 2017, des précisions sur cet arraisonnement.

<sup>90</sup> Informations communiquées par un ancien officier des services de renseignement du Puntland et corroborées par l'analyse de données de téléphonie mobile.

<sup>91</sup> Entretien avec un haut responsable de la police maritime du Puntland, le 23 septembre 2017.

coordination en temps réel entre des forces navales internationales et les autorités du Puntland aux fins d'interception d'une cargaison d'armes.

110. Au moment de la rédaction du présent rapport, le Groupe de contrôle était en contact avec les autorités du Puntland pour organiser une inspection de la cargaison saisie; les premières photographies des armes et de l'embarcation sont d'ores et déjà présentées à l'annexe 7.1.1.

*Expédition d'armes à Caluula au moyen de boutres en provenance de la République islamique d'Iran*

111. Depuis que les forces du Puntland ont repris la ville de Qandala à la faction de l'EIIL, en décembre 2016, le foyer de la contrebande d'armes semble s'être déplacé vers l'est de Qandala, aux alentours des agglomérations côtières de Caluula et de Habo, à la pointe nord-est du Puntland.

112. Les 8 et 9 mars 2017, trois boutres venant probablement de la République islamique d'Iran ont livré une cargaison d'armes dans la zone de Caluula, par l'entremise du Somalien Mohamed Abdi Muse. Muse avait déjà été identifié par le Groupe de contrôle comme faisant partie du réseau de contrebande d'armes Qandala-Hafoun (Voir S/2016/919, annexe 8.10). Par la suite, le Groupe a obtenu des photos de la cargaison déposée sur une plage proche de Caluula, encore dans son emballage, mais il n'a pas été en mesure d'en préciser le contenu.

113. Le fait que Mohamed Abdi Muse ait servi d'intermédiaire dans cette opération a été confirmé par des données de téléphonie mobile qui font apparaître qu'il a passé 16 appels vers trois téléphones satellitaires entre le 3 et le 9 mars. En 2015, il avait déjà été en contact avec des appareils satellitaires utilisés par des trafiquants d'armes à bord du boutre *Nasir*, immatriculé en Iran; or, cette embarcation avait été interceptée par le navire de la marine australienne HMAS *Melbourne*, le 24 septembre 2015, alors qu'elle transportait une cargaison principalement composée de 75 missiles antichars (ibid.). Le *Nasir* était parti de Chabahar, en République islamique d'Iran, et l'équipage avait déclaré se rendre à Hurdiyo, dans le Puntland<sup>92</sup>.

114. Un tableau illustrant l'activité téléphonique d'Abdi Muse en mars 2017 figure à l'annexe 7.1.

**Éléments nouveaux concernant la saisie opérée par le *Provence* en mars 2016**

115. Le Groupe de contrôle a obtenu des informations complémentaires sur les armes saisies le 20 mars 2016 par la frégate française *Provence* à bord d'un boutre se dirigeant vers le Puntland (voir S/2016/919, annexe 8.4). À l'issue d'une mission qui s'est rendue en France en mars 2017 pour y inspecter ces armes, le Groupe a établi que les caractéristiques des 2 000 fusils d'assaut saisies lors de l'opération s'apparentaient à celles des fusils d'assaut KLS-7,62 de type AK de fabrication iranienne, et que celles des 64 fusils de précision saisies s'apparentaient à celles des fusils de précision SVD, également de fabrication iranienne<sup>93</sup>.

116. Lors d'une mission que le Groupe de contrôle a effectuée en République islamique d'Iran du 18 au 21 septembre, les autorités iraniennes ont rejeté avec force toute implication de l'État dans cette livraison d'armes à la Somalie et elles ont estimé que certains instigateurs cherchaient à en rendre la République islamique d'Iran responsable.

<sup>92</sup> Rapport confidentiel des Forces maritimes combinées.

<sup>93</sup> Le Groupe d'experts sur le Yémen est arrivé aux mêmes conclusions dans son rapport final (S/2017/81, tableau 3).

117. Le Groupe de contrôle a également reçu confirmation par un État Membre que les lunettes de visée découvertes lors de cette saisie avaient auparavant été vendues à une société iranienne, sous la condition qu'elles ne seraient ni utilisées à des fins militaires, ni vendues ou transférées à des tiers en vue de leur utilisation à des fins militaires. Les autorités iraniennes ont assuré le Groupe qu'une enquête serait menée sur la société en question.

118. L'analyse complète des armes saisies par le *Provence* figure à l'annexe 7.2.

#### **Pistolets à blanc Ekol**

119. Le 23 janvier 2017, l'Administration provisoire de Djouba et des soldats du contingent de l'AMISOM ont découvert à bord du navire *SJ African*, amarré dans le port de Kismayo, un conteneur renfermant environ 25 000 pistolets à blanc Ekol. D'après les documents accompagnant le conteneur, il avait été prévu de le décharger à Massawa (Érythrée) en décembre 2015.

120. Avec l'aide de l'Administration provisoire de Djouba, le 14 février 2017, le Groupe de contrôle a inspecté quelques-unes de ces armes au port de Kismayo. À l'époque, l'Administration provisoire avait fait savoir qu'elle avait l'intention de détruire les pistolets à Kismayo même. Toutefois, une demande de précisions sur le sort des pistolets confisqués, qui lui a été adressée par lettre officielle en date du 17 août 2017, est restée sans réponse. Sachant qu'il est facile de transformer un pistolet à blanc en arme à feu, le Groupe estime que lesdits pistolets constituent du matériel interdit relevant de l'embargo sur les armes visant la Somalie.

121. Un compte rendu complet de la saisie des pistolets à blanc Ekol figure aux paragraphes 14 à 17 et à l'annexe 1 du rapport sur l'Érythrée du Groupe de contrôle (S/2017/925).

#### **B. Respect par le Gouvernement fédéral de ses obligations en vertu de la levée partielle de l'embargo sur les armes**

122. En 2013, le Conseil de sécurité a autorisé le Gouvernement fédéral à importer librement des armes et des munitions (avec certaines limites de calibre et de type) ainsi que d'autres matériels militaires<sup>94</sup>. Selon les dispositions réglementant cette levée partielle de l'embargo, le Gouvernement fédéral était tenu d'informer à l'avance le Comité de la réception de toute forme d'assistance destinée à ses forces de sécurité, et de l'avertir de la livraison et de la distribution de toutes armes et munitions, ainsi que de faire rapport au Conseil, tous les six mois, sur la structure et la composition de ses forces, et de mettre en place des procédures efficaces pour gérer les armes et les munitions.

#### **Notifications<sup>95</sup>**

123. Au cours de la période concernée le Comité a reçu sept notifications préalables de livraison de matériel militaire au Gouvernement fédéral, dont six présentées par le Gouvernement fédéral lui-même<sup>96</sup>. Le Groupe de contrôle a confirmé l'arrivée de

<sup>94</sup> Voir la résolution 2093 (2013) du Conseil de sécurité, par. 33 à 39.

<sup>95</sup> Voir la résolution 2142 (2014) du Conseil de sécurité, par. 3 à 7. Pour un aperçu des obligations de notification concernant l'appui aux forces de sécurité du Gouvernement fédéral somalien, voir la notice d'aide à l'application n° 2 du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009), récapitulant les restrictions au titre de l'embargo sur les armes visant la Somalie et l'Érythrée, y compris les dérogations (14 mars 2016), par. 9 à 17.

<sup>96</sup> Bien qu'il incombe au premier chef au Gouvernement fédéral de notifier le Comité, les États Membres ou l'organisation internationale qui sont parties prenantes dans la livraison peuvent

quatre de ces livraisons d'armes, de munitions et d'autre matériel militaire destinées aux forces de sécurité du Gouvernement fédéral. Parmi elles, une seule répondait strictement aux obligations de notification avant et après la livraison. Deux livraisons n'ont pas fait l'objet d'une notification préalable : le Comité n'en a été informé qu'après la livraison, à l'issue d'une enquête du Groupe de contrôle. Enfin, pour la quatrième, si le Comité a bien reçu les notifications préalable et postérieure, des divergences ont été relevées dans les informations communiquées.

124. Le respect par le Gouvernement fédéral de ses obligations de notification postérieure à la livraison a été rendu difficile par la mauvaise circulation de l'information, notamment entre les États Membres et le Gouvernement fédéral, mais aussi au sein même des organes gouvernementaux.

125. En août 2017, le Groupe de contrôle a été informé qu'une quantité importante de matériel militaire, pour laquelle le Comité n'avait reçu aucune notification préalable, était arrivée à Villa Baidoa en provenance de Chine. Il a soulevé la question auprès du Gouvernement fédéral, à la suite de quoi, le 21 août, celui-ci a confirmé cette livraison, dans une lettre adressée au Comité, sans préciser les types et les quantités de matériel livrés<sup>97</sup>. Le Groupe de contrôle a inspecté une partie de la cargaison au dépôt d'armes central de Halane, le 29 août<sup>98</sup>. En réponse à une question que le Groupe a adressée à la Chine, celle-ci l'a informé, le 22 septembre, que les armes, les munitions et le matériel militaire avaient été livrés au Gouvernement fédéral en juillet 2017, assortis des documents administratifs requis.

126. La confusion qui entoure la question des responsabilités en matière de notification s'est également manifestée lorsque les États-Unis ont informé le Gouvernement fédéral somalien de leur intention de livrer, le 29 août 2017, des armes et des munitions en appui à l'Armée nationale somalienne. Le Gouvernement fédéral somalien a estimé qu'une notification préalable avait déjà été envoyée pour ce matériel et n'a pas communiqué d'informations au Comité<sup>99</sup>. Or, l'inventaire de la cargaison arrivée le 29 août ne correspondait pas à celui figurant dans la notification préalable dont le Gouvernement fédéral somalien fait état.

#### **Obligation du Gouvernement fédéral de faire rapport au Conseil de sécurité sur ses forces de sécurité**

127. Depuis la présentation du dernier rapport final, le Conseil de sécurité a reçu deux rapports du Gouvernement fédéral, en application des dispositions du paragraphe 9 de la résolution [2182 \(2014\)](#), reconduites au paragraphe 7 de la résolution [2317 \(2016\)](#).

128. Dans son rapport d'octobre 2016, le Gouvernement fédéral a présenté, outre les organigrammes des structures de commandement de l'Armée nationale somalienne, de la Police somalienne, de l'Agence nationale de renseignement et de sécurité et de l'administration pénitentiaire, un tableau indiquant le nombre de soldats de chaque brigade de l'Armée. Or, les effectifs indiqués dans ce tableau ne correspondaient pas aux diverses évaluations effectuées par ailleurs – notamment celles réalisées en interne par l'Armée nationale somalienne et le Gouvernement fédéral, que le Groupe de contrôle a examinées – et le rapport ne précisait ni les effectifs approximatifs des bataillons, ni les endroits où se trouvaient les bataillons et les brigades, ni le nom de leurs commandants. Aucune précision n'était

---

également le faire « en consultation avec le Gouvernement fédéral » (Voir la résolution [2142 \(2014\)](#) du Conseil de sécurité, par. 4).

<sup>97</sup> [S/AC.29/2017/NOTE.41](#).

<sup>98</sup> Voir [S/AC.29/2017/SEMG/OC.122](#) et annexe 8.1.

<sup>99</sup> [S/AC.29/2015/NOTE.66](#).

communiquée concernant la Police, l'Agence nationale de renseignement et de sécurité et l'administration pénitentiaire.

129. Le rapport de mars 2017, présenté pendant la période de transition précédent l'entrée en fonctions du Gouvernement fédéral en exercice, comportait des précisions sur la composition des forces de sécurité dans les régions, accompagnées d'une estimation des effectifs pour le Puntland, l'Administration provisoire de Galmudug et l'Administration provisoire du Sud-Ouest. Il indiquait que l'Administration provisoire de Djouba n'avait communiqué aucune information à ce sujet au Gouvernement fédéral et que l'Administration provisoire du HirChébéli, nouvellement établie, ne disposait à cette date d'aucune force.

130. En dépit d'améliorations mineures, les rapports du Gouvernement fédéral sur l'état des forces de sécurité sont incomplets et insuffisamment détaillés<sup>100</sup>. Ces lacunes s'expliquent en partie par le manque de communication entre le Gouvernement fédéral et les administrations régionales, mais elles sont aussi vraisemblablement dues à la réticence ou à l'incapacité des responsables du secteur de la sécurité à fournir les renseignements qui leur sont demandés.

### **Gestion des armes et munitions**

131. L'accès aux installations de stockage des armements s'étant élargi au cours de la période considérée, le Groupe de contrôle a pu constater que la gestion et l'enregistrement du matériel importé et stocké au dépôt central de Halane, ainsi que la distribution et le traçage des armes, s'étaient améliorés. Pour effectuer son analyse, le Groupe de contrôle a bénéficié de l'appui de l'Équipe conjointe de vérification<sup>101</sup> et de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Il a été encouragé par la volonté du nouveau Gouvernement fédéral de poursuivre le renforcement de ses procédures. Néanmoins, les dispositifs en place au moment de la rédaction du présent rapport demeuraient fragiles et vulnérables aux manipulations.

#### *Procédures d'enregistrement et de marquage des armes et des munitions*

132. Le Groupe de contrôle a été autorisé à trois reprises à accéder au dépôt central de Halane à Mogadiscio, et il en a sollicité l'autorisation à cinq autres reprises<sup>102</sup>. Le 26 avril et le 29 août 2017, il y a procédé à deux vérifications distinctes des armes et des munitions.

133. Pour plus de précisions sur l'inspection que le Groupe de contrôle a réalisée au dépôt central de Halane, on se reportera à l'annexe 8.1.

134. Le Groupe de contrôle a constaté que, pour deux livraisons reçues pendant la période considérée, en dépit de quelques anomalies, la procédure d'enregistrement et de marquage des armes avait été appliquée. Cela étant, la procédure d'enregistrement des munitions devrait être améliorée.

---

<sup>100</sup> Voir S/2016/919, annexe 8.2, pour la dernière évaluation, par le Groupe de contrôle, de la manière dont le Gouvernement fédéral s'est acquitté de ses obligations en la matière.

<sup>101</sup> Comme suite à la lettre en date du 3 avril 2014 que le Secrétaire général a adressée au Président du Conseil de sécurité (S/2014/243) et à la déclaration du Président en date du 22 mai 2014 (S/PRST/2014/9), conformément à la résolution 2182 (2014) du Conseil, le Gouvernement fédéral a créé une équipe conjointe de vérification chargée d'inspecter régulièrement les stocks des forces de sécurité du Gouvernement, les relevés d'inventaire et la chaîne d'approvisionnement des armes, le but étant d'éviter les détournements d'armes et de munitions.

<sup>102</sup> Le dépôt central de Halane est officiellement le lieu de premier stockage de toutes les armes, munitions et matériel militaire arrivant en Somalie. Il se trouve dans le périmètre de l'aéroport de Mogadiscio.

135. La description des procédures de gestion des armes actuellement appliquées au dépôt central de Halane figure à l'annexe 8.2.

136. Au moment de la rédaction du présent rapport, sept des huit appareils de marquage des armes étaient en fonctionnement; trois de ces huit appareils se trouvent au dépôt central de Halane et trois autres au Ministère de la sécurité intérieure du Gouvernement fédéral, et deux appareils mobiles servent au marquage sur le terrain. Selon le Gouvernement fédéral, au 30 mars 2017, 8 800 armes avaient été marquées<sup>103</sup>.

#### *Distribution des armes et des munitions*

137. Lorsqu'il s'est rendu au dépôt central de Halane le 26 avril 2017, le Groupe de contrôle a pu consulter les formulaires d'approbation de distribution de munitions remontant jusqu'à décembre 2015. Il a également examiné les registres correspondants, qui détaillaient la distribution de 1 366 970 cartouches aux Forces de sécurité somaliennes entre décembre 2015 et mars 2017.

138. Le Groupe de contrôle a constaté que la gestion de la distribution des munitions au dépôt central de Halane s'était améliorée, mais que quelques sujets de préoccupation subsistaient. Par exemple, il n'y avait pas de procédure normalisée pour enregistrer la destination prévue du matériel : dans certains cas, seule la ville ou le secteur était noté, sans indication de l'unité bénéficiaire. Le 31 juillet 2017, le Groupe de contrôle a prié le Gouvernement fédéral de lui donner des précisions sur les destinataires de ces munitions. Dans sa réponse datée du 18 août, ce dernier a reconnu que les documents d'information sur le suivi des distributions concernant certaines livraisons d'armes n'étaient pas conformes aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de la résolution 2142 (2014) du Conseil de sécurité. Le Groupe de contrôle n'a donc pas été en mesure de vérifier si les munitions étaient parvenues aux personnes auxquelles elles étaient destinées.

139. L'analyse des documents du Gouvernement fédéral relatifs à la distribution des armes et des munitions figure à l'annexe 8.3 (strictement confidentielle).

140. Le 29 août 2017, le Groupe de contrôle a procédé à l'examen approfondi des documents relatifs à la livraison, l'enregistrement et la réexpédition des armes qui étaient arrivées de Djibouti en juin 2017<sup>104</sup>. Bien qu'une grande quantité de documents lui ait été présentée, le Groupe n'a pas été en mesure de tracer chaque pièce jusqu'à son destinataire désigné. Dans certains cas, il a été impossible de rapporter les données inscrites sur les registres aux ordres de distribution ou aux notifications postérieures à la distribution correspondants.

141. On trouvera à l'annexe 8.4 (strictement confidentielle) des précisions sur cette étude.

---

<sup>103</sup> Rapport en date du 30 mars 2017 du Gouvernement fédéral présenté au Conseil de sécurité en application du paragraphe 9 de la résolution 2182 (2014). L'Armée nationale somalienne avait effectué quelque 6 000 marquages et le Ministère de la sécurité intérieure 2 800, sur des armes appartenant à l'Agence nationale de renseignement et de sécurité, à la Police somalienne, à des fonctionnaires et à des compagnies de sécurité privées. Le Groupe de contrôle a constaté, comme l'a notifié le Gouvernement fédéral (voir S/AC.29/2017/NOTE.24/Add.1), que 1 600 armes supplémentaires données par Djibouti avaient été marquées depuis lors.

<sup>104</sup> La notification préalable au Comité a été faite le 26 mai 2017 (voir S/AC.29/2017/NOTE.24). Le Gouvernement fédéral a présenté la notification postérieure à la livraison et postérieure à la distribution le 17 août 2017, et il a fourni un complément d'information le 6 septembre 2017 (voir S/AC.29/2017/NOTE.24/Add.1).

142. Des précisions sur les armes portant un marquage du Gouvernement fédéral et ayant été saisies lors d'opérations des services de sécurité fédéraux ou retrouvées en vente sur des marchés figurent à l'annexe 8.5.

### C. Respect de l'embargo sur les armes par les autres institutions somaliennes du secteur de la sécurité

143. Sous réserve de l'approbation du Comité, d'autres institutions de sécurité somaliennes peuvent recevoir de l'aide et du matériel qui seraient, sinon, interdits en vertu de l'embargo sur les armes<sup>105</sup>. De même qu'en 2016, des États Membres ont continué, au cours de la période considérée, d'apporter un soutien important aux forces autres que celles du Gouvernement fédéral (voir [S/2016/919](#), annexe 8.3). Néanmoins, le Comité n'a été saisi que d'une seule notification durant cette période, qui concernait une livraison d'armes à la police du Somaliland.

#### Livraisons d'armes non notifiées à Kismayo et Baidoa

144. Au cours de la période considérée, le Groupe de contrôle a demandé au Gouvernement éthiopien des éclaircissements sur des livraisons d'armes à des forces de sécurité régionales de Kismayo et Baidoa qui lui avaient été signalées. En août 2017, un représentant de ce gouvernement a communiqué deux certificats d'utilisateur final pour des armes livrées au cabinet du Président de l'Administration provisoire du Sud-Ouest – datés du 18 février 2016 et du 23 septembre 2016 – et un bon de commande émanant du cabinet du Président de l'Administration provisoire de Djouba, daté du 20 juillet 2016. Au vu de ce dernier document, une commande avait été passée pour l'achat de matériel divers, notamment :

- a) 1 000 fusils d'assaut AK 47;
- b) 20 armes automatiques PKM;
- c) 50 lance-grenades RPG-7;
- d) 30 mitrailleuses DShK;
- e) 5 mitrailleuses 14.5mm.

145. Au moment de la rédaction du présent rapport, en dépit des demandes que le Groupe de contrôle a présentées, les informations concernant ces livraisons d'armes aux administrations provisoires du Sud-Ouest et de Djouba demeuraient imprécises.

### D. Installation d'une base militaire des Émirats arabes unis à Berbera

146. À la fin de 2016, le Groupe de contrôle a reçu des informations faisant état de projets d'installation d'une base militaire des Émirats arabes unis à Berbera, dans le Somaliland. Le 18 janvier 2017, le Groupe s'est adressé par lettre aux Émirats arabes unis et au Somaliland pour demander des précisions sur l'accord y relatif et proposer ses conseils aux fins du respect de l'embargo sur les armes<sup>106</sup>. Le

<sup>105</sup> Voir la résolution [2111 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, par. 11 a).

<sup>106</sup> [S/AC.29/2017/SEMG/OC.03](#) (18 janvier 2017).

12 février, avant que le Groupe ait reçu une réponse, le parlement du Somaliland a approuvé l'implantation de cette base<sup>107</sup>.

147. En mai 2017, lors d'une mission dans le Somaliland, un haut responsable a informé le Groupe que l'administration du Somaliland avait autorisé les Émirats arabes unis à rénover les installations aéroportuaires de Berbera pour en faire une base militaire à l'usage exclusif des forces aériennes de ce pays, pour une période de 25 ans. Le responsable en question a précisé que la base serait utilisée principalement pour effectuer des patrouilles maritimes de lutte contre la piraterie, et non pas pour des frappes aériennes<sup>108</sup>. En revanche, un autre haut responsable a annoncé publiquement qu'elle serait utilisée aux fins des activités de formation et de surveillance, ainsi que pour mener des opérations militaires au Yémen<sup>109</sup>.

148. Les images satellitaires acquises entre décembre 2016 et septembre 2017 montrent que de nouvelles installations permanentes, y compris un nouveau poste à quai sur le littoral, à environ 2 kilomètres au nord de la piste d'atterrissage de l'aéroport de Berbera, étaient en cours de construction. Les images satellites du site de construction figurent à l'annexe 9.

149. L'installation d'une base militaire étrangère à Berbera, impliquant le transfert de matériel militaire, constituerait une violation de l'embargo sur les armes visant la Somalie. Les informations dont dispose le Groupe de contrôle sur les fonctions de la base donnent à penser qu'il est peu probable que les dérogations permanentes à l'embargo sur les armes puissent s'appliquer. De plus, toute assistance qui aurait également pour effet de constituer un appui aux institutions somaliennes du secteur de la sécurité dans le Somaliland exigerait d'être notifiée au Comité et approuvée par celui-ci, conformément au paragraphe 11 a) de la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité.

150. Enfin, la décision unilatérale des autorités du Somaliland de s'engager dans une entreprise de ce type et de cette ampleur ne peut qu'altérer davantage les relations entre le Gouvernement fédéral et l'administration du Somaliland et, partant, compromettre la stabilité de la Somalie sur le long terme.

## **E. Matériel militaire saisi à l'occasion d'offensives lancées par l'AMISOM et les forces de sécurité du Gouvernement fédéral**

151. Au paragraphe 6 de sa résolution 2182 (2014), le Conseil de sécurité demandait à l'Armée nationale somalienne et à l'AMISOM de recueillir et d'enregistrer des informations sur l'ensemble du matériel militaire confisqué dans le cadre d'offensives et de faciliter son inspection par le Groupe de contrôle. Au paragraphe 12 de la résolution 2317 (2016), le Conseil de sécurité a engagé « l'AMISOM à coopérer davantage » pour remplir cette obligation.

152. Au cours de la période considérée, le commandement de l'AMISOM a diffusé des procédures et des directives relatives à la gestion des armes saisies, mais leur

---

<sup>107</sup> Le Gouvernement des Émirats arabes unis a répondu au Groupe le 8 août 2017, l'invitant « à s'adresser aux autorités compétentes de la Somalie, au cas où il aurait des demandes à formuler concernant des activités menées sur son territoire » (2017/338).

<sup>108</sup> Entretien du Groupe de contrôle avec un haut responsable du gouvernement du Somaliland le 25 mai 2017, à Hargeisa. Le Groupe a été informé qu'en échange, les Émirats arabes unis avaient accepté de construire un nouvel aéroport civil à proximité et de remettre en état la route reliant Berbera à Wajaale, à la frontière éthiopienne.

<sup>109</sup> Abdulaziz Osman, « Somaliland Says UAE Can Launch Attacks From New Base », Voice of America, 26 mai 2017. Disponible à l'adresse suivante : [www.voanews.com/a/somaliland-says-united-arab-emirates-launch-attacks-new-air-base/3872972.html](http://www.voanews.com/a/somaliland-says-united-arab-emirates-launch-attacks-new-air-base/3872972.html).

application par les divers secteurs s'est heurtée à des difficultés. Bien que l'AMISOM ait intensifié ses efforts et exprimé sa volonté de coopérer, elle n'a communiqué au Groupe de contrôle que peu d'informations sur les sept armes saisies durant la période.

153. À plusieurs reprises durant la période considérée, le Groupe de contrôle a prié le Gouvernement fédéral de lui donner les moyens d'accéder aux armes récupérées lors d'offensives, mais ce dernier n'a pu y donner suite.

## F. Réforme du secteur de la sécurité

154. À mesure que s'accroît la probabilité de voir les troupes de l'AMISOM se retirer du sud et du centre de la Somalie dans un délai de deux à cinq ans, augmente également l'inquiétude quant à la capacité des forces somaliennes à maintenir et à renforcer les gains obtenus en matière de sécurité au cours de la décennie écoulée.

155. Le secteur de la sécurité somalien a fait l'objet de la plus grande attention avant et pendant la Conférence de Londres sur la Somalie, tenue le 11 mai 2017, qui a abouti à la signature d'un pacte de sécurité par les représentants du Gouvernement fédéral et de la communauté internationale. Ce pacte prévoyait un accord politique entre le Gouvernement fédéral et les administrations régionales concernant l'établissement d'un nouveau dispositif national de sécurité organisant les forces somaliennes<sup>110</sup>, un plan de réforme par étapes du secteur de la sécurité somalien et l'engagement des partenaires internationaux à prêter leur concours à ce processus<sup>111</sup>.

156. Différents protagonistes, notamment de hauts représentants du Gouvernement fédéral et de l'Armée nationale somalienne, se sont opposés à ces plans, en particulier pour ce qui était de la décentralisation du commandement hors de Mogadiscio, et de l'extension des pouvoirs des administrations régionales<sup>112</sup>.

157. Du fait, essentiellement, de l'absence de volonté politique, la plupart des efforts entrepris depuis 2015 pour intégrer les forces de sécurité régionales – dont 3 000 soldats Daraouich du Puntland<sup>113</sup> – dans l'Armée nationale somalienne n'ont pu aboutir (voir S/2016/919, par. 52). Il n'est pas certain que le Gouvernement fédéral en exercice et les administrations régionales en place soient disposés à mettre sur pied, par un effort collectif et systématique, ce nouveau dispositif. Au moment de la rédaction du présent rapport, les objectifs fixés lors de la Conférence de Londres sur la Somalie, qui auraient dû être atteints en octobre 2017, date prévue pour une conférence de suivi, avaient peu de chances de l'être.

---

<sup>110</sup> La représentation égale des régions au sein de l'Armée nationale somalienne prévue par ce nouveau dispositif devra sans doute passer par une nouvelle répartition des clans qui la composent. Ainsi, la part des clans qui y sont actuellement dominants – en particulier les Abgal et les Habar Ghidir (qui font tous deux partie du clan des Hawiye) – devrait normalement diminuer.

<sup>111</sup> Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ministère du développement international, Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth et Ministère de la défense, « Security Pact », Document d'orientation, 11 mai 2017. Disponible à l'adresse suivante: [www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/613720/london-somalia-conference-2017-security-pact.pdf](http://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/613720/london-somalia-conference-2017-security-pact.pdf).

<sup>112</sup> Entretiens, menés entre mai et août 2017 à Nairobi et à Mogadiscio, avec des diplomates et des consultants internationaux œuvrant à la réforme du secteur de la sécurité. Le Groupe de contrôle a également consulté des documents internes de l'Armée nationale somalienne indiquant qu'il ne serait pas donné suite aux demandes formulées par les partenaires internationaux aux fins d'obtenir l'autorisation d'administrations régionales pour la distribution de l'aide.

<sup>113</sup> L'intégration des Daraouich dans l'Armée nationale somalienne demeure une priorité absolue pour l'administration du Puntland. Entretien avec le chef de cabinet du Président du Puntland, Abdinasir Sofe, à Nairobi, le 29 août 2017.

158. Le Groupe de contrôle est préoccupé par le fait qu'en voulant imposer un nouveau dispositif de sécurité à des acteurs influents qui lui sont hostiles, on risque d'en faire des fauteurs de troubles et d'entraîner une rapide détérioration de la sécurité dans le sud et le centre de la Somalie.

## **IV. Entrave à l'acheminement de l'assistance humanitaire**

159. Le message d'alerte publié par l'Organisation des Nations Unies le 2 février 2017 mettant en garde contre le risque de famine imminent en Somalie a conduit à une forte intensification de l'aide humanitaire dans le pays<sup>114</sup>. Alors que les organisations non gouvernementales et les communautés locales s'évertuaient à acheminer des marchandises essentielles et assumaient les risques associés, l'accès s'est trouvé entravé par de nouveaux cycles de conflits, l'intensification des opérations contre les Chabab et l'impraticabilité des voies de ravitaillement. Les Chabab ont perturbé et manipulé les activités humanitaires avec habileté, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des zones qu'ils contrôlaient.

### **A. Mouvement des Chabab<sup>115</sup>**

160. En 2011, les Chabab avaient bloqué l'acheminement de l'aide humanitaire, contribuant ainsi largement aux 260 000 décès dus à la famine en Somalie. En revanche, pendant la période considérée, ils ont mis sur pied un plan de lutte contre les effets de la sécheresse, en veillant à ce qu'il soit connu de tous, dans le cadre duquel ils ont mis en place des comités régionaux chargés de la sécheresse et créé un volet humanitaire nommé Al-Xhasan<sup>116</sup>. En mars 2017, à grand renfort de publicité, ils ont effectué des distributions de denrées alimentaires et d'eau dans les régions de Bay, de Bakool, de Galguduud, de Hiraan, du Bas-Chébéli et de Mudug. Simultanément, ils ont néanmoins pris des mesures qui ont aggravé la situation des populations dans le besoin, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs zones de contrôle<sup>117</sup>, comme :

a) Le maintien de l'interdiction, pour les acteurs officiels du secteur humanitaire, d'accéder à la plupart des zones, ce qui s'est traduit par la saisie et la destruction des denrées alimentaires ainsi que par des mesures de sanction contre les personnes ayant accepté l'assistance humanitaire;

---

<sup>114</sup> À la fin du mois de juillet, 897 millions de dollars de dons avaient été reçus ou annoncés pour financer les interventions humanitaires appuyées par l'Organisation des Nations Unies en 2017 en Somalie.

<sup>115</sup> Les études de cas présentées dans cette partie se fondent sur des entretiens corroborés et menés en personne avec des intervenants humanitaires nationaux et internationaux, des responsables régionaux et locaux, des journalistes et des notables locaux ainsi que des bénéficiaires de l'aide, à Baidoa, Gaalkacyo et Mogadiscio, entre le 1<sup>er</sup> décembre 2016 et 1<sup>er</sup> septembre 2017. Le Groupe de contrôle a également conduit des entretiens à distance avec d'anciens membres des Chabab, des notables locaux et des représentants des communautés vivant dans les zones contrôlées par les Chabab ou en ayant été déplacées.

<sup>116</sup> Les Chabab ont largement fait la promotion de leurs propres activités humanitaires et critiqué les efforts de la communauté internationale. Voir, entre autres, l'entretien avec Cheikh Ali Dhere, porte-parole du Mouvement des Chabab, *Radio Al-Furqan*, disponible à l'adresse <http://radioalfurqaan.com/?p=9523> (texte en somali) (consulté le 20 septembre 2017).

<sup>117</sup> La situation humanitaire dans certaines zones contrôlées par les Chabab était très grave : en juin 2017, dans le district de Mataban, les taux de malnutrition aiguë sévère ont été évalués à 6 %, soit trois fois le seuil d'urgence.

- b) L'augmentation de l'imposition sur les ressources de la population locale, le rendement des récoltes et les fournitures humanitaires (notamment les transferts et bons), dont les recettes ont souvent été soutirées par la violence<sup>118</sup>;
- c) L'intensification des arrestations et des enlèvements d'agents humanitaires et d'anciens ayant tenté de négocier les conditions d'acheminement de l'aide<sup>119</sup>;
- d) L'augmentation des droits de passage aux points de contrôle et le maintien des entraves au transport de biens commerciaux et humanitaires vers les zones contrôlées par le Gouvernement<sup>120</sup>.

161. Dans certains cas, les Chabab ont néanmoins accepté une aide humanitaire extérieure. En février 2017, ils ont demandé à des organisations non gouvernementales locales d'intervenir pour lutter contre une épidémie de choléra qui s'était déclarée à plusieurs endroits. Début mars, ils ont autorisé un sous-clan du Moyen-Djouba à lever des fonds parmi la diaspora et à acheter des denrées alimentaires issues de l'aide pour ses membres, tout en soumettant toutes les aides reçues à l'impôt.

162. Les Chabab ont accordé une liberté de mouvement limitée à ceux qui souhaitaient quitter les zones sous contrôle afin d'accéder aux services d'aide<sup>121</sup>. Ces personnes n'étaient cependant pas toujours sûres de pouvoir rentrer chez elles. Le Groupe de contrôle a recueilli des informations montrant que les familles déplacées du Bas-Chébéli payaient des impôts en effectuant des transferts d'argent par téléphone portable, afin de conserver leurs titres fonciers. Dans certains endroits de la région de Bay, les habitants ont dû payer 15 dollars et donner une partie de leur récolte pour pouvoir rentrer chez eux et cultiver leur terre après l'arrivée de la saison des pluies *Gu*.

## B. Obstacles bureaucratiques<sup>122</sup>

163. Le 28 février 2017, les autorités fédérales et régionales se sont engagées à lever tous les obstacles empêchant l'acheminement de l'aide, notamment l'importation et l'exportation de denrées alimentaires et de fournitures essentielles et les envois de fonds, et à suspendre temporairement, au niveau sous-fédéral, les nouvelles exigences bureaucratiques concernant les fournisseurs d'assistance<sup>123</sup>. Les efforts modestes dont elles ont fait preuve n'ont pas suffi à honorer cet

---

<sup>118</sup> En mars 2017, dans le Moyen-Chébéli, les Chabab ont enlevé cinq anciens du village de Galeefto, incendiant des maisons et des écoles, trois semaines après que la population locale avait refusé de payer les impôts accusés qu'ils exigeaient.

<sup>119</sup> À Qoryooley, dans le Bas-Chébéli, un ancien a été tué par les Chabab le 25 avril 2017 pour avoir participé à des négociations de ce type.

<sup>120</sup> Le 1<sup>er</sup> juillet, les Chabab ont attaqué un convoi de neuf charrettes tirées par des ânes voyageant de Wajed vers Buur Dhuxunle, abattu les animaux et brûlé la nourriture.

<sup>121</sup> À Bakool, de vifs désaccords ont opposé deux dirigeants des Chabab sur la question de savoir si les populations devaient être autorisées à partir, donnant lieu à des affrontements armés.

<sup>122</sup> Le Groupe de contrôle définit les obstacles bureaucratiques comme les règlements et pratiques imposés par des autorités reconnues et ayant pour but ou pour effet d'entraver l'accès à l'aide humanitaire et l'acheminement de celle-ci, notamment par le moyen du détournement. Voir S/2016/919, annexe 6.1.

<sup>123</sup> Communiqué faisant suite à la table ronde de haut niveau tenue à Mogadiscio sur la lutte contre les effets de la sécheresse en Somalie, le 28 février 2017, disponible à l'adresse : <https://unson.unmissions.org/communiqué-following-high-level-roundtable-meeting-held-mogadishu-drought-response-somalia>.

engagement<sup>124</sup>. Entre janvier et août 2017, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a enregistré 62 cas d'entraves bureaucratiques aux opérations humanitaires. En l'absence d'un cadre clair régulant l'action humanitaire, les pratiques visant à entraver et à détourner l'assistance humanitaire se sont poursuivies, notamment<sup>125</sup> :

- a) L'imposition d'une taxe sur les fournitures humanitaires;
- b) L'imposition de pratiques d'enregistrement, de droits et de procédures de surveillance des projets, de contrôle des contrats et de sélection du personnel arbitraires;
- c) L'imposition de services de sécurité payants, et la suppression de ces services aux fins de forcer les négociations;
- d) L'interdiction intermittente par le Puntland de l'accès humanitaire par voie terrestre depuis le Somaliland.

164. Les autorités fédérales et régionales ont également entravé les efforts humanitaires en expulsant le personnel humanitaire national et international de leurs zones de contrôle. Au cours de son mandat, le Groupe de contrôle a relevé au moins trois cas d'expulsion qui dissimulaient en réalité une volonté d'entraver les activités légales des organisations, d'extorquer des ressources ou de faciliter des règlements de comptes privés.

165. Enfin, la fermeture intermittente des frontières kényanes et éthiopiennes a fait obstacle à l'acheminement de l'aide humanitaire, qui ne devenait possible qu'en violant les procédures officielles.

## C. Principaux itinéraires d'approvisionnement

166. Les postes de contrôle illégaux contrôlés par les forces fédérales et régionales, les milices de clan et les Chabab ont entravé l'acheminement de l'aide et fait augmenter le prix des marchandises. Cela a eu des conséquences sur la valeur de l'aide humanitaire : plus de 80 % des aides alimentaires destinées à faire face aux effets de la sécheresse se sont faites en espèce ou en bons.

167. Une étude des principaux itinéraires de transit effectuée dans le centre et le sud de la Somalie par une organisation humanitaire en août 2017 a permis de recenser 82 postes de contrôle payants, dont 20 étaient gardés par les Chabab. Les autres étaient pour la plupart contrôlés par l'Armée nationale somalienne, y compris cinq dont les recettes étaient partagées entre l'Armée et les forces de l'administration provisoire du Sud-Ouest.

168. Dans certaines zones, les autorités locales et les éléments armés ont profité de l'action de lutte contre les effets de la sécheresse pour tripler les droits de passage aux postes de contrôle. En avril 2017, 60 camions ont été bloqués à Wanlaweyne, dans la région du Bas-Chébéli, par les forces de sécurité du Gouvernement fédéral, qui ont voulu faire payer aux camionneurs des « arriérés » pour avoir emprunté à

<sup>124</sup> Le Ministère de la planification et de la coopération internationale de l'administration provisoire du Sud-Ouest a suspendu l'application de sa loi sur les organisations non gouvernementales en vue de faciliter la lutte contre les effets de la sécheresse.

<sup>125</sup> Dans sa résolution 2317 (2016), le Conseil de sécurité a exhorté le Gouvernement fédéral somalien à améliorer le cadre réglementaire pour les donateurs (par. 27). Bien qu'un projet de loi fédérale sur les organisations non gouvernementales ait été élaboré, en l'absence de consultation ou d'harmonisation au niveau régional et d'une intégration dans un cadre législatif plus vaste, la loi entraverait l'action humanitaire plutôt qu'elle ne la faciliterait.

plusieurs reprises l'autre route menant à Baidoa, contrôlée par les Chabab<sup>126</sup>. Les transporteurs, dans de nombreux endroits, ont préféré utiliser les routes contrôlées par les Chabab, qui honoraient les paiements et fournissaient des reçus, ce qui permettait par ailleurs d'éviter les violences auxquelles se livraient les forces de sécurité<sup>127</sup>.

169. Les efforts que l'AMISOM, l'administration provisoire de Galmudug et le Gouvernement fédéral ont déployés au cours du deuxième trimestre de 2017 pour sécuriser les voies d'approvisionnement ont été couronnés d'un relatif succès, même si dans certains cas, le problème n'a fait qu'être déplacé, les postes de contrôle permanents étant devenus mobiles.

#### **D. Détournement de l'aide humanitaire<sup>128</sup>**

170. La communauté humanitaire s'est appuyée sur les enseignements tirés de la famine de 2011/12 pour améliorer son action face à la sécheresse en tenant davantage compte des risques, notamment en mettant en place un ensemble d'outils de gestion des risques et de suivi. Néanmoins, des membres du Gouvernement, d'organisations non gouvernementales et de l'Organisation des Nations Unies ont fait part au Groupe de contrôle d'allégations et de signalements crédibles de détournement de l'aide humanitaire, y compris:

- a) Le vol de fonds destinés à l'aide par les membres des comités chargés de la sécheresse;
- b) Des actes d'extorsion par des contrôleurs ou par des « propriétaires » des terres sur lesquelles se trouvaient des camps de déplacés, qui étaient en réalité des représentants du Gouvernement;
- c) L'orchestration de distributions d'aide humanitaire pour lesquelles les bénéficiaires devaient payer des « frais de présence » puis étaient contraints d'abandonner les fournitures reçues;
- d) Le contrôle des cartes SIM et la connivence avec les agents de change visant à détourner les aides en espèces et à contourner les mécanismes de surveillance;
- e) La collusion entre les communautés d'accueil et les contrôleurs, qui ont mis en place des « tentes à riz », c'est-à-dire de fausses habitations installées dans les camps de déplacés, afin de faire enregistrer des bénéficiaires supplémentaires;
- f) Des abus de pouvoir des services administratifs et des forces de sécurité des États à des fins d'extorsion<sup>129</sup>.

171. Les Chabab ont également exercé leur contrôle dans des lieux officiellement sous l'autorité du Gouvernement fédéral, dont ils ont exigé que l'accès soit négocié et dans lesquels ils ont taxé les bénéficiaires de l'aide humanitaire et les organisations, en s'ingérant parfois dans la gestion de celles-ci.

---

<sup>126</sup> Entretien avec des membres du personnel de l'Organisation des Nations Unies, 17 avril et 7 août 2017.

<sup>127</sup> Les postes de contrôle gardés par les forces fédérales et régionales ont continué d'être des lieux d'extorsion et de violence contre les civils.

<sup>128</sup> Le présent résumé a été établi sur la base d'entretiens menés avec des agents humanitaires locaux et internationaux, des fonctionnaires régionaux et fédéraux, des représentants des communautés bénéficiaires et d'anciens dirigeants des Chabab.

<sup>129</sup> Voir l'annexe 11.3 pour un point sur l'enquête relative aux allégations formulées contre le Ministre de la sécurité de l'administration provisoire de Djouba, Abdirahshid Hasan Abdinur.

## **E. Attaques contre des agents humanitaires**

172. Depuis 2016, les attaques contre les agents humanitaires et les actes de coercition à leur égard ont fortement augmenté, et la violence s'est intensifiée lors des distributions<sup>130</sup>.

173. Les besoins humanitaires se faisant plus pressants, les agents ont pris de nouveaux risques, élargissant leur champ d'action aux zones contrôlées par les Chabab. Ces derniers en ont profité pour, d'une part, en arrêter certains et leur infliger des amendes dès lors que le moindre changement survenait dans l'exécution des activités convenues, et, d'autre part, extorquer de l'argent, des véhicules et parfois des armes pour les clans qui leur étaient affiliés. Au 15 septembre 2017, 27 agents humanitaires avaient été enlevés par les Chabab depuis le début de l'année, dont 6 se trouvaient toujours en captivité au moment de l'élaboration du présent rapport.

174. Dès qu'ils reconquéraient un territoire, les Chabab se livraient à des arrestations et à des actes de torture contre des agents humanitaires. L'intensification attendue des offensives à leur encontre a également été source de nouvelles menaces pour la communauté humanitaire : en mai 2017, les États-Unis ont demandé aux organismes humanitaires de leur transmettre des informations sur l'ordonnancement des flux de transports, soulevant des inquiétudes quant aux conséquences que des opérations aériennes pourraient avoir.

175. Plus de 70 personnes ont été tuées ou blessées dans les violences survenues lors de distributions de l'aide humanitaire, conséquence du désespoir des bénéficiaires, d'une mauvaise gestion ou encore du fait que la sélection des bénéficiaires avait été perçue comme partielle<sup>131</sup>. Les civils ont également fait les frais des attaques ciblant des opérations humanitaires : le 16 avril, les Chabab ont revendiqué l'attaque d'un convoi humanitaire qui traversait le camp de déplacés de Weedo à Mogadiscio, au cours de laquelle un enfant a été tué et deux autres blessés.

## **F. Manipulation de l'aide en vue d'exclure les communautés marginalisées et d'alimenter les conflits**

176. Pendant la famine de 2011/12, des communautés marginalisées du sud de la Somalie, dont beaucoup étaient sous le contrôle des Chabab, ont été systématiquement exclues de l'accès à l'aide. Si ces schémas d'exclusion se sont répétés pendant la période considérée, il convient de noter que la communauté humanitaire a manifestement commencé à s'attaquer au problème. On trouvera à l'annexe 10.1 des exemples de cas où l'accès à l'aide a été refusé à ces communautés et des mesures prises pour remédier à cette exclusion systématique.

177. La manière dont le modèle d'activité humanitaire a été mis en place en Somalie, conjuguée à l'ampleur et au rôle de cette aide dans l'économie, a créé des conditions propices au détournement de l'aide pour servir les intérêts commerciaux et ceux des clans, notamment par l'alimentation des conflits (voir [S/2015/801](#), annexe 5.3). On trouvera à l'annexe 10.2 (dont le contenu est strictement

---

<sup>130</sup> Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, plus de 110 actes violents ont été menés contre des organisations humanitaires entre janvier et août 2017, provoquant la mort de quatre intervenants.

<sup>131</sup> La quasi-totalité des événements à caractère violent dirigés contre des civils se sont produits lorsque les distributions de denrées alimentaires n'avaient pas été organisées par l'intermédiaire de structures humanitaires reconnues et suivant des procédures établies.

confidentiel) les résultats de l'enquête menée par le Groupe de contrôle sur une organisation non gouvernementale basée dans le Bas-Chébéli.

178. La communauté humanitaire doit faire preuve d'une gestion des risques plus efficace, à savoir analyser les conflits et les situations dépassant les problèmes strictement liés aux Chabab, améliorer le partage de l'information et les mécanismes d'alerte rapide ayant trait aux questions de responsabilité, en particulier entre les organismes des Nations Unies, et tenter de s'attaquer à certains centres de pouvoir profondément enracinés au sein de la communauté humanitaire elle-même.

## **V. Violations du droit international humanitaire impliquant des actes dirigés contre les civils**

179. Bien que les niveaux absolus de violence à l'encontre des civils soient restés généralement stables depuis 2013, la prolifération des acteurs armés et le déploiement de méthodes de guerre plus destructrices ont accru la létalité (à savoir, le nombre de décès par événement) des attaques contre des civils durant la période à l'étude. L'annexe 11.4 contient une série de graphiques illustrant ces tendances spécialement réalisés pour le Groupe de contrôle<sup>132</sup>.

### **A. Le Mouvement des Chabab et l'État islamique d'Iraq et du Levant**

180. Les Chabab ont continué d'être responsables du plus grand nombre d'attaques contre des civils et de victimes civiles, et se sont notamment livrés à une campagne d'attentats complexes sur des hôtels et des bureaux situés dans les zones urbaines, qui se sont intensifiés entre novembre 2016 et janvier 2017<sup>133</sup>.

181. Les Chabab ont fait preuve d'une violence accrue pour contraindre ou punir collectivement la population vivant dans les zones sous leur contrôle. À la suite de l'amenuisement des ressources dû à la sécheresse, ils ont incendié des villages et enlevé et décapité des anciens pour faire respecter le paiement de l'impôt<sup>134</sup>. En juin 2017, ils ont également entrepris une campagne d'enlèvement d'enfants, de notables et d'enseignants afin de contraindre la population à leur fournir des enfants pour grossir leurs rangs (voir annexe 11.2).

182. Les Chabab jouent aujourd'hui un rôle manifeste dans la violence entre les clans et les États. Dans le Bas-Chébéli, les Chabab et les forces qui les combattent ont renforcé leurs alliances avec les parties qui s'opposent dans le cadre du long conflit entre les clans Habar Gedir, Biimaal et Digil sur les ressources et le contrôle du territoire. Dans une série d'attaques qui a débuté en octobre 2016 et s'est intensifiée en mai, puis août 2017, les Chabab ont brûlé des villages et tué et enlevé des civils des communautés Biimaal et Digil (*ibid.*).

183. Sans doute en réaction à l'importance croissante qu'a prise l'EIIL, les Chabab se sont mis à infliger des peines plus violentes, notamment l'amputation, la

<sup>132</sup> Ces graphiques ont été conçus pour le Groupe de contrôle par Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED). ACLED est un programme de recueil et d'analyse des données sur les violences politiques dans les États en développement. Voir [www.acleddata.com](http://www.acleddata.com).

<sup>133</sup> Selon ACLED, les Chabab se seraient livrés à 188 actes prenant des civils pour cible, et auraient ainsi causé la mort de 356 personnes entre le 1<sup>er</sup> septembre 2016 et le 1<sup>er</sup> août 2017. L'ONU a établi que les Chabab étaient responsables de 46 % des victimes civiles enregistrées à partir du 21 juin 2017.

<sup>134</sup> À Xarardheere, les Chabab ont décapité des anciens, incendié des maisons, volé du bétail et tué une vingtaine de personnes après que la population avait refusé de payer un nouvel impôt à la fin de novembre 2016.

décapitation et la lapidation, aux personnes reconnues coupables d'espionnage, de désertion ou d'infractions à la charia<sup>135</sup>.

184. Alors qu'elle privilégiait habituellement les cibles militaires depuis sa création, la faction pro-EIIL en Somalie a changé de cap durant la période considérée : lors de la prise de Qandala, fin octobre 2016, elle s'est livrée à des décapitations de civils et a entraîné le déplacement de plus de 22 000 personnes, et a par ailleurs commis des meurtres, incendié des foyers et pillé du bétail (voir les annexes 2.1 et 11.4).

## B. Forces fédérales et régionales, milices de clans et autres éléments criminels

185. La tendance positive observée par le Groupe de contrôle en 2016 s'est maintenue et les forces du Gouvernement fédéral n'ont pas commis d'attaques de grande envergure contre des civils<sup>136</sup>. Néanmoins, entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2017, l'ONU a déterminé que l'Armée nationale somalienne avait fait 129 victimes civiles, dont 76 morts ; dans 42 cas, les personnes concernées avaient été victimes d'opérations d'extorsion et de pratiques illégales aux postes de contrôle.

186. Cela dit, les forces régionales ont été responsables de la majorité des victimes civiles liées au conflit et ayant été attribuées aux forces étatiques dans le cadre de l'enquête menée par le Groupe de contrôle. En octobre 2016, la ville de Gaalkacyo a traversé une nouvelle période de combats impliquant principalement le Puntland, l'administration provisoire de Galmudug et les milices locales, qui ont tous eu recours à des armes lourdes<sup>137</sup>. Plus de 90 000 personnes ont été forcées de fuir, dont au moins 45 ont été tuées et 162 blessées.

187. La sécheresse a déclenché de violents combats entre les clans pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Entre le 1<sup>er</sup> mai et le 22 août 2017 seulement, ces conflits ont fait au moins 175 victimes civiles<sup>138</sup>. L'évaluation des conséquences de la violence des milices de clan a été compliquée par le fait que les membres de ces dernières ont souvent combattu dans les rangs des forces fédérales ou régionales – et vice versa – ou, dans certains cas, aux côtés des Chabab.

188. Bien que le Gouvernement fédéral se soit engagé à respecter un moratoire datant de 2011, le recours à la peine capitale par les autorités fédérales et régionales a fortement augmenté durant le mandat, en particulier dans le Puntland<sup>139</sup>. Dans certaines condamnations, l'accusé n'avait pas eu droit à une procédure régulière, notamment dans les cas où il n'avait pas pu bénéficier de la protection de son clan. Le Groupe de contrôle a reçu des allégations crédibles selon lesquelles la torture était utilisée pour obtenir des aveux, en violation du droit international.

---

<sup>135</sup> À la mi-mai 2017, les Chabab ont annoncé que l'amputation des mains de deux hommes accusés de vol à Tayeglow serait la première à être exécutée en application de la charia depuis le retrait des troupes éthiopiennes quelques jours plus tôt. En août, deux jeunes Bantous qui tentaient de déserter les rangs des Chabab pour rejoindre un déserteur qui était en contact avec le Groupe de contrôle à Kismayo ont été découverts puis décapités.

<sup>136</sup> Cependant, des membres de l'Armée nationale somalienne ont été impliqués dans une série d'attaques sur des villages menées dans le Moyen-Chéhéli en avril 2017. Voir l'annexe 11.1.

<sup>137</sup> Pour un compte rendu détaillé du conflit, voir l'annexe 3.1. Les forces fédérales ont également été accusées de participer aux combats.

<sup>138</sup> Rapport interne de l'Organisation des Nations Unies, 24 août 2017.

<sup>139</sup> Au 10 septembre 2017, 24 exécutions avaient été menées par les autorités fédérales ou régionales depuis le début de l'année, dont la moitié dans le Puntland.

189. Alors que le nombre total d'attaques (perpétrées ou non par les Chabab) menées à l'aide d'engins explosifs improvisés tend à augmenter légèrement depuis 2014, l'Organisation des Nations Unies a estimé que 533 attaques de ce type avaient été commises entre le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et la mi-août 2017, faisant 1 432 victimes civiles, dont 931 morts<sup>140</sup>.

190. Les assassinats de personnes liées au processus électoral de 2016/17 perpétrés depuis le 8 février 2017, en particulier à Mogadiscio, constituent une nouvelle forme de violence. La variété des *modus operandi* et le fait que les Chabab aient seulement revendiqué 8 des 90 assassinats commis au premier trimestre 2017 donnent à penser que les motivations étaient d'ordre personnel plutôt que politique, bien que n'étant pas nécessairement sans rapport avec les élections.

191. Le Groupe de contrôle a continué de recueillir des preuves irréfutables et des allégations relatives à la responsabilité d'Abdirahshid Hassan Abdinur, Ministre de la sécurité de l'administration provisoire de Djouba, pour des actes de torture, des traitements inhumains et dégradants et des cas de détention et d'extradition illégales [voir S/2016/919, annexes 7.8 et 7.8.1 (dont le contenu est strictement confidentiel), et le présent rapport, annexe 11.3].

### C. Mission de l'Union africaine en Somalie et forces internationales

192. À plusieurs reprises durant la période considérée, les forces internationales se sont retirées de certaines zones de Bakool, de Galguduud, de Hiraan et du Bas-Chébéli, avec très peu de préavis<sup>141</sup>. Les Chabab sont immédiatement revenus dans ces zones et se sont livrés à des tueries, à des actes de torture et à des enlèvements, et ont détruit les fournitures humanitaires et forcé la population à rejoindre leurs rangs<sup>142</sup>. Les conséquences de ces retraits, dont la perte et la reconquête cycliques de zones clefs, ont également affaibli la volonté de la population de soutenir la coalition formée contre les Chabab.

193. Au 31 août 2017, le Groupe de contrôle avait reçu des informations relatives à 32 frappes aériennes menées tout au long de l'année par le Kenya, les États-Unis et des forces non identifiées<sup>143</sup>, selon lesquelles le ciblage s'était visiblement amélioré : des représentants locaux de la vallée du Djouba ont informé le Groupe de contrôle que les frappes aériennes faisaient moins de victimes civiles depuis 2016<sup>144</sup>.

---

<sup>140</sup> Statistiques fournies par le Service de la lutte antimines de l'ONU en Somalie. Le pouvoir meurtrier des événements dirigés contre des civils et l'emploi de la violence à distance ont globalement augmenté durant le mandat. Voir l'annexe 11.4.

<sup>141</sup> Dans des déclarations publiques ou privées, les autorités éthiopiennes ont expliqué leurs retraits de Somalie par leur incapacité à assumer indéfiniment le « poids » de la situation dans le pays; d'autres commentateurs les ont attribuées aux troubles politiques qui secouent actuellement l'Éthiopie.

<sup>142</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre, cinq civils, dont deux hommes d'affaires qui avaient fourni des services d'appui aux troupes éthiopiennes, ont été tués par les Chabab lors de la reconquête de Tayeglow à Bakool.

<sup>143</sup> Au cours de la même période en 2016, le Groupe de contrôle avait recensé 29 frappes aériennes. Voir S/2016/919, annexe 7.7.

<sup>144</sup> L'Organisation des Nations Unies a déterminé que l'utilisation de moyens aériens lors des 58 frappes aériennes menées entre janvier 2016 et juin 2017 avait fait 36 victimes civiles. La crainte de frappes aériennes a provoqué le déplacement de civils dans d'autres zones : en juin 2017, dans la région de Gedo, environ 1 200 personnes ont été déplacées par des frappes aériennes menées dans les environs de Bardera.

194. L'ONU a déterminé que l'AMISOM avait fait 88 morts parmi les civils entre janvier et juin 2017<sup>145</sup>. Bien qu'en 2016, l'AMISOM n'ait été responsable que de 4 % des attaques touchant des civils, la population a eu le sentiment que les forces internationales faisaient preuve d'une violence accrue, grande étant la frustration tant face à l'absence de communication sur les enquêtes que devant l'opacité de la procédure de paiement des indemnités<sup>146</sup>. La mission de l'AMISOM et de ses partenaires stratégiques en a été ébranlée.

### **Déplacements forcés**

195. Entre le 1<sup>er</sup> novembre 2016 et la fin de juillet 2017, l'Organisation des Nations Unies a établi que plus de 859 000 personnes avaient été déplacées par la sécheresse<sup>147</sup>. Entre janvier et juillet 2017, 87 000 habitants de la région du Bas-Chébéli ont été déplacés en raison des conflits et de l'insécurité<sup>148</sup>.

196. Les expulsions forcées de personnes déplacées ont continué en 2017, avec plus de 90 000 cas enregistrés à la fin de juillet, la majorité à Mogadiscio. Les expulsions ont été conduites aussi bien par des acteurs privés, lorsqu'elles étaient la conséquence de disputes entre les contrôleurs et les résidents sur le partage des fournitures humanitaires, qu'en application de la politique menée par le Gouvernement fédéral et les autorités régionales<sup>149</sup>.

197. Le 16 novembre 2016, le Gouvernement kényan a annoncé qu'il avait reporté la fermeture du camp de Dadaab, initialement prévue pour la fin du mois de novembre 2016, au 31 mai 2017. Ce nouveau délai n'a pas entraîné d'expulsion massive de réfugiés, bien que des cas isolés de refoulement aient été enregistrés par l'Organisation des Nations Unies.

## **D. Enrôlement et utilisation d'enfants**

198. Bien que le nombre de cas d'enrôlement et d'utilisation d'enfants par les Chabab ait baissé de 50 % durant les trois derniers mois de 2016, il a considérablement augmenté à la fin du mois de juin 2017, en particulier dans les régions de Galguduud, Hiraan et Mudug. Les Chabab ont durci leur campagne en enlevant des anciens et des enseignants et en séparant les familles, contraignant celles-ci à fuir ou à envoyer leurs enfants hors de la zone pour qu'ils soient en sécurité.

199. On trouvera à l'annexe 11.2 un aperçu de la situation relative à l'enrôlement et à l'utilisation d'enfants durant la période considérée.

---

<sup>145</sup> Courrier électronique d'un membre du personnel de l'Organisation des Nations Unies en date du 15 septembre 2017.

<sup>146</sup> Les directives générales visant à remédier au problème des victimes civiles liées à l'AMISOM ont finalement été adoptées en juillet 2017. Elles normalisent les procédures de traitement des allégations faisant état de victimes civiles et déterminent le montant des indemnités et le recours à d'autres mesures. L'AMISOM a dit au Groupe de contrôle qu'elle n'avait pas été en mesure de mettre en œuvre les directives faute de financement.

<sup>147</sup> Voir Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) « Somalia: displacement dashboard – Protection and Return Monitoring Network (PRMN), displacements during July 2017 », 29 août 2017.

<sup>148</sup> HCR, « Somalia: flash report – PMRN displacement update », 10 août 2017.

<sup>149</sup> Plus de 5 000 personnes déplacées ont été expulsées à Baidoa au cours de la première semaine d'août seulement. Entre mai et juin 2017, le Ministère de l'intérieur du Somaliland a ordonné la démolition de campements informels à Caynabo et ses environs, dans la région de Sool, provoquant le déplacement de 327 familles qui avaient fui les effets de la sécheresse.

## **VI. Violations de l'embargo sur le charbon de bois**

200. L'ampleur des exportations illégales de charbon de bois depuis la Somalie reste comparable à celle observée pendant le précédent mandat du Groupe, bien que de nouvelles tendances se dégagent. Alors qu'en 2015 et 2016 le Mouvement des Chabab interdisait par intermittences le commerce du charbon de bois dans les régions qu'il contrôlait (voir [S/2016/919](#), par. 129), il taxe de nouveau de manière systématique le charbon de bois aux points de contrôle situés sur les routes menant aux ports de Buur Gaabo et Kismayo. On peut prudemment estimer que le commerce illicite du charbon de bois rapporte actuellement au moins 10 millions de dollars par an aux Chabab.

201. Doubaï (Émirats arabes unis), et plus particulièrement le port d'Al Hamriya, reste la principale destination des exportations, malgré les tentatives des trafiquants de diversifier les destinations en exportant vers d'autres ports de la région, situés notamment à Bahreïn, au Koweït et à Oman. Pendant le mandat considéré, l'origine somalienne des cargaisons de charbon était principalement dissimulée grâce à de faux documents, notamment des certificats d'origine djiboutiens. Dans le même temps, les réseaux criminels transnationaux, basés principalement à Doubaï et à Kismayo, semblent chercher à établir une structure de collaboration plus formelle.

202. À l'exception notable des efforts déployés par les Forces maritimes combinées et par le Koweït, l'embargo sur le charbon de bois a été mal appliqué, notamment par l'administration provisoire de Djouba et le contingent des Forces de défense kényanes de l'AMISOM en Somalie et, du côté des pays importateurs, par les Émirats arabes unis. Leur manque de volonté d'appliquer les sanctions de manière cohérente et, dans certains cas, leur inobservance délibérée et affichée de l'embargo sur le charbon de bois, finance les Chabab et compromet la lutte contre le terrorisme et contre l'insurrection en Somalie.

### **A. Production, transport et stocks**

203. La production de charbon de bois en Somalie, y compris en vue de son exportation illicite, s'est intensifiée. D'après l'analyse des images satellites réalisée par la FAO, il y avait environ 26 000 sites de production de charbon de bois entre 2011 et 2017, dont environ 4 000 sites identifiés au cours de l'année 2017<sup>150</sup>. En 2017, les deux principales zones de production se situaient en territoire occupé par les Chabab, la première au sud de Badhadhe, dans le Bas-Djouba, dans le sud-est de la Somalie, la deuxième près de Bu'aale, dans le Moyen-Djouba,

204. Le Groupe de contrôle a reçu des informations selon lesquelles, contrairement aux tactiques observées lors de son mandat précédent, les Chabab taxeraient de nouveau de manière systématique le charbon de bois aux points de contrôle situés sur les routes menant aux ports. La taxe est de 2,50 dollars par sac de charbon de bois, soit environ 750 dollars pour un camion plein. Le charbon produit au sud de Badhadhe est transporté par des petites routes jusqu'au site de stockage de Buur Gaabo, tandis que le charbon de bois produit près de Bu'aale est transporté par la route passant par Jilib et menant jusqu'au site de stockage de Kismayo.

205. Si les sites de stockage de Kismayo et Buur Gaabo demeurent les principaux points de départ des exportations de charbon de bois, celui de Barawe peut également présenter une menace pour la paix et la sécurité. Les 11 et 12 juin 2017, des membres du Groupe de contrôle ont observé les deux sites de stockages situés à proximité du port de Kismayo. Le Groupe a par la suite obtenu des photos du

<sup>150</sup> Réunion avec le personnel de la FAO, Nairobi, 14 juillet 2017.

troisième site de Kismayo situé dans nord de la ville. Entre le 11 et le 14 juin, des membres du Groupe ont observé les sites de stockages situés à proximité du port de Kismayo et à Buur Gaabo (voir les images satellites des sites à l'annexe 12.1). Enfin, le Groupe demeure préoccupé par la menace contre la paix et la sécurité que représente le stock de charbon de Barawe, qui pourrait être la cible d'une attaque des Chabab ou à l'origine de conflits entre les trafiquants de charbon (voir S/2016/919, par. 131). Le 3 mars 2017, à l'occasion d'une réunion avec le Président de l'administration provisoire du Sud-Ouest, le Groupe a réaffirmé que l'administration, en consultation avec le Gouvernement fédéral, devrait demander conseil au Comité au sujet du stock de charbon de Barawe<sup>151</sup>.

## B. Exportation illicite de charbon de bois

206. Les éléments de preuve disponibles suggèrent que l'ampleur des exportations illicites de charbon de bois depuis la Somalie n'a pas beaucoup évolué depuis le précédent mandat du Groupe de contrôle. Le Groupe estime que, hormis pendant la mousson, qui dure d'août à octobre, environ 15 boutres partent chaque mois de Kismayo et Buur Gaabo chargés de charbon, soit environ 135 par an<sup>152</sup>. Les cargaisons comptant 30 000 sacs en moyenne pesant 25 kilogrammes chacun, ce sont 750 000 kilogrammes par boutre ou plus de 100 000 tonnes par an de charbon qui seraient exportés. La valeur du sac de gros sur les marchés d'exportation étant estimée à 30 dollars (voir S/2016/919, annexe 9.2), les quatre millions de sacs de charbon exportés par an représenteraient un montant total de 120 millions de dollars.

207. Les Émirats arabes unis, et notamment le port d'Al Hamriya à Doubaï, restent la principale destination des exportations illégales de charbon de bois somalien. Au cours du mandat considéré, le Groupe de contrôle a également reçu des informations selon lesquelles des importations de charbon somalien transiteraient par le port de Fujairah, aux Émirats arabes unis, bien que les quantités n'aient pas encore été vérifiées. Il a été confirmé que du charbon somalien était également exporté vers d'autres pays du Conseil de coopération du Golfe, comme Bahreïn et le Koweït (voir annexe 12.2). Le Groupe a également été informé que des boutres transportant du charbon se dirigeaient vers des ports d'Oman, mais ces informations n'ont pas été vérifiées.

## C. Documentation et réseaux criminels

208. L'utilisation de documents douaniers falsifiés, notamment des certificats d'origine, reste la principale méthode utilisée pour faciliter l'importation illicite de charbon de bois somalien. Au cours du précédent mandat, les principaux types de faux documents utilisés dans ce cadre étaient des certificats d'origine comoriens, ghanéens et pakistanaise (voir S/2016/919, par. 138 et annexe 9.7). Lors du mandat considéré, les faux documents les plus utilisés étaient les certificats d'origine djiboutiens, présentés au port d'Al Hamriya, aux Émirats arabes unis, ainsi qu'au port de Doha (Koweït). Les recherches menées par le Groupe de contrôle indiquent que la source principale des faux documents djiboutiens est Basheer Khalif Moosa, un ressortissant djiboutien résidant actuellement à Doubaï (voir annexe 12.2.2). Au cours du mandat considéré, des faux certificats d'origine ghanéens ont également

<sup>151</sup> Réunion avec Sharif Hassan Sheikh Aden, Nairobi, 3 mars 2017.

<sup>152</sup> Il s'agit d'une extrapolation fondée sur des échantillons de cargaisons de charbon contrôlées, auxquels viennent s'ajouter l'observation par le Groupe des tendances globales en termes d'exportations lors du mandat précédent et du mandat considéré.

été présentés aux ports d'Al-Hamriya et de Fujaïrah (Émirats arabes unis). Le Groupe enquête sur d'autres types de faux documents éventuels, comme des certificats d'origine ivoiriens ou tanzaniens et il a découvert que de faux certificats d'immatriculation de navires sri lankais étaient utilisés par les trafiquants de charbon (voir annexe 12.2.3).

209. Les tendances du commerce illicite du charbon observées par le Groupe de suivi indiquent que des réseaux criminels transnationaux opèrent en Somalie et aux Émirats arabes unis (voir [S/2016/919](#), annexe 9.6). Au cours du mandat considéré, la structure de ces réseaux criminels transnationaux est devenue plus formelle. Le Groupe a obtenu des informations au sujet d'All Star Group, aussi connu sous le nom d'All Star General Trading Company, qui regroupe les principaux fournisseurs, trafiquants et investisseurs du commerce illicite de charbon à Kismayo et à Doubaï. Le Groupe n'a pas été en mesure de confirmer les nombreuses informations selon lesquelles All Star Group aurait conclu un accord exclusif avec le Président de l'administration provisoire de Djouba, Ahmed Madobe, sur l'exportation de charbon de bois somalien. De même, le Groupe n'a pas été en mesure de confirmer les allégations concernant un accord de partage des recettes entre All Star Group et les Chabab. Ces allégations concorderaient toutefois avec les informations selon lesquelles Ali Ahmed Naaji, ancien collecteur d'impôts pour le compte des Chabab, actuellement membre d'All Star Group et associé de longue date de Madobe (voir [S/2016/919](#), par. 133), aurait reçu des menaces de mort de la part des Amniyat, qui exigent que les recettes du commerce du charbon soient de nouveau partagées<sup>153</sup>.

#### **D. Application de l'embargo sur le charbon de bois**

210. Bien que le Conseil de sécurité ait réaffirmé au paragraphe 22 de sa résolution [2317 \(2016\)](#) que les autorités somaliennes devaient prendre les mesures voulues pour empêcher l'exportation de charbon de bois de Somalie, dans la pratique, le Gouvernement fédéral ne contrôle pas les ports de Kismayo et de Buur Gaabo. L'administration provisoire de Djouba, dont le financement des opérations reste toujours tributaire des taxes sur les exportations de charbon de bois illicites, refuse systématiquement d'appliquer l'embargo sur le charbon de bois depuis qu'il a été imposé, en février 2012. L'AMISOM, dont les contingents des Forces de défense kényanes sont toujours déployés dans les ports de Kismayo et de Buur Gaabo, n'a pas aidé les autorités somaliennes à appliquer l'embargo sur le charbon de bois ni facilité l'accès du Groupe de contrôle aux ports d'exportation, comme cela est demandé au paragraphe 23 de la résolution [2317 \(2016\)](#). Le 14 juin 2017, trois membres du Groupe qui s'étaient déplacés de Kismayo à Burr Gaabo dans un hélicoptère des Nations Unies, n'ont pas été autorisés à quitter une base des Forces de défense kényanes de l'AMISOM pour inspecter les stocks de charbon de bois se trouvant à proximité<sup>154</sup>.

211. L'application par les États Membres de l'embargo sur le charbon de bois est inégale. Malgré les progrès accomplis lors du dernier mandat du Groupe de contrôle, notamment la confiscation de plusieurs cargaisons de charbon illicite, les Émirats arabes unis ont régressé en termes de cohérence et d'efficacité (voir

<sup>153</sup> Entretien avec un informateur basé à Kismayo, 14 juin 2017.

<sup>154</sup> Le commandant de secteur des Forces de défense kényanes a expliqué que si les trois membres du Groupe de contrôle n'avaient pas eu d'escorte et n'avaient pas été autorisés à quitter la base de l'AMISOM c'était parce que le Groupe n'avait pas fait sa demande d'inspection du stock de Buur Gaabo en passant par les voies officielles avant d'atterrir à la base. Ce n'était pas une question de sécurité, la zone ayant déjà été déminée pour permettre à l'hélicoptère des Nations Unies d'atterrir sans danger.

annexes 12.2.2 et 12.2.4). Djibouti, en particulier l'Ambassadeur de Djibouti auprès des Émirats arabes unis, Osman Moussa Darar, qui a attesté à maintes reprises de l'authenticité de faux certificats d'origine, est l'un des principaux responsables de la mauvaise application de l'embargo (voir annexe 12.2.2). Le Koweït a fait montre d'une réelle volonté d'appliquer l'embargo et a largement coopéré avec le Groupe de contrôle (voir annexe 12.2.3). Il convient également de souligner que Bahreïn a coopéré avec le Groupe, coopération qui a abouti à la saisie d'une cargaison partielle (voir annexe 12.2.1).

212. Le Groupe de contrôle tient à souligner la coopération des Forces maritimes combinées, notamment la Force opérationnelle multinationale 152, dans le cadre de l'application de l'embargo sur le charbon. Elles ont notamment partagé des informations de manière efficace et facilité les contacts entre le Groupe et les autorités koweïtiennes en avril et en mai, permettant ainsi la confiscation de charbon transporté par deux boutres (voir annexe 12.2.3). En juillet et en août, les Forces maritimes combinées ont effectué des opérations de reconnaissance aérienne visant cinq boutres en provenance de Somalie et se dirigeant vers le port d'Al Hamriya, qui avaient été identifiés par le Groupe. Les Forces maritimes combinées ont ensuite transmis les descriptions, les données de localisation et les photos des boutres aux autorités des Émirats arabes unis, qui ont la compétence d'arraisonnner et d'inspecter les navires dans leurs eaux territoriales. Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune décision n'avait encore été prise (voir annexe 12.2.4).

## **VII. Correction au précédent rapport du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée présenté conformément à la résolution 2244 (2015) du Conseil de sécurité (S/2016/919)**

213. Dans une note de bas de page du paragraphe 77 du précédent rapport du Groupe de contrôle (S/2016/919), le Groupe a indiqué que Hormuud Telecom avait été sanctionné en 2012 par le Bureau américain du contrôle des avoirs étrangers. Le Groupe tient à préciser dans le présent rapport que Hormuud n'a jamais été sanctionné par ce bureau.

## **VIII. Coopération des États et des acteurs non étatiques avec le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée**

214. La transition politique qui a suivi les élections de février 2017 a compliqué les contacts avec le Gouvernement fédéral somalien. Le Groupe de contrôle tient à souligner que la nouvelle administration a coopéré, répondant à la plupart de la correspondance officielle vers la fin du mandat du Groupe. La Banque centrale de Somalie a également été d'une grande aide au Groupe dans le cadre de ses enquêtes.

215. Le Groupe de contrôle tient à remercier les autorités du Puntland pour leur coopération, en particulier lors des enquêtes sur l'EIIL.

216. Le Groupe de contrôle tient à remercier la République islamique d'Iran, qui a poursuivi la coopération engagée lors du mandat précédent et accueilli le Groupe une deuxième fois, en septembre 2017.

217. Le Groupe de contrôle tient également à remercier le Koweït pour sa coopération dans le cadre de l'application de l'embargo sur le charbon, la France pour avoir facilité l'inspection des armes saisies par le navire FS *Provence* et la Turquie pour avoir contribué aux enquêtes sur les pistolets à blanc.

218. Le Groupe de contrôle tient à saluer les Forces maritimes combinées pour leur coopération dans le cadre de l'embargo sur le charbon ainsi que les forces navales européennes qui croisent au large des côtes de la Somalie pour leur coopération dans le cadre des enquêtes sur le trafic d'armes et la piraterie.

219. C4ADS, une organisation non gouvernementale basée à Washington, a participé à plusieurs enquêtes menées par le Groupe de contrôle et Arquebus Solutions, un groupe consultatif basé au Royaume-Uni, a fourni au Groupe des analyses précieuses sur les pistolets à blanc et d'autres armes.

#### **Défaut de coopération**

220. Le Groupe de contrôle tient à signaler que Thuraya, une entreprise de télécommunications, ne partage toujours pas d'informations, notamment dans le cadre des enquêtes sur la contrebande d'armes.

### **IX. Application des sanctions ciblées**

221. Fares Mohammed Mana'a (SOi. 008) a été inscrit le 12 avril 2010 sur la liste relative aux sanctions imposées par la résolution 1844 pour avoir contrevenu au paragraphe 8 de la résolution 1844 (2008) du Conseil de sécurité, dont certains critères concernent les atteintes à l'embargo sur les armes. À la rubrique « Renseignements complémentaires » du résumé des motifs ayant présidé à son inscription sur la liste, il est précisé que Mana'a est connu comme trafiquant d'armes. Mana'a fait l'objet à la fois d'une interdiction de voyager et à d'un gel des avoirs en vertu du régime de sanctions s'appliquant à la Somalie.

222. Mana'a a été inculpé au Brésil dans une affaire pénale relative au détournement d'armes de Djibouti vers le Yémen. Les procureurs affirment également qu'il s'est rendu au Brésil en janvier 2015 pour visiter l'usine du fabricant d'armes Forjas Taurus SA<sup>155</sup>. D'après le Groupe d'experts sur le Yémen, Mana'a s'est rendu au Brésil, en Égypte, en France et en Tchéquie en janvier 2015 en utilisant un passeport diplomatique yéménite. Il se serait également rendu dans deux pays africains en octobre et novembre 2016 (voir S/2017/81, par. 117 et fig. VII). Le Groupe d'experts sur le Yémen, avec lequel le Groupe de contrôle continue de coopérer, a enquêté sur les violations de l'embargo sur les armes commises par Mana'a (ibid., par. 80 et annexe 41), notamment les transactions qui peuvent également constituer un manquement au gel des avoirs.

### **X. Recommandations**

#### **A. Menaces contre la paix et la sécurité**

223. Le Groupe de contrôle recommande que le Conseil de sécurité :

a) Établisse les critères de désignation relatifs au détournement de ressources financières (voir le paragraphe 2 c) de la résolution 2060 (2012) du Conseil de sécurité) de sorte qu'ils s'appliquent aux détournements ayant lieu dans les administrations régionales et les États fédéraux;

---

<sup>155</sup> Lisandra Paraguassu, « Exclusive: Brazil's Taurus sold arms to trafficker for Yemen war, prosecutors allege », Reuters, 5 septembre 2016. Disponible à l'adresse: [www.reuters.com/article/us-brazil-arms-taurus/exclusive-brazils-taurus-sold-arms-to-trafficker-for-yemen-war-prosecutors-allege-idUSKCN11B1KM](http://www.reuters.com/article/us-brazil-arms-taurus/exclusive-brazils-taurus-sold-arms-to-trafficker-for-yemen-war-prosecutors-allege-idUSKCN11B1KM).

b) Encourage le Gouvernement fédéral somalien, les États membres de la fédération et les administrations régionales à conclure un accord de partage des ressources précisant la répartition des ressources ainsi que leurs droits et obligations dans un système fédéral.

## **B. Embargo sur les armes**

224. Le Groupe de contrôle recommande que le Conseil de sécurité :

a) Prie les États Membres, les autorités somaliennes et le secteur privé de coopérer avec le Groupe de contrôle dans le cadre de ses enquêtes, notamment en fournissant des documents de douane et d'expédition pour l'exportation vers la Somalie de produits chimiques pouvant être utilisés comme oxydants pour la fabrication d'engins explosifs improvisés, tels que le nitrate d'ammonium, le chlorate de potassium, le nitrate de potassium et le chlorate de sodium;

b) Engage le Gouvernement fédéral somalien, les États membres de la fédération et les administrations régionales à donner au Groupe de contrôle plein accès à toutes les armes et munitions importées avant leur distribution;

c) Demande au Gouvernement fédéral somalien, aux États membres de la fédération et aux administrations régionales de mettre en place des directives générales pour la gestion des armes et des munitions, y compris un système de suivi des armes envoyées et reçues pour surveiller toutes les armes après la distribution.

225. Le Groupe de contrôle recommande que le Président du Comité :

a) Écrive au nom du Comité au Gouvernement fédéral somalien à l'AMISOM, aux administrations régionales et aux États membres de la fédération, ainsi qu'aux partenaires internationaux concernés, pour leur rappeler leurs obligations en vertu de l'embargo sur les armes, en particulier du paragraphe 11 a) de la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité, et qu'il joigne la Notice d'aide à l'application n° 2 à titre de référence.

## **C. Droit international humanitaire**

226. Le Groupe de contrôle recommande que le Conseil de sécurité :

a) Demande au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) d'effectuer un état des lieux des violations graves du droit international humanitaire et droits de l'homme en Somalie, en faisant fond sur ses précédents états des lieux effectués en République démocratique du Congo en 2008 et en République centrafricaine en 2017.

## **D. Embargo sur le charbon de bois**

227. Le Groupe de contrôle recommande que le Conseil de sécurité :

a) Autorise les États Membres, dans le respect de leur droit interne, à saisir dans leurs eaux territoriales et dans leurs ports les navires dont il est établi qu'ils ont violé l'embargo sur les exportations de charbon de bois de Somalie, puis à les vendre lors d'enchères publiques, sachant que l'État Membre d'origine des membres de l'équipage devra assumer les coûts de rapatriement dudit équipage.

## **E. Liste relative aux sanctions**

228. Le Groupe de contrôle recommande que le Comité :

- a) Envisage d'utiliser tous les critères d'inscription à sa disposition, y compris des critères autres que ceux qui se rapportent aux Chabab ou à l'EIIL.

## **F. Dissociation**

229. Le Groupe de contrôle recommande que le Conseil de sécurité :

- a) Envisage de dissocier les régimes de sanctions de la Somalie et de l'Érythrée<sup>156</sup>.

---

<sup>156</sup> Voir les recommandations formulées dans le rapport final du Groupe de contrôle sur l'Érythrée pour 2017 (à paraître). Le Groupe note que le Gouvernement fédéral a appuyé la dissociation des régimes de sanctions.

**Annex 1.1: Al-Shabaab procurement of weapons following attacks on AMISOM**

**Attack on UPDF base in Baledogle, Lower Shabelle with 120 mm mortar**

1. On 23 April 2017, Al-Shabaab attacked a Uganda People's Defence Forces (UPDF) base in Baledogle, Lower Shabelle region. Photographic evidence from the scene shows the remnants of the tail of a 120 mm mortar round.<sup>1</sup>

*Figures 1 and 2: Round tail of a 120 mm mortar found in a crater at the scene of the attack on the UPDF base in Baledogle.*



2. This is the first time the SEMG has established that Al-Shabaab has used a 120 mm mortar. Although Al-Shabaab has used 60 mm and 80 mm mortars since 2009, 120 mm mortars have the potential to cause much higher civilian casualties.<sup>2</sup> The SEMG has received multiple reports that Al-Shabaab acquired several 120 mm mortar launchers and projectiles from its attacks on 26 June and 1 September 2015 on Burundian and Ugandan AMISOM contingents based at Leego and Janale, respectively (see S/2015/801, para. 91).

<sup>1</sup> Photographic evidence from a security advisor to the Somali National Army on 12 July 2017.

<sup>2</sup> A 120 mm mortar is able to penetrate deeper into a building and can cause more damage than smaller mortars. It can also cause greater fragmentation over a wider area. "Military Systems Ground Mortars", GlobalSecurity. Available from

<http://www.globalsecurity.org/military/systems/ground/mortars.htm> (accessed 20 July 2017).

### Attack on KDF base in Kulbiyow on the Somalia/Kenya border

3. On 27 January 2017, Al-Shabaab detonated a vehicle borne improvised explosive device (VBIED) at the perimeter of a Kenya Defence Forces (KDF) camp at Kulbiyow, a base straddling Kenya and Somalia's Lower Juba region. The VBIED was followed by an armed attack of Al-Shabaab fighters armed with AK-pattern rifles and RPG launchers. According to an Al-Shabaab spokesperson, at least 67 KDF soldiers were killed and a number of others were taken prisoner. Among the significant items seized by Al-Shabaab were one OTO-Melara Mod 56, one 105 mm Howitzer, and one WZ-551 armoured personnel carrier. In addition, Al-Shabaab also captured an 81 mm mortar launcher, as well as an M240B heavy machine gun.

*Figure 3: Still from Al-Kataib media wing of Al-Shabaab suggests a 105 mm L5 Pack Howitzer may have been captured at Kulbiyow.*



4. The SEMG has been unable to find evidence of Al-Shabaab's use of the 105 mm artillery. The group may not have access to the required ammunition or may not possess the necessary technical knowledge to operate this type of weapon.<sup>3</sup>

*Figure 4: Armoured Personnel Carrier WZ-551 captured at Kulbiyow.*

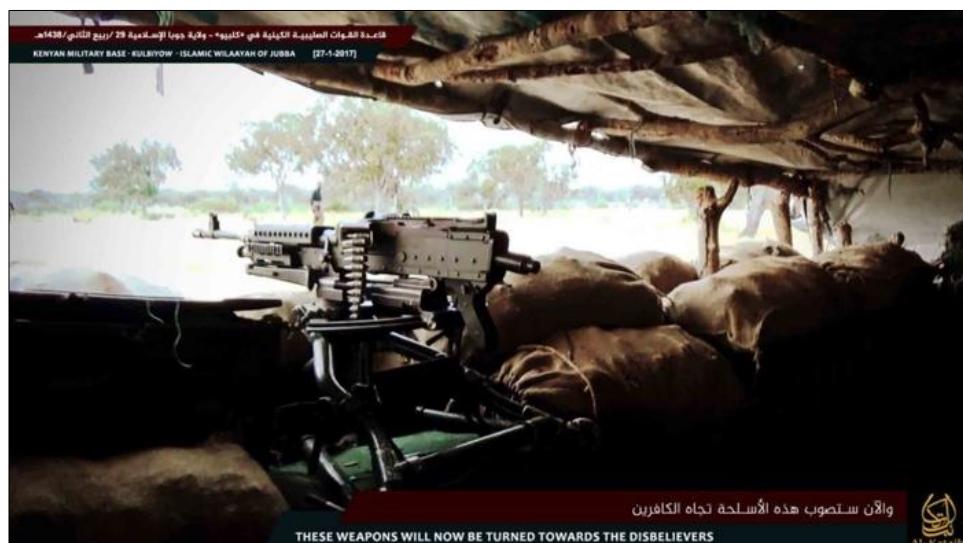


<sup>3</sup> Interview with senior AMISOM official in Mogadishu, 26 April 2017.

Figure 5: 81 mm mortar launcher captured by Al-Shabaab at Kulbiyow.



Figure 6: M240B machine gun captured by Al-Shabaab at Kulbiyow.



**Annex 1.2: Al-Shabaab use of improvised explosive devices (IEDs)**  
**(STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

### Annex 1.3: 2 January 2017 VBIED attack in Mogadishu

1. On 2 January 2017, two large vehicle-borne improvised explosive devices (VBIEDs) exploded near the perimetre of the Adan Adde International Airport complex.<sup>1</sup> The first VBIED, which was smaller in explosive size was detonated around noon, next to a checkpoint on the Jaale Siyaad road. The first explosion cleared the path for a large truck laden with explosives to pass through the checkpoint and detonate a few minutes later adjacent to the Peace Hotel. Estimates of the net explosive quantity (NEQ), or TNT equivalence, of the second explosion range from 200 kg to as much as 1,200 kg (see below).

*Figure 1: Google Earth satellite imagery of the blast site.*



<sup>1</sup> “Massive blast hits near Mogadishu airport”, Al Jazeera English, 2 January 2017. Available from <http://www.aljazeera.com/news/2017/01/somalia-massive-blast-rocks-mogadishu-airport-170102091229184.html>.

*Figures 2 and 3: Images of the vehicle carrying the VBIED and of the blast.*



*Assessments by explosives experts*

2. The SEMG has reviewed assessments by several independent explosives experts, some of whom were among the first at the scene following the VBIED explosion. These experts concluded that the NEQ of the blast was in the range of 800 kg, based on the dimensions of the crater and damage to the surrounding buildings.<sup>2</sup>

3. An independent explosives engineer consulted by the SEMG used a range of explosive engineering formulae and tools to estimate the explosive mass of the VBIED.<sup>3</sup> This analysis was based on crater dimensions obtained by the SEMG, and data derived from witness reports and the available imagery. This specialist concluded that the NEQ of the blast was approximately 1,200 kg (TNT equivalent), as shown in Table 1, below.

**Table 1: Summary of NEQ estimations**

<i>Methodology</i>	<i>NEQ (kg) estimate</i>	<i>Remarks</i>
1 US Homeland Security Table (Glazing Damage)	1,042	Based on damage to glazing at 480 m.
2 UK Building Damage Predictive Equations	1,255	Based on damage to buildings at 27 m and 54 m.
3 Italian Cratering Predictive Equations for Blast Loading of Concrete Paving Slabs	1,315	Based on the assumption that the distance between the road and the base of the truck was 0.45 m.
<b>4 Mean of 1, 2, and 3</b>	<b>1,204</b>	

<sup>2</sup> Report from independent explosives experts in Mogadishu received on 16 September 2017.

<sup>3</sup> These findings were also peer reviewed and agreed by a UK-based qualified blast analysis engineer.

*Figure 4: Blast crater.*



*UNMAS assessment*

4. Experts at UNMAS reported to the SEMG their assessment that NEQ of the VBIED was between 200 kg and 500 kg.<sup>4</sup> By the time UNMAS personnel accessed the scene, the crater dimensions and characteristics could not be properly assessed as the crater had been partially filled in. UNMAS stated that the damage to buildings close to the blast site required additional analysis, as it was not clear whether the damage was caused by the primary explosion or large pieces of fragmentation projected through the walls.<sup>5</sup> UNMAS experts also suggested that a more detailed analysis of the damage to Peace Hotel is required, taking into account the original construction of the hotel.<sup>6</sup>

*Figure 5: Damage to adjacent buildings.*




---

<sup>4</sup> Email received from UNMAS operations officer on 14 September 2017.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Ibid.

#### **Annex 1.4: Puntland IED seizures**

1. During this mandate, Puntland has witnessed an increased IED threat from Al-Shabaab, possibly as a response to the group's rivalry with the expanding ISIL faction in Bari region.
2. On 26 April 2017, five suspected members of Al-Shabaab were arrested on the outskirts of Bosaso with IED components hidden inside containers loaded on a Suzuki vehicle.<sup>7</sup> The components included explosives, detonator cords, and a 12-volt vehicle battery alarm, to be used as a source of power for the IED. There was also a remote-control device, as well as electric detonators manufactured in India (see "C-DET electric detonators", in annex 1.2 (strictly confidential)). The three cylinders captured in the seizure are commonly used by Al-Shabaab in the construction of roadside IEDs (see figure 3, below).<sup>8</sup>

*Figure 1: IED components seized by Puntland security forces on 26 April 2017.*



3. On 6 June 2017, the SEMG conducted interviews with the five suspects at Bosaso Central Prison. Four of the men admitted to being members of Al-Shabaab.
4. The SEMG noted that four of the suspects were from Baidoa, the capital of Bay region, the surrounding area of which is an Al-Shabaab stronghold. They had been instructed to travel to Puntland's Galgala region between three and seven months prior to their arrest. During that time, they were based in different locations in the Golis Mountains. According to the suspects, they met for the first time by the roadside along the highway to Bosaso on 26 April, and according to one of the prisoners, they were given their instructions by an Al-Shabaab leader named Abdullahi Mohamed. None of the prisoners admitted receiving IED training. They claimed that they had not seen the IED materials before they were loaded onto the vehicle.

<sup>7</sup> Information and photographs received via SMS from a journalist in Bosaso, 26 April 2017.

<sup>8</sup> Interview with explosives expert in Mogadishu, 13 June 2017, and via Skype, 22 August 2017.

5. The items discovered in the seizure suggest that the plot was at an advanced stage, and all the necessary components for an IED attack were present.<sup>9</sup> On 30 June, the five IED suspects were executed by Puntland authorities.<sup>10</sup>

*Figure 2: Seizure of IED components near Bosaso, Puntland on 30 May 2017.*



6. In a second incident, on 30 May 2017, Puntland security forces arrested two people and seized explosives as well as other materials hidden in a truck carrying vegetables, at a checkpoint near Bosaso. They discovered explosive materials in cylindrical containers, computer drives, at least 16 radio aerials, military fatigues, and vehicle number plates from Somalia and Somaliland. According to Puntland security forces, the seized vehicle originated from Belet Weyne in Hirran region.

7. The presence of radio aerials suggests that they were to be used as a means of communicating internally within the cell, during the planning and execution of attacks.<sup>11</sup> Alternatively, the radio aerials could also have been intended for use components in a radio-controlled IED attack.<sup>12</sup>

*Figure 3: Cylinders seized by Puntland security forces on 26 April 2017.*



<sup>9</sup> Interview an UNMAS operations officer in Mogadishu, 13 June 2017.

<sup>10</sup> “Somalia's Puntland executes 5 Al-Shabaab militants”, Xinhua, 9 April 2017. Available from [http://news.xinhuanet.com/english/2017-04/09/c\\_136194170.htm](http://news.xinhuanet.com/english/2017-04/09/c_136194170.htm).

<sup>11</sup> Interview with an UNMAS operations officer in Mogadishu on 13 June 2017.

<sup>12</sup> Ibid.

### Annex 1.5: Al-Shabaab financing in Bay and Bakool regions

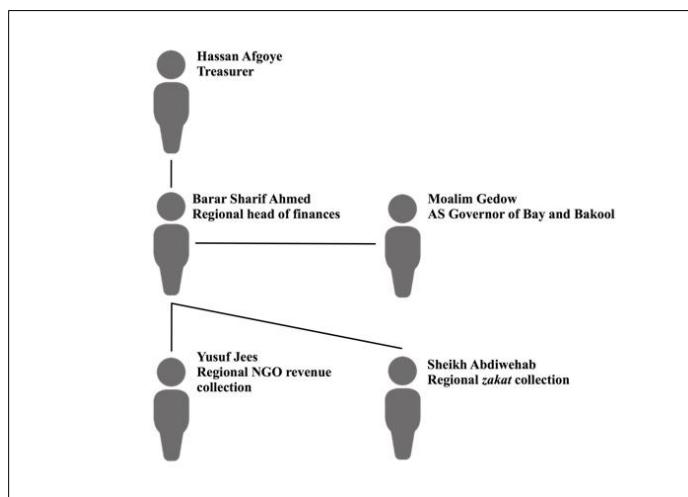
1. The following annex provides a snapshot of Al-Shabaab financing in Bay and Bakool regions, largely based on the testimony of a former Al-Shabaab senior finance officer, and partially corroborated by regional intelligence officials.

2. Al-Shabaab remains in control of considerable territory in Bay and Bakool regions. In addition, Al-Shabaab is currently running at least three training camps in the region.<sup>13</sup> Al-Shabaab covers the costs of its regional operations in Bay — which includes paying salaries for soldiers, Amniyat operatives, and financial officers — through taxation at local markets and checkpoints. *Zakat* is also collected, once or twice a year.<sup>14</sup> However, protection money paid by companies and NGOs is also transferred directly to the national-level Al-Shabaab Treasurer, Hassan Afgoye.<sup>15</sup>

#### Structure

3. Al-Shabaab has divided Bay and Bakool into five administrative regions: Baidoa, Berdale, Dinsor, Qansah Dere, and Burhakaba. Formerly, each administrative region had an autonomous financial officer, but significant defections during 2017 have prompted the centralization of Al-Shabaab's regional governance.<sup>16</sup> Based on information from interviews conducted with Somali authorities and Al-Shabaab defectors, the financial structure of Al-Shabaab in Bay and Bakool is mapped in figure 1, as follows:<sup>17</sup>

*Figure 1: Regional financial structure for Al-Shabaab in Bay and Bakool.*



<sup>13</sup> Intelligence report, 29 July 2017, on file with the Secretariat.

<sup>14</sup> See S/2016/919, annex 1.6.

<sup>15</sup> Interview with a defected Al-Shabaab financial officer, Baidoa, 30 August 2017.

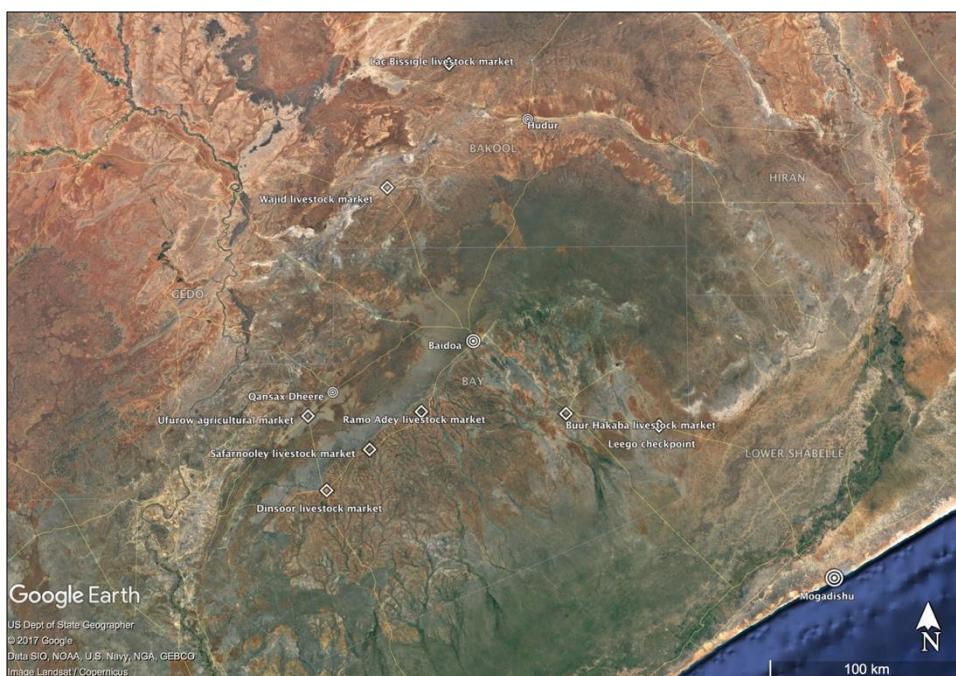
<sup>16</sup> "Several al-Shabaab militants defect to government forces", Garowe Online, 24 July 2017. Available from <http://www.garoweonline.com/en/news/somalia/somalia-several-al-shabaab-militants-defect-to-government-forces>.

<sup>17</sup> Interview with intelligence officer specializing in Al-Shabaab financing, Baidoa, 2 September 2017.

## Revenue

4. Al-Shabaab derives significant revenue from taxation at local markets and checkpoints within Bay and Bakool regions. This includes revenue from livestock markets, agricultural exports, and checkpoint taxation of imported goods.<sup>18</sup> For example, the checkpoint at Leego generates \$4,700 to \$5,000 per day taxing trucks arriving with goods from Mogadishu at a rate of \$800 each.<sup>19</sup> The livestock market at Safarnoooley generates an estimated \$30,000 to \$33,000 per week for Al-Shabaab, and the livestock market at Wajid generates an estimated \$17,000 per week for Al-Shabaab. Al-Shabaab also taxes trucks departing the agricultural market at Ufurow that are transporting local produce, such as maize and peanuts, for markets in Mogadishu.

*Figure 2: Map indicating regional markets and checkpoints under discussion.*



5. Major companies, which pay Al-Shabaab a monthly sum of between \$25,000 and \$70,000 in exchange for the safety of their employees and security of their infrastructure.<sup>20</sup>

<sup>18</sup> Locations and Al-Shabaab revenue estimates provided by a NISA officer specializing in Al-Shabaab financing, interviewed in Baidoa, 2 September 2017; and locations and Al-Shabaab activities confirmed by another source in Baidoa, 4 September 2017.

<sup>19</sup> This is marginally less than the typical rate of \$1,000 per truck at other checkpoints. Interview with intelligence officer specializing in Al-Shabaab financing, Baidoa, 2 August 2017, interview with intelligence officer, Baidoa, 1 September 2017.

<sup>20</sup> Interview with intelligence officer specializing in Al-Shabaab financing, Baidoa, 2 August 2017; and interview with an Interim South-West Administration official, Baidoa, 1 September 2017.

6. Al-Shabaab also extorts payments from NGOs operating in the region, and is increasingly generating revenue through kidnappings of NGO workers. On 8 August 2017, for example, four local staff members of a NGO were kidnapped in Burhakaba, Bay region. One was subsequently released while the other three were transported by the leader of the operation, Isaq Daliil, to Bulo Fulay, in Bay region. At the time of writing clan elders had started negotiations with Al-Shabaab on the release of the hostages. Al-Shabaab also conducted a number of abductions of local NGO staff during the mandate in Bay region, including where NGOs were fined for violating access agreements. Payments to secure the staff members' release have subsequently been negotiated between clan elders and Al-Shabaab.<sup>21</sup>

### **Expenditure**

7. Revenues collected from local communities are primarily spent on the salaries of Al-Shabaab members working within the region. Tax collectors receive a salary of \$100 each month; soldiers receive a salary of between \$20 and \$150 each month; and Amniyat operators receive a salary of \$500 per month.<sup>22</sup> A former Al-Shabaab operative whose responsibility was to distribute the salaries of Al-Shabaab forces within the region told the Monitoring Group that for local forces he distributed cash, and for troops further in the field he made payments using Taaj, a Somalia-based mobile money transfer service.<sup>23</sup>

---

<sup>21</sup> Interview with intelligence officer specializing in Al-Shabaab financing, Baidoa, 2 August 2017.

<sup>22</sup> Interview with a defected Al-Shabaab financial officer, Baidoa, 30 August 2017.

<sup>23</sup> Ibid.

### **Annex 2.1: ISIL occupation of Qandala**

1. On 6 March 2017, the SEMG conducted a day mission to Qandala by sea, facilitated by the Puntland President's Office and the Puntland Maritime Police Force (PMPF). From October to December 2016, Qandala had been the seat of the ISIL faction — and the first settlement in Somalia captured by the group — until it was retaken by Puntland forces in early December.

2. On 26 October 2016, between 80-90 ISIL militants swept into Qandala from the surrounding mountainside, declaring it the seat of the Islamic Caliphate in Somalia. According to local clan elders, a spokesman for the group urged residents to remain in the town and join the ISIL faction; one clan elder recalled the spokesmen boasting to the crowd that “we will capture Asia, Africa, and the whole world”.<sup>1</sup> However, representatives of the local inhabitants refused to assist the militants, telling them that they would vacate Qandala if ISIL remained. In response, the militants began ransacking the town, looting the police station, school, and the medical clinic, and torching residences. Prior to vacating Qandala in advance of approaching Puntland forces in December, the militants damaged the town’s water reservoir with gunfire.

3. Residents of Qandala left the town during the ISIL occupation, and according to town elders many families remained displaced at the time of the SEMG’s visit. Residents of Khooriga, a village just east of Qandala and a former arms smuggling hub, recounted that members of the group had threatened to kill anyone who did not agree with their interpretation of Islamic law, and reported a similar displacement of local inhabitants by ISIL militants.<sup>2</sup>

4. Residents of Qandala reported witnessing English-speaking foreign fighters among the group, including “whites”, but the SEMG has so far been able to confirm the presence of only a limited number of foreigners serving within the group.<sup>3</sup> Identification of the militants was complicated by the fact that they covered their faces in turbans while in the town.

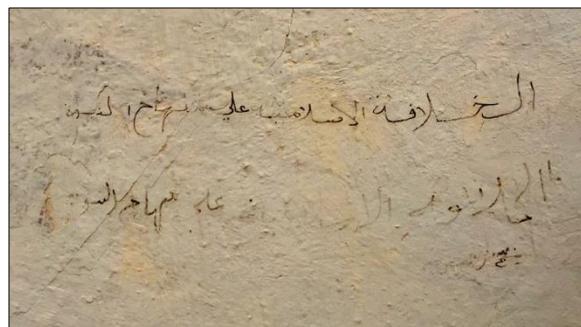
---

<sup>1</sup> Interviews with clan elders and other residents of Qandala, 6 March 2017. Residents identified the names of two spokesmen: “Asad” a.k.a. “Omar”, and “Usama” — almost certainly not their real names.

<sup>2</sup> Interviews with residents of Khooriga, 6 March 2017.

<sup>3</sup> Interviews with clan elders and other residents of Qandala, 6 March 2017.

*Figure 1: Arabic graffiti left by ISIL militants on the wall of the police station in Qandala, reading “The Islamic Caliphate on the path of the Prophet”.*



*Figure 2: Residence used as a billet by ISIL fighters in Qandala, which they torched before leaving.*



#### **Isse Mohamoud Yusuf “Yullux”**

5. At the time of the SEMG’s visit to Qandala, the bulk of the *Darawish* (Puntland regular forces) garrisoning the town — roughly 200 troops — were comprised of the militia of the former pirate and arms smuggler Isse Mohamoud Yusuf “Yullux”, a member of the dominant Ali Salebaan sub-clan and cousin of ISIL leader Abdulqader Mu’min.<sup>4</sup> Prior to the offensive to retake Qandala, the Puntland administration had reached an agreement with “Yullux”, whereby his militia would be integrated into the *Darawish*; his forces subsequently participated on the frontlines of the offensive. However, the agreement later fell apart primarily due to a disagreement over pay, and “Yullux” retreated with his militia to his home town of Timirshe, where he has resumed his material assistance to the ISIL faction, including through the provision of arms and ammunition.<sup>5</sup>

<sup>4</sup> Isse “Yullux’s” activities have been detailed in several previous SEMG reports; see, for instance, S/2013/413, annexes 1.7 and 3.1.c.

<sup>5</sup> Interviews with an intelligence and a security officer in Bosaso, 8 March and 11 April 2017; interview with a former associate of “Yullux”, Nairobi, 18 April 2017; interview with Abdinasir Sofe, Chief of Staff to the Puntland President, Nairobi, 29 August 2017.

*Figure 3: Undated photograph of Isse Mohamoud Yusuf “Yullux”.*



#### **Captured weaponry<sup>6</sup>**

6. By the time of the SEMG mission to Qandala on 6 March 2017, the weapons and ammunition captured from ISIL by Puntland security forces had already been redistributed. However, a local data collector from the UK-based organization Conflict Armament Research had previously photographed and documented six weapons and 161 rounds of ammunition captured from ISIL fighters in Qandala (see figures 4-7, below). Most of the weapons appear to be older legacy arms, which are difficult to trace. The bulk of the seized ammunition consisted of 12.7x108 mm rounds, likely intended for use with DShK heavy machine guns. According to intelligence sources in Puntland, as well as ISIL defectors interviewed by the SEMG, the majority of arms supplied to the ISIL faction originate in Yemen.

*Figures 4: Several AK-pattern assault rifles, PK machine guns, 12.7x108 mm ammunition, and 7.62x39 mm ammunition. A rocket propelled grenade, and RPG munition.*



<sup>6</sup> Images in this annex courtesy of the UK-based organization Conflict Armament Research.

Figure 5: An RPG manufactured in Bulgaria (serial number ИН-17-56).



Figure 6: 12.7x108 mm ammunition; factory markings on the metal packaging indicate they were manufactured in the Russian Federation.

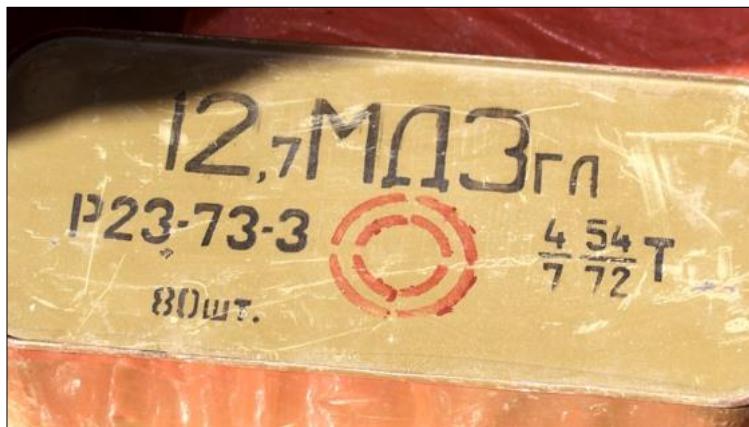


Figure 7: Norinco branded NP-34 pistol, a tracing request was sent to the relevant Member State on 3 July 2017 (S/AC.29/2017/SEMG/OC.81).



## Annex 2.2: Leadership of the ISIL faction

1. Since its 2016 report (S/2016/920, annex 1.2), the SEMG has further developed its understanding of the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) faction's membership and leadership structure, primarily through interviews with former members of the group facilitated by the Puntland administration.<sup>7</sup> While the SEMG was able to confirm the names or *noms de guerre* of 14 ISIL leaders, their exact roles in the group are less clear; preliminary indications are that the ISIL leadership structure is less hierarchical and more fluid than that of Al-Shabaab, with individuals lacking rigid titles or functions.

- (a) Abdulqader Mu'min (Darod/Majeerteen/Ali Salebaan): Emir of the ISIL faction, former spiritual head of Al-Shabaab North-East (ASNE) in the Golis Mountains. Designated as a Specially Designated Global Terrorist by the U.S. Department of State in August 2016.<sup>8</sup>
- (b) Abdirahman Fahiyeh Isse Mohamud a.k.a. Ahmed Aden; Khalid; Yaqub; Burane (Darod/Harti/Deshishe): Deputy to Mu'min, second in command of the ISIL faction. Born in 1985 in Bosaso; former member of ASNE in the Golis Mountains. Identified by Puntland authorities as being the coordinator of the 23 May 2017 suicide bombing in Bosaso (see annex 2.5, strictly confidential).<sup>9</sup>
- (c) Mahad Moalim (Majeerteen/Ali Salebaan): cousin of Abdulqader Mu'min; previously reported to be Mu'min's deputy; current role may relate to preaching (*dawa*). Former member of ASNE in the Golis Mountains.
- (d) Abdihakim Dhuqub (Majeerteen/Ali Salebaan/Ismail Ali): Senior leader, aged 50-55 years; involved in the creation in 2004 of the first Bosaso cell of Al-Itihad al-Islamiya (AIAI), an ideological predecessor to Al-Shabaab.<sup>10</sup> Former member of ASNE in the Golis Mountains.
- (e) Abdiqani "Luqmaan" (Darod/Leelkase): Aged 25-30 years; lead commander in charge of military operations; former member of ASNE in the Golis Mountains.
- (f) "Abu Hafsa" (Hawiye/Galjaal): Deputy of "Luqmaan", aged approximately 30 years. Former member of Al-Shabaab from Hirran region; possible recruiter of fighters from southern Somalia in conjunction with an individual known as "Jabal".
- (g) Hamza Farey (Darod/Majeerteen): head of preaching (*dawa*) and orientation. Former member of ASNE in the Golis Mountains.

<sup>7</sup> On 11 and 12 April 2017, the SEMG conducted interviews with 10 defected and captured ISIL fighters being held at Bosaso Central Prison.

<sup>8</sup> U.S. Department of State, "State Department Terrorist Designation of Abdiqadir Mumin", press release, 31 August 2016. Available from <https://www.state.gaoj/j/ct/rls/other/des/266486.htm>.

<sup>9</sup> According to information provided by a relative of Mohamud, he was born in 1985 in Bosaso, and joined the Al-Shabaab insurgency in the Golis Mountains in 2008 before switching his allegiance to the ISIL faction in October 2015 at the behest of his close associate Abdulqader Mu'min. He is described as 1.75 m in height and 70 kg in weight, light skinned, and bearded.

<sup>10</sup> See S/2013/413, annex 1.7.

(h) Abdibasid a.k.a. Mukhtar (Majeerteen/Ali Salebaan): aged approximately 30 years, but younger looking; possible role involves intelligence gathering and/or the procurement of weapons.

2. Other significant figures in the organization, identified through interviews with intelligence and security sources, as well as phone network analysis, include: Abdiweli Mohamed Aw-Yusuf “Walah” (Majeerteen/Ali Salebaan/Ismail Ali); Abshir Mahamoud Mire Mahamoud a.k.a. Abshir Gardhere; Jama Ismail Said Salah a.k.a Jama Dhore; Ahmed Omar Ali “Beerdhagax” (a suspected arms supplier); Abdirahman Yusuf Mahamud Adan; and Mohamed Bile Gash Yusuf (see annex 2.3, strictly confidential, for a mobile phone network analysis of the ISIL leadership).

3. As noted in the SEMG’s 2016 report (S/2016/919, para. 28), the arms dealer and former pirate, Isse Mohamoud Yusuf, or “Yullux” (Darod/Majeerteen/Ali Salebaan), continues to provide material support, including arms and ammunition, to the ISIL faction.<sup>11</sup> “Yullux” had briefly integrated his 200-strong militia into the Puntland security forces, where they participated in the recapture of Qandala in November and December 2016. However, a dispute over pay with the Puntland administration led to “Yullux” to abrogate the agreement and withdraw his forces to his home area of Timirshe in May 2017, where he rekindled his ties with ISIL leadership, including his cousin Abdulqader Mu’min.<sup>12</sup>

#### **Phone network analysis of ISIL leadership**

4. In contrast with the arms trafficking networks the SEMG has tracked in Puntland, phone network analysis of the ISIL faction presents a far greater challenge, inasmuch as ISIL leaders routinely change SIM cards to avoid detection and potential targeted kinetic action by local forces and Member States. Consequently, the SEMG’s analysis of ISIL phone records by necessity involves a more disjointed analysis across discrete, limited timeframes.

#### *Abbas Mahamoud Yusuf*

5. One such snapshot occurred between 10 November and 13 December 2016, during the ISIL faction’s occupation of Qandala. Abbas Mahamoud Yusuf, a local resident of the Qandala area, was forcibly recruited by the ISIL faction on 10 November, and tasked with supplying food, water, and other goods to the group.<sup>13</sup> He reported his direct superior to be Abdiqani “Abu Sufiyan”, originally from Galkayo, and that “Abu Sufiyan” would regularly call him on his mobile phone, as did two other ISIL commanders.<sup>14</sup> On 13 December, Yusuf was captured by Puntland forces in Qandala, and accordingly his phone activity ceased. Yusuf’s phone records, therefore, provide a useful window into ISIL mobile phone activity during the one month he worked for the group.

---

<sup>11</sup> Interviews with an intelligence and a security officer in Bosaso, 8 March and 11 April 2017; interview with a former associate of “Yullux”, Nairobi, 18 April 2017; interview with Abdinasir Sofe, Chief of Staff to the Puntland President, Nairobi, 29 August 2017.

<sup>12</sup> International agency security officer in Bosaso, 4 June 2017. The area around Timirshe remains a stronghold for the ISIL faction.

<sup>13</sup> Interview with Abbas Mahamoud Yusuf in Bosaso Central Prison, 12 April 2017.

<sup>14</sup> Ibid. Yusuf described “Abu Sufiyan” as approximately 40 years old, dark-skinned, with a large black beard and a bent little finger on his right hand. He believed “Abu Sufiyan’s” role within the ISIL faction involved preaching (*dawa*) and orientation for new recruits.

**Annex 2.3: Mobile phone analysis of Abbas Mahamoud Yusuf and the ISIL  
faction (STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

#### **Annex 2.4: ISIL attack on International Village Hotel**

1. On 8 February 2017, two ISIL-affiliated gunmen stormed the International Village Hotel in Bosaso, in the first attack of its kind by the militant group. The likely target was the former governor of Bari region, Abdisamad Gallan, whose militia had joined with Puntland forces during the offensive to retake Qandala in November and December 2016.<sup>15</sup> While the operation was poorly planned, it nonetheless demonstrated the group's ability and determination to carry out attacks in Puntland's economic capital.

##### **Narrative of the attack**

2. At 05:30 UTC +3 on 8 February, the two ISIL gunmen arrived at the main gate of International Village Hotel. According to a senior police official, one of the attackers was known to a hotel guard, which accounted for the guard's willingness to open the gate.<sup>16</sup> Once the gate was open the attackers gunned down two hotel guards and entered the compound, proceeding along different routes towards Gallan's villa in a flanking manoeuvre.<sup>17</sup>

3. Gallan was protected by four bodyguards stationed outside his villa; presumably unknown to the attackers, a delegation of businessmen from the United Arab Emirates (UAE) was staying in a neighbouring villa, guarded by a detachment of six port police officers. The first attacker, who was in the courtyard without any cover, was killed by Gallan's bodyguards. Two of the bodyguards were also killed, and the remaining two were wounded. The surviving attacker then circled around the rear of Gallan's villa and was quickly shot and killed by the detachment of port police guarding the UAE villa.<sup>18</sup> Additional Puntland police arrived at the hotel approximately 15 minutes after the assault had begun.

##### **Analysis of the attack**

4. While the attack demonstrated a higher degree of sophistication in intelligence-gathering than previously displayed by the ISIL faction, it lacked critical elements of planning. The attackers had obtained accurate intelligence on the villa at which Gallan was staying, and knew the identity of the guard on duty at the main gate. However, the planners committed a fatal tactical error in failing to account for the contingent of port police at the hotel, who, when combined with Gallan's bodyguards, meant the ISIL gunmen were outnumbered five to one while on a mission to penetrate a fortified compound.

5. Most critically, however, the attack demonstrated the ISIL faction's possession of a valuable resource: adherents willing to face a high or near certain risk of death while carrying out the group's objectives. A further demonstration of this asset occurred on 23 May 2017, when the ISIL faction conducted its first suicide attack in Somalia (see annex 2.5, strictly confidential).

---

<sup>15</sup> Abdisamad Gallan had previously launched an armed insurgency against the Puntland administration in June 2016 following his dismissal as governor of Bari region, which the SEMG detailed in annex 8.10 of S/2016/919.

<sup>16</sup> Interview with senior Puntland police commander in Bosaso, 7 March 2017.

<sup>17</sup> Interview with Abdisamad Gallan in Bosaso, 8 March 2017.

<sup>18</sup> Ibid.

**Annex 2.5: May 2017 ISIL suicide bombing in Bosaso (STRICTLY  
CONFIDENTIAL)\***

### **Annex 3.1: Galkayo conflict: 7 October to 18 November 2016**

1. In S/2016/919, the SEMG documented the outbreak of conflict between the Interim Galmudug Administration (IGA), the Puntland administration, and their allied militia in late 2016, and its impact on civilians.<sup>19</sup> The most recent phase of the Galkayo conflict commenced on 7 October 2016.

2. The city of Galkayo has long been the site of tensions between the majority inhabitants of the north of the city — primarily Majeerteen/Omar Mohamud and Leelkase clans — and the south — Haber Gedir/Sa’ad.<sup>20</sup> Further to large scale conflict in 1991, the Mudug Agreement of June 1993 held relatively steadily for 22 years. The formation of the IGA in 2015, however, prompted renewed contestation for territories and resources.<sup>21</sup> The conflict which erupted between the IGA, Puntland and their allied militia in November/December 2015 exacted a significant toll on the city’s inhabitants, with 30 to 40 people killed, over 100 injured and the bulk of the population displaced.

3. The December 2015 agreement intended to prevent the reoccurrence of the conflict was poorly implemented.<sup>22</sup> As noted by the SEMG in 2016,<sup>23</sup> by August 2016 a series of assassinations and attacks attributed to Al-Shabaab based in south Galkayo had reignited mistrust between the parties, with Puntland officials accusing actors in Galkayo of providing cover for the attacks. In the wake of a double vehicle-borne improvised explosive device (VBIED) attack on 21 August 2016 — which destroyed government offices and part of the hospital in north Galkayo — anger reached a crescendo.<sup>24</sup> Some in north Galkayo alleged direct collaboration between the south Galkayo administration and Al-Shabaab. Others asserted that the south Galkayo administration did not have the capacity to challenge Al-Shabaab and arrest the perpetrators of the attacks.

4. Puntland and the north Galkayo administration’s response to the increasing insecurity was to impose severe restrictions on vehicle movements from south Galkayo, causing major disruptions to both commercial and humanitarian traffic.<sup>25</sup> The IGA responded with its own restrictions. Tensions deepened when 13 IGA-affiliated

<sup>19</sup> S/2016/919, annex 7.4.

<sup>20</sup> See Interpeace and Peace and Development Research Centre, *Galkacyo Conflict Assessment, December 2016 – March 2017*, on file with the Secretariat (Galkayo conflict assessment); see also, Heritage Institute for Policy Studies (HIPS), *Galkacyo Conflict: Drivers, Contributors and Potential Solutions*, December 2016; and Zakaria Yusuf & Abdul Khalif, “Galkayo and Somalia’s Dangerous Faultlines”, available from <http://blog.crisisgroup.org/africa/somalia/2015/12/10/galkayo-and-somalias-dangerous-faultlines/> (accessed 22 September 2017).

<sup>21</sup> For a description of the process which led to the creation of the IGA see S/2015/801, annex 1.1.

<sup>22</sup> A Ceasefire Agreement was signed on 2 December 2015 between the Puntland and Galmudug administrations. It provided, inter alia, that displaced people would be facilitated to return home and that both administrations would facilitate humanitarian access.

<sup>23</sup> S/2016/919, para. 99.

<sup>24</sup> The attack killed 27 people and injured over 90. Interview with UN staff member, 2 July 2017, Galkayo; interview with staff of hospital in north Galkayo, 5 July 2017, Galkayo.

<sup>25</sup> The Puntland President issued two decrees setting out the ban and related procedures on 8 September and 16 September 2016. The ban was rescinded on 20 September, generating public outcry and a series of angry public demonstrations in north Galkayo. The Puntland Vice President, Abdihakim Abdullahi Amey, was one of the key drivers of the suspension, and later the construction of the livestock market —to facilitate management of the blockade — which was the trigger of the 2016 fighting.

forces were killed in a US airstrike on 27/28 September 2016 at Jeehdin.<sup>26</sup> The IGA-appointed Governor for Mudug accused Puntland authorities of complicity in the attack, calling for the Galmudug security agencies to “adopt measures to respond to the blatant aggression staged by Puntland militia who misled US forces with clan-motivated intelligence and logistical support”.<sup>27</sup>

### **The conflict**

5. controversial construction project on the boundary in Garsoor neighborhood, this time a livestock holding area, which prompted the renewal of the conflict.<sup>28</sup> The fighting was subsequently concentrated in south Garsoor and Wadajir neighborhoods, with Horumar and Israac neighborhoods also affected. While local militia were the first to engage, state-aligned regional forces joined the fray the following day, and the conflict continued sporadically for approximately one month.

#### *Weapony deployed<sup>29</sup>*

6. Both sides deployed heavy weaponry in the conflict, including:

- Zu-23 anti-aircraft artillery;
- Field artillery (85 mm);
- DShK and RPGs;
- B-10 recoilless rifles;
- Mortars.

7. Puntland authorities also deployed Type T24 tanks.<sup>30</sup>

8. Although Puntland allegedly had a BM-21 “Grad” truck-mounted multiple rocket launcher deployed in Galkayo at the time, the SEMG does not assess it was used in the conflict.

---

<sup>26</sup> Galmudug officials told the SEMG that in addition to the 13 military personnel, seven civilians and livestock were also killed in the strike. They also noted that there had been a ground encounter between Puntland and Galmudug forces prior to the strike. Interview with security and administrative officials, south Galkayo administration, 4 July 2017.

<sup>27</sup> See “Galmudug State condemns aerial bombardment that killed, soldiers, civilians in central Somalia”, press statement, 30 September 2017, available from <http://www.qaranimo.com/news/2016/09/30/galmudug-state-condemns-aerial-bombardment-by-u-s-forces-that-killed-soldiers-civilians-in-central-somalia/>.

<sup>28</sup> The livestock holding area (6°45'19.78" N, 47°24'51.40" E) was intended to ease the impact of the restrictions on cross-boundary movement and the requirement that there be a vehicle change-over for goods and animals coming from the south. Many livestock had died during the early months of the imposition of the ban. Although the contract for the construction was given to a north Galkayo businessman, when he tried to share the contract with a southern partner there was strong pushback from the community.

<sup>29</sup> SEMG in-person and phone interviews with individuals present during the conflict in Galkayo, April to August 2017; examination of video footage available of the conflict on social media.

<sup>30</sup> See video posted by Horseed Media News, 14 October 2016, <https://www.youtube.com/watch?v=i8SHbmH5iEw> (accessed 22 September 2017).

9. The SEMG received a credible but unverified report that 300 AK-pattern rifles were distributed to Omar Mahmoud militia operating in South Garsoor directly from the Office of the President of Puntland.<sup>31</sup>

*Key actors*

10. For the IGA and south Galkayo, the military was led by Abdelaziz Abdullahi Abdi “Qojo Dagaari”.<sup>32</sup> Colonel Hassan Farah Karshe was also in command. The main political actors supporting the engagement were the IGA Minister of Security, Cismaan Ciise Nuur, “Taar Dhuleed” and the IGA Minister of Ports, Burhan Warsame Igaal (Haber Gedir/ Sa’ad/Abdalle).

11. In north Galkayo, the main fighting forces consisted of Mudug-based units of the Puntland *Darawish* (regular forces) under the command of Lieutenant Colonel Abdirashid Mohamud Ashkir “Qodhob”. A contingent of Garowe-based Darawish, under the command of Colonel Jimale Jaamac Takar, and the Qardho-based commander Cabdiqadir Cabdi Ciise “Caagadeyste”, were also deployed to provide further support.<sup>33</sup> General Said Mohamed Hersi a.k.a. “Sayeed Dheere”, Chief of the Puntland Defence Forces, was largely absent during the conflict, with lower-ranking officers on the ground reportedly by-passing his command.

12. South Galkayo authorities claimed that they had retrieved a Puntland Security Force (PSF) ID from the body of a dead combatant.<sup>34</sup> The SEMG was unable to verify this information and received no other information relating to the participation of the PSF, who have a base in Galkayo.<sup>35</sup>

13. The Minister of Environment, Tourism and Wildlife, Ali Abdullahi Warsame (Majeerteen/ Omar Mohamud, and a Norwegian citizen) and the then Minister of Public Works, Housing and Transportation, Abdirashid Mohamed Hirsi (Lelkase), now Minister of Fishery and Marine Resources, were the main political actors driving the conflict on the Puntland side, appointing elders to muster the local community and mobilize clan militia and managing the financing of the war effort.<sup>36</sup> The Minister of Commerce Abdiweli Hersi Abdulle (Indhaguran) and

---

<sup>31</sup> SEMG phone interview with individual with knowledge of the fighting, 10 August 2017. See video of fighting involving militia at Garsoor village in Galkayo, date indeterminate. Available from [https://www.youtube.com/watch?v=\\_E3DseWi3E4](https://www.youtube.com/watch?v=_E3DseWi3E4) (accessed 22 September 2017).

<sup>32</sup> Commander Dagarri was later dismissed from his position by IGA President Ahmed Duale “Haaf”.

<sup>33</sup> See video footage of contingent of Puntland forces listing to speech by Colonel Jimale and receiving the welcome of the community at [https://www.youtube.com/watch?v=\\_XX8AFhFAQQ](https://www.youtube.com/watch?v=_XX8AFhFAQQ) (accessed 22 September 2017). Colonel Jimale assures his troops that they are well prepared and equipped and thanks the Puntland leadership for their support in terms of morale and logistics.

<sup>34</sup> SEMG interview with security and administrative officials, south Galkayo administration, 4 July 2017.

<sup>35</sup> Abdirahman Mahmoud Haji Hassan, the Director of the Puntland Maritime Police Force (PMPF) was in Galkayo for some of the conflict period, along with some of his forces and vehicles but there were no reports that they actively participated in the conflict.

<sup>36</sup> Reflecting their antagonistic stance towards the peace negotiations, Warsame and Hersi were ordered by President Abdiweli Mohamed Ali “Gass” to withdraw from Galkayo in June 2017, in order to facilitate the signing of the 22 June accord (see below). Hersi later engaged in the process, however, and was present at the September 2017 peace conference.

Abdiqani Gelle Mohamed, the Minister of State for Aviation and Airports were also on the ground, although the former actively engaged in the peace negotiations.

*Allegations of involvement of federal forces*

14. During the 2015 phase of the conflict, Puntland had alleged that the FGS had provided weapons in support of IGA forces.<sup>37</sup> During the 2016 conflict, Puntland claimed that a unit of the National Intelligence and Security Agency (NISA) forces, based in Adado, participated in support of Galmudug. On 12 October Minister Ali Abdullahi Warsame presented two defected soldiers at a press conference in north Galkayo.<sup>38</sup> The defectors claimed to be NISA personnel, who had fought against Puntland under the command of NISA's Ali Dhere.<sup>39</sup>

*Non-governmental actors*

15. In comparison with the 2015 phase of the conflict, the Galkayo business community was more actively involved in the fighting in 2016. While in 2015 the community had largely played a conciliatory role between the two sides, during the hostilities in 2016 key figures provided logistical support — including food and fuel — to the combatants.<sup>40</sup> Certain clan elders also energetically mobilized to prolong the conflict, including on social media.

**Aggravating factors**

16. The historically rooted origins of the conflict and the upheaval caused by the creation of the IGA which sharpened clan divisions, have been described above. There were three additional interlinked factors: the role of the media; the role of Al-Shabaab and its relationship with the parties to the conflict; and the conflict economy.

*Media<sup>41</sup>*

17. Both parties to the conflict deployed media outlets to leverage fears.<sup>42</sup> Local media — particularly radio — were used to fuel tensions, circulate misinformation,

---

<sup>37</sup> See, for example, "Somalia: Federal Govt delivers arms consignment to Galmudug", Garowe Online, 27 November 2015, available from

<http://www.garoweonline.com/en/news/puntland/somalia-federal-govt-delivers-arms-consignment-to-galmudug-report>.

<sup>38</sup> See video of the press conference at <https://www.youtube.com/watch?v=i8SHbmH5iEw> (accessed 22 September 2017).

<sup>39</sup> Unofficial translation of statements of Omsan Abdullahi Jama and Abdi Osman Mahmoud, on file with the Secretariat. The two Marehan soldiers identified themselves and described how they were NISA personnel based in Adado, where they had assisted with the securing the state formation process. Their involvement in Galkayo had begun when they had been told that there were being deployed to deal with clearing a roadblock on the Galinsoor-Galkayo road near Banderadley, but then found themselves taken to the city and ordered to fight. They then defected.

<sup>40</sup> Some who spoke to the SEMG linked the greater involvement of the business community to Al-Shabaab's increasing influence and control of the conflict dynamic.

<sup>41</sup> For an overview of challenges to freedom of expression in Somalia and the role of the media, see UNSOM Human Rights, Report on the right of freedom of expression: striving to widen democratic space in Somalia's political transition, available from

[http://www.ohchr.org/Documents/Countries/SO/UNSO\\_M\\_FreedomExpressionReport\\_Aug312016.pdf](http://www.ohchr.org/Documents/Countries/SO/UNSO_M_FreedomExpressionReport_Aug312016.pdf) (accessed 22 September 2017).

and generate support for the prosecution of the conflict more broadly. These broadcasts contributed both to the virulence and length of the hostilities, and incentivized fundraising in support of the conflict. This was recognized in the 1 November 2016 agreement which halted the conflict: one of the five key provisions was an undertaking to “refrain from anything exchanged through the media that can create conflict”.<sup>43</sup>

18. Social media, including chat groups, was also exploited. The SEMG documented how particular elders and others in diaspora fuelled the fighting — and later opposed peace efforts — using the tool.<sup>44</sup> In the context of the Puntland Vice President’s arrival in Galkayo for the September 2017 peace conference, for example, one elder told his community that the Vice President’s intention was to give their land to Galmudug and that they should be prepared to confront him. Evidence indicates that his words sparked mobilization of militia in north Galkayo. Social media was also used, including by individuals in diaspora, to incite attacks to impede the peace negotiations.

*Al-Shabaab*<sup>45</sup>

19. Al-Shabaab operations and influence were strengthened by the outbreaks of conflict in Galkayo in 2015 and 2016. The 2015 hostilities created space for the group’s expansion into Puntland during 2016; the second phase enabled consolidation of those gains.

20. As in many parts of Somalia, Al-Shabaab in Galkayo cultivated a presence in all strata of society, from traditional elders and clan militia, to businessmen, to military and government officials.<sup>46</sup> Al-Shabaab thus became a party to, and resource used by parties to, the conflict. For example, the businessman Abdirisak Hussein Tahlil (Alol Geel) was one of those who prominently assisted the troops on the Galumdug side with logistic support during the conflict.<sup>47</sup> In late July 2017, he was arrested by Puntland and US forces and accused of involvement in Al-Shabaab operations.<sup>48</sup>

21. Al-Shabaab in turn leveraged its influence and ability to intimidate within clan, business, military and political structures on both sides, in order to prolong the

---

<sup>42</sup> The levels of fear and mistrust between populations on either side of the line dividing Galkayo is such that some civilians opt never to venture to the other side, creating what has been described as an “*Isbaaro waa Qalbi*” or a “clan-defined roadblock”. The Galkayo conflict assessment found that, “the media are perceived as a key aggravating actor in north and south Galkacyo, igniting tensions and fueling conflict, yet present huge potential for resilience and positive impact”.

<sup>43</sup> Communique from Member States of the Federal Government of Somalia, Puntland, Jubbaland, South-West, Galmudug and HirShabelle, 1 August 2017, on file with the Secretariat.

<sup>44</sup> The SEMG reviewed copies of circulated material, details suppressed in order to safeguard interlocutors.

<sup>45</sup> Conversations with security and civil society experts in Galkayo and Nairobi, April to July 2017.

<sup>46</sup> The SEMG was provided with details of senior military and political figures connected with both administrations who were alleged to have close family or other links with named Al-Shabaab members, including allegations that a number were in close communication with Al-Shabaab throughout the conflict. The SEMG was not able to verify this information.

<sup>47</sup> Another prominent South Galkayo businessman, “Abass” — alleged to be allied with Al-Shabaab — was observed by some in the community wearing a military uniform during the fighting. SEMG phone interview with individual with knowledge of the conflict, 11 August 2017.

<sup>48</sup> See para. 18.

conflict. In addition to contributing to conflict operations, Al-Shabaab actively attempted to prevent resolution efforts: one individual with knowledge of the peace negotiations told the SEMG that in Galkayo throughout 2017 Al-Shabaab regularly called certain elders and directed them to sabotage the effort.<sup>49</sup> Payments were also made to induce collaboration.

*Conflict economy*

22. In previous inter-clan conflicts the SEMG documented how social media was used to raise money in the diaspora, not only for humanitarian support, but also to purchase logistics and weapons to support and prolong the fighting.<sup>50</sup> In Galkayo, diaspora funding facilitated the payment of medical treatment for fighters, and the procurement of fuel, weapons and ammunition. A recording of a conversation between an IGA commander and an individual in diaspora during the conflict, for example, includes expressions of thanks to those outside the country for their willingness to support the fighting.<sup>51</sup> The SEMG received information on one instance in which military leaders in north Galkayo specifically sought funds from both the local population and the diaspora to “defend the community” and subsequently bought more heavy weaponry.<sup>52</sup>

23. Credible allegations emerged late in the SEMG’s investigation, however, of an additional dimension: that certain individuals among the military, political and clan leadership deliberately created opportunities to profit from and prolong the conflict. Through a variety of social media platforms — including the messaging apps WhatsApp and Telegram — these actors warned of imminent threats against their communities, and the need for funds to counter them. Some of this money was simply diverted. In one instance documented by the SEMG, a group of elders requested funds to help mobilize a sub-clan which had not yet joined the conflict: funds were sent and subsequently appropriated for private gain.

24. The conflict was also funded from regional budgets: in Puntland it was claimed by one SEMG source that five per cent of revenue from Bosaso port — estimated at approximately \$20,000 per week — was allocated to the conflict during some of the period. There were credible but unverified allegations that some of these funds were embezzled by government officials.

**Impact of the conflict on the civilian population<sup>53</sup>**

25. In contrast with the 2015 phase of the conflict, in 2016 the fighting was largely concentrated away from the centre of the town.<sup>54</sup> Nevertheless the 2016 conflict had

---

<sup>49</sup> SEMG interview with NGO staff member, 24 April 2017, Nairobi.

<sup>50</sup> During its investigation into the Hawalde-Surre conflict in Hirran between 2013 and 2015, for example, the SEMG received evidence of fundraising for the parties in the UK. For an account of that conflict see S/2015/801, annex 6.3 (a) and strictly confidential annex (b).

<sup>51</sup> See [https://www.youtube.com/watch?v=JhuLb\\_10Z3Q](https://www.youtube.com/watch?v=JhuLb_10Z3Q) (accessed 22 September 2017). The Commander expresses appreciation for the supplies which have been brought to the battlefield and promises that the apostates will be destroyed. Although the title of the recording indicates the speaker is the Commander of the IGA forces, General Daagari, the SEMG has been able to verify that it was not him, but another unnamed IGA commander.

<sup>52</sup> SEMG phone interview with an individual from Galkayo with knowledge of the request and the outcome, 21 July 2017, Galkayo.

<sup>53</sup> See, Human Rights Watch, “Dispatches: Clashes in Galkayo, Somalia Harm Civilians -Tens of Thousands Displaced by Three Weeks of Fighting”, 25 October 2016, available from <https://www.hrw.org/news/2016/10/25/clashes-galkayo-somalia-harm-civilians>.

severe consequences for civilians in Galkayo.<sup>55</sup> Over 90,000 people were displaced — many for the second time since 2015, including all internally displaced persons in south Galkayo.<sup>56</sup> When the most violent phase of the conflict came to an end in early November 2016, the UN assessed that 45 people had been killed and 162 injured.<sup>57</sup> Other casualty estimates were much higher: one NGO calculated that 100 people were killed and over 200 injured between early October and late December 2016.<sup>58</sup>

26. Significant civilian harm was caused by indiscriminate and disproportionate fire. The UN assessed, for example, that at least 88 civilian casualties were the result of indiscriminate shelling between Puntland and IGA forces.<sup>59</sup> Residential compounds in southern Garsoor, mostly deserted by civilians, were also damaged in the fighting. At the height of the conflict the hospital in south Galkayo was forced to move its patients to a location seven kilometres outside the town when a mortar shell landed 150 metres from the facility.<sup>60</sup> Officials in south Galkayo told the SEMG that 5 Star Hotel, the University of Galkayo and numerous civilian homes were damaged by shelling by Puntland forces.<sup>61</sup>

27. There were reports of other violations against civilians, including an increase in incidents of sexual and gender-based violence in the wake of rounds of combat, and abductions of civilians.<sup>62</sup>

28. The conflict dangerously undermined community reserves in a time of drought with families forced to rent vehicles to flee and to forgo income-generating activities. Early in the conflict, for example, food aid was required for an estimated 60,000 people displaced from the north of the city.<sup>63</sup> Even when the conflict ended, many families were unable to send their children back to school due to the collapse of their livelihoods.<sup>64</sup>

---

<sup>54</sup> One interlocutor suggested that international community statements on civilian harm at the end of the 2015 conflict impacted this decision, although few agreed with this analysis. SEMG interview with a humanitarian worker, 10 November 2016.

<sup>55</sup> SEMG interviews with UN and NGO staff members, 1-5 July 2017, Galkayo.

<sup>56</sup> For an assessment of the initial impact of the fighting on civilians, see, OCHA Somalia, “Flash Update #2 Humanitarian impact of fighting in Gaalkacyo”, 24 October 2016.

<sup>57</sup> By 10 November 2016 OCHA was reporting that 90,000 had been displaced 45 killed and 162 injured. See OCHA Somalia, “Flash Update #3 Humanitarian impact of fighting in Gaalkacyo”, 10 November 2016.

<sup>58</sup> Confidential NGO report on file with Secretariat. North Galkayo hospital, for example, recorded treating 60 wounded fighters and 11 wounded civilians during the October/November conflict period. Email from medical official, 22 July 2017.

<sup>59</sup> Internal UN report reviewed by the SEMG.

<sup>60</sup> SEMG interview with medical staff in south Galkayo, Galkayo, 4 July 2014.

<sup>61</sup> SEMG interview with security and administrative officials, south Galkayo administration, Galkayo, 4 July 2017.

<sup>62</sup> On 30 October 2016, for example, Sa'ad and Omar Mohamud elders exchanged four civilians who had been abducted by militia from both sides from the green line the previous week. Email from an NGO staff member, 1 November 2016.

<sup>63</sup> For an overview of the immediate humanitarian impact of the conflict see OCHA, “Consolidated Inter-Cluster Rapid Assessment Report, Impact of Fighting in Gaalkacyo”, 19 October 2016.

<sup>64</sup> SEMG Skype interview with resident of Galkayo, 28 July 2017. Education results for local children deteriorated due to lengthy school closures. Email from a community leader, 21 July 2017. Both the 2015 and 2016 conflicts had a visible impact on the economy of Galkayo, with businesses closed or transferred to other cities. In Galkayo in July 2017 the SEMG met with a number of people who

29. Beyond the community in Galkayo, the blocking of the Bosaso-Galkayo corridor — the main supply route for World Food Programme (WFP) supplies to Mudug, Galgadud and Hiran regions — significantly increased the cost of delivery to beneficiaries in those areas. It also had an adverse impact on the cost of transporting commercial goods, further undermining drought resilience.<sup>65</sup>

30. Due to the location, direction and intensity of the fighting, most of those killed or injured were combatants: the scale of these causalities was the most difficult to assess. One estimate provided to the SEMG by a humanitarian worker present during the conflict was that at least 80 fighters were killed on the Puntland side and likely more on the Galmudug side. A hospital in south Galkayo recorded 71 causalities on one day during the fighting in October — mostly combatants — of whom 10 died.<sup>66</sup>

### **Responsibility for international crimes**

31. Almost all those who offered suggestions for a resolution in Galkayo cited the need for action to be taken against those who commit international crimes.<sup>67</sup> As noted above, with widespread use of indiscriminate and disproportionate fire, targeting of civilian areas, and large-scale forced displacement, there was credible evidence that international crimes were committed on both sides during both phases of the conflict.<sup>68</sup>

32. In a joint statement in the midst of the 2015 Galkayo conflict, key members of the international community came together declared that they would “not tolerate impunity and the continued needless killing of innocent civilians”.<sup>69</sup> They added that “[t]hose found to be responsible [...] of the killing and displacement of civilians must be held accountable” and that “[a]ny deliberate shelling of civilian areas of Gaalkacyo may constitute crimes against humanity that must be fully investigated and vigorously prosecuted”.

33. No prosecutions ever took place. Further, when conflict did break out again in October 2016, despite multiple statements by UNSOM and international partners on

---

described how they had sent their families to live elsewhere in Somalia after the first round of the fighting.

<sup>65</sup> SEMG interview with a senior humanitarian official, 24 July 2017.

<sup>66</sup> SEMG interview with director of a south Galkayo hospital, 4 July 2017.

<sup>67</sup> The Heritage Institute recommended that, “[t]here should be no impunity for individuals fueling or allowing the continuance of the Gaalkacyo conflict. They should be held accountable for their actions. The killing and displacement of civilian population is a serious violation of national and international humanitarian law. The UN should take a leading role in the investigation of violations of human rights and humanitarian law committed in Gaalkacyo”. Heritage, op cit at footnote 2. For an analysis of the culture of impunity across different layers of political and social life in Galkayo which has contributed to the virulence of the conflict, see Galkayo Conflict Assessment, op cit at footnote 2.

<sup>68</sup> Somalia is not a party to the Additional Protocol II to the Geneva Conventions governing non-international armed conflicts. It is, however, a party to the four Geneva Conventions which it ratified on 12 July 1962. Common article 3 sets out the minimum standards which apply to conflicts “not of an international character”. There is also an extensive evolving body of customary international law governing the conduct of non-international armed conflict.

<sup>69</sup> “International community condemns renewed outbreak of fighting in Gaalkacyo”, statement issued on behalf of the United Nations, the African Union Mission in Somalia (AMISOM), the Inter-Governmental Authority on Development (IGAD), the European Union (EU), the United States, the United Kingdom, Sweden and Italy, 3 December 2015, available from

<https://unson.unmissions.org/international-community-condemns-renewed-outbreak-fighting-gaalkacyo>.

the crisis in 2016, the issue of accountability was not addressed. Nevertheless, all the same factors, actors and elements of civilian harm were present.

#### **Ceasefire and aftermath of the conflict**

34. On 1 November, the parties announced that an agreement had been reached in Abu Dhabi. Both sides would enforce a ceasefire, refrain from inflammatory media statements, and appoint a joint committee to work on finding a lasting solution, with a meeting in Kismayo scheduled for 20 November 2016 for further discussions.<sup>70</sup> The November meeting never occurred. A ceasefire came into effect on 18 November with the creation of a 2 km long buffer-zone between both sides, and the establishment of an 18-member Joint Ceasefire Committee (JCC).<sup>71</sup> Two key elements of the agreement — the complete withdrawal of forces to their original bases and the removal of roadblocks — were slow to materialize.

35. On 30 November, there was further exchange of fire between the parties, resulting in injury to civilians, and damage to a school and a community centre in north Galkayo and south Galkayo, respectively.<sup>72</sup> Sporadic fighting continued during December 2016 including one incident in which a shell landed in a UN compound.<sup>73</sup>

36. On 1 January 2017, the parties once again renewed their commitment to resolving the conflict with the signing of a new agreement in Mogadishu, including an undertaking to allow movement of vehicles and population between the two regions.

37. Despite continued assassinations of government and security officials in north Galkayo during February and March 2017,<sup>74</sup> Puntland finally agreed to remove checkpoints on the boundary on 30 March.<sup>75</sup> The IGA reopened the road to Hobyo but did not clear its most controversial roadblock on the road to Adado.<sup>76</sup>

38. Assassinations in Galkayo in April and May continued to stoke tensions. On 22 April 2017, for example, Al-Shabaab claimed responsibility for the killing of a member of the Puntland Presidential Guard in Issrac neighbourhood. Encounters between Sa'ad and Omar Mohamud clan militia and civilians in rural areas continued periodically with an attack by one clan prompting reprisal by the other.

39. The inauguration of a new IGA president, Ahmed Duale Gelle "Haaf", on 29 May 2017 provided an occasion for renewed commitments to easing the conflict, including an undertaking by the IGA to open the Adado road.<sup>77</sup> Although inter-clan

---

<sup>70</sup> Communique, "Member States of the Federal Government of Somalia, Puntland, Jubbaland, South West, Galmudug and Hirshabelle", 1 November 2016, on file with the Secretariat.

<sup>71</sup> The international community created a Gaalkacyo Ceasefire Team – Advisory Group (GCTAG) to support the JCC. Interview with UN official, 30 June 2017, Nairobi.

<sup>72</sup> Email UN staff member, 31 November 2017.

<sup>73</sup> Security assessment reports and pictures of the shell and debris provided to the SEMG, on file with the Secretariat.

<sup>74</sup> On 8 March, for example, MP Abdul Qadir Farah Botan was seriously injured when an IED attached to his car exploded. He later died in hospital in Nairobi.

<sup>75</sup> SEMG interview with UN official, Galkayo, 2 July 2017.

<sup>76</sup> Some interlocutors asserted that the persistence of this roadblock was heavily influenced by Al-Shabaab.

<sup>77</sup> The directive was not able to be put into effect. One interlocutor with close knowledge of the security dynamics in Galkayo alleged that the blockade is effectively operated and controlled by Al-

violence continued, negotiations between the administrations and local authorities finally culminated in a new agreement between the IGA and Puntland administration on 22 June 2017.<sup>78</sup> The agreement stipulated a new set of mechanisms and arrangements intended to deescalate the conflict, enhance security cooperation, and build inter-communal trust.<sup>79</sup> These included the establishment of a joint police unit to conduct monitoring of boundary areas and collaborate against terrorism; a guarantee of access to grazing areas for both communities; and the launching of awareness campaigns to restore community confidence. The agreement was negotiated by a 23-member joint ad hoc committee, consisting of a range of local and regional elements from both sides.<sup>80</sup>

40. After protracted and fragile negotiations, the joint police unit was established in mid-July 2017.<sup>81</sup> The graduation ceremony for 100 members of the unit was celebrated on 8 August, and a new joint base for the force declared. If successful, the joint patrol mechanism could serve as a model for tackling conflicts in other areas in Somalia. At the time of writing, however, there remained many threats to its success, ranging from deliberate sabotage by spoilers,<sup>82</sup> to the risk of further insecurity prompting the withdrawal of forces by both sides, to the failure to find a sustainable funding instrument.<sup>83</sup>

41. In early September a new peace conference, led by the IGA and Puntland Vice Presidents, was convened. The Communiqué adopted by the parties contained important new elements, for the first time directly addressing two key areas: accountability for violence and challenging spoilers to peace. The new elements

---

Shabaab through clan militia, against which authority the local and regional administration is powerless.

<sup>78</sup> On 13 June 2017, four children aged between five and 16 years old and their mother, Shekaal clan, were killed, and another woman injured, by Sa'ad militia at Balibusle. The militia had mistakenly thought that the family belonged to the Omar Mohamud clan. The targeting of women and children however was a very unusual element. Interviews with UN and NGO staff in Galkayo, 1 to 4 July 2017.

<sup>79</sup> Communiqué, Puntland and Galmudug Administrations, 18 June 2017. Text of English translation on file with the Secretariat. The agreement was drafted and agreed on 18 June and signed on 22 June.

<sup>80</sup> The joint ad hoc committee which negotiated the agreement comprised 23 members each side: 11 elders and intellectuals, four security officials, four politicians, the governor, the mayor, and two representatives from the religious and business community. This committee replaced the 18 member JCC created by the November 2016 agreements. It has not met since the 18 July 2017 dissolution of the Puntland cabinet.

<sup>81</sup> SEMG interview with UN staff members 1-6 July 2017, Galkayo. Violence escalated during the period of the negotiations appearing almost deliberately designed to create tensions between the parties. When the SEMG met with south Galkayo officials during the period, for example, they expressed serious concerns about the commitment of the community on the Puntland side. They described, for example, how on 24 June one woman was raped by a Puntland *Darawish* soldier outside Jixin, and the following day a woman was shot in the market in Galkayo. Interview with security and administrative officials, south Galkayo administration, 4 July 2017.

<sup>82</sup> On 6 July, for example, an elder/businessman involved in the peace process, Abdirisak Musa el Nour "Jaxeere", was killed by a IED attached to his vehicle. He had also been part of a committee responsible for fundraising for the Puntland military campaign against Al-Shabaab in March 2016. During July, inter-clan militia violence continued in the rural areas.

<sup>83</sup> The Puntland authorities undertook to fund the joint patrol — elements from both sides — for the first three months.

included: holding of a reconciliation conference within 90 days; decision making on accountability for incidents since the Balibusle killings,<sup>84</sup> and the drafting by the Peace Committee of a law to contain the criminal incidents. Finally, the agreement also provided that the parties would recognize spoilers and “jointly face” those “against the implementation of the peace and reconciliation between the brethren people of Galmudug and Puntland”.

---

<sup>84</sup> See footnote 81, above.

#### Annex 4.1: Currency management

1. The Monitoring Group investigated unregulated currency printing in Puntland during its previous mandate, concluding that counterfeit currency printed in the State Bank of Puntland without any regulation or approval from the Central Bank of Somalia had caused inflation and civil unrest on multiple occasions.<sup>1</sup> In resolution 2317 (2016) the Security Council expressed “concern at the generation and distribution of counterfeit Somali currency”.<sup>2</sup> The investigations conducted by the Monitoring Group during the current mandate indicate that counterfeit currency is still being distributed in Puntland, and the impact on peace and security has been significant. Puntland businessmen refer to the newly printed 1,000 shilling notes — which are often found in neat, plastic wrapped bundles and display sequential serial number — “Puntland money”.

*Figure 1: “Puntland money” at currency market in Bosaso in March 2017.*



2. On 10 January 2017, the Inji market in Garowe was shut down after a protest against fluctuations in the Somali shilling turned violent. A non-violent protest occurred on the following day at the Parliament building of Puntland. On 26 January, another demonstration in Inji market ended up with police dispersing the crowd by firing at it.<sup>3</sup>

3. On 6 February, Puntland Presidential Guards protested over unpaid salaries in Garowe. The cashier assigned to process the guards’ salaries was abducted, but he was released later the same day. Another protest was held in Garowe on 26 February by the *Darawish* (Puntland regular forces). The protests ceased on 27 January at the same time as significant quantities of counterfeit Somali shillings appeared to the money exchange market in Garowe, strongly indicating that the Puntland forces had been paid in freshly printed money.<sup>4</sup> Open source and confidential security reports from April

<sup>1</sup> see S/2016/919, annex 4.1.

<sup>2</sup> See paragraph 18 of resolution 2317 (2016).

<sup>3</sup> Confidential security report, 11 January 2017.

<sup>4</sup> According to currency traders, it is often Puntland soldiers who bring counterfeit money to be exchanged. Phone interview with a Somali businessman in Garowe on 6 March 2017. “Puntland troops seize parliament HQ in Garowe over unpaid salaries”, Garowe Online, 26 February 2017. Available from <http://www.garoweonline.com/en/news/puntland/somalia-puntland-troops-seize-parliament-hq-in-garowe-over-unpaid-salaries>.

and May 2017 indicate that the security forces of Puntland were again on the brink of mutiny because of unpaid salaries.<sup>5</sup>

4. The unrest fuelled by “Puntland money” spread to Hiran region at the beginning of July. On 1 July, the members of the local business community in Belet Weyne refused to accept Somali shillings as a method of cash payment, insisting on US dollars.<sup>6</sup> Demonstrations turned violent on 6 July, when a mob angered by the inflation started looting stores and *hawalas*. The market remained closed despite the efforts of the local authorities, who tried to enforce the validity of the Somali shilling. Dollar-based mobile payment services were shut down as well. The cabinet of Puntland issued a statement on 6 July accusing Al-Shabaab of banning the use of the Somali shilling, and demanding people not comply. A representative of the Puntland administration later told the SEMG that the crisis had been caused by “Al-Shabaab, and no one else”.<sup>7</sup>

5. Riots fuelled by the introduction of “Puntland Money” spread to Galkayo on 20 July. On 2 August, at least 15 people were injured when hundreds of violent protestors took to the streets of Bosaso, blocking the roads and looting stores. The demonstrations continued on the following day and the market remained closed. On 5 August, local businessmen were arrested for not accepting the Somali shilling, and on 6 August the governor of Bari region and the Minister of Finance of Puntland held a press conference declaring a fixed rate for the Somali shilling, and threatening anyone who would not comply, or who would not accept “old and new currency”, with arrest.<sup>8</sup>

6. Also in July, businessmen in Khatumo region gradually abandoned the Somali shilling and eventually only accepted US dollars and occasionally Somaliland shillings. The final decision to stop using the Somali shilling was made in a meeting of businessmen headed by the Somaliland governor of Sool region, Abdi Khayre Dirir, on 13 July. The representatives of the Khatumo business community informed the Monitoring Group that a vast shipment of counterfeit 1,000 Somali shilling notes had arrived from Garowe by road, and that the Somaliland troops manning the checkpoint at the border had let it pass uncontested. As a result, the Somali shilling became practically worthless and the markets and shops in Las Anod closed.<sup>9</sup> By mid-September, the civil unrest had spread to other parts of Sool as well as Sanaag in Somaliland, and violent protests fuelled by the countermeasures taken by the local authorities — including mass detentions of currency traders refusing to comply with

---

<sup>5</sup> “Puntland soldiers stage mutiny, block main highway”, Garowe Online, 22 May 2017. Available from <http://www.garoweonline.com/en/news/puntland/somalia-puntland-soldiers-stage-mutiny-block-main-highway>.

<sup>6</sup> Businessmen in Dhusamareb solved the problem by switching from the Somali shilling to the Ethiopian birr. Confidential security report, 12 July 2017.

<sup>7</sup> Interview with the Puntland President’s Chief of Staff, Abdinasir Sofe, Nairobi, 29 August 2017.

<sup>8</sup> The exchange rate was set at SOS 28,000 to 1 US dollar. See: “Bari Governor warns foreign exchange and business owners over rejecting shilling”, Raxanreeb, 3 August 2017. Available from <http://www.raxanreeb.com/2017/08/somalia-puntlands-bari-governor-warns-foreign-exchange-and-business-owners-over-rejecting-shilling/>.

<sup>9</sup> Phone interview with a Khatumo-based businessman on 15 and 16 August. The events were covered by local media, see for example: “Somaliland oo gobolka Sool ka jookinaysa Lacagta Sh. Somali-ga”, Garowe Online, 14 July 2017. Available from

<http://www.garoweonline.com/so/news/somaliland-oo-gobolka-sool-ka-joojinaysa-lacagta-sh-somali-ga>.

---

the fixed exchange rates introduced by the Minister of Finance of Puntland on 3 August — continued in Puntland.<sup>10</sup>

7. Though the President of Puntland, Abdiweli Mohamed Ali “Gass”, denied the existence of “Puntland Money” in a Parliament session held on 6 August, the Monitoring Group concludes the Puntland authorities continue to pay the salaries of the security forces by printing counterfeit money with a printing machine located in the State Bank of Puntland, Bosaso.<sup>11</sup> Both unregulated currency printing and the countermeasures taken by the Puntland administration against inflation not only endanger the peace and security in Somalia, but also promote the dollarization of the economy and complicate the goal of achieving an independent monetary policy in Somalia. The direct effect is most severe on the poorest consumers, who do not have access to US dollars.

---

<sup>10</sup> Confidential security reports, 31 August, 5, 7, 11, and 13 September 2017. A phone interview with an FGS source, 13 September 2017. “Puntland faces worst Currency and Inflation crisis in its history”, Garowe Online, 23 August 2017. Available from <http://www.garoweonline.com/en/news/puntland/somalia-puntland-faces-worst-currency-and-inflation-crisis-in-its-history>.

<sup>11</sup> The former Deputy Minister of Finance, Ahmed Yassin, gave an interview to local media on 7 July 2017 admitting that his administration has a currency printing machines in Bosaso: “Money printing is important since there is a shortage of the current Somali banknotes in circulation. We have controlled a lot, but later we have noticed that it caused inflation in the exchange markets”. See also: “A member of Parliament accuses President Gaas of printing fake money”, Garowe Online, 7 August 2017. Available from <http://somaliamediamonitoring.org/august-7-2017-daily-monitoring-report/>.

#### **Annex 4.2: Abdullahi Mohamed Nor**

##### **Jazeera Properties and the construction of a seaside hotel**

1. Abdullahi Mohamed Nor's preferential access to public land dates back to 2013, one year prior to his obtaining the position of State Minister of Finance within the Federal Government of Somalia (FGS). In February 2013, Nor and his business partner obtained usage rights from the then-FGS Ministry of Public Works, Ports, and Transport for an 860 m x 400 m, or 3.44 km<sup>2</sup> (344 hectares) plot of prime seaside land in Mogadishu, adjacent to Aden Abdulle International Airport (see figure 1, below, for a demarcation of the plot). At the time of writing, Nor was proceeding with the construction of a 100-room hotel on the land.

*Figure 1: Demarcation of the Jazeera land plot.*



2. A 10 February 2013 agreement from the Ministry granted Nor's company, East Africa Brothers Company (EABCO), and Xalane Company — which is owned by former warlord and current Member of Parliament, Cumar Maxamed Maxamuud a.k.a. Omar "Finnish" — use of the land from 8 February 2013 to 10 February 2017 (see figure 4, below, for a copy of this agreement). The terms of the agreement required EABCO and Xalane to pay an unspecified amount of annual tax on the land. A tax receipt dated 23 November 2013 attests that for that year EABCO paid \$10,320 in taxes on the land, or just \$0.03 per square metre (see figure 2), which Nor claimed was in accordance with Somali tax law, adjusted according to the 1980s exchange rate of the Somali shilling to US dollar.<sup>12</sup> While Nor claimed that he had paid taxes on the plot

<sup>12</sup> Interview with Abdullahi Mohamed Nor, Nairobi, 14 September 2017.

for the years after 2013, he was unable to produce the documentation, informing the SEMG that it had been lost during an office relocation.<sup>13</sup>

*Figure 2: Receipt for tax paid by EABCO on the Jazeera land plot, 23 November 2013.*

Matara	M-siga	Sh.	Sent
Carina	Amid	10,320	
	Yahya		
		10,320	
		10,320	

10,320

Sofia Loredanha  
Signature

Somalia - Taxation - ORIGINAL  
Xis-Gaud Dowladda - 2nd COPY  
Bunageye Ayaa ka Harryaya 3rd COPY

3. The agreement did not obligate EABCO or Xalane to pay rents to the FGS, which, according to Nor, is a standard arrangement for businesses of this kind.<sup>14</sup> However, during his tenure as State Minister of Finance, Nor routinely sought to collect rents on public properties leased to private companies within the Adan Adde International Airport complex (see annex 4.2.1, strictly confidential).

4. Even though EABCO's contractual access to the plot expired on 10 February 2017, Nor told the SEMG that since the company had begun construction on the land prior to that date, it maintained rights to use the land in perpetuity.<sup>15</sup> However, this interpretation appears to contrast with the terms of the contract, which states in Article 7 that the duration of the patent can only be extended by authorization of the Ministry.

5. On 20 April 2017, Nor and Omar "Finnish" incorporated Jazeera Properties — a holding company for the construction of their forthcoming hotel — taking a 70 per cent and 30 per cent stake, respectively (see figure 3 for the Articles of Association of Jazeera Properties).

6. Despite not paying rent on the land himself, Nor has attempted to lease out a portion of the Jazeera plot to a third party, in contravention of article 8 of the 10 February 2013 contract with the Ministry of Public Works. The SEMG has reviewed August 2017 correspondence between Nor and the owner of an international private security contractor in Mogadishu, in which Nor offers for rent 24,000 square metres of the Jazeera plot adjacent to the UN Guard Unit.

<sup>13</sup> Ibid.

<sup>14</sup> Interview with Abdullahi Mohamed Nor via SMS, 10 August 2017.

<sup>15</sup> Ibid.

*Figure 3: Articles of Association for Jazeera Properties*

 <p><b>JAMHUURIYADDA SOMAALIYA</b></p> <p><b>Shirkadda Jazeera Properties</b></p> <p><b>(MEMORANDUM OF ASSOCIATION)</b></p> <p><b>SOMALIA</b></p>	 <p><b>SOMALIA</b></p> <p><b>SHIRKADDHA JAZEERA PROPERTIES</b></p> <p><b>(MEMORANDUM OF ASSOCIATION)</b></p> <p><b>SOMALIA</b></p>	 <p><b>SOMALIA</b></p> <p><b>SHIRKADDHA DHISMADA SHIRKADDHA (JAZEERA PROPERTIES)</b></p> <p><b>SOMALIA</b></p>
<b>SHIRKADDHA SHARRIDA</b>		
<b>SHIRKADDHA DHISMADA SHIRKADDHA (JAZEERA PROPERTIES)</b>		

*Figure 4: 10 February 2013 agreement between EABCO and the then-Ministry of Public Works, Ports, and Transport granting access to an 860 m x 400 m plot of public land.*

## *Conflict with the Benadir Regional Administration*

<sup>7</sup>. In a letter to the SEMG dated 18 August 2017, the FGS wrote

On 10 August the Prime Minister requested relevant ministries to provide information on the plot of land adjacent to Halane airport that is purportedly in the name of the former Minister of State for Finance Hon Abdullahi Mohamed Nur. The Mayor of Mogadishu has asked MP Abdullahi Mohamed Nur for the agreement and to cease construction. The MP has refused to cooperate and the Mayor has referred the matter to legal authorities.

8. Multiple officials within the Benadir Regional Administration (BRA) have told the SEMG that Nor has refused to produce documentation asserting his rights to the land. Furthermore, they have asserted that Nor has mobilized Somali National Army

(SNA) soldiers personally loyal to his family to defy the Government's order.<sup>16</sup> The SNA forces included those of Nor's brother, who commands troops in Jazeera district.<sup>17</sup>

9. Nor, for his part, has told the SEMG that the FGS has not supplied any legal justification for requesting him to cease construction on the Jazeera plot.<sup>18</sup> He has furthermore alleged that the BRA has attempted to use police and National Intelligence and Security Agency (NISA) personnel to unlawfully occupy the plot, albeit unsuccessfully.<sup>19</sup> Nor denied mobilizing SNA soldiers to enforce his claims to the land.<sup>20</sup>

#### **Kasram Trading Company Ltd.**

10. On 24 May 2017, Kasram Trading Company Ltd. signed an agreement with the FGS to supply rations to the SNA, a contract worth approximately \$10 million annually (see figure 7, below). The contract was countersigned by Liban Abdi Mohamud on behalf of Kasram.

11. The Articles of Association of Kasram indicate that Abdullahi Mohamed Nor owns a one-third stake in the company (see figure 5, below). However, when contacted by the SEMG, Nor claimed that he had no relationship with Kasram and that he was not interested in "such kind of business".<sup>21</sup> In a meeting with the SEMG in Nairobi on 14 September 2017, Nor again denied ownership in Kasram and claimed to be unfamiliar with Liban Mohamud.<sup>22</sup> He criticized the procurement process for the SNA rations contract as "uncompetitive" and stated that the Parliamentary Committee of Financial Oversight of Public Institutions — which Nor chairs — had found serious fault with the process.<sup>23</sup>

12. The bidding process for the SNA rations contract had indeed been fixed, in favour of Nor. Four companies took part in the bidding process for the SNA rations contract: Kasram, Sahal Enterprise Ltd., Fulcrum Company, and Wadajir Company (see figure 6, below, for the bidding document). The SEMG has determined, through examination of company documentation and correspondence, that both Sahal and Fulcrum, in addition to Kasram, are also part-owned by Nor. As of this writing the SEMG had been unable to determine the ownership of Wadajir Company.

---

<sup>16</sup> Interview with a senior BRA official, 18 September 2017, and a second BRA official, 6 September 2017, as well as a former FGS cabinet minister in Nairobi, 25 July 2017.

<sup>17</sup> Telephone with senior BRA official, 18 September 2017.

<sup>18</sup> Interview with Abdullahi Mohamed Nor in Nairobi, 14 September 2017.

<sup>19</sup> Ibid.

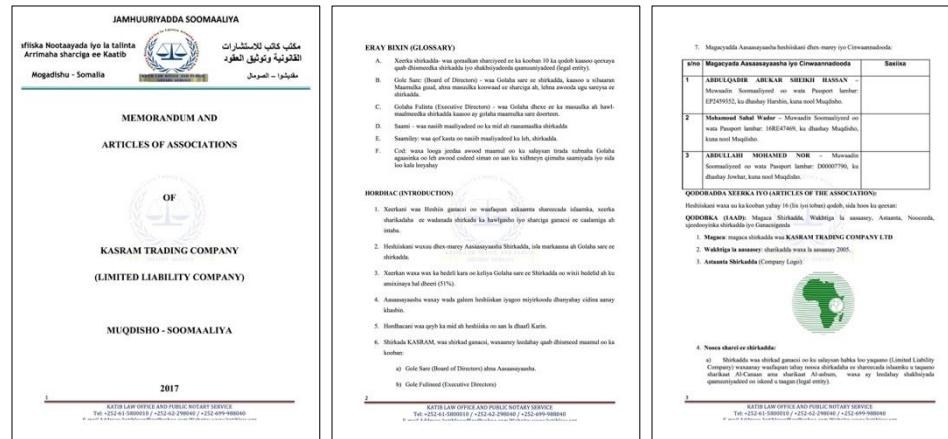
<sup>20</sup> Ibid.

<sup>21</sup> Interview with Abdullahi Mohamed Nor via SMS, 11 September 2017.

<sup>22</sup> Correspondence reviewed by the Monitoring Group demonstrated that Nor had been in contact with Mohamud on multiple occasions in September 2017.

<sup>23</sup> Interview with Abdullahi Mohamed Nor in Nairobi, 14 September 2017.

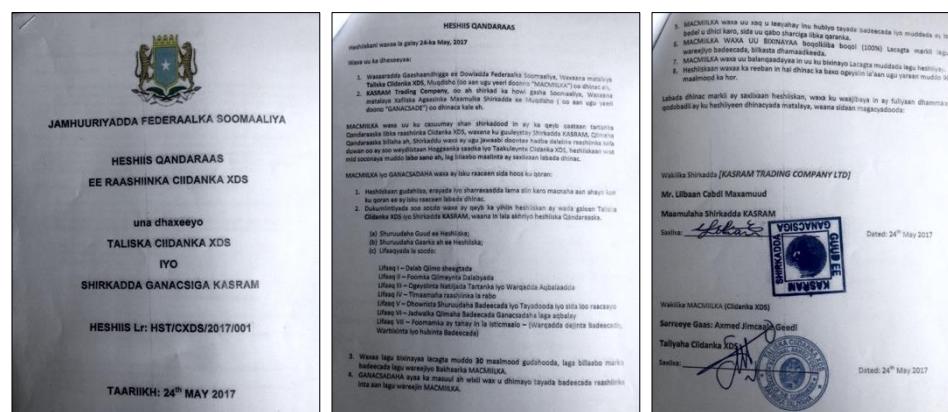
*Figure 5: Articles of Association for Kasram Trading Company Ltd.*



*Figure 6: Bidding results for SNA rations contract, dated 21 May 2017.*



*Figure 7: FGS contract with Kasram Trading Company Ltd. to supply SNA rations.*



**Annex 4.2.1: CADG Engineering Pte. (STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

### **Annex 5.1: Berbera port payoffs**

1. On 9 May 2016, representatives of Somaliland and the Emirate of Dubai signed a Memorandum of Understanding concerning the port of Berbera, Somaliland. According to the contract, Dubai Ports World FZE (DP World) would develop a free zone in Berbera, invest and develop the port, and support the Somaliland authorities in building a road from Berbera to the Ethiopian border.<sup>24</sup> A preliminary document defining the shareholders' agreement indicates that DP World would have a 65 per cent share and the Berbera Port Authority would have a 35 per cent share of the joint venture, while five out of seven members of the board would be appointed by DP World, thus giving the company effective control over decision-making within the joint venture.<sup>25</sup> Another preliminary document regarding the concession agreement stipulates that DP World will be required to pay a \$15 million concession fee to Somaliland.<sup>26</sup>

2. On 9 August 2016, the House of Representatives of Somaliland convened in Hargeisa. Seventy-three members were present, while nine members were absent for the session. The Chair informed the MPs that DP World had been chosen by the president of Somaliland to develop and manage the Port of Berbera. The MPs were also informed that DP World had already paid \$5 million as the first instalment of the \$15 million concession fee, routed through the Somaliland ambassador to the UAE, Basha Awil Omar, who is also the nephew of the president, to the Somaliland minister of finance, Zamzam Abdi Adan. It was further announced that all MPs supporting the joint venture would be paid \$15,000 each. In the ensuing vote, the motion was approved, with 69 votes in favour and four votes against. The members of Waddani, an opposition party, told the SEMG that they received their payoffs from Bashe Mohamed Farah, deputy speaker of the house of representatives of Somaliland.<sup>27</sup>

*Figure 1: Minister of finance of Somaliland, Zamzam Abdi Adan in the Bank of Somaliland with the \$5 million payment from DP World, 2 January 2017.*



<sup>24</sup> "Memorandum of Understanding: Between the United Arab Emirates Represented by the Government of Dubai and the Government of the Republic of Somaliland Represented by the foreign minister of Somaliland", 9 May 2016, copy on file with the Secretariat.

<sup>25</sup> "Term Sheet in respect of the Shareholders Agreement", undated, copy on file with the Secretariat.

<sup>26</sup> "Term Sheet in respect of the Concession Agreement", undated, copy on file with the Secretariat.

<sup>27</sup> Interviews with four Members of Somaliland Parliament, 27 February 2017 in Hargeisa, 22 March 2017 in Dubai, and 24-25 May 2017 in Hargeisa.

3. On 12 February 2017, the house of representatives and the *Guurti* (upper house), were assembled to discuss a UAE military base planned to be built in Berbera. The Chair of the *Guurti*, Suleiman Mahmud Adan, presided over the session. He informed the MPs present that the president of Somaliland was requesting their approval for the UAE military base. Prior to the vote, eight members of Waddani who had objected to the deal were physically removed from the parliament building by security guards. The ensuing vote was cast 144 in favour and two against. The MPs who voted in favour of the military base were paid \$10,000 each. Bashe Mohamed Farah again distributed payments to members of Waddani party.<sup>28</sup>

---

<sup>28</sup> Ibid.

### Annex 5.2: Fishing governance

Figure 1: Letter from the MFMR to Puntland.



Figure 2: Letter from the MFMR to Thailand.

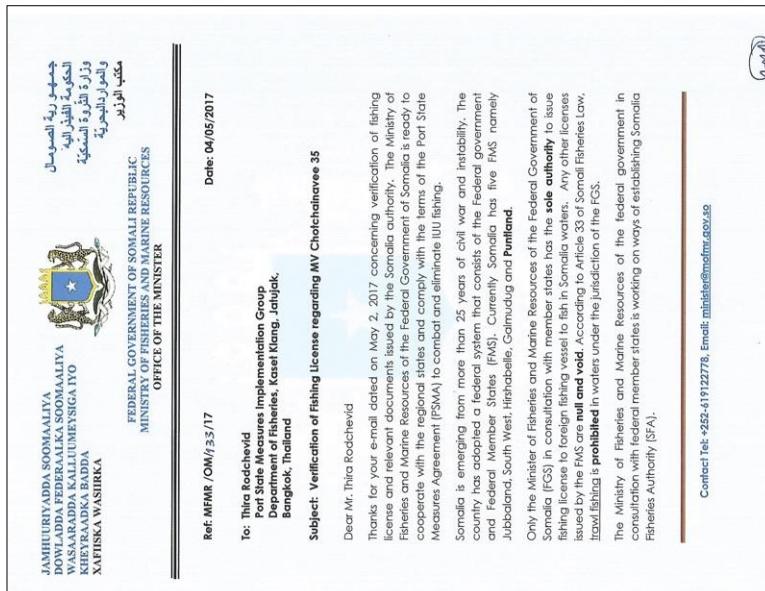


Figure 3: Puntland license for the fishing vessel Chotchainavee 35.

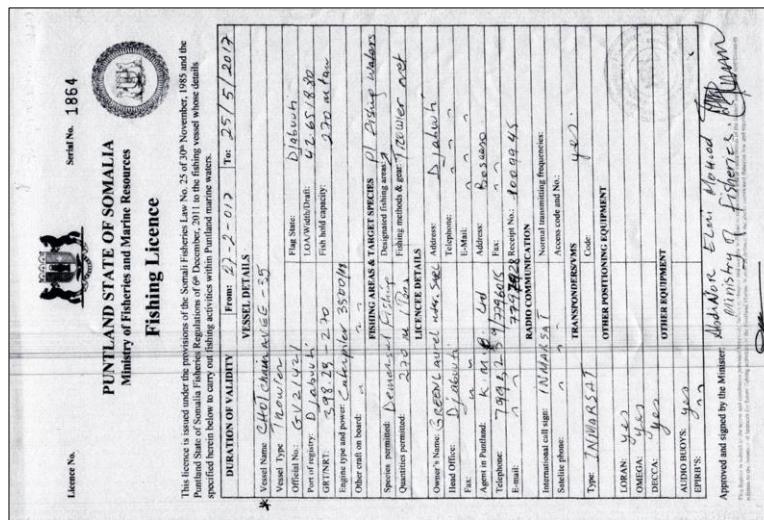
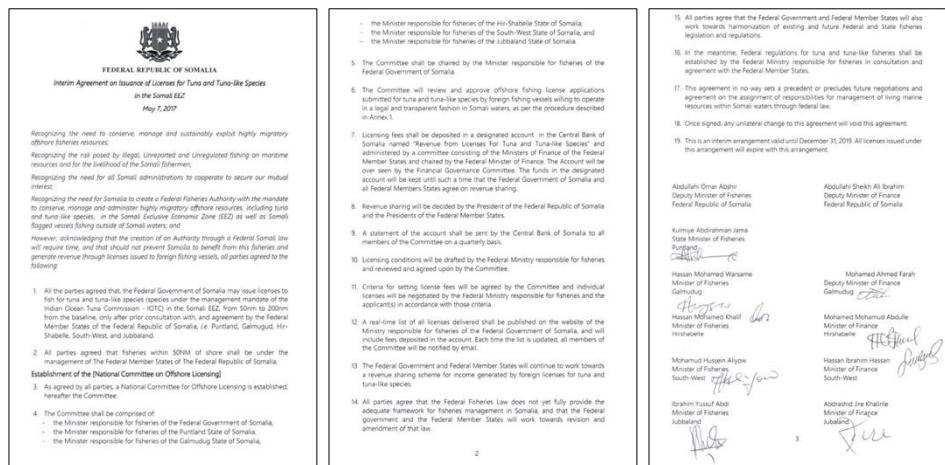


Figure 4: Interim Agreement on Tuna Licensing, dated 7 May 2017.



### **Annex 5.3: Oil governance**

#### **Resource sharing agreement**

1. As noted by the SEMG in its previous report (S/2016/919, para. 148), a resource sharing agreement among the FGS and federal member states should be implemented before any further oil contracts. In 2016, then Prime Minister Omar Abdirashid Ali Sharmanke signed an “Interim Petroleum Sharing Agreement” with the president of the Interim Galmudug Administration (IGA) and with the president of the Interim Southwest Administration (ISWA), but not with Puntland and the other interim administrations. Even though the terms of these agreements are identical, the risk of conflict over natural resources would be lower if resource sharing was negotiated collectively among the FGS and the regions rather than bi-laterally. Furthermore, any sector-specific resource sharing agreement among the FGS and federal member states should be made explicitly on an interim basis, subject to compatibility with an overall resource sharing framework derived through the constitutional review process. Important issues for the constitutional review process to clarify are not only the distribution of revenue among the FGS and federal member states, but also control over the resources (i.e. who has authority to agree contracts with companies). This currently remains subject to dispute as the FGS cites authority under the 2008 Petroleum Law, while Puntland and certain interim administrations cite authority under the 2012 Provisional Constitution.

#### **Model Production Sharing Agreement**

2. production sharing agreement (PSA), rather than a joint venture, has become the most common structure for contracts with oil companies. In a press release dated 28 December 2015, the MPMR announced that the law firm IMMMA Advocates, a member of the DLA Piper Africa Group based in Dar es Salam, Tanzania, had been engaged through the African Legal Support Facility of the African Development Bank to develop a model PSA. Mohamed Mukhtar Ibrahim, then Minister of Petroleum and Mineral Resources, stated, “It is only after finalizing this model along with other ongoing political and legal issues that Somalia will be able to enter into PSA agreements”.<sup>29</sup> An initial draft of the model PSA was sent to the Financial Governance Committee (FGC) for confidential review, and the FGC’s recommendations have been incorporated by the MPMR into a revised model PSA. The FGC further recommended that the model PSA should be the basis for any specific PSAs, which should then also be approved by the Interim National Procurement Board and the Cabinet.<sup>30</sup> However, it remains unclear when the model PSA itself will be formally approved.

#### **Petroleum Law**

3. The MPMR, with the assistance of two World Bank consultants, has revised and updated the 2008 Petroleum Law in the form of a draft 2017 Petroleum Law to be submitted to Parliament.<sup>31</sup> The draft states that income from petroleum will be

---

<sup>29</sup> Ministry of Petroleum and Mineral Resources, Press Release: The Federal Government of Somalia engages international legal counsel to support it in the development of a model Production Sharing Agreement, 28 December 2015.

<sup>30</sup> Financial Governance Committee, *Financial Governance Report*, March 2017.

<sup>31</sup> Federal Republic of Somalia, Ministry of Petroleum and Mineral Resources, Petroleum Law Draft 2017.

distributed in accordance with the Federal Constitution of Somalia (Article 4), although the constitution has yet to be adopted. The text articulates the role of MPMR and establishes and outlines the functions of the Somali Petroleum Authority (SPA) (Articles 11-13). The draft 2017 Petroleum Law defers establishment of the Somali National Oil Company (SONOC) to another subsequent law (Article 14). It establishes a Petroleum Registry, including a provision allowing for public access to information (Article 16). The draft 2017 Petroleum Law further includes transparency-related content regarding public access to SPA information and obligations to disclose and publish payments, including those made by SONOC (Articles 38-39). The proposed legislation also stipulates that contracts with the Somali Democratic Republic up to 30 December 1990 can be converted into PSAs within a timeframe of one year from the law coming into force (Article 44). At the time of writing, it remains unclear when the draft 2017 Petroleum Law will be submitted to the Parliament for consideration.

### **Registry of concessions**

4. The MPMR does not have complete, comprehensive information regarding existing concessions. Compiling a central registry of concessions has been a priority of the MPMR, but little progress has been made (S/2016/919, para. 84). The MPMR dispatched letters to oil companies during the previous mandate, with an uneven response rate. According to a letter from the MPMR to the SEMG dated 18 August 2017, some companies have terminated their *force majeure* claims, while others have not replied to the MPMR. One obstacle remains incomplete MPMR records regarding the pre-1991 *force majeure* claims. Another obstacle is a lack of transparency and MPMR access to information regarding oil contracts that have been agreed by Somaliland and Puntland. According to the MPMR, there are seven oil companies operating in Somaliland and Puntland without the consent of the FGS.<sup>32</sup> Meanwhile, there remains a need for a central registry of concessions, as stipulated in Article 16 of the draft 2017 Petroleum Bill. Among other functions, this could help mitigate against situations arising where there are conflicting claims made by different oil companies — backed by different political entities — which pose a risk of armed conflict.

### **Public Financial Management**

5. Ineffective management of natural resource revenue would increase the risk of misappropriation of public finances and impede much needed economic development. The FGC has recommended that a section on natural resource revenue management be included in the Public Financial Management Bill. Among other points, this section could include: creating dedicated sub-accounts under the Treasury Single Account at the Central Bank of Somalia (CBS) for each type of natural resource; a requirement for the FGS and federal member states to reach agreement on natural resource revenue sharing; transparency for the dedicated sub-accounts, including annual reporting by the Minister of Finance; drawdowns from the dedicated sub-accounts requiring inclusion in the Federal Budget and parliamentary appropriation; with the agreement with federal member states, fiscal rules establishing an annual proportion of natural resource revenue that must be saved; and federal member state approval for how natural resource revenue savings would be subsequently invested and expended.<sup>33</sup> In a

---

<sup>32</sup> Letter from the MPMR to the SEMG, 18 August 2017.

<sup>33</sup> Financial Governance Committee, “FGC Advisory Note: strengthening the draft Public Financial Management Bill, May 2017”.

16 June 2017 letter to the Managing Director of the International Monetary Fund, the Minister of Finance, Abdirahman Duale Beileh, and the Governor of the CBS, Bashir Issa Ali, committed to including within the Public Financial Management bill a clause establishing principles for natural resource revenue management.<sup>34</sup>

### **Ministry of Petroleum and Mineral Resources**

6. Both the 2008 Petroleum Law and the draft 2017 Petroleum Law correctly differentiate the policymaking functions of the MPMR from the operational functions of the Somali Petroleum Authority (SPA), which include responsibility for granting and regulating concessions. In the absence of an established and functional SPA, the MPMR has gone beyond its role as a political entity tasked with establishing Government policy to also the *de facto* technical role of negotiating and implementing agreements. However, by its own admission, the MPMR is ill-equipped for the task of negotiating oil contracts. In response to a letter from the SEMG received 26 August 2016, the MPMR acknowledged the need for further technical capacity to engage in negotiations, including a petroleum economist, contract negotiator, and an accountant. To the knowledge of the SEMG, these gaps in the MPMR's technical capacity have not yet been addressed. Furthermore, in May 2017 the MPMR declined to renew the contracts of two World Bank consultants, who had been instrumental to updating the 2008 Petroleum Law and revising the model PSA.

### **Somali Petroleum Authority**

7. Although the 2008 Petroleum Law provides for the establishment of a Somali Petroleum Authority (SPA), in practice this regulatory body for the oil industry does not yet exist. The draft 2017 Petroleum Law proposes an SPA comprised of nine members, with three members appointed by the FGS and the other six appointed by federal member states (Article 13). However, until passage of the 2017 Petroleum Law and "when the Federal Government of Somalia determines that the SPA has the capacity to carry out its mandate", the MPMR will continue to assume the responsibilities and powers of the SPA.<sup>35</sup> The MPMR's gaps in capacity for negotiation of oil contracts raise reasonable questions regarding its capacity for implementation of oil contracts, which would require meeting an even higher technical threshold for tasks that are more appropriately assumed by a regulatory authority. Moreover, the assumption of regulatory functions by a political institution, the MPMR, increases the risk of conflicts of interest and associated contention within the oil sector.

### **Somali National Oil Company**

8. Technically, the 2008 Petroleum Law established a national oil company, referred to as Somali Petroleum Corporation, but for all practical purposes it has existed in name only. The draft 2017 Petroleum Law, intended to supersede the 2008 Petroleum Law, defers establishment of the Somali National Oil Company (SONOC) as a commercial entity owned by the Federal Republic of Somalia to participate in oil operations (Article 14). SONOC would be entitled to participate in PSAs up to a 20 per cent share, while federal member state-owned contractors would be entitled to

---

<sup>34</sup> International Monetary Fund, *Somalia: second and final review under the staff-monitored program and request for a new staff monitored program*, 22 June 2017.

<sup>35</sup> Letter from the MPMR to the SEMG, 18 August 2017.

---

participate in PSAs up to a 10 per cent share (Article 29).<sup>36</sup> However, Somalia would be unable to fully realize the economic benefits of commercial participation within the country's oil sector should the MPMR conclude new oil deals prior to the establishment of a functional national oil company.

---

<sup>36</sup> This is consistent with the terms in the model PSA (Article 16 and Schedule 3).

#### **Annex 5.4: Strategic Natural Resource Management & Consultants Inc.**

1. On 8 August 2017, the Monitoring Group wrote to the Federal Government of Somalia (FGS), including the Ministry of Petroleum and Mineral Resources (MPMR), requesting clarification regarding certain withdrawals by the MPMR from the Central Bank of Somalia (CBS). The CBS accounts reflect withdrawals by the MPMR of \$135,000 on 6 September 2016, \$135,000 on 28 September 2016, \$90,000 on 26 December 2016, and \$30,000 on 13 February 2017, with the descriptions listed as either “Strategic Natural Resource Management” or “Strategic Natural Resource”. The SEMG specifically requested information regarding which individual at the MPMR was responsible for the withdrawal of a total of \$390,000 from the CBS and for what purpose these funds had been applied.

2. The FGS replied with a letter from the MPMR dated 16 August 2017, stating that the expenditure of \$390,000 had been authorized by the previous Minister of Petroleum and Mineral Resources, Mohamed Mukhtar Ibrahim, for a study of the Somalia oil sector by Strategic Natural Resource Management & Consultants Inc. (SNRM). However, the attachments regarding the agreement between the MPMR and SNRM and the withdrawals from the CBS were missing. In a letter dated 23 August 2017, the SEMG requested a copy of the agreement between the MPMR and SNRM, a copy of the report produced by SNRM, and clarification regarding which individual was responsible for the withdrawals from the CBS. On 5 September 2017, the FGS replied, transmitting a copy of the report by SNRM, invoices from SNRM (see figure 1), and payment authorizations by the MPMR (see figure 2), but stating that the MPMR was not able to locate a copy of the agreement with SNRM.

3. The Monitoring Group is unaware of any public tendering process having been conducted by the MPMR for the award of a contract for \$390,000 to SNRM, and as such the SEMG remains unable to determine the basis on which SNRM was selected. To put the contract in perspective, it represents an expenditure equivalent to more than half of the annual budget of the MPMR.<sup>37</sup> The SEMG has been unable to verify the identity of Abdirahman Hussein, who is named within the report and on a payment authorization from the MPMR as the Director of SNRM. Likewise, the SEMG remains unable to confirm any details regarding SNRM. Raising further doubts regarding the author of the report, the back cover indicates a different name, Somali Centre for Natural Resource Management, which also does not have an online presence and is similarly unknown to experts on the Somalia oil sector. At the time of writing, a request from the SEMG to Trust African Bank in Mogadishu regarding identification of the individual beneficiary of SNRM’s account remained pending.

4. In addition to the qualifications of the report’s author and the process of its production remaining ambiguous, the quality of the report does not correlate with the MPMR’s high expenditure. According to a former World Bank consultant, the report represents an “unnecessary and voluminous re-hash of previously existing data sources that draws no new, precise or useful conclusions, and comes at a seemingly high cost to a tightly constrained Ministry budget”.<sup>38</sup>

---

<sup>37</sup> The authorized budget for the MPMR in 2016 was \$680,000.

<sup>38</sup> Email from a former World Bank consultant, 16 September 2017.

Figure 1: invoice from Strategic Natural Resource Management & Consultants Inc.

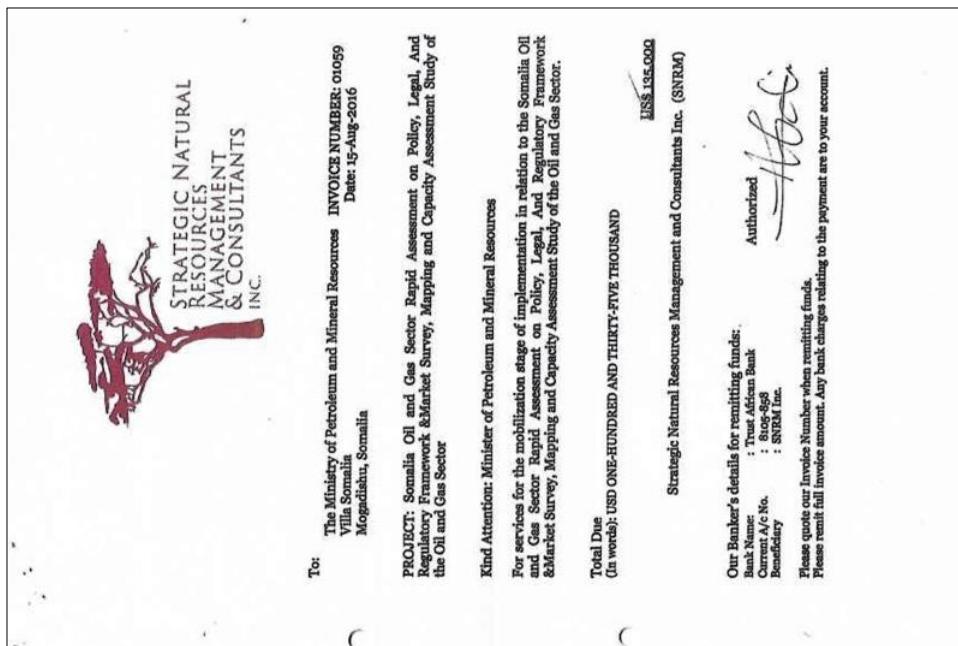
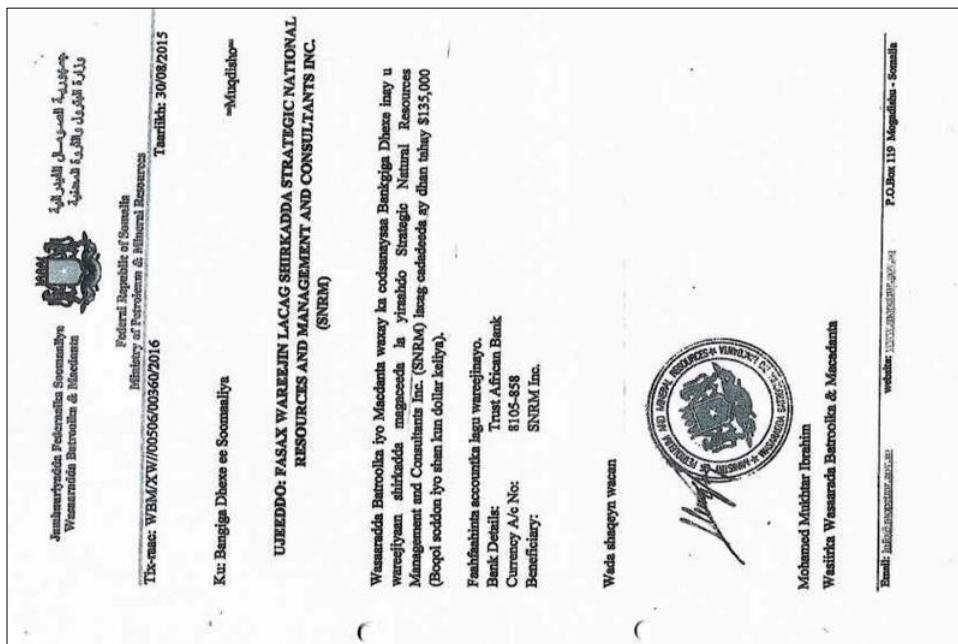


Figure 2: authorization for payment by Ministry of Petroleum and Mineral Resources



**Annex 6.1: The Abdi Karim Salah Mohamed a.k.a. Aw Koombe network and the hijacking of the *Aris 13* (STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

### **Annex 7.1: Puntland arms smuggling networks**

1. In its 2016 report (S/2016/919, annex 8.10) the Monitoring Group detailed a network of Puntland-based arms smugglers and illegal fishing agents, many of whom belong to what the Group has referred to as the Qandala-Hafun network. During the present mandate, the SEMG has confirmed that many of these individuals remain active; a list of these individuals is presented below.
2. Active members of the Qandala-Hafun network referred to in S/2016/919:
  - (a) Mahad Isse Aden “Laboballe” (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (b) Said Gul Ismail (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (c) Isse Mohamoud Yusuf “Yullux” (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (d) Mohamed Mire Ali Yusuf “Soodareeri” (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (e) Abdirisak Ali Said Hussein “Shahdon” a.k.a. Shahdon Ali Yare (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (f) Mohamed Abdi Muse (Majeerteen/Osman Mohamud)
  - (g) Abdimalik Mohamed Abdi Muse
  - (h) Abdilatif Yusuf Barre (Deshishe)
  - (i) Abdifatah Hayir (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (j) Hussein Said Yusuf
  - (k) Liban Yusuf Mohamed a.k.a. Liban Dheere (Majeerteen/Ali Salebaan)
  - (l) Mohamed Hussein Said Yusuf
  - (m) Faiso Said Hasan Ismail
3. Individuals identified during the current mandate:
  - (a) Abdi Mohamed Omar “Dhofaye”: Associate of Mahad Isse Aden “Laboballe” and a known arms supplier to the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) faction in Puntland’s Bari region;
  - (b) Buruj Mohamed Ali Farah (Majeerteen/Ali Salebaan/Ismail Ali): skiff operator, associate of Abdi Mohamed Omar “Dhofaye” and Mahad Isse Aden “Laboballe” and known ISIL arms supplier;
  - (c) Mohamud Mohamed Ali a.k.a. “Gaagale” (Majeerteen/Isse Mohamud): a police officer and arms broker based in Garowe; owner of Gaagale Company;
  - (d) Abshir Mohamed Barre (Darod/Jambeel): arms supplier on for the Puntland administration; affiliated with Bosaso-based auto parts dealer Bahaya Spare Parts;
  - (e) Ahmed Isse Yusuf Mahamud (Majeerteen/Ali Salebaan): son of Isse Mohamoud Yusuf “Yullux”.

Figure 1: Phone network analysis of Puntland arms smugglers, October 2016-June 2017.<sup>1</sup>

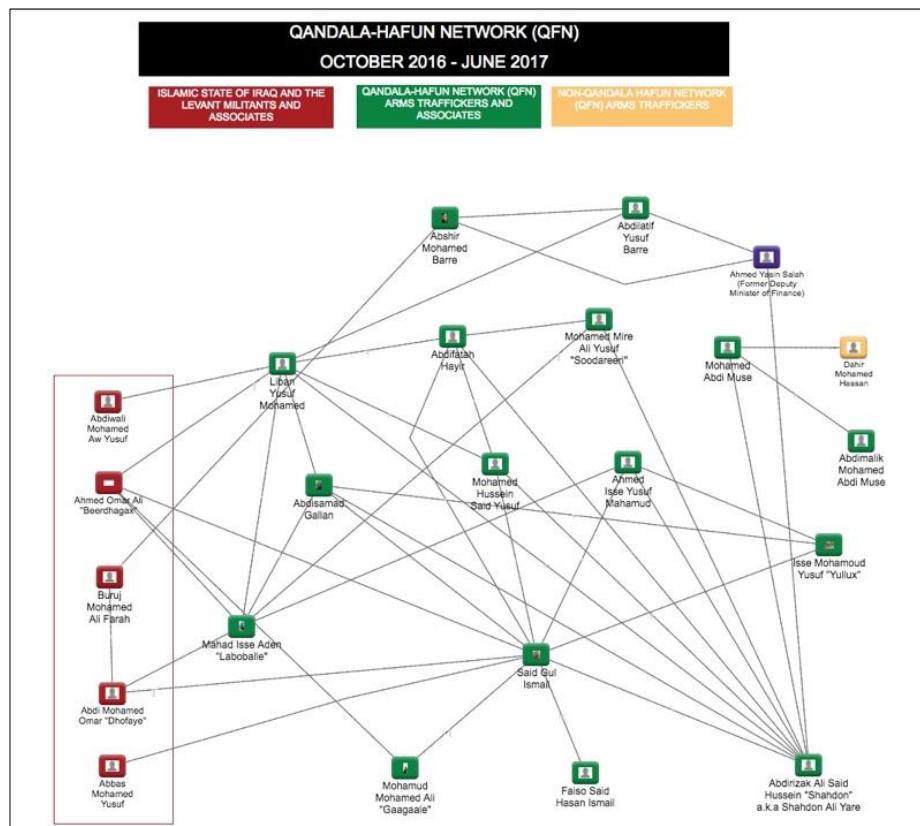


Figure 2: Said Gul Ismail in Qandala, 6 March 2017.



<sup>1</sup> The Monitoring Group is grateful to the Center for Advanced Defence Studies (C4ADS) in Washington DC for its assistance in conducting network analysis on Puntland arms smugglers.

### **Abshir Mohamed Barre and Bahaya Spare Parts**

4. The SEMG is aware of multiple small arms shipments from Yemen brokered by Abshir Mohamed Barre in October and November 2016 on behalf of the Puntland administration, in partnership with Ahmed Yasin Salah, the former Puntland Deputy Minister of Finance.<sup>2</sup> The reason for the surge of arms shipments at that time was to replenish stocks depleted during the fighting between Puntland and Galmudug forces in Galkayo, which reached its highest intensity from 7 October to 1 November 2016 (see annex 3.1). One of these shipments took place on 25 October, and Barre met with senior Puntland officials in Bosaso to organize delivery and receive payment.<sup>3</sup>

5. On the night of 29 November — when members of the SEMG were on mission in Bosaso — Barre was arrested in Marero, an illicit smuggling point roughly 15 km east of Bosaso, in connection with a small shipment of ammunition and PKMs that had arrived the same night. However, Puntland authorities released Barre shortly thereafter, apparently because they discovered that shipment was destined for the Puntland government.<sup>4</sup> An SEMG request to Bosaso port police to inspect the seized weapons shipment was denied on the grounds that the investigation was ongoing.

6. Barre's mobile phone activity corroborates his involvement in arms smuggling over this period. Between late October and mid-November 2016, Barre exchanged 179 calls with a phone number belonging to a Yemeni arms dealer, who is also an associate of prominent Puntland arms smuggler Abdi Mohamed Omar "Dhofaye" (see "Case study: the *Fatah Al Khayr* and ISIL arms procurement", below).

#### *Bahaya Spare Parts*

7. Barre is affiliated with the company Bahaya Spare Parts, a major supplier of automotive spare parts in Puntland, with at least three locations in Bosaso and additional branches in Garowe and Galkayo (see figure 4, below, for a photograph of the flagship store in Bosaso). Bahaya is owned by a parent company based in Dubai, Bahaya General Trading Co. LLC, of which Barre's father and brother, Ahmed Mohamed Barre and Mahamoud Mohamed Barre, are part owners (see figure 5).

8. Figure 3, below, displays the mobile phone activity for Abshir Mohamed Barre from December 2016 to June 2017. Over that period, Barre had numerous contacts with his arms trafficking partner, Ahmed Yasin Salah, the former Puntland deputy minister of finance. Barre's link chart also shows contacts with other known arms smugglers, including Buruj Mohamed Ali Farah and Said Yusuf Timowayne Mohamed a.k.a. Said Atto (see "Case study: the *Fatah Al Khayr* and ISIL arms procurement", below), as well as another reputed arms dealer, Mohamed Bayre (Darod/Harti/Deshishe). Barre also shows contacts with three members of the Qandala-Hafun arms smuggling network: Abdilatif Yusuf Barre, Said Gul Ismail, and Abdifatah Hayir (see S/2016/919, annex 8.10).

---

<sup>2</sup> Salah served as the Deputy Minister of Finance from February 2014 until May 2017, when he was removed from his post by Puntland president Abdiweli Mohamed Ali "Gass".

<sup>3</sup> Interviews with Puntland intelligence officer, a former Puntland minister, and a UN security source, 28-30 November 2016.

<sup>4</sup> Information provided by a Puntland intelligence officer, a former Puntland minister, and two UN security sources, 29 and 30 November 2016.

*Figure 3: Phone network analysis of Abshir Mohamed Barre, December 2016-June 2017.*

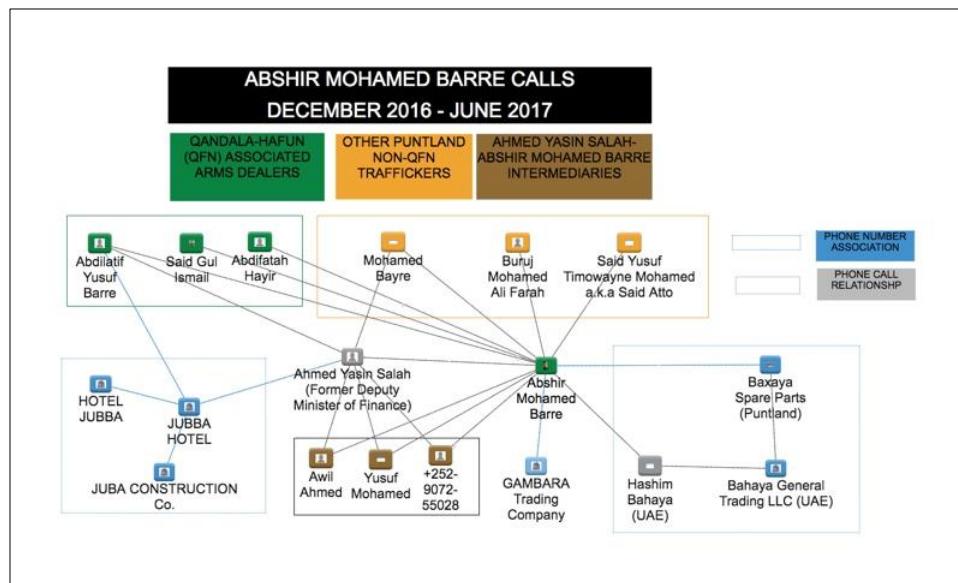


Figure 4: Bahaya Spare Parts flagship store in Bosaso, 8 March 2017.



Figure 5: Ownership of Bahaya General Trading, Dubai, the parent company of Bahaya Spare Parts.

SHAREHOLDERS		OPERATION		UNITED ARAB EMIRATES (THE) COUNTRY REPORT SOCIO ECONOMIC AND POLITICAL OVERVIEW	
Name	Mr. Ahmed Mohammed Barry [CRIS No AEP44623090] Somali	%	Activities Details General Trading	Total: 100.00%	The United Arab Emirates UAE is a federation of seven emirates (equivalent to principalities) each governed by a hereditary prince (emir) and all choose one from among them to be the president of the federation. The constituent emirates are Abu Dhabi (capital), Ajman, Dubai, Fujairah, Ras al-Khaimah, Sharjah, and Umm al-
Nationality		15.00 %	Standard	UK SIC 2003	
Name	Mr. Mahmoud Mohammed Barri [CRIS No AEP44879828] Ethiopian	20.00 %	Activity	[51.9] - General dealer (wholesale) (Primary)	
Nationality					
Name	Mr. Aslam Mahmoud Abdulllah Mohammed Marzouqi [CRIS No AEP24459221] UAE National	51.00 %			
Nationality					
Name	Mr. Hashem Mahmoud Mohammed [CRIS No AEP44749691] Ethiopian	14.00 %			
Nationality					
					Cedar Rose Int. Services Ltd. P.O. Box 50751, 3699 Limassol, Cyprus
					3 / 5

### **Case study: the *Fatah Al Khayr* and ISIL arms procurement**

9. On 28 April 2017, the Somali-registered general cargo dhow *Fatah Al Khayr* arrived at Bosaso port from Mukalla, Yemen, carrying a cargo of illicit pistols. Prior to arriving at port, the vessel had been interdicted at position 11° 26N, 049° 32E — approximately 1 km from the Somali coast — by the USS *Hué City*, which subsequently conducted a routine flag verification boarding. However, no contraband was discovered (see figure 8, below).<sup>5</sup>

10. On 30 April, the intended recipient of the arms shipment, Abdi Hassan Ali, arrived to collect it, leading the Puntland port police to initiate a full search of the vessel.<sup>6</sup> Police subsequently discovered 16 illicit pistols and 2,030 rounds of 7.62x25 mm pistol ammunition concealed in cartons of dates and bags of rice.<sup>7</sup>

11. A subsequent investigation by the SEMG found that the material discovered at Bosaso port was only one part of a larger arms shipment that had been loaded by skiffs in Shabwa Governorate, Yemen, and subsequently transported to the towns of Mudiye and Habo on Puntland's north-east coast. A component of that shipment — which included AK-pattern rifles and PK machine guns — was subsequently delivered to the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) faction near the town of Unuun in Bari region sometime between 1 and 3 May 2017.

12. The arms shipment was supplied by Yemeni national Khaled Ahmed Ahmed Al-Sand (see figure 6, below, for Ahmed's passport image) and his partner Farah Ismail Ali, a Somali national living in Yemen. On the Somalia side, the shipment was brokered by known arms dealers belonging to the Qandala-Hafun network: Abdi Mohamed Omar "Dhofaye" (Majeerteen/Ali Salebaan/Ismail Ali) and Mahad Isse Aden "Laboballe" (Majeerteen/Ali Salebaan).<sup>8</sup> Buruj Mohamed Ali Farah (Majeerteen/Ali Salebaan/Ismail Ali), a subordinate of "Dhofaye", subsequently transported the shipment by skiff from Mukalla to the Puntland coast.

---

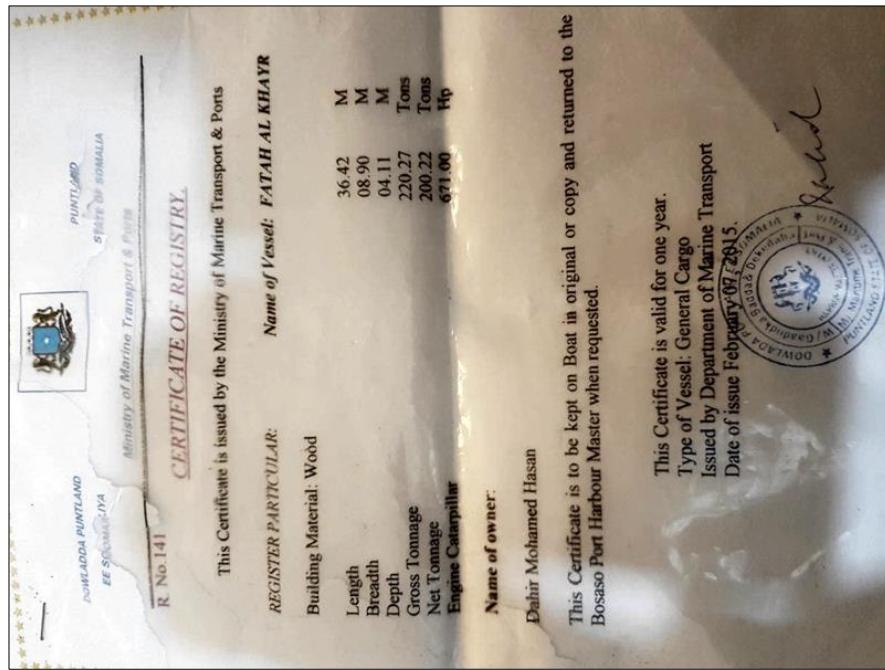
<sup>5</sup> Details of the boarding were provided to the SEMG by the Combined Maritime Forces (CMF) on 29 August 2017. Additionally, Abdimajid Samatar, Director General of the Puntland Ministry of Ports and Marine Transport, reported that Puntland authorities had been tipped off about the potential arms shipment by information provided by US naval forces. Interview with Abdimajid Samatar in Bosaso, 5 June 2017.

<sup>6</sup> Interview with a senior port police officer in Bosaso, 6 June 2017.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> See S/2016/919 annex 8.10 for a description of the Qandala-Hafun network and its prominent members.

Figure 1: Certificate of registration for the dhow Fatah Al Khayr.



#### Approximate timeline of the *Fatah Al Khayr* shipment

**1-7 April:** The *Fatah Al Khayr* arrives in Mukalla port, Yemen. It offloads a cargo of livestock and takes on foodstuffs for the return journey to Somalia.

**7-9 April:** A skiff piloted by Buruj Mohamed Ali Farah travels from Shabwa governorate at Mukalla with a cargo of pistols supplied by Yemen-based Somali arms dealer Farah Ismail Ali. Buruj Farah subsequently rendezvouses with the *Fatah Al Khayr* and transfers the pistols. Farah then returns to Yemen to load heavier weapons, including AK-pattern rifles and PKMs, destined for the ISIL faction, along with a second skiff piloted by an unknown individual.

**21 April:** The skiff piloted by Buruj Farah arrives in Mudiye, while the second skiff arrives at Habo.

**28 April:** The *Fatah Al Khayr* is boarded and searched by the USS *Hué City* while en route from Yemen to Somalia, but no contraband is discovered. The same day, the *Fatah Al Khayr* docks in Bosaso port with a legitimate cargo of foodstuffs plus 16 illicit pistols and 2,030 rounds of pistol ammunition destined for sale on the Bosaso black market.

**30 April:** Abdi Hassan Ali attempts to retrieve the consignment of pistols from the *Fatah Al Khayr* but is arrested by Puntland port police and subsequently transferred to Bosaso Central Prison.

**1-3 May:** From Mudiye, the bulk of the arms consignment is transported inland to the village of Unuun ( $11^{\circ}10'40''$ ,  $50^{\circ}25'58''$ ), approximately 50 km south, where it is received by ISIL militants.

13. The *Fatah Al Khayr* presents an illustrative case study of the modalities of a typical arms smuggling operation from Yemen to northern Somalia, which tend to involve small shipments but occur frequently, perhaps as often as several times per month. Phone record analysis of the relevant subjects indicate that the two components of the shipment — the 16 pistols seized at Bosaso port and the ISIL consignment — were brokered by distinct smuggling networks; consequently, the two cases are treated as distinct below.

#### **The Bosaso pistol shipment**

14. When the SEMG requested to inspect the captured weaponry on 6 June 2017 in Bosaso, the port police informed the Group that the material had been transferred to Garowe and was therefore unavailable.

15. Abdi Hassan Ali, who was arrested attempting to retrieve the shipment, claimed to represent a consortium of livestock traders who had agreed to exchange their livestock transported aboard the *Fatah Al Khayr* (at a value of approximately \$22,000) for pistols in Yemen.<sup>9</sup> According to Ali, the pistols were intended to be sold at an illicit market in Bosaso operated by Said Yusuf Timowayne Mohamed a.k.a. Said Atto, a claim corroborated by an analysis of phone records (see figure 7, below). Bosaso port police reported that they had captured 16 pistols; however, Ali told the SEMG that the consignment had originally consisted of 22 pistols. Ali's account is consistent with the \$22,000 he claimed the consortium had paid for the pistols.<sup>10</sup>

16. The *Fatah Al Khayr* is owned by Bosaso-based businessman Dahir Mohamed Hassan and captained by Mohamed Hassan Isaq Osman. Dahir Hassan claimed to have had no knowledge of the smuggling activities of his vessel or captain.<sup>11</sup> However, phone records show that preceding and during the smuggling run Hassan was in frequent contact with Abdi Mohamed Omar "Dhofaye", one of two brokers of the ISIL component of the *Fatah Al Khayr* arms shipment. Notwithstanding, the SEMG does not currently assess that Hassan was directly involved in procuring the ISIL shipment.

*Figure 2: Pistols, packaged in plastic, seized by Puntland port police from the Fatah Al Khayr on 30 April 2017.*



<sup>9</sup> Interview with Abdi Hassan Ali in Bosaso Central Prison, 6 June 2017.

<sup>10</sup> The pistols would have sold for approximately \$1,500 each on the Puntland black market, meaning that the consortium and its partners could have expected to earn a profit of roughly \$11,000 on the deal.

<sup>11</sup> Interview with Dahir Mohamed Hassan in Bosaso, 7 June 2017.

17. The pistol seizure consisted of what appear to be 14 NP-42 pistols, as well as two Type 59 copies of the Russian-model Makarov pistols, which can be identified by their brown handgrips. The NP-42s sell for approximately \$1,400 in the illicit arms markets in Bosaso; the Makarovs copies, between \$1,200 and \$1,300.<sup>12</sup> On 3 July 2017, the SEMG sent a tracing request to the relevant Member State for one of the Type 59 pistols seized from the *Fatah Al Khayr* (serial number D07741), but did not receive a reply.

18. Bosaso port police also claimed they seized 29 cardboard boxes of pistol ammunition, containing a total of 2,030 rounds of 7.62x25 mm ammunition.<sup>13</sup> The Monitoring Group identified the markings on the ammunition boxes as Pobjeda Gorazde ammunition plant in Bosnia and Herzegovina, the former Yugoslavia, produced in 1957.

*Figure 3: 1 of the 29 ammunition boxes seized off the Fatah Al Khayr by Bosaso port police on 30 April 2017.*<sup>14</sup>



*Figure 4: 7.62x25 mm round manufactured at Kilmovsk – 711 factory in the former Soviet Union.*



<sup>12</sup> Interview with a senior port police official in Bosaso, 6 June 2017, and a journalist with access to arms markets in Puntland, 8 August 2017.

<sup>13</sup> Interview with a senior port police official in Bosaso, 6 June 2017.

<sup>14</sup> The SEMG photographed sample rounds of ammunition from both boxes, and established that they were manufactured in the former Soviet Union.

Figure 5: 7.62x25 mm round manufactured at Kouskovo – 304 factory in the former Soviet Union.



19. However, the fact that this the ammunition contained in the boxes did not match the packaging, as well as the considerable age of the ammunition, make these munitions particularly difficult to trace.

#### The ISIL arms shipment

20. Following the delivery of pistols to the *Fatah Al Khayr*, Buruj Farah returned to Shabwa with his skiff and loaded additional arms, predominantly consisting of AK-pattern rifles and PKMs supplied by Yemeni national Khaled Ahmed Ahmed Al-Sand (see figure 6, below, for a redacted copy of Ahmed's passport) and his Somali partner Farah Ismail Ali.<sup>15</sup> On 21 April, Farah arrived with the shipment at Mudiye on Puntland's north-east coast; a second skiff, piloted by an unknown individual, proceeded to Habo with an additional consignment of arms. From 1-3 May, part of the consignment was transported inland from Mudiye to the village of Unuun, where ISIL militants took possession. The remainder of the consignment was brought to Bosaso, to the storehouse of Mahad Isse Aden "Laboballe" a prominent Bosaso-based arms dealer who was named in the SEMG's 2016 report as one of two brokers responsible for a shipment into the Qandala area on 2 May 2016 (see S/2016/919, annex 8.10).

21. Phone network analysis and cell tower location data corroborate the involvement of the triad of "Laboballe", Abdi Mohamed Omar "Dhofaye" and Buruj Farah in the shipment. For instance, cell phone activity for Buruj Farah ceases from 9 to 14 April and again from 16 to 30 April, consistent with him being at sea for prolonged periods during the month.

<sup>15</sup> Information on the *Fatah Al Khayr* consignment was provided by a former Puntland intelligence officer, 9 May 2017, and corroborated by the SEMG through phone network analysis.

Figure 6: Redacted passport image of Khaled Ahmed Ahmed Al-Sand, the Shabwa-based supplier of the arms delivered to the ISIL faction.



22. It is not known what amount, if any, the ISIL faction paid for the shipment. One possibility is that the ISIL leadership demanded a percentage of the shipment in exchange for allowing it free passage. This scenario would be consistent with the Monitoring Group's assessment that the recapture of Qandala by Puntland forces in December 2016 has pushed the arms trade further east, necessitating that arms smugglers conduct their trade through territory controlled, at least partially, by the ISIL faction.

23. Figure 7, below, presents a network chart of the mobile phone activity in April 2017 for the key individuals involved in the *Fatah Al Khayr* arms smuggling operation. Over this period, Abdi Hassan Ali was in frequent contact with Said Yusuf Timowayne Mohamed a.k.a. Said Atto, supporting Ali's claim that Said Atto was the intended reseller of the pistols smuggled into Bosaso on board the *Fatah Al Khayr*. Said Atto is also shown to be in contact with Ahmed Omar Ali, who has been identified as an arms dealer potentially affiliated with the ISIL faction.<sup>16</sup>

24. Abdi Mohamed Omar "Dhofaye" is also shown to be in frequent phone contact with both Buruj Mohamed Ali Farah and Mahad Isse Aden "Laboballe" in April, corroborating their central role in importing the arms shipment.

<sup>16</sup> Information supplied by a former intelligence officer in Puntland. While the SEMG has not confirmed Ahmed Omar Ali's involvement in any illicit arms shipment, his phone activity strongly demonstrates that he is a member of Puntland arms smuggling networks.

Figure 7: Phone network chart of the key individuals in the Fatah Al Khayr arms smuggling operation, April 2017.<sup>17</sup>

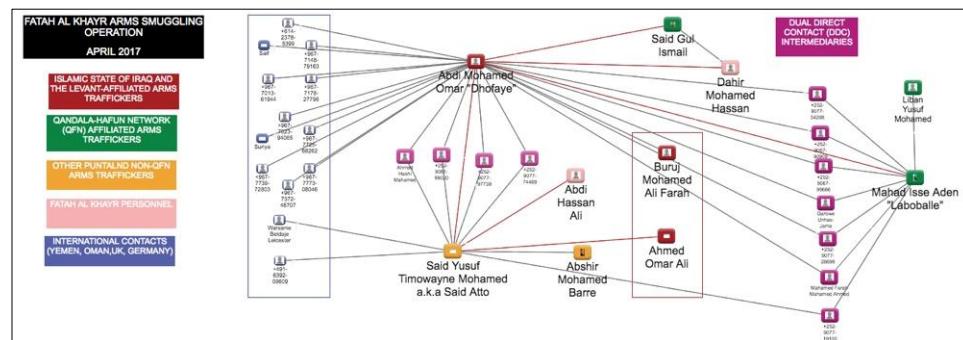
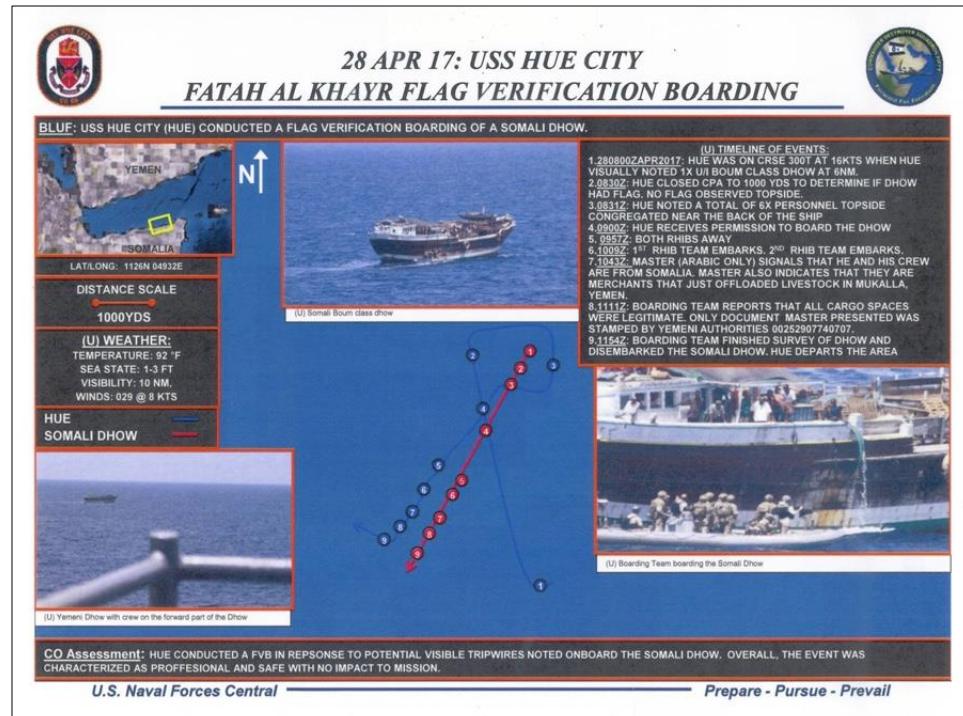


Figure 8: Storyboard of the flag verification boarding of the Fatah Al Khayr by the USS Hué City on 28 April 2017.

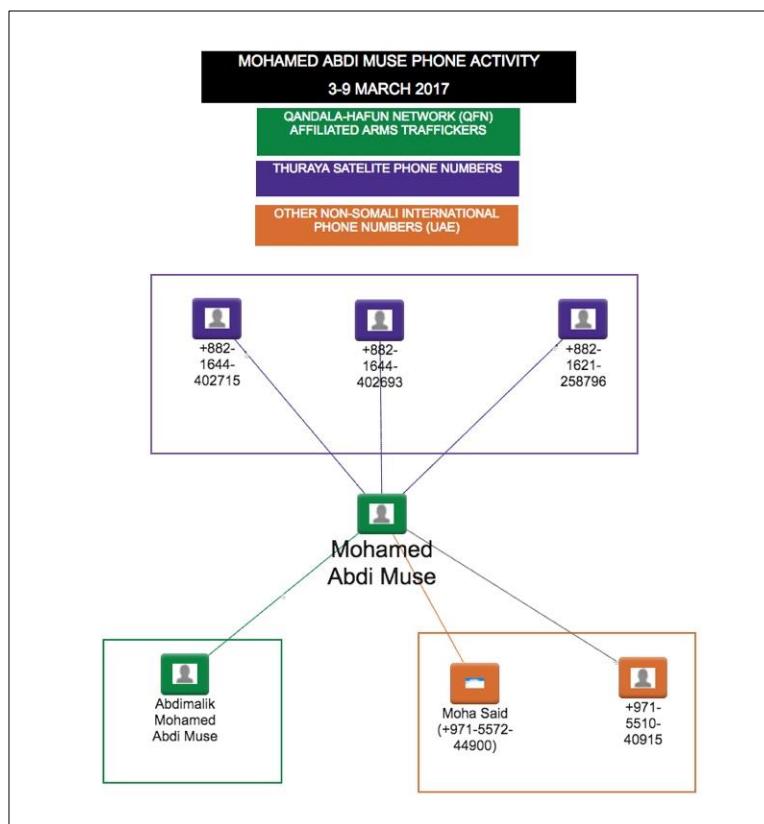


<sup>17</sup> The Monitoring Group is grateful to the Center for Advanced Defence Studies (C4ADS) in Washington DC for its assistance in conducting network analysis on the *Fatah Al Khayr* smuggling operation.

### March 2017 Alula arms shipment

25. Figure 1, below, displays Mohamed Abdi Muse's relevant mobile phone activity from 3 to 9 March 2017, the time leading up to the Alula shipment. During this window, Muse made a total of 16 calls to three distinct Thuraya satellite devices, which the SEMG believes were on board the three dhows of Iranian origin delivering the shipment. Muse also shows phone contacts with a member of the Qandala-Hafun arms smuggling network, Abdimalik Mohamed Abdi Muse. Abdimalik Muse, like Mohamed Abdi Muse, had previously been in telephone contact with arms smugglers on board the Iran-registered dhow *Nasir*, which was interdicted en route to Somalia by the Australian naval vessel HMAS *Melbourne* on 24 September 2015 while carrying a cargo primarily comprised of 75 anti-tank missiles (see S/2016/919, annex 8.10). The above strongly suggests that Abdimalik Muse remains part of a network based in the Alula/Habo area with connections to arms smugglers in Iran.

*Figure 1: Mohamed Abdi Muse's relevant mobile phone communications, 3-9 March 2017.<sup>18</sup>*



<sup>18</sup> The Monitoring Group is grateful to the Center for Advanced Defence Studies (C4ADS) in Washington DC for its assistance in conducting network analysis on Mohamed Abdi Muse's phone records.

#### Annex 7.1.1: Puntland interdiction of arms from Yemen

Figure 1: Skiff carrying arms en route from Yemen to Somalia, 22 September 2017, navigated by Buruj Mohamed Ali Farah.



Figure 2: Position of the skiff at 15:30 UTC +3 on 22 September 2017.

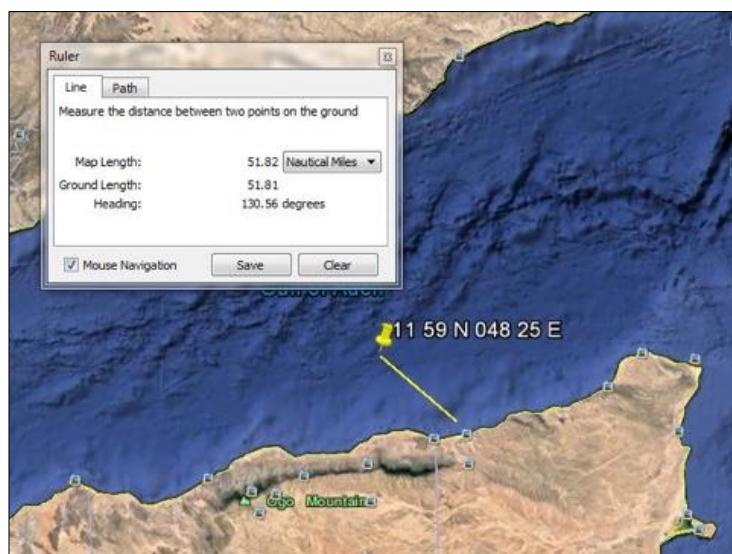


Figure 3: Arms seized by Puntland forces near Bosaso, 23 September 2017.



### **Annex 7.2: Maritime seizure of arms in March 2016 by *La Provence***

1. On 20 March 2016, the French naval vessel *La Provence*, operating as part of the Combined Task Force 150 of the Combined Maritime Forces, stopped and boarded a stateless dhow (tilly plate: 4/3972) approximately 150 km north-east of Alula, Puntland, which was heading toward Somalia. The dhow bore the markings of the shipping company “Al Mansoor CO SA”, and of “Konarak Iran” as home port. The captain was identified as “Sajed Arjamand” (see figure 1, below). A subsequent search of the vessel revealed a cargo of assault and sniper rifles, machine guns and anti-tank missiles.

2. Between 7 and 9 March 2017, the SEMG was granted access to weapons storages in France in order to conduct a thorough inspection. The SEMG has established the following facts with respect to this arms seizure:

#### **Assault rifles**

3. The 2,000 assault rifles had characteristics consistent with Iranian-produced KLS 7.62 mm assault rifles, though no factory markings were observed. Their appearance suggested that they were newly manufactured. Many serial numbers among the 2,000 appear in sequential order, which raises the possibility that the rifles originated from state weapon storage (see figure 2, below).

#### **Sniper rifles**

4. The 64 sniper rifles documented in the seizure had characteristics consistent with Iranian-produced SVD sniper rifles (Hoshdar-M), though no factory markings were observed.<sup>19</sup> Their appearance suggested that they were newly manufactured. Most of the serial numbers appear in sequential order, which raises the possibility that they originated from state weapon storage (see figure 3, below).

#### **Anti-tank guided missiles**

5. The nine anti-tank guided missiles documented in the seizure had characteristics consistent with Russian-produced 9M133-1 Kornets, manufactured in 2008 and assembled by the Konstruktorskoe Buro Priborostroeniya (KBP Instrument Design Bureau) in Tula, Russian Federation (see figure 4, below). On 1 June 2017, the SEMG sent a letter to the Russian Federation seeking additional information about the missiles, including copies of end user certificates.<sup>20</sup> The SEMG’s letter included box, missile, and assembled box serial numbers for each of the nine missiles, as well as 16 photographs of missile components. On 30 August 2017, the SEMG received a response indicating that “the information and documents provided by the SEMG do not unfortunately allow to identify the aforementioned missiles and answer the questions”.<sup>21</sup>

#### **Machine guns**

6. The six light machine guns have characteristics consistent with Type 73 light machine guns designed and manufactured in the Democratic People’s Republic of

---

<sup>19</sup> Hoshdar-M sniper rifles manufactured by the Defence Industries Organization in Iran could also appear under the name “Nakhjir sniper rifles”.

<sup>20</sup> S/AC.29/2017/SEMG/OC.73.

<sup>21</sup> Email from the Permanent Mission of the Russian Federation to the UN, 1 June 2017.

Korea (DPRK). According to a defence analysis publication, the Islamic Republic of Iran appears as the only country to have an army equipped with the Type 73, apart from the DPRK.<sup>22</sup> According to the intelligence consultancy Armament Research Services (ARES), “Iran received the Type 73 GPMG [general purpose machine gun] from North Korea, likely during the late 1970s to mid-1980s, and employed these weapons during the 1980-88 Iran-Iraq War. Iran has continued to employ the Type 73 GPMG in a reserve role in recent years”<sup>23</sup>

7. On 3 May 2017, the SEMG sent a letter to the Democratic People's Republic of Korea to obtain information about the possible export of Type 73 machine guns.<sup>24</sup> No response had been received as of this writing.

8. For photographs of the Type 73 machine guns, see figure 5, below.

#### **Optical sights**

9. The optical sights discovered in the same seizure were intended to be used with the SVD sniper rifles. The SEMG has obtained evidence that they were manufactured between 2014 and 2015 and were subsequently exported to an Iran-based company (see annex 7.2.1 (strictly confidential)).

10. During an SEMG mission to the Islamic Republic of Iran from 18-21 September, Iranian authorities assured the Group that they would investigate the case.

#### **SEMG mission to the Islamic Republic of Iran**

11. During an SEMG mission to the Islamic Republic of Iran from 18-21 September, Iranian authorities strongly denied any state involvement in the shipment of weapons to Somalia, adding that Iran had no strategic interests in Somalia. The authorities informed the Group that the owner of the company associated with the dhow that was boarded, Al Mansoor CO SA, had previously fled Iran owing approximately \$750,000 in unpaid taxes. They added that most Al Mansoor manufactured dhows had been resold to private individuals, with many sold to Pakistani nationals.

12. Iranian authorities also questioned the Group’s assessment that the assault rifles seized were Iranian-manufactured KLS-7.62 mm rifles, and asked whether a Member State would make the mistake of including weapons with sequential serial numbers if it were involved in the smuggling of such weapons. They indicated that certain Member States were seeking to attribute the shipment to Iran.

13. Finally, the Iranian authorities assured the Monitoring Group that it would investigate the Iran-based company associated with the optical sights seized from the dhow.

---

<sup>22</sup> IHS Jane’s, “Iran-Army”. Available from <https://janes.ihs.com/Janes/Display/1767012> (accessed 18 September 2017; subscription required).

<sup>23</sup> Armament Research Services (ARES), “North Korean Type 73 GPMGs in Iraq, Syria & Yemen”, available from <http://armamentresearch.com/north-korean-type-73-gpmgs-in-iraq-syria-yemen> (accessed 18 September 2017).

<sup>24</sup> S/AC.29/2017/SEMG/OC.59.

*Figure 1: Redacted copy of identity document belonging to Captain Sajed Arjamand of the stateless dhow boarded by La Provence on 20 March 2016.*



*Figures 2: KLS 7 assault rifles seized by La Provence.<sup>25</sup>*



<sup>25</sup> Serial numbers of the assault rifles are on file with the Secretariat.

Figure 3: SVD sniper rifles (Hoshdar-M) seized by La Provence.<sup>26</sup>



<sup>26</sup> Serial numbers of the sniper rifles are on file with the Secretariat.

*Figure 4: Photographs of anti-tank guided missiles (9M133-1 Kornet) seized by La Provence.<sup>27</sup>*



*Figure 5: General-purpose machine guns (Type-73) seized by La Provence.<sup>28</sup>*



<sup>27</sup> Box generic serials, missile serials and assembled box serials are on file with the Secretariat.

<sup>28</sup> Serial numbers are on file with the Secretariat.

**Annex 7.2.1: Belarus sights (STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

## **Annex 8.1: Halane Central Armoury inspections, 26 April and 29 August 2017**

### **26 April 2017 inspection**

1. On 26 April 2017, the SEMG was given access to the Halane Central Armoury (Halane) located within the greater airport complex in Mogadishu. The SEMG surveyed all weapons and ammunition in the facility, as well as other non-lethal military equipment stored at the site.

2. The SEMG identified the following weapons and ammunition from a delivery of military equipment from the Arab Republic of Egypt in July 2016:<sup>29</sup>

- 6 Tokarev 9 mm pistols;
- 58 AK-47-type assault rifles;
- 3 M91 sniper rifles;<sup>30</sup>
- 4 signal pistols (with 320 red and white 26.5 mm flares);
- 3 RPD machine guns;
- 7.62x54 mm ammunition;<sup>31</sup>
- 7,200 rounds of 7.62x39 mm ammunition.

3. Most of the weapons notified to the Committee had been recorded as marked and registered in the logbooks by the SNA. Nevertheless, the SEMG noted several discrepancies:

4. First, although 61 AK-47s had been notified as due for delivery, only 58 had been registered at Halane.<sup>32</sup> Second, the shipment had been notified to the Committee as including 113,200 rounds of 7.62x39 mm ammunition. There was, however, no registration of ammunition from the shipment in the logbooks. The SEMG conducted its own count of this calibre of ammunition in the facility and noted 7,200 rounds. It was unclear therefore what quantity of ammunition had arrived at the facility, or had been distributed.

5. In addition to the materiel from the July 2016 Egypt shipment, the SEMG identified other materiel from previous consignments notified to the Committee:

- 9 mm ammunition identified as part of a previous notified shipment;<sup>33</sup>
- 7.62x25 mm ammunition for Tokarev pistols;<sup>34</sup>

---

<sup>29</sup> Advance delivery notification sent on 17 May 2016, reference: S/AC.29/2016/NOTE.30, and post-delivery confirmation sent on 22 July 2016, reference: S/AC.29/2015/NOTE.38.

<sup>30</sup> Officials at Halane informed the SEMG that they were unable to mark these weapons as there was no space to do so.

<sup>31</sup> The SEMG was unable to distinguish between the quantities of 7.62x54 mm ammunition in Halane originating in the 2016 Egypt consignment and that which formed part of a previous 2014 Egypt consignment.

<sup>32</sup> It remained unclear whether these weapons had either not arrived with the consignment, or had already been distributed without registration or documentation.

<sup>33</sup> UAE shipment notified in 2014, S/AC.29/2014/NOTE.48 and a second UAE shipment notified in 2015, S/AC.29/2015/NOTE.29.

<sup>34</sup> Egypt shipment notified in 2014, S/AC.29/2014/NOTE.67.

- 7.62x54 mm ammunition;<sup>35</sup>
- 23 optical sights for Type 77 12.7 mm anti-aircraft machine guns;<sup>36</sup>

6. The SEMG also identified some obsolete material and ammunition already documented by the Group in 2011 and 2012 as materiel received from AMISOM and the former Transitional Federal Government (TFG).<sup>37</sup>

- 25 obsolete 60 mm mortar launchers;
- 29 obsolete RPG-7 launchers manufactured in 2010;
- 25 obsolete RPG-2 launchers;
- Obsolete 81 mm mortar launchers;
- Obsolete B-10 recoilless rifles;
- 14.5x114 mm ammunition;<sup>38</sup> and
- 12.7x108 mm ammunition.

### **29 August 2017 inspection**

7. The SEMG accessed Halane again on 29 August 2017 and conducted a second limited survey of weapons and ammunition, as well as non-lethal military equipment, stored on site.

8. The last notified shipment of military equipment recorded in the Halane weapons and ammunition logbooks was from Djibouti, which had arrived in June.<sup>39</sup> By the time of the SEMG's visit, most of the consignment had already been distributed. The SEMG documented approximately 30 boxes of AK-47 ammunition in white wheat bags, which were still in Halane.

9. The majority of the weapons and ammunition in Halane observed during the visit were from a consignment — according to correspondence sent by the FGS to the Committee<sup>40</sup> — from the People's Republic of China, which had arrived in Mogadishu on 7 August 2017. Officials at Halane informed the SEMG that they were in the process of marking and registering the weapons from the shipment. While the Group was unable to undertake a full inventory of the items due to time constraints, and the fact that the boxes were sealed, it was able to document and photograph the following items:

- DShK / Type 85 12.7 mm anti-aircraft weapons, including mounts;
- Type 67-2 heavy machine guns;
- AK-47s pattern assault rifles;

---

<sup>35</sup> Ibid.

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> S/2013/413, annex 6.1, paras. 52 to 55. Colonel Ahmed Moalim suggested to the SEMG that some of this stock might have been transferred by AMISOM to the facility during the TFG period, before the partial lift of the arms embargo.

<sup>38</sup> Material subject to Committee approval further to paragraph 7 of resolution 2111 (2013).

<sup>39</sup> Advance delivery notification S/AC.29/2017/NOTE.24.

<sup>40</sup> Letter from the FGS to the Committee, SOM/MSS /177/17, 21 August 2017.

- 
- 38 mm automatic anti-riot grenade launchers;
  - 38 mm tear gas cartridges;
  - 7.62x39 mm ammunition;
  - 12.7 mm ammunition;
  - Type 69 40 mm HEAT projectiles (rocket-propelled grenades); and
  - a large quantity of PKM machine gun ammunition rounds.

10. The SEMG noted with concern that, on the day of the visit, there was only one officer engaged in marking the materiel which had arrived from China. General Ahmed Ibrahim Mohamed explained that the marking team had been reduced from 12 to five personnel which had affected the pace of the marking and registration process.

### Annex 8.2: Registration and distribution procedures at Halane

1. Distribution of weapons and ammunition is authorized by the Chief of Defence Force (CDF) of the Somali National Army (SNA). If the CDF is not available, the second in command may authorize distribution. The key documents generated during the process are:

- (a) Distribution order: the CDF issues a signed distribution order that includes the type, quantity, purpose, and receiving unit of the weapons and ammunition to be distributed. A copy of the distribution order must be kept at Office the CDF, another at Halane armoury, and a third with the Office of the National Security Advisor (ONSA).
- (b) Distribution voucher: vouchers are issued and signed by the Commander of Halane armoury or his deputy, based on receipt of a distribution order. A copy is kept at Halane, one is sent to the CDF, and a third to the receiving unit.
- (c) Logbook: the logbook template was designed by the Joint Verification Team (JVT) to allow for entry and exit of an item to be recorded on the same line for ease of tracking. There are two separate logbooks for weapons and ammunition, which are signed by the officer-in-charge.

*Figure 1: Logbook template designed by the Joint Verification Team (JVT).*

BUUGA DHWAAN GALINTA HUBKA WEAPONS LOGBOOKS													
RECEIPT=GELID				ISSUE=BIXID									
No	Taariikhda lagashay	Tarasa CDDS	Nooxa Hubka tso Cabrika Rosta	Nooxa Hubka	Liwareegaha Magacina tso Darjadina	Catubka Lu Warayey	Patikida Lu Bixig	La Wareegaha Magacina tso Darjadina	La Wareegaha Magacina tso Apertooga	Catubka Laga Wareyey	Degmoosa Catubka Lu Wareyey		
Date of entry	CDF order reference number	Weapon model & Ammos Size	Serial No & Lot number	Receiving officer rank and name	Receiving Unit	Receiving Unit location	Date received	Issuing officer and name	Date issued	Receiving officer rank and name	Receiving officer ID number	Receiving unit	Receiving unit location
1													
2													
3													
4													
5													
6													
7													
8													
9													
10													
11													
12													
13													
14													
15													
16													

### Ammunition distribution procedures

2. During its visit to Halane on 26 April 2017, the SEMG observed that the correct procedure was generally being implemented with respect to distribution of ammunition. An example of a correctly implemented distribution procedure is provided below, though the distribution order lacked specification to the unit level.

Figure 2: Distribution order dated 14 August 2016, authorizing Halane to deliver 8,640 rounds of AK-47 ammunition, 4,000 rounds of PKM ammunition and 640 rounds of DShK ammunition to SNA Sector 12.

 <b>Taliiska Ciidanka Xoogga Dalka Soomaaliyeed</b> Mr. Xabbat/XDS/94/16 Taariikh: 14/08/16	تائب قا نه الجيشه الوضطري الصو مالى للا مور الاذرار (اللو جيسنکيه) رقم: _____ تاريخ: _____												
<b>DEPUTY COMMANDER OF SNA FOR LOGISTICS AND ADMINISTRATION</b> <b>Office of the Deputy Commander</b>													
<b>KU-HOOGAANKA HUBKA IYO RASAASTA X.D.S = MUQDISHO=</b>													
Ujeedo: - Bixin Rasaus  Hooggaaanka Hubka iyo Rasaasta waxaa lafarayaan in uu siyo Taliyaha  Qeybtu 12 APRIL Rasaasta hoos ku qoran:  1.Rasaas													
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="text-align: left;">No</th> <th style="text-align: left;">Nooqa Rasaasta</th> <th style="text-align: left;">Tirada Sanduunqa</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td> <td>Rasaasta AK47</td> <td>8640 sided kun lix bogol iyo afartan xabadood</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Rasaasta PKM</td> <td>4000 afart kun xabadood</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Rasaas DShK</td> <td>640 lix bogol iyo afartan xabadood</td> </tr> </tbody> </table>		No	Nooqa Rasaasta	Tirada Sanduunqa	1	Rasaasta AK47	8640 sided kun lix bogol iyo afartan xabadood	2	Rasaasta PKM	4000 afart kun xabadood	3	Rasaas DShK	640 lix bogol iyo afartan xabadood
No	Nooqa Rasaasta	Tirada Sanduunqa											
1	Rasaasta AK47	8640 sided kun lix bogol iyo afartan xabadood											
2	Rasaasta PKM	4000 afart kun xabadood											
3	Rasaas DShK	640 lix bogol iyo afartan xabadood											
S/Gunto <i>Kusimaha Taliyaha X.D.S ahna Abb.ditulaha Ar.Taakuleyntu iyo Maamulka X.D.S</i> <i>Cabulqadis Macalin Nuur</i>  <span style="font-size: small; margin-left: 10px;"><i>No 051</i></span>													
<span style="font-size: small; margin-right: 10px;">Tel:-252-61583689/206695002024</span> <span style="font-size: small; margin-right: 10px;">Email:-dcsat@gmail.com</span>													

Figure 3: Completed distribution voucher signed by the Halane commander.

<b>TALISKA CIIDANKA XOOGGA DALKA SOOMAALIYEED</b> <b>HOOGAANKA HUBKA IYO RASAASTA</b> <b>Boonada Amar Bixinta Rasaasta</b> <b>No 051</b>					
<i>Maqaasiinka Dhexe: HALANE waxaa lafarayaan in aad Urarto Colka</i> <i>Gob 12 Abril</i>					
T/T	Taariikh	Nooqa	Tirada	Culeyska	Fiilo gaar ah
1.	16/08/2016 AK-47	86	8640		
2.		PKM	4000		
3.		D-ShK	640		
4.					
5.					
6.					
7.					

*Saxiixa Qaataha*  
*Abdulelah Omer*

*Saxiixa Madaxa H.Hubka & Rasaasta*  
*G Isare AXmed Macadey Maxamed*

*Figure 4: Logbook updated accordingly.*

ISSUE							
Rank and name	Date received	Issuing officer rank and name	CDF order reference number	Issue voucher number	Date issued	Receiving officer rank and name	Receiving unit and location
COL AHMED M. mixed	X/XAB/1/XDS	053	27/8/2016	Lt col Ahmed	DAN 723	BMA/ TEZRA	
ZD AHMED M. mixed	A24/1/16	052	02/9/2016	Lt Col Ahmed	sector 12 APRIL	SECTOR HQ'S	
COL AHMED M. mixed	X/XAB/1/XDS	056	08/10/2016	Civ. Cagney	9.12 APRIL	G-1000	
COL AHMED M. mixed	428/16	051	14/10/2016	Civ. Cagney	9-12 APRIL	9-12 APRIL	
COL AHMED M. mixed	X/XAB/1/XDS	054	06/09/2016	XIIIe Saxarayi	SHP/here	SP/other	
COL AHMED M. mixed	112/16	057	16/10/2016	Pharmic Cahilayi	WRR BOSKU- Dablaayi	BD.	
COL AHMED M. mixed	113/16	055	15/9/2016	XIII - cali Xasan Xarbi	S- 21-cod	G-2100	
COL AHMED M. mixed	116/1/16	058	17/9/2016	XIIIe Cali Xasan	912 APRIL	URRIZAAD G-2000	
COL AHMED M. mixed	145/2/16	059	20/9/2016	XIIIe mixed Ahmed	Moyad D. Mordax toyf	W.L.D model ext	
COL AHMED M. mixed	X/XAB/1/XDS	060	20/9/2016	XIIIe.Satru-	Craicad	Craicad	
COL AHMED M. mixed	166/1/16						
COL AHMED M. mixed	165/1/16						

3. The SEMG identified two areas where the procedure could be improved:

- (a) Indication of the precise amount of ammunition required: Many distribution orders noted only the number of boxes (*sanduuq* in Somali) instead of the exact number of rounds (*xabo* in Somali) distributed. To better monitor the distribution of ammunition, the exact amount of ammunition should be indicated on the distribution documents.
  - (b) Accurate completion of the logbook: In some cases, distributed ammunition was not indicated on the same line of the logbook that had recorded its receipt.

*Figure 5: Weapon logbook with inadequately completed fields for distribution of PKM ammunition.*

## **Weapons distribution procedures**

4. The Group was given access to the weapons logbooks which included records of the receipt of weapons supplied by the Arab Republic of Egypt in August 2016.<sup>41</sup> The logbooks showed accurate registration of all six 9 mm Tokarev pistols and 58 AK-47s received in the shipment. However, three AK-47s listed in the advance delivery notification had not been registered in the logbook.

5. The SEMG also reviewed a logbook dedicated to RPG-7s, containing only two entries. Key fields had been left unfilled in the two entries, such as the date of arrival, the shipment of origin, the CDF distribution order reference, the original serial number, and the SNA marking numbers.

*Figure 6: RPG logbook entries.*

<sup>41</sup> Advance delivery notification was sent to the Committee on 22 July 2016 (S/AC.29/2016/NOTE.38). No post-delivery confirmation was sent to the Committee.

**Annex 8.3: Review of paperwork related to ammunition distribution from  
Halane (STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

**Annex 8.4: Review of paperwork related to a shipment of weapons and  
ammunition from Djibouti (STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

### **Annex 8.5: Diversion**

1. In paragraph 8 of resolution 2182 (2014), the Security Council prohibited the sale, transfer or use of weapons sold or supplied for the development of the security forces of the FGS to or by any individual or entity not in the service of the FGS security forces. Since the partial lifting of the arms embargo, the Monitoring Group has documented diversion of weapons and ammunition from Government stockpiles, in its 2014 and 2015 reports.<sup>42</sup>

2. During the current mandate, the SEMG again documented cases of weapons from FGS stockpiles found in possession of individuals or illicit arms dealers in Mogadishu.

#### **FGS weapons in the possession of arms dealers in Mogadishu**

3. The SEMG documented seven weapons found in possession of arms dealers in Bakara market and near KM5 roundabout, both in Mogadishu, between November 2015 and April 2017 (see sample images below). The weapons — assault rifles and pistols — bore the markings of the Somali Police Force (SPF), the National Intelligence and Security Agency (NISA), private security companies (PSC) and Government officials.

4. The SEMG requested information from the FGS on the initial distribution of these weapons, including logbook extracts demonstrating the origin of each weapon, and to which individuals and security agency — and where appropriate, brigade and battalion — or private security company to which the weapons were assigned, as well as the dates of distribution. A first informal request was made on 11 July 2017 to the Office of the FGS National Security Advisor. On 7 August 2017, the SEMG received a reply stating that the Ministry of Internal Security (MoIS) had in turn requested the information from PSC, SPF and NISA.<sup>43</sup> On 22 August 2017, the SEMG sent official correspondence to the FGS, but had not received a reply as of this writing.<sup>44</sup>

*Figure 1: AKM-PM md. 63, 7.62x39 mm with FGS marking SOPSC16/6385 seized during FGS stabilization operations in June 2017.*



<sup>42</sup> See, for example, S/2014/726, annex 6.2, and S/2015/801, annex 7.1.

<sup>43</sup> Email from the FGS Office of the National Security Advisor, 7 August 2017.

<sup>44</sup> S/AC.29/2017/SEMG/OC.114.

*Figure 2: Type 56-1, 7.62x39 mm with FGS marking SOPSC16/7529 seized during FGS stabilization operations in June 2017.*



#### **FGS weapons captured during Mogadishu stabilization operation**

5. The SEMG documented seven other FGS-issued weapons during its visit to the SNA headquarters at Villa Gashandiga on 11 July 2017 to investigate weapons seized during the Mogadishu stabilization operations led by joint Somali security forces (see sample images below). Seven assault rifles among the 45 total weapons seized bore the markings of the FGS: five with PSC markings, and two with SPF markings. The SEMG was informed that these rifles had been seized from individuals in Mogadishu, without further explanation.

6. The SEMG noted positively that most of the captured weapons had been registered in a dedicated logbook. The SNA subsequently proceeded to distribute 16 weapons to SNA units, however, without marking. The SEMG also found discrepancies between the logbook and the weapons the SEMG inspected. Four of the 45 captured weapons had not been registered in the logbook, while another weapon which had been registered — with SNA markings — was not among the weapons on site. The FGS explained these discrepancies by the fact that the Gashandiga armoury team had yet to receive any training on the logging procedures, with training pending.<sup>45</sup>

*Figure 3: Type 56, 7.62x39 mm with FGS marking SONISA0178 found in possession of an arms dealer near Bakara Market, Mogadishu, in February 2016.*



*Figure 4: AKM, PM md. 63, 7.62x39 mm with FGS marking SO-CBS-0510-16 found in possession of an arms dealer near KM5, Mogadishu, in May 2016.*



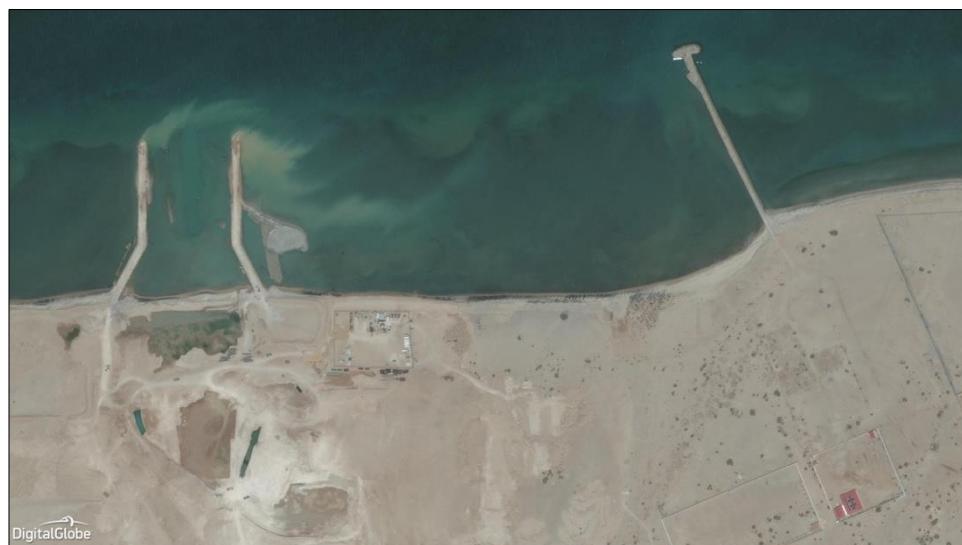
<sup>45</sup> Email from the FGS Office of the National Security Advisor, 7 August 2017.

**Annex 9: Establishment of a United Arab Emirates military base in Berbera**

*Figure 1: Satellite imagery of coast north of Berbera Airport, 23 December 2016.*



*Figure 2: Satellite imagery of coast north of Berbera Airport, 21 September 2017.*



### **Annex 10.1: Marginalized communities and humanitarian access<sup>1</sup>**

1. As a result of social, political and economic exclusion, marginalized communities were less able to cope with the impact of the famine in 2011-2012. Their status affected ability to access external lifelines, such as diaspora remittances, but also humanitarian assistance.<sup>2</sup> As beneficiary populations, marginalized groups often have little power to negotiate effectively for their needs.<sup>3</sup> Members of marginalized groups are also generally missing from the architecture of humanitarian response, including control and staffing of UN humanitarian entities and international and local non-governmental organizations (NGOs).

2. It is too early to assess the humanitarian response to the 2016-2017 drought and its impact on marginalized communities and exclusion. In the interim, the SEMG compiled snapshots of three marginalized communities. Each experience of humanitarian obstruction reflects a different facet of marginalization in Somalia, and a different approach to challenging it.

#### **Displaced Shiidle communities in Jowhar, Middle Shabelle<sup>4</sup>**

3. The Shiidle, who farm in the riverine areas around Jowhar and Balad, are a Jareer clan indigenous to the region. Their rivals for power are the primarily pastoralist Abgaal who have traditionally held sway in government and security positions, both at the district and regional level.<sup>5</sup> In terms of control of humanitarian operations, in 2017, for example, the position of humanitarian coordinator was moved from under the authority of the District Commissioner — usually Shiidle — to the Regional Governor — Abgaal — reaffirming the dominant interest. Almost all the humanitarian entities operating in the area, whether local or international, are staffed at senior level on the ground by Abgaal, although there are some exceptions. The Abgaal are also the dominant clan in the Somali National Army (SNA) contingents based around Jowhar and Balad, monopolizing the instruments of Government force.

4. The struggle for control of land and power between the Shiidle and the Abgaal has frequently spilled over into armed conflict. As reported by the SEMG in S/2014/726, annex 8.2 (strictly confidential), in November 2013 over 5,000 members

<sup>1</sup> The SEMG defines marginalized communities as groups — defined by clan, culture (pastoralist vs farmer), physical appearance, or perceived ethnicity or caste — which are excluded from power and resources either on the basis of identity, or because the group is a minority in a particular geographic area.

<sup>2</sup> A recent study conducted for the World Bank confirmed that remittances were concentrated within certain lineages. The most vulnerable communities — Rahanweyn and Bantu — had relatively few members in the diaspora, or in urban and business sectors. See, Nisar Majid, with Khalif Abdirahman and Shamsa Hassan, *Remittances and Vulnerability in Somalia, Assessing sources, uses and delivery mechanisms* (Rift Valley Institute, May 2017). See also Daniel Maxwell and Nisar Majid, *Famine in Somalia, Competing Imperatives, Collective Failures, 2011-12* (Hurst, 2016).

<sup>3</sup> Humanitarian inputs are rarely simply offered but are negotiated with the beneficiary community, including the percentage split of profits from the engagement.

<sup>4</sup> This account is based on a series of interviews with elders from the Shiidle community, internally displaced persons (IDPs), and farmers, some conducted on behalf of the SEMG, and discussions with NGO and UN humanitarian workers and African Union Mission in Somalia (AMISOM) officials between February and August 2017.

<sup>5</sup> Despite some attempt to share administrative power — the position of District Commissioner, for example, is usually held by a Jareer — the Deputy will be Abgaal and wield considerable power alongside the Governor (also Abgaal).

of Shiidle/Walamoy communities from 20 villages north-east of Jowhar were displaced by attacks by the SNA — primarily comprised of Abgaal personnel — and Abgaal militia forces. Most of those who found their way to Jowhar for safety were still displaced during the current mandate, afraid to go home in the absence of any final resolution of the dispute over farmland which had sparked the attacks.<sup>6</sup> Again, in April 2017, over 5,000 Jareer/Shiidle/Bare were displaced from three villages near Balad further to Abgaal militia attacks, supported by elements of the SNA.<sup>7</sup>

5. In 2013, assistance to the displaced persons was initially provided by AMISOM and the humanitarian community, but by 2015, the local authorities began to actively prevent provision of assistance to the group settled at Bula Rahma near the AMISOM camp.<sup>8</sup> In April 2015, for example, one NGO assessed community needs and prepared nutrition supplies for delivery; ultimately, however, the organization was informed by the local administration that they could not return to Jowhar to provide the assistance. As a result of this obstruction, until mid-2017 the camp did not receive support from the formal humanitarian sector, surviving with the assistance of the diaspora and the host Shiidle community, even as its population grew: as of July 2017, there were 2,733 Shiidle families at the camp, hosting not just the original group, but Shiidle displaced from the drought and the April 2017 attacks.

6. In May, an internal UN report seen by the SEMG noted that AMISOM was concerned that 16,600 people at its forward operating base at Bula Rahma — also sometimes called Towfiq — were in desperate need of protection and assistance as the local administration had been actively blocking anyone who tried to assist them. The change of governorship of the HirShabelle Interim Administration (HIA) in February 2017 facilitated some relaxation of the *de facto* ban on assistance: in mid 2017, for example, the community reported that a humanitarian agency had registered 700 families for a cash input and remitted one payment of \$200 to 300 families in July 2017.<sup>9</sup>

7. More broadly, due to their lack of representation in the humanitarian structures, the Shiidle were generally less able to negotiate with humanitarian agencies to ensure that aid reached the ground, and to challenge diversion. Nevertheless, in mid-2017, elders in four Shiidle villages refused to participate in a cash for work scheme, as the organization involved was offering only \$1.5 per metre of water channel dug as opposed to the \$3 which was paid to other communities.

#### **Dir/Surre/Fiqi Mohamed and Jareer/Gabaweyne communities in Bohol Garas and Qoney, Gedo<sup>10</sup>**

8. In S/2016/919, annexes 7.8 and 7.8.1 (strictly confidential), the SEMG documented how the Interim Jubba Administration (IJA) minister for security, Abdirashid Hassan Abdinur (Darod/Marehan) controlled humanitarian operations in

---

<sup>6</sup> A small number of Shiidle farmers did return home. The SEMG confirmed that in one village — name on file with the Secretariat — in mid 2017, farmers were receiving part of a mixed cash and foodstuffs input, due to an agreement between the NGO and traders.

<sup>7</sup> See annex 11.1.

<sup>8</sup> SEMG interviews with IDP representatives and AMISOM officials present at the time in Jowhar, August 2017.

<sup>9</sup> The agency confirmed the registration and single payment — but to just over 500 families.

<sup>10</sup> This account was compiled further to interviews with national and international staff of local and international NGOs operating in Dolow in 2017 or in previous years, and with UN staff and humanitarian and human rights experts between January 2017 and August 2017.

Dolow, Gedo region. Operating directly, and through proxies, he diverted and manipulated the direction of humanitarian assistance in the district, and to a lesser extent in Belet Hawo and parts of Luq.<sup>11</sup> One outcome documented during this mandate was consistent attempts to deny humanitarian access to non-Marehan communities on the east bank of the Juba river, comprising parts of Dolow and Luq districts.<sup>12</sup>

9. Among the historically marginalized communities living on the east side of Dolow across the river are the Dir/Surre/Fiqi Mohamed and Jareer/Gabaweyne.<sup>13</sup> The Surre are a minority due to geography, as they are a Dir sub-clan in a Darod/Marehan dominated area. The Gabaweyne are marginalized due to their exclusion from the lineages of the four dominant clans. The Surre have had some access to external support through diaspora and business ties, but the Gabaweyne have few links to power and resources. The latter have also been the continuous target of land-grabbing and displacement since the 1990s from the riverine areas where they once formed the majority population.

10. The local administration and NGOs with an interest in denying or manipulating humanitarian inputs, restricted access to the area through a variety of means: denial of travel permission on security grounds; arrest of humanitarian workers who sought to present proposals relating to provision to the area; classification of sub-villages — resided in by the minority but dominant clan — as the main village, in order to attract services and support; and control of NGOs to manipulate humanitarian access and restrict monitoring.<sup>14</sup> At the same time, where access was permitted, local communities found themselves in a weak negotiating position, unable to demand effective project delivery and prevent diversion.

11. During early 2017, local efforts to negotiate access to the flows of aid coming to Gedo under the drought response got underway, supported by international partners. External humanitarian experts provided support to local Members of Parliament (MPs) to develop proposals to break the impasse around humanitarian access. The MPs later met with the IJA minister of security Abdinur and other representatives of the regional and local administration in Dolow, but no specific undertakings were made.

12. Meanwhile, in early September 2017 the UN reported that General Acute Malnutrition (GAM) rates during June/July for both riverine and pastoralist

---

<sup>11</sup> See S/2016/919, annex 7.8.and strictly confidential annex 7.8.1. See also annex 11.3 and 11.3.1 (strictly confidential) for an update on investigations into Abdinur's responsibility for violations of international law involving targeting of civilians and obstruction of humanitarian assistance.

<sup>12</sup> In 2012, there was an effort to re-create the districts of Bohol Garas and Qooney, which had existed under the Siad Barre regime, to allow for both greater control by, and power-sharing between, the two communities. The revived district arrangement was, however, not been recognized at the federal level, and the area continues to come under the control of the Dolow and Luq authorities.

<sup>13</sup> Other clan families present in the area were the Gassaregude, the Hawiye/Shekal, the Jejele, the Leysan and the Mirifle/Ashraf.

<sup>14</sup> Specific cases of such obstructions were documented and verified by the SEMG but not provided here for reasons of security of interlocutors. There were also physical barriers to access such as few river crossing points and a lack of infrastructure, including as a result of the persistent underdevelopment of the area.

communities in northern Gedo were between 15.7 and 17.5; rates of above 15 are considered critical.<sup>15</sup>

*SEMG assessment of humanitarian inputs*

13. The SEMG conducted a brief assessment of the main humanitarian inputs received by communities living in, and in villages surrounding, the towns of Bohol-Garas and Qooney — approximately 7,000 households — between late 2015 and July 2017.<sup>16</sup> Information was gathered from local communities on the projects purportedly run by five different organizations in order to better understand the forms of denial of access and diversion faced.

- (a) **NGOs without connections to the IJA/Dolow administration:** Where permitted to operate, this category of NGO was only able to conduct modest activities, such as distribution of water, sanitation and hygiene supply (WASH) kits, vaccines, acute watery diarrhea (AWD) treatment, provision of primary health care in two facilities, or engagement in hygiene promotion.
- (b) **NGOs connected with the IJA/Dolow administration:** These organizations were permitted to seek and receive funding from external partners, including the UN, for potentially significant infrastructure and other projects in the area. Their activities generally had minimal impact, with scant implementation on the ground, indicating likely diversion of funds. Even following the implementation of a water and sanitation project in Bohol Garas in 2016, for example, the community still relied on water donkeys in 2017, with those who could not afford the service forced to fetch water from the river or shallow wells. In Qooney, an NGO was also funded to implement water and sanitation infrastructure improvements: water services were still not functioning in July 2017. During the 2017 drought response, however, a second administration-proxy NGO did manage to distribute child nutrition supplies sporadically to approximately 90 children from at least January to July 2017.
- (c) **International NGOs or internationally supported local NGOs:** During the mandate, some international entities began to more effectively challenge obstruction from the local administration, including in partnership with local NGOs. Despite sometimes serious consequences for staff, these efforts did have modest success. One local community reported, for example, that a cash for work project in 2017 reached over 300 beneficiaries, albeit with half the salary amount promised. Another direct food relief input — pulses, starches and oil — in mid-2017 was accessed by over 1,000 beneficiaries. Finally, a food voucher program supported over 489 families, with relatively small rates of diversion compared to those usually experienced in the area.

---

<sup>15</sup> See Famine Early Warning Systems Network, *2017 Somalia Post Gu Seasonal Food Security and Nutrition Assessment: Key Findings*, 5 September 2017.

<sup>16</sup> Details of these projects are on file with the Secretariat, but key identifiers are suppressed for reasons of security. There are 44 sub-villages connected with Bohol Garas and Qooney.

### **The Madiban community in Galkayo<sup>17</sup>**

14. The Madiban community is one of Somalia's minority clans.<sup>18</sup> They are found throughout Somalia, but particularly in the north, and suffer severe discrimination on grounds of caste exclusion.<sup>19</sup> There are no statistics available on the population of Madiban in Somalia: in Galkayo and its surrounding villages, Madiban claim that they make up as many as 35 per cent of the area's residents.<sup>20</sup>

15. With most humanitarian entities are controlled by dominant clans in Galkayo — almost exclusively Darod/Majeerteen in north Galkayo — the community had always found itself both sidelined from access to humanitarian assistance, and discriminated against in the main camps. As the drought created pressure on all communities in late 2016 Madiban IDPs arriving into the town began to be simply turned away by those in control of the settlements. With the support of a few members in diaspora, the Madihan host community in Galkayo organized and managed to purchase a plot of land on which to settle the arriving IDPs. Danwadaag camp was founded in October 2016, and by August 2017, over 700 families were living there. The camp had one hand-dug well with no pump, no medical facilities and rudimentary shelter with dwellings constructed of branches, cardboard, rags and plastic bags.<sup>21</sup> Of all the Galkayo IDP camps, however, Danwadaag camp residents were the only ones who held a lease to their land.<sup>22</sup>

16. Although no agency conducted formal nutrition assessments, the level of need, however, was assumed to be very high.: in June/July 2017 GAM rates in Galkayo IDP camps were assessed at 21.6 — critical — although Danwadaag camp was not included in the data set. Local elders told that SEMG that 19 children and five adults from the Madiban IDP community died from malnutrition related causes in Danwadaag camp between January and July 2017, but this could not be confirmed.

17. By early September 2017, the camp had managed to secure aid from three humanitarian NGOs which provided weekly child malnutrition support, basic medical supplies, and cash inputs for three months for around 250 families. These inputs were shared out between the whole community.

18. The SEMG also documented how critical nutrition inputs in Galkayo — plumpy nut provided by the World Food Program and intended for malnourished children, and grains/pulses, oil, etc. — were being sold openly in the market (see figures 1 and 2).

---

<sup>17</sup> This account was compiled based on the SEMG's visit to Galkayo between 2 and 7 July 2017, interviews with members of the Madiban community, experts in diaspora, and engagements with humanitarian agencies.

<sup>18</sup> The name is often used to englobe other occupational minorities such as the Tumal and the Yibro under a common banner. See, Martin Hill, *No redress: Somalia's forgotten minorities* (Minority Rights Group, 2010), available from <http://minorityrights.org/wp-content/uploads/old-site-downloads/download-912-Click-here-to-download-full-report.pdf> (accessed on 22 September 2017).

<sup>19</sup> Even in exile strict divides are maintained: in 2016, the SEMG interviewed Madiban community leaders from Kakuma refugee camp who described how their children were not allowed to sit near children of other clans in refugee schools. Even school materials unintentionally touched by Madiban children would be thrown away.

<sup>20</sup> Areas around Galkayo which were described to the SEMG by the community as almost exclusively Madiban include: Xero Jaale; Dabridka; and Waniqle. Others with a significant population include: Bacaadweyn; Buursaalax; Buuryoqab; Deyro; and Goldogob.

<sup>21</sup> The community built a two-room school of iron sheets: the children sit outside due to the heat.

<sup>22</sup> In August 2017, the Tumal community, another occupational minority, decided to follow the lead of the Madiban and set up their own camp along the same lines.

*Figure 1: Plumpy nut (child malnutrition supply) being sold in the market in Galkayo, photograph taken on 10 September 2017 on behalf of the SEMG.*



*Figure 2: Grains, oil and dried food being sold in the market in Galkayo. Photograph taken on 10 September on behalf of the SEMG.*



#### **Measures to challenge exclusion**

19. In comparison to the 2011/2012 famine, during the mandate, donors and humanitarian organizations demonstrated a greater awareness of the challenge of access to marginalized communities, including achieving small successes, as noted in the cases above. Devising strategies to effectively tackle the deep roots of the

phenomenon was difficult. In early 2017, the United Kingdom's Department for International Development (DFID) commissioned the Centre for Humanitarian Change to work with its humanitarian partners to infuse awareness of exclusion of marginalized populations in programming during the drought. The project included pilot activities where advisors worked with partners and local communities to challenge specific experiences of exclusion. Within the UN, the Deputy Humanitarian Coordinator made the issue a theme of his initiatives and the SRSG convened a round table discussion on exclusion which is intended to lead to a permanent discussion forum. More broadly, the FGS convened discussion around the development of a National Inclusion Action Plan and the setting up of a National Council for the Development of Somalia Minorities, but these initiatives are in their early stages.

20. At the programme level, however, there is a need for greater awareness of the specific experience of marginalized communities to be explicitly integrated in project design and monitoring. Risk assessments might include an analysis of clan and other potential markers of exclusion, both with respect to the identity and perception of the organization providing the inputs, and the beneficiary community. As a condition of funding, organizations could potentially be asked about the specific strategies which would mitigate these risks.

21. In terms of challenging the balance of power within the humanitarian community itself, the UN Country Team could consider how to encourage marginalized communities to participate in the formal structures of humanitarian response, including with respect to UN staffing.<sup>23</sup> Another option is the operation of small grants schemes targeted at assisting new organizations to build capacity to join the system.<sup>24</sup>

---

<sup>23</sup> Inclusion of the voice of marginalized groups in national fora on accountability and reconciliation is a much larger issue, including in terms of addressing inequalities in access and control of livelihoods, assets and land.

<sup>24</sup> In addition to facing threats from those who dominate the humanitarian business, marginalized communities often find it difficult to generate the initial investment required to become part of the system — whether to pay for registration, succeed in capacity assessments, or be approved within the grant cycle.

**Annex 10.2: Involvement of a Lower Shabelle NGO in inter-clan conflict  
(STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

### **Annex 11.1: Destruction of Shiidle villages near Balad, Middle Shabelle<sup>1</sup>**

1. On 4 April 2017, and for three days after, the villages of Jameeco-Misra, Kulmis-Yarrow and Maqdas were the site of armed conflict between Hawyie/Abgaal/Wacbudan/Eli and Jareer/Shiidle/Bare militia, augmented by elements of the Somali National Army (SNA). The battle resulted in the displacement of almost all the inhabitants of the villages and the burning of homes and assets. As of 10 September, most of the community were still displaced.

2. This case study highlights three challenges: the continued use of SNA power, personnel and assets to progress clan business; the need for genuine inter-clan reconciliation and power sharing at regional and district levels; and the importance of reform of the security sector to remove individuals committing repeated abuses and to build a force more reflective of the population.

#### **Background to the conflict**

3. The conflict was triggered when cattle belonging to the Abgaal/Eli community entered onto Shiidle/Bare community farms and the Bare demanded compensation for the damage done their crops. Further to return of the livestock, Eli militia returned to the land at the centre of the dispute and killed two of the owners.<sup>2</sup> Although the movement of cattle onto the farming land was the overt cause of the conflict, the SEMG identified additional exacerbating factors including an interest in taking control of the cannabis crop which Shiidle sub-clans in some areas had increasingly begun to farm.<sup>3</sup>

4. Shiidle/Bare militia and Abgaal/Eli militia were the main participants in the fighting. Most of those claimed, however, that alongside the Abgaal/Eli militia, Abgaal elements of the SNA, and SNA assets were deployed in support of the attack. In particular, they pointed to the presence of the SNA Captain Saney Abdulle Nur (Abgaal/Owbakar Gabane).<sup>4</sup> A number of people stated that they had recognized two vehicles being used during the attack as belonging to Captain Saney.<sup>5</sup> An internal UN report seen by the SEMG noted “the active participation of security forces in the attacks”.

5. Some of those interviewed also claimed that at least one new technical and weapons had been “sent from Mogadishu” by Hassan Mohamed Hussein “Mungab” (Abgaal/Eli) the former Mayor of Mogadishu and Governor of Benadir region, to assist with the takeover. The SEMG could not confirm this report. They also claimed that the

---

<sup>1</sup> This account was prepared by assessing the testimony of Shiidle elders and community members displaced to Mogadishu and consultation with Shiidle and Rer Shabelle diaspora in Kenya. The SEMG also arranged for interviews to be conducted people displaced from the conflict in Jowhar and Balad. Information was corroborated with UN officials, staff of local and international NGOs, local security actors and AMISOM.

<sup>2</sup> An internal UN report seen by the SEMG confirmed the killing of two Bantu men near Balad on 5 April 2017, Maxamuud Axmed Qaali, 40, and Abuukar Cumurey, 23.

<sup>3</sup> Trade in hashish is allegedly on the rise, not just for use by Somali security forces but also as an export trade to countries in the Middle East.

<sup>4</sup> Captain Saney was attached to Battalion 23 in Middle Shabelle. He is currently based near the AMISOM camp at Jowhar.

<sup>5</sup> They also noted that Captain Saney was known to have control of four technicals, one of which had been burned during an attack on Towfiq village earlier in the year.

Middle Shabelle Governor Ahmed Meyre Makaran bore responsibility for supporting the military elements which augmented local militia.

6. As testified by women displaced from the attack to Jowhar, also joining the Abgaal attacking force was Jelani Mohamud Sheikh "Jelani". Jelani is a Shiidle/Bare militia leader who frequently operates with Captain Saney. Prior to the conflict in the three villages, Jelani participated in an attack launched by Captain Saney on the village of Towfiq, another Shiidle village. Heavy weaponry was used in an attack against the family home of General Mohamud Haji Ahmed Ali "Shegow" (Jareer/Rer Shabelle).<sup>6</sup>

7. The attack came as part of a longer running dispute between the two men. The tensions related to the General's role in an SNA military campaign to disrupt illegal checkpoints run by rogue SNA units in Lower Shabelle in 2015, including those run by Saney.<sup>7</sup> In January 2017, in Middle Shabelle, Captain Saney and his men had erected an illegal checkpoint on the Mogadishu Jowhar road at Khalimow village near Balad for two weeks until the FGS ordered him to withdraw.<sup>8</sup> It is not clear whether General Shegow was part of the operation to disrupt the latter checkpoint but Captain Saney's attack on the village of Towfiq occurred shortly afterwards. Eventually General Shegow had to request AMISOM to evacuate him from his position as he was unable to rely on support of the Abgaal-dominated SNA in Middle Shabelle to safely withdraw from the area.

8. The Abgaal force was heavily armed including with RPGs and DShKs, supported by technicals. Witnesses alleged that some of the attackers wore military uniform while others were in civilian dress.<sup>9</sup> Grenades were used to set on fire homes and other structures.<sup>10</sup> The Shiidle were mostly armed with AK-pattern rifles.<sup>11</sup>

### **Impact of the conflict**

9. The centre of the villages of Jameeco-Misra, Kulmis-Yarrow and Maqdas were almost completely destroyed by fire. One humanitarian worker who interviewed those displaced to Jowhar described how she was told that wells and water pumps were targeted for destruction and looting and that "an ice factory" in one village had been vandalized.<sup>12</sup>

10. A report provided to the SEMG by Shiidle elders in the diaspora claimed that 10 civilians from the Shiidle community had been killed during the fighting, including a

---

<sup>6</sup> General Shegow is a former member of Al-Shabaab who defected to the government in 2012, joined the SNA and was awarded the rank of Brigadier General.

<sup>7</sup> Conversation conducted on behalf of the SEMG with General Sheegow and transmitted by email, 30 July 2017. The SEMG also interviewed a humanitarian worker based in Nairobi with knowledge of the area who confirmed that an attack on Towfiq occurred targeting the home of General Shegow. Interview with a humanitarian worker, 17 July 2017, Nairobi. The SEMG also received a report from an NGO staff member with knowledge of the security context in Middle Shabelle, that on 20 January an SNA soldier under the command of General Sheegow had killed a male civilian in Jowhar, accusing him of spying for Jeylani.

<sup>8</sup> Interview with local journalist from Jowhar, 12 August 2017.

<sup>9</sup> Interview with elders displaced to Mogadishu from Jameeco, Mogadishu, 2 May 2017.

<sup>10</sup> See figures 1 and 2, below, for photographs of the aftermath of the attack.

<sup>11</sup> The Shiidle militia in the Balad area are reported to have 10 PKMs but it is not known if these were deployed. SEMG Skype interview with journalist in Jowhar, 21 August 2017.

<sup>12</sup> Interview with humanitarian worker, Nairobi, 12 June 2017.

10-year-old boy. In an interview with the SEMG, an elder from Jameeco displaced to Mogadishu also described how Eli militia “burned the houses and killed the children”.<sup>13</sup> There were no reports, however, of female casualties, indicating that the fighting occurred primarily between armed actors: between militia, SNA personnel and those defending their homes. The SEMG was unable to confirm the deaths of civilians beyond the two farmers whose killing sparked the attacks, and the young boy.<sup>14</sup>

11. Most of the inhabitants of the three villages fled the area. A humanitarian worker told the SEMG that approximately 1,200 households were displaced from Jameco-Misra; 280 from Maqdas; and 272 from Kulmis-Yarrow.<sup>15</sup> Some sought safety in the surrounding villages of Baqdaad, Basra, Mukidheere, Maandhere, Bacaadley, Boodaale, Xawaadley, Shamlo, and Dhagaxow.<sup>16</sup> The AMISOM Sector 5 camp at Balad received many of those displaced: between 700 families or 5,700 individuals. A smaller number fled to Jowhar.<sup>17</sup> A Bantu Member of Parliament approached AMISOM shortly afterwards requesting support for 5,400 IDPs camped around Balad, reporting that 753 homes had been destroyed by fire.<sup>18</sup>

12. Others fled to Mogadishu. On 24 April, an internal UN report noted that an NGO had visited two IDP camps — Alcadaa and Gunspre — and identified 95 households newly arrived from Jameco-Misra, displaced by clan conflict”.<sup>19</sup> Shiidle elders informed the SEMG that up to 550 households had been displaced from the three villages to Burako/Mashala in Mogadishu, although it is not clear if all had arrived further to the attacks.<sup>20</sup>

### **Aftermath**

13. With the authority of the HirShabelle Interim Administration (HIA) still in formation at district level and unable to project power to resolve the crisis, the conflict continued sporadically, primarily between militia defending their positions on the ground around the villages.<sup>21</sup> On 29 April, for example, there were clashes at Jameco-Misra when Shiidle/Bare militia attacked the Abgaal/Eli militia who were occupying the area. Somali media reported that three fighters had died in an encounter that involved the use of “automatic weapons, heavy machine guns and rocket-propelled grenades”. NGO reports received by the SEMG, however, indicated one dead and two wounded.<sup>22</sup>

---

<sup>13</sup> SEMG interview with elders displaced to Mogadishu from Jameeco, Mogadishu, 2 May 2017.

<sup>14</sup> An NGO with knowledge of the security situation in Jowhar confirmed the killing of two Shiidle civilians in the attacks. Email NGO staff member, 5 April 2017. The SEMG confirmed the name of the boy as Abukar Omar Abdirahman.

<sup>15</sup> SEMG interview with humanitarian worker, Nairobi, 12 June 2017.

<sup>16</sup> On 16 April, for example, a local NGO reported that the displaced communities who had fled to Mandhere village were facing “dire conditions”. Email from NGO staff member, 16 April 2017.

<sup>17</sup> See discussion of the humanitarian response to those who fled to Jowhar in annex 10.1.

<sup>18</sup> Internal confidential UN report reviewed by the SEMG.

<sup>19</sup> Internal confidential UN report; email from humanitarian worker, 18 July 2017.

<sup>20</sup> SEMG interview with elders displaced to Mogadishu from Jameeco, Mogadishu, 2 May 2017.

<sup>21</sup> Pictures taken on behalf of the SEMG in Maqdas, for example, show the presence of a Shiidle militiaman. See figure 3, below.

<sup>22</sup> See, “Clan Clashes Claim Three Lives In Middle Shabelle”, Goobjoog News, 30 April 2017, available from <http://goobjoog.com/english/clan-clashes-claim-three-lives-middle-shabelle/>.

14. Civilians were also attacked due to the unresolved conflict:

- On 7 June, a group of five Shiidle men — including both Isse and Bare sub-clans — were executed near Hawadley village, taken from a vehicle in which they were transporting vegetables to Mogadishu and shot.<sup>23</sup> Two accounts collected by the SEMG from local journalists attributed the killings to Gaaljal militia, as revenge for the killing of a Gaaljal man.<sup>24</sup> Shiidle elders claimed, however, that Abgaal militia were behind the murders and that it related to the April conflict: UN sources also received similar information. There was no investigation by the local administration into the incident. The SEMG was unable to make a determination.
- On 19 July, a Shiidle/Bare man was shot and killed by an Abgaal militiaman near Xawaadley village.<sup>25</sup> Displaced to Mogadishu by the 4 April conflict, he had returned home to check on his land.

15. The April attacks occurred against the background of long-running tensions between Abgaal and Shiidle communities in Middle Shabelle which have regularly erupted into violence. These have been characterized by the use of Government forces and assets in support of Abgaal objectives. In 2014, for example, the SEMG investigated a series of attacks in November 2013 on 20 villages inhabited by the Shiidle/Wallamoy community north-east of Jowhar town during which at least 60 civilians were killed, homes burned, and assets looted. Most of the inhabitants of the villages were forced to flee.<sup>26</sup> The attacks were launched by Abgaal/Mohamed Muse militia, bolstered by federal forces— 1<sup>st</sup> Brigade with the assistance of the 3<sup>rd</sup> Brigade (60<sup>th</sup> Battalion).

16. The involvement of state forces on these occasions complicated the response to the conflict, including as the local administration was perceived as being unable to act as an honest broker in inter-clan dialogue. The Governor of Middle Shabelle, Ahmed Meyere Makaran and the Vice President of the HIA — and former Governor — Ali Gudlawe Hussein, for example, were considered complicit as their respective sub-clans participated in, or supported, the attacks. In May 2017, a delegation led by the State Minister of Internal Affairs and Reconciliation, together with regional officials, travelled to the three villages and met with local elders promising support for reconciliation. In early August, a new Balad district administration was appointed which included greater representation of local communities. Bolstered by their new legitimacy on the ground, officials immediately called together the Bare and Eli elders and warned that if even “one bullet” flew in further conflict, all would be arrested. Although the situation has since remained calm, by 1 September talks about the return of the community to their homes and the question of compensation, had not yet commenced.<sup>27</sup>

---

<sup>23</sup> The SEMG has identified the six Shiidle men as: Ciiley (Ismail) Maxamed Daa'uud, 20 (Iise); Xintir Maxamed, 27 (Bare); Maaji Maxamed, 20 (Bare); Yuusuf Xabad, 25 (Bare); and Meyle Cabdikariin, 21 (Bare).

<sup>24</sup> Email from NGO staff member, 8 June 2017. Interview with a Middle Shabelle-based journalist, 25 July 2017.

<sup>25</sup> Email from NGO staff member, 20 July 2017.

<sup>26</sup> S/2014/726, annex 8.2 (strictly confidential).

<sup>27</sup> Talks have however begun in Jowhar around resolution of the inter-Abgaal conflict in Adale in Middle Shabelle.

Figure 1: Photograph of Jameeco-Misra village after the attacks taken by an SEMG source four days after the fighting.



Figure 2: Photograph of Kulmis-Yarrow after the attacks taken by an SEMG source four days after the fighting.



Figure 3: Photograph of Maqdas village after the attacks taken by an SEMG source four days after the fighting — note the presence of a Shiidle militiaman.



### **Annex 11.2: Child recruitment and use**

#### **Harakaat al-Shabaab al-Mujaahidiin<sup>28</sup>**

1. In its final report on Somalia of 2016 (S/2016/919, annex 7.2), the SEMG recorded a spike in Al-Shabaab recruitment — in particular of young children — a few months prior to major operations by the militant group in Puntland in March 2016. Nevertheless, during the mandate, despite an increase in anti-Al-Shabaab operations, overall reported instances of child recruitment fell between September 2016 and June 2017.

2. In the Juba Valley, for example, preparations for Operation Safari Hunter got underway in earnest towards the end of 2016. Although in late 2016 Al-Shabaab continued to target children in rural areas, by the first half of 2017 there was a significant fall-off in efforts to recruit. An Al-Shabaab-affiliated source assessed that child recruitment in early 2017 had reduced to as little as a third of previous levels.<sup>29</sup>

3. The fact that military operations by anti-Al-Shabaab forces had restricted the movement of fighters, coupled with the desire not to antagonize local community relations as a major confrontation approached, likely affected the recruitment campaign. Further, large numbers of children were already embedded in Al-Shabaab's madrasa system, a ready-made recruitment channel for the group (see below). The greater emphasis placed in 2017 in Middle Juba on the training of East African foreign fighters may also have impacted the pattern of local recruitment.<sup>30</sup>

4. By July 2017, however, the trend was reversing. In June 2017, in Hiran, Galgadud and Mudug regions, Al-Shabaab began a new round of aggressive child recruitment, accompanied by a campaign of threats and violence against local communities. On 7 August, the District Commissioner of Adale in Middle Shabelle region announced that over 500 children had arrived into the town having fled forced recruitment in Galgadud, Hiran, and Middle Shabelle.<sup>31</sup> It was too early to assess in September 2017 whether these large-scale recruitment efforts were being undertaken by Al-Shabaab in anticipation of planned anti-Al-Shabaab offensives in the Juba valley: it is possible that Al-Shabaab intended to avoid alienating families on whom it

---

<sup>28</sup> This section was compiled based on interviews with: community elders in Baidoa, Kismayo, Mogadishu, and in the diaspora; staff of national and international NGOs; officials of UN agencies, district and regional authority and security officials; and interviews conducted on behalf of the SEMG with individuals currently and formerly associated with Al-Shabaab, between November 2016 and August 2017. References in the text to “UN protection monitors” are to staff members of UN agencies involved in child protection activities and to contributors to the UNICEF-facilitated Monitoring and Reporting Mechanism for Grave Violations of Child Rights (MRM in Somalia).

<sup>29</sup> Interview conducted on behalf of the SEMG with Al-Shabaab mid-rank fighter, location redacted, 28 July 2017.

<sup>30</sup> The SEMG received single source but credible information that an increasing number of young male recruits arrived from East Africa into Middle Juba during early 2017 and received short training programs. Al-Shabaab assigned specific responsibility for external recruitment and transportation of these individuals, reflecting the apparent importance of the strategy.

<sup>31</sup> See, “Somali Children Flee Al-Shabaab Recruitment”, VOA, 7 August 2017. Available from <https://www.voanews.com/a/somali-children-seek-refuge-al-shabab-coastal-town-adale/3975825.html>.

relied for support during operations, and reduce desertion,<sup>32</sup> by planning to deploy children from other areas in those encounters.

*Impact of the drought*

5. The arrival of the drought in 2016 created a fertile environment for child recruitment in Al-Shabaab areas. In districts around Hudur, for example, local officials described how families were forced to leave children behind when they fled to government-held areas for humanitarian assistance. When supplies dwindled, children were turned to Al-Shabaab for help: in Tiyeglow district, for example, several boys who had defected from Al-Shabaab in early 2017 were forced to re-join the group.

6. As an inducement to recruitment, Al-Shabaab in parts of Bay region promised children that they would receive food, clothes, education — including IT training and driving skills — and health services. For older boys, Al-Shabaab undertook to pay dowry when the time came for them to marry. In some cases, boys were told that they would not have to fight.

7. Pressure was also brought to bear collectively on communities. In three locations in Al-Shabaab's Bay heartland — Rama Cadeey, Bulo Fulay and Bush Madine — the group called a meeting at the height of the drought and demanded that 300 children be sent to its madrasa. Families who initially refused were fined \$50 per child when they were eventually forced to attend.<sup>33</sup>

*Education as a recruitment strategy*

8. Building on trends observed by the SEMG since 2015, in 2017 Al-Shabaab intensified its involvement in education — both for children and adults — as a strategy for early indoctrination and training, and for encouraging allegiance by specific sub-clans in areas of oscillating influence.

9. In April 2017, Al-Shabaab announced that it had developed a new school curriculum which it would launch in July 2017. Over the following months, the group rolled out a series of activities — many constituting violations of international law — intended to ensure that schools both within and beyond its areas of control were prepared to implement its edict. These involved:

- (a) forced closure of schools to facilitate re-training of teachers;
- (b) prevention of teachers' freedom of movement;<sup>34</sup>
- (c) summoning teachers living in government-controlled areas to travel to Al-Shabaab strongholds and be schooled in the new curriculum;<sup>35</sup>

---

<sup>32</sup> It is noteworthy that Al-Shabaab fighters from communities in Middle Juba — in particular, Mai Mai-speaking Bantu — were defecting in significant numbers from their bases in different parts of the country during this period. The SEMG documented one group of 29 defectors from this community, for example, who had arrived in Kismayo between May and July 2017 and connected them with UN agencies.

<sup>33</sup> Interview with individual with knowledge of Al-Shabaab's recruitment practices in Bay, 14 May 2017 and a follow up email, 13 June 2017.

<sup>34</sup> In areas around El Adde in Gedo in June, for example, Al-Shabaab ordered schools following the Somali curriculum to close and announced a period of teacher re-training. Some teachers left the area, while others were prevented from fleeing.

- (d) occupation of schools;<sup>36</sup> and,
- (e) abduction of children who participated in FGS approved government examinations.<sup>37</sup>

10. These measures were part of an increasingly aggressive strategy to force children into Al-Shabaab-controlled madrasas (see below).

11. In areas where Al-Shabaab came under direct military pressure, recruitment efforts waned, as did emphasis on control of the education sector. In July 2017, in one rural village in Middle Juba, for example, the community was permitted — for a fee of \$1,200 — to open its own school and follow its own curriculum, including the teaching of English.<sup>38</sup>

12. In Bakool, Lower Shabelle, and Middle Juba regions, Al-Shabaab reinforced its child recruitment education strategy by providing clan elders with specialized religious and ideological training. Reflecting Al-Shabaab's increasing use of clan as a vehicle for tracking and ensuring allegiance, in Awdheegle in July, Al-Shabaab issued identity cards with a clan marker to elders who had received training.<sup>39</sup> Elders were subsequently instructed to ensure each community obeyed the group's stipulations on recruitment: one to three boys, proportional to the number of children in each family — although guns could be provided *in lieu*.

#### *Al-Shabaab's madrasa system*

13. Since 2015, Al-Shabaab has been instituting a long-term strategy to build a cadre of deeply ideologically committed fighters, in which the madrasa system is a key component.<sup>40</sup> One of the first acts of Al-Shabaab, for example, when it retook control of Tiyeglow, Bakool region, was to call elders and parents and order attendance of all boys and girls at the two new madrasas that they had opened.

---

<sup>35</sup> On 11 July 2017, seven teachers in Middle Shabelle were arrested in Jowhar and accused of collaboration with Al-Shahab further to their return from Al-Shabaab-controlled Gambole village, where they had been called to discuss the new curriculum. Email from UN staff member, 12 July 2017.

<sup>36</sup> On 6 July, for example, Al-Shabaab occupied five schools in El Bur district in Galgadud, in Elqoxle, Elgaras, Hindhere and Digdher villages. In parallel Al-Shabaab abducted tens of elders from around El Bur town in order to force the community to provide 150 children for training.

<sup>37</sup> In mid-July 2017, 25 children — between 10 and 16 years old — were detained by Al-Shabaab in Moqkoor village, Hiran region, reportedly for having taken part in FGS-approved school examinations. Email from UN staff member, 23 July 2017. Although the children were eventually released on 26 July, they were taken out of the area for safety. Other families also chose to leave. Email from UN staff member, 28 July 2017.

<sup>38</sup> The SEMG reviewed videos of the school operating; that filming was permitted was unusual.

<sup>39</sup> Al-Shabaab also began providing information on the clan lineage of its "martyrs" during the mandate and targeted certain clans with education programs to encourage or cement their loyalty. See, for example, "Daawo Sawirro: Arday Beesha Jiidde oo loosoo Xiray Machad Ay Ku Barteen Cilmiga Sharciga Ah", Somalimemo, ("The Jidou clan students completed their study of sharia", informal translation by the SEMG), 6 February 2017, available from <http://somalimemo.net/articles/6443/Daawo-Sawirro-Ardy-Beesha-Jiidde-oo-loosoo-Xiray-Mach>.

Jidou clan militia had been supporting AMISOM in the Qoryoley area in late 2016 and early 2017.

<sup>40</sup> In Bakool, one expert claimed that the madrasa system was also a way of identifying girls for marriage.

14. The madrasa system in Middle Juba, Al-Shabaab's core stronghold, provides an example of the scale of the effort. During the mandate seven madrasas operated in Jilib, each with approximately 600 students between the age of 15 and 20 years old attending the facilities. In Sakow there were six madrasas, with the same number of students per facility, with many under the age of 15.

15. Attached to the madrasa was a second level of elite facilities to which children demonstrating potential were transferred for more intense, specialized training. 41 individuals identified for grooming as suicide operatives, for example, received special treatment to reinforce their commitment.<sup>41</sup>

#### *Forced recruitment of children*

16. As noted above, since 2014 the SEMG has reported on the use by Al-Shabaab of detention, physical violence and threats of death of family members to force child recruitment. A new phenomenon which emerged during the current mandate, however, was the use of violence to collectively punish members of a community resisting child recruitment, either by refusing to hand over children or sending them out of the area.<sup>43</sup>

17. A series of incidents in El Bur in Galgadud in June and July provide a snapshot of the intense nature of these practices. El Bur has been highly contested between Al-Shabaab and anti-Al-Shabaab forces: Ethiopian National Defence Forces (ENDF) withdrew in March 2017. In May, it was reported that 70 families had fled the area to protect their children from forced recruitment. On 21 June, Al-Shabaab ordered local elders to prepare 150 children between 9 and 17 years old to be handed over to the group for training after Ramadan. When the children were not delivered as demanded, 45 elders were rounded up by Al-Shabaab. They were later released on condition that the community provide 150 children for the group. Between 26 and 30 July, Al-Shabaab abducted 300 children between 6 and 17 years- old from Elqoxle, Hamarjadid, Gondey, Goni and Hindhere villages and took them to the Ali'Jimale centre madrasa.<sup>44</sup>

18. Alongside this new phenomenon of abductions of community and family members, the rate of direct abduction of children by armed actors in Somalia more than tripled. Al-Shabaab alone accounted for 364 such cases recorded by UN protection monitors in the second quarter of 2017. As reported in 2016, many of these abductions took place in schools.

#### *Training of children under 15 in Bay and Bakool*

19. In S/2016/919, annex 7.2, the SEMG documented a shift in focus by Al-Shabaab towards the recruitment of young children: this trend was consolidated during 2017,

---

<sup>41</sup> Within the Bu'ale masjid system for example, young men who had been brought from refugee camps in Kenya were used as teachers to reinforce messages relating to the value of the cause: they had gone abroad and yet had returned.

<sup>42</sup> One SEMG source in Middle Juba with knowledge of these training programs claimed that in the past some of these children had been sent to Afghanistan, India and Yemen for training. There had, however, been a pause in external training in 2017.

<sup>43</sup> Prior to 2016, violence and threat of violence to induce compliance with child recruitment measures was mostly used against individual families. Middle Juba was the exception, however, where local communities had little power in the local hierarchy and could be collectively intimidated.

<sup>44</sup> A month before Al-Shabaab had occupied schools in two of these villages.

including through the group's aggressive madrasa campaign described above. During the mandate the SEMG received information on the specialized training programs put in place for this population.

20. In September 2016 Al-Shabaab made a concerted effort to recruit 300 children under 15 — including 50 girls — for a specialized round of training. According to a 14-year old former Al-Shabaab trainee interviewed by the SEMG, the children were initially taken to the Kunyabarrow training camp, Lower Shabelle region, and then to Bulo Fulay, Bay region.<sup>45</sup> He described how he received religious training in the morning and military training — including “explosions training” — in the afternoon.

21. In Bakool the training program for boys under 15 was similar, with religious and ideological schooling in the morning and military training in the afternoon.<sup>46</sup> In Sige — one of the principal child training facilities in Bakool — military training comprised weapons handling and repair, defence and offense tactics, the assembly of IEDs and information gathering.<sup>47</sup>

22. Girls at Bulo Fulay and Sige were housed and taught separately and only received religious and ideological training.

#### *Role of girls in Al-Shabaab*

23. The role of women and girls in Al-Shabaab became an increasing focus of international actors during the mandate. A study conducted on behalf of UN Women identified that “women’s recruitment and self-radicalising levels [we]re increasing” with young women from the Horn of Africa attracted into becoming ‘Jihadi brides’ in Somalia.<sup>48</sup> At the same time the practice of forced marriage of local Somali women and girls continued, with one source in Bakool describing how Al-Shabaab viewed its madrasa system as a channel for identifying wives for its fighters.

24. There was also an evolution of the role of women in Al-Shabaab towards more operational tasks. Security sources in Mogadishu and Baidoa, for example, noted that women — and occasionally girls — frequently transported weapons in and out of operation areas.<sup>49</sup> In Bay and Bakool informants were adamant, however, that girls were not given weapons training but were instructed in security and intelligence gathering, including target surveillance.

25. The SEMG was unable to verify allegations which emerged in Kenyan and international media in June 2017 that Al-Shabaab engaged in a practice of abducting

---

<sup>45</sup> Interview conducted on 16 May 2017. In Bay training of children takes place primarily in Bulo Fulay, Bush Madiine, Duur and Rama Caddey, with Bulo Fulay as the main training facility.

<sup>46</sup> Interviews conducted on behalf of the SEMG with an Al-Shabaab defector, a member of Al-Shabaab’s recruitment unit, and a child of 15 still associated with the group, June 2017.

<sup>47</sup> Training centres in Bakool included: Sige; Ceel-Garas; Ceel-Bon; Buur-Dhuxunle; and Labatan Jarow.

<sup>48</sup> Babatunde Taiwo, “Background Note: Women and Violent Extremism and the Horn of Africa”, UN Women in Somalia, 2017, on file with the Secretariat.

<sup>49</sup> A number of girls were found guilty of membership of Al-Shabaab during the mandate. In May 2017, for example, a 17-year-old girl was sentenced to a term of imprisonment by an Ahlu Suna wal Jama'a (ASWJ) court in Guriel town.

women and girls from Kenya and taking them to Somalia for purposes of sexual slavery.<sup>50</sup>

#### **Other armed actors**

26. UN protection monitors did not report any instance of child recruitment by the Islamic State of Iraq and the Levant (ISIL) faction in Somalia between September 2016 and June 2017. In April 2017 in Bosaso, the SEMG encountered a 17-year-old boy who had defected from ISIL to the Puntland authorities, and referred their case to the relevant protection body.<sup>51</sup>

27. There was a steady, but low, number of incidents of child recruitment and use by the SNA and regional forces verified by UN protection monitors throughout the mandate. In May 2017, the SEMG received information relating to, and photographs of, an eleven-year-old child on duty with the ISWA *Darawish* in Baidoa town. He was dressed in full army uniform, holding an AK-pattern rifle, and smoking a cigarette. In July two ISWA child soldiers, 16 and 17 years old, were captured and executed by Al-Shabaab in Ideedi village outside of Berdale town.<sup>52</sup>

28. Clan militia were also implicated in child recruitment, intensifying during periods where they were deployed to participate in large-scale violence — including alongside federal and regional forces — particularly in Galkayo and Lower Shabelle towards the end of 2016.<sup>53</sup> After Al-Shabaab and the SNA, Ahlu Sunna wal Jama'a (ASWJ) was the entity with the highest number of child recruitment and use violations.

29. While the SEMG was unable to confirm that the practice had come to an end, UN protection monitors did not record any instances of recruitment and use of children by AMISOM or other international forces between September 2016 and June 2017.

---

<sup>50</sup> See, for example, Dominic Wabala, “Shabaab men turn Kenyan schoolgirls into sex slaves”, Standard Digital, 10 June 2017. Available from <https://www.standardmedia.co.ke/article/2001242900/shabaab-men-turn-kenyan-schoolgirls-into-sex-slaves>.

<sup>51</sup> He was subsequently released by the Puntland authorities.

<sup>52</sup> Email from UN staff member, 19 July 2017.

<sup>53</sup> There were 69 incidents of recruitment and use by clan militia verified by UN protection monitors between September and December 2016, compared with nine the following quarter.

**Annex 11.3: Update: Abdirashid Hassan Abdinur — obstruction of humanitarian assistance and targeting of civilians<sup>54</sup>**

1. In S/2016/919 the SEMG described how Abdirashid Hassan Abdinur, the Interim Jubba Administration (IJA) Minister of Security was responsible for targeting of civilians contrary to international law, as well as conduct constituting obstruction of humanitarian assistance, between 2014 and 2016.<sup>55</sup> During the mandate the SEMG continued to receive and analyse information on additional allegations relating to Abdinur's conduct between 2013 and 2017.

2. The IJA did not respond to the SEMG's official correspondence in September 2016 seeking information on the steps taken by the IJA authorities to investigate the allegations against Abdinur.<sup>56</sup> The SEMG again wrote to the IJA in September 2017 reiterating its request, including in relation to new allegations received, but had not received a reply as of time of writing.<sup>57</sup>

**Obstruction of humanitarian assistance**

3. Notwithstanding his IJA-wide portfolio as Minister of Security, Abdinur returned from Kismayo to Dolow — a major humanitarian hub — and was almost continuously present during the height of the drought response.<sup>58</sup> Directly and through the District Commissioner of Dolow, his former militia commander, Bashir Hassan Abdullahi, Abdinur oversaw the imposition of the same obstructive practices documented in S/2016/919, annex 7.8.<sup>59</sup> These included: harassment, unlawful arrest, and purported expulsion of humanitarian workers; regulation amounting to obstructive interference with humanitarian action; attempts to influence recruitment and amounts of staff salaries, including mandatory registration of all job applicants and representation at job interviews; control of contracting, vendors, and office premises and direct financial extortion of staff; control of surveys and contracting of enumerators, in addition to interference with beneficiary lists.<sup>60</sup> Organizations which refused to accede to demands faced great difficulty in operating and staff were sometimes forced to leave the district.

---

<sup>54</sup> This account was based on interviews with former and current humanitarian workers in Dolow and the surrounding districts, UN staff members, former local government officials, members of the security forces, and humanitarian experts, between October 2016 and August 2017. Against a background of acute humanitarian imperative and high levels of fear in the humanitarian community, it was difficult to safely document individual, evidenced, instances of humanitarian obstruction. Incidents have been genericized to avoid identifying markers.

<sup>55</sup> See S/2016/919, annex 7.8.and strictly confidential annex 7.8.1.

<sup>56</sup> See AC.29/2016/SEMG/OC.95. When challenged during the mandate, IJA President Ahmed Mohamed Islam "Madobe" expressed little capacity or willingness to rein in Abdinur's abuse of power.

<sup>57</sup> See AC.29/2017/SEMG/OC.129.

<sup>58</sup> On 20 February 2014, IJA President "Madobe" appointed Abdinur as Deputy Minister of Interior and Security. He was reappointed on 18 May 2016 as Minister of Security.

<sup>59</sup> Bashir Hassan Abdullahi "Idley Abaaley" (Rer Ahmed/Rer Samatar) was appointed District Commissioner (DC) in September 2016. The former DC, Aadan Bare, became his deputy, and Mohamed Hussein Abdi took over the position of Humanitarian Coordinator.

<sup>60</sup> See, inter alia, Letter from [the-then] Deputy Minister for Interior and Security, Abdinur, to all humanitarian organizations in Dolow, 6 July 2014, setting out a framework of "new rules and regulations set up for the recruitment process, staff selection, workshops and survey participation, due to so many circumstances regarding security and safety", on file with the Secretariat.

4. Individuals and organizations were actively targeted by the administration to dissuade them from activities in certain areas, choice of project structures, or selection of government or NGO partners.<sup>61</sup> Abdinur continued to control at least three Dolow-based NGOs, notwithstanding their formal board and management structures, and made it difficult for humanitarian agencies to operate with other partners. These activities resulted in denial of humanitarian access, while ensuring that Dolow functioned as a locus for capture of humanitarian assets.<sup>62</sup>

5. Notwithstanding the absence of the Somali National Army (SNA) or African Union Mission in Somalia (AMISOM) forces in Dolow, Abdinur maintained a high level of security in the town, effectively protecting humanitarian operations from external threats.<sup>63</sup> Despite the ostensible ease of access, however, and large humanitarian aid flows, humanitarian indicators in and around Dolow remained extremely poor. In mid 2015, for example, Dolow internally displaced persons (IDP) communities recorded the highest Global Acute Malnutrition (GAM) rate in all Somalia, at 26.4.<sup>64</sup> UN entities and partners at that time identified one of the major contributing factors to the deteriorating nutrition situation as obstruction by Abdinur and the Dolow administration, including of a critical water, sanitation and health project.<sup>65</sup> The situation has little improved. In early September 2017, Dolow IDPs were still classified in Integrated Food Security Phase Classification (IPC) 4 — the emergency phase — with GAM rates of 17.5.<sup>66</sup> In the context of the scale of humanitarian inputs which have consistently been directed at IDP communities in Dolow and the size of the population, these persistently critical rates of malnutrition, suggest systematic mismanagement or diversion of humanitarian inputs or manipulation of data.

#### **Violations of international law involving targeting of civilians<sup>67</sup>**

6. During the mandate the SEMG collected additional evidence of Abdinur's responsibility for violations of international law involving the targeting of civilians

---

<sup>61</sup> For a discussion of the impact of these policies on humanitarian access by and to communities on the east side of the river, see annex 10.1.

<sup>62</sup> Abdinur was supported by a militia force and managed commercial interests, such as vehicle hire companies which contracted with humanitarian agencies. The Minister also dominated a significant part of the broader commercial sector in Dolow, having the capacity to shut down companies which operated counter to his interest.

<sup>63</sup> Ethiopian security and military officials worked closely with the administration.

<sup>64</sup> Food Security and Nutrition Analysis Unit (FSNAU), "Nutrition update May-June 2015", available from <http://www.fsnaau.org/downloads/fsnau-nutrition-update-may-june-2015> (accessed 22 September 2017).

<sup>65</sup> Internal UN nutrition cluster document, July 2015, on file with the Secretariat; interviews with local and international humanitarian NGOs operating in Dolow, November 2016-August 2017.

<sup>66</sup> See Famine Early Warning Systems Network, "2017 Somalia Post Gu Seasonal Food Security and Nutrition Assessment: Key Findings", 5 September 2017, on file with the Secretariat. The SEMG received testimony during the mandate of the arrest and detention in Dolow police station of eleven IDPs in late 2014, after they objected to the diversion of aid intended for their communities. Interview with former humanitarian worker, Nairobi, 11 December 2016.

<sup>67</sup> The SEMG conducted interviews with victims of these violations; individuals detained alongside the primary victims; former UN and NGO — national and international — staff members; current UN staff members and local government and security officials, between November 2016 and August 2017.

between 2014 and 2017, both in relating to allegations received during the 2015-2016 mandate, and new allegations in relation to killings in 2013 and 2017.<sup>68</sup>

7. In late 2016, the SEMG conducted interviews with individuals who had been arrested, tortured, detained, and some unlawfully transferred to Ethiopian custody during 2014 and 2015. Some of these individuals had been identified as the subjects of credible allegations relating to violations by Abdinur in S/2016/919 but had been unavailable for interview at the time.<sup>69</sup> Others were only willing to come forward and provide testimony during the current mandate on new allegations relating to conduct in 2014 and 2015.

8. Further to detailed interviews with direct victims, and individuals present during the commission of these violations, corroborated by testimony of others working in government and in humanitarian organizations at the time in Dolow, the SEMG identified that on the balance of probabilities Abdinur is responsible for murder, acts of torture and inhuman and degrading treatment — including dragging bound prisoners behind vehicles, on one occasion resulting in death; mock executions and threats of death; mutilation, severe beatings; and binding in stress positions — unlawful detention, and unlawful rendition of individuals out of Somalia during 2014 and 2015, constituting conduct described as a basis for the imposition of measures in paragraph 43 (e) of resolution 2093 (2013).<sup>70</sup>

9. Members of Abdinur's militia were responsible for direct commission of some of these violations, under Abdinur's command and control. In some cases, Abdinur gave specific directions as to the treatment of detainees by phone or in person.<sup>71</sup>

#### **Incidents involving targeting of civilians during the mandate**

10. The SEMG continued to monitor violations committed by Abdinur in the context of arrest and detention, including detention without charge, trial or review, and unlawful transfer out of Somalia, on multiple occasions during the mandate.<sup>72</sup>

<sup>68</sup> Bashi Abdullahi Diirriye, an FGS finance official, and Ahmed Abdi Dhudi, a well-known local elder who were killed on 5 and 7 January 2013 respectively.

<sup>69</sup> One series of violations, for example, took place in October and November 2014 and related to six men accused by Abdinur of assisting Al-Shabaab to plan an attack on Dolow: Farah Garane Hashi, former commander of Dolow Police Station; Hussen Mohamed Kaahin "Carabey"; Jaamac Xasan Aadan; Mohamed Adan Jama; Mohamed Ma'alim Yusuf and Mohamed Iman Jama. Mohamed Iman Jama was tortured to death during his detention in Dolow Police Station. The other men were all transferred without lawful procedure to Ethiopia and subsequently released between 2015 and 2016. See S/2016/919, annex 7.8, para. 89.

<sup>70</sup> Due to the level of fear which exists in the local community and among former victims, details of these interviews and corroborating information have not been provided.

<sup>71</sup> Names of the main militia involved in the key incidents are on file with the Secretariat.

<sup>72</sup> For example, on 7 June four men were arrested in Belet Hawo and transferred to Dolow police station, and then onwards on 18 June to Kenyan security forces in Mandera. Further to pressure from the IJA Parliamentary Committee on Human Rights, however, the men were returned and finally tried. Three of the men were found not guilty by an IJA military court and released on 8 August 2017. Two other men arrested from the hotel in Belet Hawo where the four were staying when they were arrested — and who had been held in Belet Hawo police station without trial since 7 June — were also released. There were at least two individuals in un-reviewed detention in Dolow as of this writing: Abdi Abdullahi Abdiqadir, arrested in May 2016, and Mahad Mohamed Jama arrested in December 2016.

*Killing of four prisoners at Belet Hawo police station, 24 July 2017<sup>73</sup>*

11. On 24 July, four men in the control of the security forces in Belet Hawo were taken from the Belet Hawo police station and killed, their bodies found outside the town at a place locally known as Ali Dhere mountain.<sup>74</sup> Two had been in custody since March 2017, accused of having attacked the home of a local elder and Al-Shabaab affiliate; one held for seven months on grounds of association with Al-Shabaab; and the fourth had been arrested the previous afternoon. None had been charged or tried for any crime.

12. The circumstances of the killing of the four men in Belet Hawo were similar to the killing of four civilians in custody in Dolow police station in July 2015 and investigated by the SEMG in S/2016/919, annexes 7.8 and 7.8.1 (strictly confidential). The cases involved: the same controlling authority; four prisoners accused of association with Al-Shabaab; an absence of judicial process; and killings conducted in a manner which appeared calculated to strike fear into the community.<sup>75</sup> All these factors raised questions about Abdinur's involvement.<sup>76</sup>

13. As was the case after the 2015 killings, Abdinur conducted a radio interview later that day in which he referred to the prisoners as "Al-Shabaab" and justified the killings by saying that he would have wanted them to be killed, though "in principle" through a legal process.<sup>77</sup> When pressed as to how that determination could have been made in the case of Farah Khalif Abdi, who had only been arrested earlier that afternoon, Abdinur's response was that the evidence was sufficient as they had captured him in possession of explosives.<sup>78</sup> Later Abdinur allegedly stated at a public meeting in Belet Hawo that the killing of Farah was "a mistake".

14. Abdinur arrived in Belet Hawo from Luq on the day of the murders and ordered the arrest of the Belet Hawo District Commissioner, Mohamud Hayd Osman, the Director of Social Services Abdulkadir Hussein Ibrahim Ganey "Dhagajun", and the IJA-appointed Director of Intelligence Ali Hassan Deer. All three were transferred to custody at Dolow police station.

15. On 4 August, the IJA Military Court sitting in Dolow found the three men guilty of the four killings but ordered the payment of *diya* only to the families of two of the

---

<sup>73</sup> This account was compiled based on interviews with individuals with knowledge of the security situation, government officials, staff members of humanitarian organizations, and UN officials.

<sup>74</sup> The four murdered men were Mohamed Jeele Hassan, Diriye Sugow Salad, Gurey Mohamed Diriye and Dahir Farah Kahlif. One official told the SEMG that the order to execute the men had been made only in respect of the three long term detainees, but that the fourth, Farah, had been mistakenly added to the group.

<sup>75</sup> The bodies of the four men were found dumped outside the town, some with bones broken.

<sup>76</sup> For example, four days after the killings, Abdinur's convoy was attacked with an IED. Abdinur arrested the Luq District Police Commander — who had been part of the convoy — and held him at Dolow police station, until 8 August 2017, accusing him of involvement in the attack.

<sup>77</sup> See [http://www.bbc.com/somali/bbc\\_somali\\_radio/p058zw8w](http://www.bbc.com/somali/bbc_somali_radio/p058zw8w) (accessed 22 September 2017).

<sup>78</sup> Abdirahman Maxamed Hussien, Deputy Minister of Interior of the IJA, and Fatuma Khalif Abdi, sister of one of the murdered men, also gave interviews to the Voice of America. The Deputy Minister contradicted Abdinur, claiming that Farah had been detained a few days previous. Farah's sister clarified, however, that he had been detained on the morning of 23 July 2017 at a clinic where he was attending with a sick child. See

<https://www.voasomali.com/a/xiisad-ka-dhalataya-maxaabii-is-la-dilay-oo-ka-taagan-beledxaawo/3958073.html> (accessed 22 September 2017).

murdered men.<sup>79</sup> No *diya* payments were stipulated in respect of the other two murdered men, who had been arrested in connection with a grenade attack on the home of a local elder.<sup>80</sup> All three officials were released. Further to an announcement at a public meeting called by Abdinur in Belet Hawo, the three men returned to their former positions of authority in the town. Abudllahi Somo, the Belet Hawo Police Commissioner, subsequently resigned and moved to a position in the IJA regional forces.

#### **Deteriorating security situation in Gedo<sup>81</sup>**

16. During the mandate the SEMG received allegations from a variety of security and government sources that Abdinur manipulated the security environment and Gedo armed actors — from local militia to SNA and Al-Shabaab — to further his ability to maintain power in the area, in a manner which impacted the short and long term security situation in the area.<sup>82</sup>

17. On 11 September 2017, there was a major attack on Belet Hawo by Al-Shabaab. The attack involved a large number of fighters east of the town using a vehicle-borne improvised explosive device (VBIED) to assault an IJA forces base under the command of Abdinur's militia leader, Jamal Hassan.<sup>83</sup> The local administration and soldiers fled towards Kenya and Al-Shabaab took over the town, burning administration offices, carrying out a number of assassinations, and releasing prisoners at Belet Hawo police station. The fighting and flight of the forces and administration across the border and the arrival of Al-Shabaab into the town prompted shelling from the Kenyan Defence Forces. At least three civilians were killed and over eight injured as a result of the military activity.

18. The circumstances of the attack on Belet Hawo by Al-Shabaab on 11 September 2017 indicated that local support for Al-Shabaab had increased. Members of the local community with whom the SEMG spoke partly attributed this evolution to Abdinur's treatment of the population under his control, suggesting that Al-Shabaab had exploited this frustration. After the attack on the forces military base on 11 September, for example, local Marehan/Hawrarsame militia — which had been the focus of attacks by Abdinur's forces in August 2016 — were invited by Al-Shabaab to loot the camp.<sup>84</sup> Eight of the 13 prisoners released from the Belet Hawo police station were Marehan/Ali Dhere, the majority clan in Belet Hawo. One of those who gave a speech to the population during the brief Al-Shabaab takeover, was a man who had previously been detained without charge for a year at Belet Hawo police station, and reportedly tortured. He had been released after protracted negotiations with his family and subsequently re-joined Al-Shabaab.

---

<sup>79</sup> As of 1 September 2017, no *diya* payment had been made. The SEMG received information from FGS security officials that two of the men, Mohamud Hayd Osman and Ali Hassan Deer — who were later found responsible for the incident — were physically present at the killings and gave direct orders to the militia.

<sup>80</sup> The SEMG understands that the local elder, Abdi Adan, did not believe the two men accused were responsible for the attack on his home.

<sup>81</sup> This section was compiled further to interviews with current and former security and government officials engaged in operations in Gedo, staff of NGO and UN entities, and members of the local community.

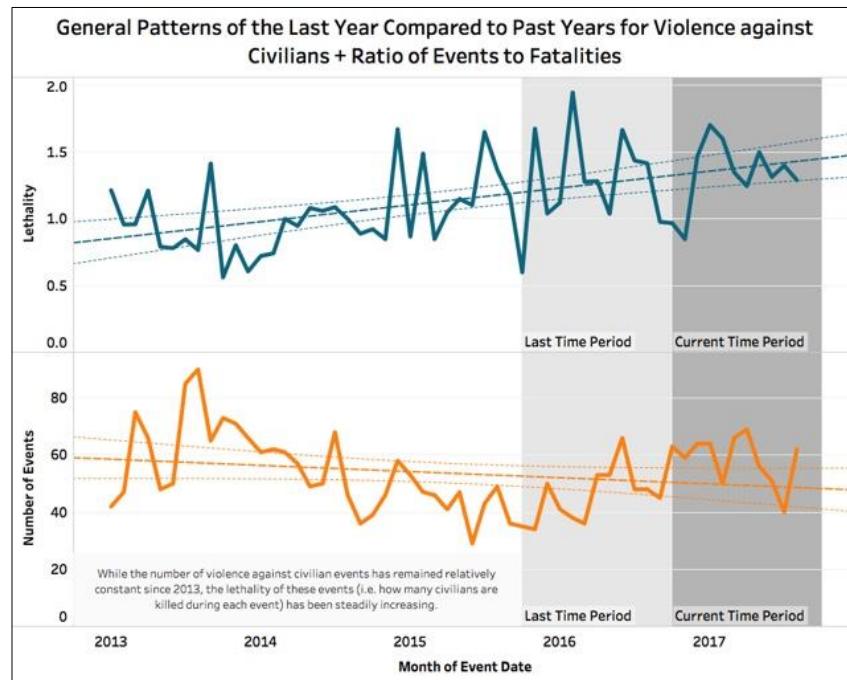
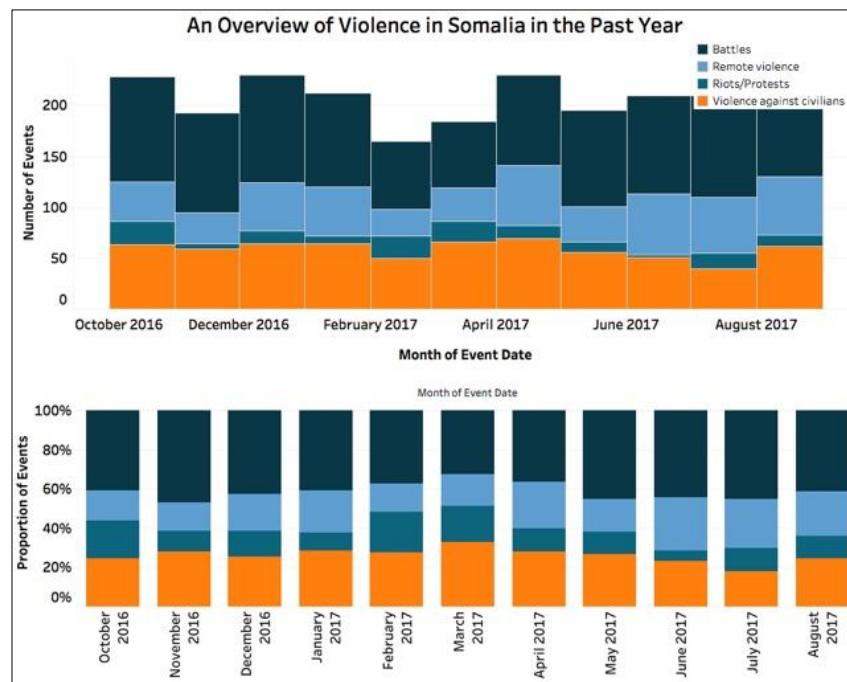
<sup>82</sup> See annex 11.3.1 (strictly confidential).

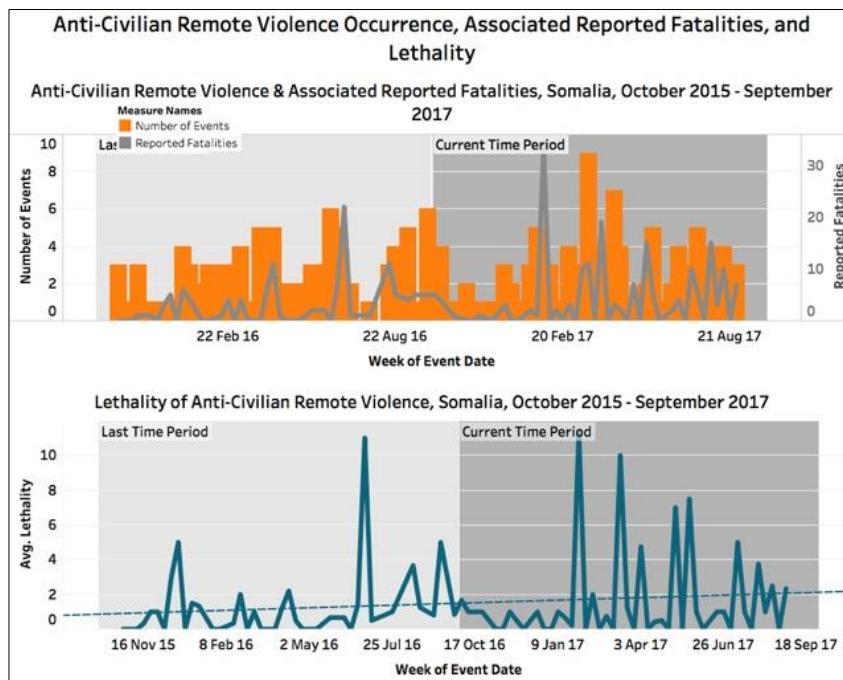
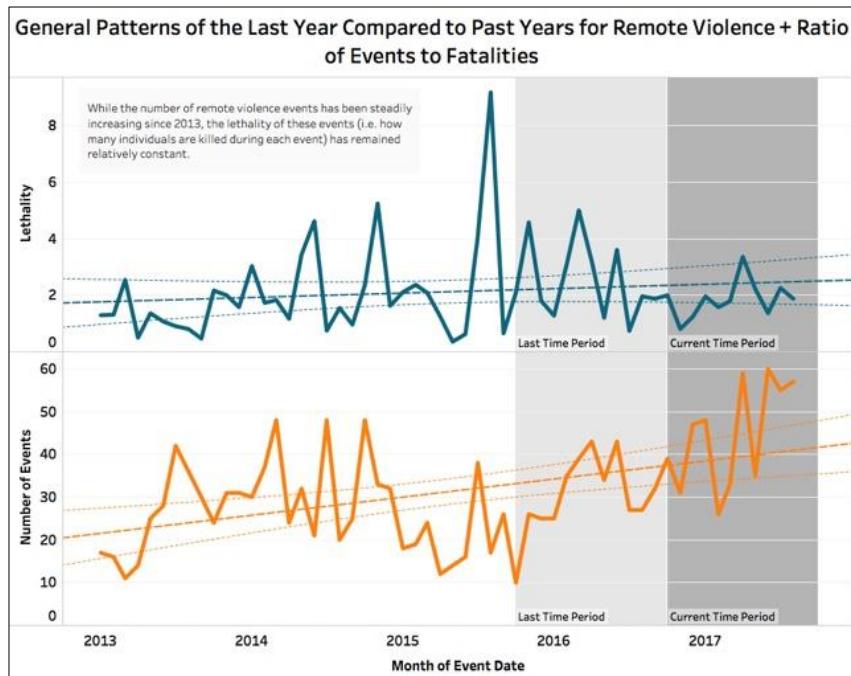
<sup>83</sup> One security source told the SEMG that Jamal had been warned about the attack by his son, Mohamed, who was among the Al-Shabaab attacking force.

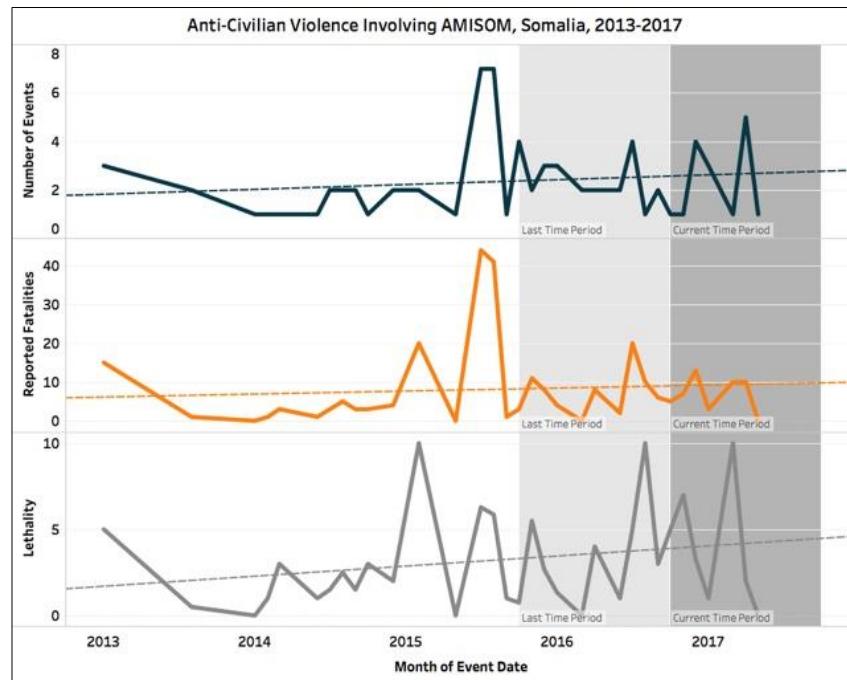
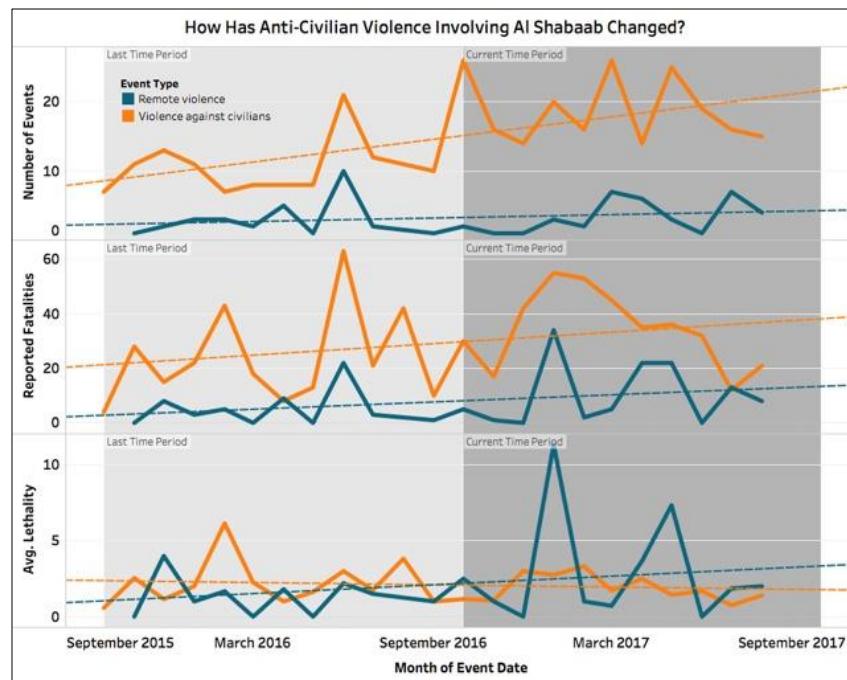
<sup>84</sup> See annex 11.3.1 (strictly confidential).

**Annex 11.3.1: Update: Abdirashid Hassan Abdinur (STRICTLY  
CONFIDENTIAL)\***

### Annex 11.4: ACLED statistics

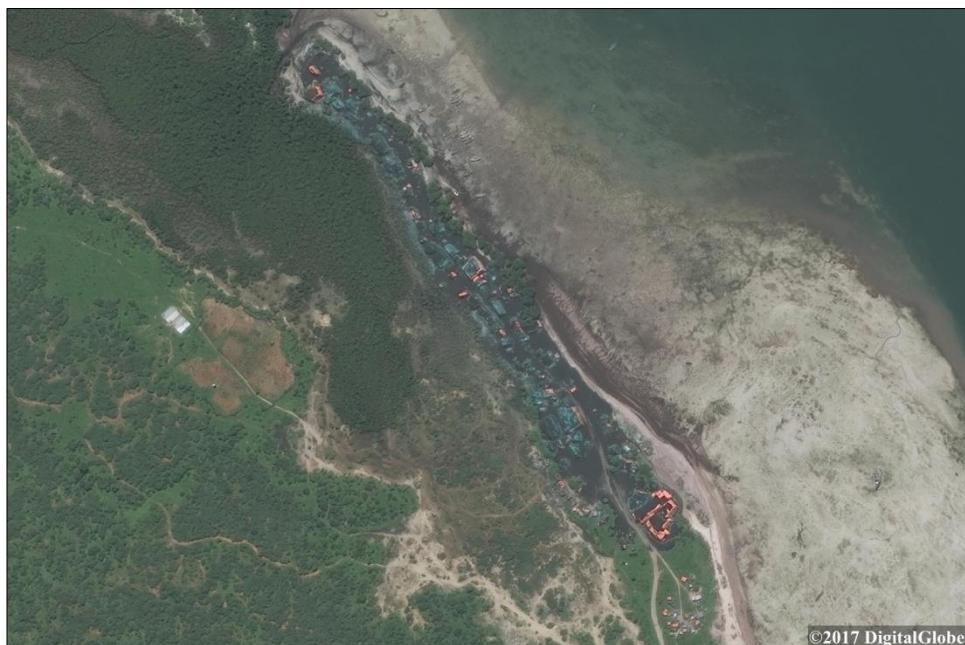






**Annex 12.1: Charcoal stockpiles**

*Figure 1: Satellite imagery of Charcoal stockpiles at Buur Gaabo, 9 July 2017.*



*Figures 2 and 3: Satellite imagery of northern and southern Kismayo charcoal stockpiles, 24 June 2017.*



**Annex 12.2.1: Selected cases of sanctions implementation — Bahrain (November 2016)**

19. On 22 November 2016, two members of the Monitoring Group, who were in Bahrain for meetings with Combined Maritime Forces (CMF), observed trucks departing Khalifa Bin Salman Port with cargoes of what appeared to be green bags of Somali charcoal (see figure 1). This was consistent with information received from an SEMG source that dhows had been unloading cargoes of Somali charcoal onto trucks for transhipment to Saudi Arabia (see figure 2). It also matched information communicated to the Bahrain authorities in letters from the SEMG dated 24 October 2016, 1 November 2016, and 15 November 2016 regarding the impending arrival of three dhows with a total cargo of 76,000 bags of charcoal loaded in Kismayo and another dhow with a cargo of 30,000 bags of charcoal loaded in Buur Gaabo.

20. On 23 November, two members of the SEMG met with representatives of the General Directorate of Security and Follow Up, Customs Affairs at the Ministry of Interior, Kingdom of Bahrain. The Monitoring Group shared photos taken the previous day of trucks departing Khalifa Bin Salman Port with cargoes of what appeared to be green bags of Somali charcoal. Customs Affairs agreed to provide the SEMG access to Khalifa Bin Salman Port, where a dhow, *Al Hussain*, claiming to be Sri Lankan-flagged with registration 91909, was unloading a cargo of 30,000 bags of suspected Somali charcoal.

21. *Al Hussain* had submitted paperwork claiming the port of departure had been Moroni, Comoros, while the available evidence indicated that *Al Hussain* was most likely an Indian-flagged dhow identified in a 15 November letter from the SEMG, *Al Faizul Barkat*, MVN 1967, which had loaded its cargo of 30,000 bags of charcoal from Buur Gaabo in mid-October (see figure 4).<sup>1</sup> Customs Affairs stopped the unloading of *Al Hussain* and confiscated the remaining cargo of 15,000 bags of charcoal (see figure 3). Customs documentation and dockworker testimony confirmed the other three dhows previously identified by the SEMG's letters to the Bahrain authorities had already docked and unloaded their cargo of Somali charcoal.

*Figure 1: Truck departing Khalifa bin Salman Port.*



*Figure 2: Saudi Arabia charcoal bag on board Al Hussain.*

<sup>1</sup>Subsequent investigation during 2017 confirmed *Al Hussain*'s Sri Lankan ship registration had been forged.



Figure 3: Crane loading confiscated charcoal cargo.



Figure 4: False Comoros certificate of origin.

Certificat d'origine	
<b>شيكارة منشأ</b> <b>Certificate of Origin</b>	
<small>Note: No certificates of origin be transmitted with other documents such as bills of lading and other documents produced under the following terms: This is to certify according to my knowledge and other documents produced that the following goods...          ملاحظة: لا يتم إرفاق شيكارات منشأ مع وثائق أخرى مثل بوليصة الشحن وغيرها من الوثائق الصادرة بموجب التفاصيل التالية:</small>	
Nom du destinataire / Recipient's Name : <b>AL HUSSAIN (91909)</b>	Nom du transporteur / Shipping Carrier : <b>CHARGE FOR BUILDING SUPPLIES CO.</b>
Adresse : <b>ROUTE 2016 - 220 - ABD JAD</b>	Ville / Town : <b>MURGHI, le 20 OCT 2016</b>
Quantité : <b>30000 BAGS OF CHARCOAL</b>	Poids : <b>75000 KGS</b>
N° de la facture / Commercial Invoice No. : <b>N° 016-220-Abd JAD</b>	Date : <b>03/11/2016</b>
<small>Le Président de la chambre de commerce et d'industrie de l'Union des Comores          The president of the chamber of commerce and industry of the Union of Comoros          Le Président de la chambre de commerce et d'industrie de l'Union des Comores - Tel: 02907595 - Fax: 02907596 - E-mail: info@chamber-com.org - Web site: www.chamber-com.org</small>	

**Annex 12.2.2: Selected cases of sanctions implementation — United Arab Emirates and Djibouti (November 2016 – March 2017)**

22. On 29 November 2016, the SEMG wrote to the United Arab Emirates (UAE) regarding a dhow, *Naji*, which had loaded 27,000 bags of charcoal in Buur Gaabo in early November, recently docked at Port Al Hamriya, and was likely to submit a false Djibouti certificate of origin. The UAE replied on 1 December 2016, noting it had partially confiscated the cargo of *Naji*, and providing the SEMG with a copy of a Djibouti certificate of origin (see figure 1). The Monitoring Group wrote to the UAE on 16 December 2016, stating that CMF had provided aerial photos of *Naji* taken near UAE territorial waters on 20 November 2016. The photos matched the description of the dhow and its cargo of distinctive green charcoal bags that had departed Buur Gaabo on 2 November and docked at Port Al Hamriya on 27 November. The SEMG also noted that the consignee, Mohd Ali Shaheen General Trading Co. (L.L.C.), had been previously identified as trafficking in illicit Somali charcoal earlier that year (see S/2016/919, annex 9.4.a).

23. The UAE replied on 5 January 2017, stating that it had received a letter from the Embassy of the Republic of Djibouti to the UAE attesting to the authenticity of *Naji*'s paperwork. The SEMG wrote to the UAE on 20 January, acknowledging it had received confirmation from the Djibouti Chamber of Commerce that it had issued the certificate of origin, but that the Monitoring Group remained concerned that this paperwork had been fraudulently obtained. The UAE replied on 3 February 2017, asserting that in the absence of another letter from the SEMG it would release the remaining cargo of *Naji* on 14 February 2017.

24. The SEMG undertook an official mission to the Republic of Djibouti from 20-24 February 2017. Following meetings with senior representatives of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, the Djibouti Ports and Free Zone Authority, Customs, and the Chamber of Commerce, the Monitoring Group confirmed that Djibouti had not exported any charcoal during 2016 and 2017 (and fewer than 3,000 bags during 2014 and 2015). The Harbour Master at the Djibouti Ports and Free Zone Authority further confirmed that no dhows with charcoal cargoes, including *Naji*, had arrived at or departed from Djibouti (see figure 2). On 4 November 2016, the Chamber of Commerce had issued to a local company, Abet Enterprise SARL, one certificate of origin for the export of 27,000 bags of charcoal to the UAE (as well as other certificates of origin for the export of charcoal to the Kingdom of Saudi Arabia). However, following the official mission of the Monitoring Group, the Djiboutian authorities have since concluded that these certificates were fraudulently obtained and have suspended the license of the front company, Abet Enterprise SARL (see figure 3).

25. In a letter to the UAE dated 2 March 2017, the SEMG summarized the evidence obtained during its official mission to Djibouti. The SEMG then met with the UAE authorities in Dubai on 23 March 2017, where it presented this evidence proving Djibouti certificates of origin to be false. In response to a request by the SEMG, the UAE authorities provided copies of Djibouti charcoal certificates of origin for 15 dhows that it had already accepted, with a combined cargo of 435,000 bags of charcoal weighing more than 10,000 metric tons. The Djibouti certificates of origin had been attested to by Ambassador Osman M. Darar at the Embassy of the Republic of Djibouti in Abu Dhabi between 4 November 2016 and 7 February 2017, and then submitted to UAE customs for processing. The UAE authorities agreed to cease accepting Djibouti

certificates of origin on an interim basis, pending the outcome of their own investigation, including a meeting with Ambassador Darar.

26. The previous day, 22 March 2017, the Monitoring Group had met with Ambassador Darar at his office in Abu Dhabi. The SEMG presented evidence collected from Djibouti authorities during the official mission 20-24 February indicating that Djibouti had not exported any bulk cargoes of charcoal going back to at least 2014, and that the Djibouti certificates of origin from the Chamber of Commerce had been fraudulently obtained. When asked why he had attested to false paperwork, how many certificates of origin he had attested to, and who had brought him the false paperwork, Ambassador Darar directed the SEMG to address its queries through official channels. Accordingly, the Monitoring Group sent a letter to Djibouti on 28 March 2017, requesting information regarding attestation of charcoal certificates of origin by its embassy in Abu Dhabi. This included not only 435,500 bags weighing more than 10,000 metric tons from November 2016 to February 2017, but also charcoal cargoes of more than 2 million bags weighing more than 50,000 metric tons during 2014 and 2015. As of this writing, Djibouti had not replied.

27. SEMG investigations have identified Basheer Khalif Moosa, a Djiboutian national residing in Dubai, as the most likely source of the false Djibouti charcoal paperwork. Previous reporting by the Monitoring Group in 2013 and 2014 had identified Moosa as the primary source of false Djibouti paperwork for Dubai-based charcoal traffickers.<sup>2</sup> A corporate registration document issued in 2015 by the Djibouti Office of Industrial and Commercial Property links Bashir Khalif Musse (a.k.a. Basheer Khalif Moosa) to Abet – Shir Enterprise SARL (a.k.a. Abet Enterprise SARL), the front company whose license was suspended in February 2017 by the Djibouti Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation for fraudulently obtaining certificates of origin from the Djibouti Chamber of Commerce (see figure 4). In letters to the UAE dated 28 March and 2 June 2017, the SEMG requested an update on any investigation by the UAE authorities into the criminal network responsible for false Djibouti certificates of origin. As of this writing, the UAE had not replied to this request.

28. In the letter to the UAE dated 2 June, the SEMG also reiterated an observation it had initially made at the meeting with the UAE authorities on 23 March: the consignee for 9 out of the 15 dhows with Djibouti charcoal certificates of origin was listed as “Mohd Ali Shaheen Gen Trdg LLC”. Mohd Ali Shaheen General Trading Co. (L.L.C.) was previously identified as the consignee for a dhow possessing false Comoros paperwork, *Raj Milan*, whose cargo of Somali charcoal was seized and sold at public auction by the UAE authorities in 2015.<sup>3</sup> Mohd Ali Shaheen General Trading Co. (L.L.C.) was also identified in last year’s report as the consignee for three dhows with false Comoros paperwork for cargoes of Somali charcoal, *Al Zuber*, *Shree Nausad* and *Yasin*.<sup>4</sup> The cargoes of the latter two dhows were also confiscated and sold at public auction in May 2016. However, despite an evident pattern of sanctions violations, the Monitoring Group remains unaware of any investigation by the UAE authorities into Mohd Ali Shaheen General Trading Co. (L.L.C.).

---

<sup>2</sup> S/2013/413, annex 9.2; and 26, annex 9.4.

<sup>3</sup> S/2015/801, annex 8.3.

<sup>4</sup> S/2016/919, annex 9.4.a.

Figure 1: False Djibouti certificate of origin.



Figure 2: Letter from Djibouti Ports and Free Zone Authority.



Figure 3: Letter from Djibouti Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation.

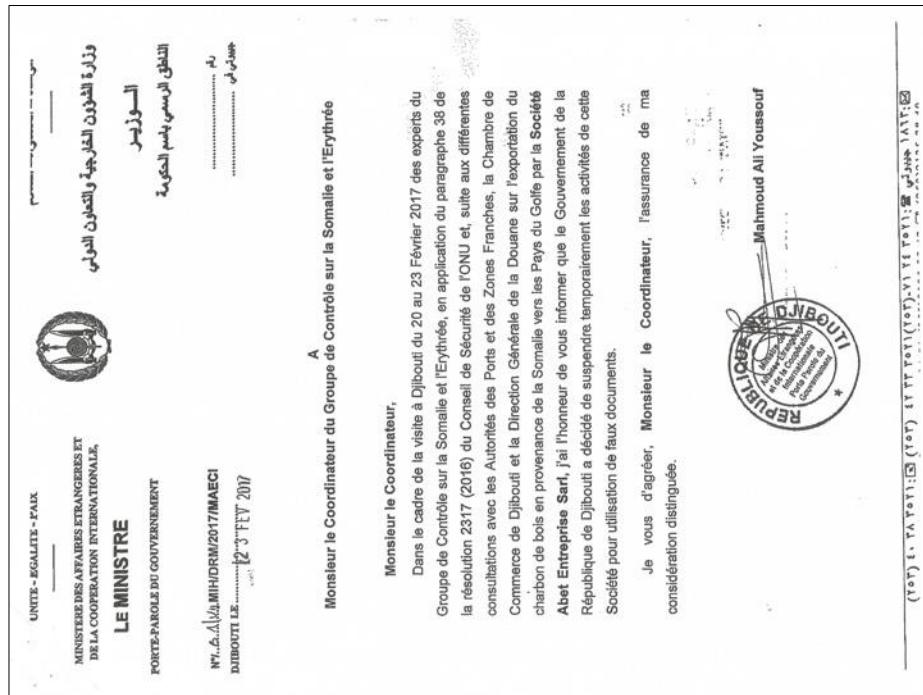


Figure 4: Document from Djibouti Office of Industrial and Commercial Property.

L'Office Djiboutien de La Propriété Industrielle et Commerciale (ODPIC)	
Avis d'Immatriculation et de modification aux registres du commerce et des sociétés (RCS) et des Marques.	
<p><b>Acte rectificatif : Dissolution anticipée</b>            Suite au procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société « ABET – SHIR ENTREPRISE » SARL en date du 11/05/2015, dressé et authentifié par Me DJIHAD SAID ALI, les associés de ladite société se sont réunis et ont décidé à l'unanimité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dissolution anticipée de ladite société.</li> <li>-La nomination de Monsieur BASHIR KHALIF MUSSE en qualité de liquidateur pour une durée de six (6) mois à compter de ce jour.</li> </ul>	
<p><b>Acte rectificatif : CESSON DE PARTS SOCIALES/EXTENSION DE L'OBJET</b>            Suite à l'avantage aux statuts de la société « GENIUS CONSULTING » SARL du 19/05/2015 authentifié par Me AHMED ABDOURAHMAN CHEIK, il a été décidé les modifications suivantes :</p> <p><b>CESSON DE PARTS SOCIALES :</b></p> <p>M. WARSAMAU OUMARAR cède et transporte sous les garanties ordinaires et de droits, à M. AMIN ALI ABDI qui accepte 50 PARTS lui appartenant dans ladite société soit 5 000 FDJ.</p> <p><b>* Conséquences sur la répartition des apports et du capital [Article six et sept nouveaux] :</b></p> <p>M. WARSAMAU OUMARAR.....5 000 FDJ soit 50 PARTS            M. AMIN ALI ABDI.....5 000 FDJ soit 50 PARTS</p> <p><b>EXTENSION DE L'OBJET :</b></p> <p>= Le développement territorial, l'urbanisme, l'architecture, l'ingénierie, les recherches, les études, les conseils, les enquêtes, les expertises, la cartographie, les levées topographique, le géomarketing, le I.T, la formation, la conception            L'exécution et le suivi des travaux ou des recherches commandités dans les domaines de l'aménagement et de l'habitat.            De conseiller les entreprises sur la qualité des états financiers, la viabilité de l'entreprise et l'égalité de traitement accordée aux actionnaires.            L'expertise comptable, l'audit, la comptabilité générale, la liquidation, la formation, les conseils divers et les études. Le transport logistique et activités connexes, les travaux publics et privés, le commerce, l'hôtellerie tourisme et restauration, les matérielles électroniques électriques bureautiques télécommunications et autres, activités artisanales, automobile et activités connexes, mode tissu et parfumerie, activités immobilières et industrie ».</p>	
<p>Aux termes d'un acte authentique, établi par Me. DJIHAD SAID ALI reçu par l'Office Djiboutien de la Propriété Industrielle et Commerciale (ODPIC), le 31/05/2015 il a été immatriculé sous le N°11765/B/SARL au RCS, une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :  <b>Dénomination sociale : ABET ENTREPRISE SARL</b>  <b>Nom commercial : ABET ENTREPRISE</b>  <b>Siège social : Djibouti Durée : 99 ans</b>  <b>Capital : 1 000 000 FDJ</b>            Selon la nomenclature provisoire des activités établie par l'ODPIC pour le Registre de Commerce ;  <b>Objet : 11/Commerce</b>  <b>Gérant: M.MOHAMED RIFLE AHMED</b></p> <p>Aux termes d'un acte sous-seing privé, déposé par Me. FATOUMA MAHAMOUD HASSAN reçu par l'Office Djiboutien de la Propriété Industrielle et Commerciale (ODPIC), le 30/05/2015 il a été immatriculé sous le N°11764/B/SARL au RCS, une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :  <b>Dénomination sociale : AIR DJIBOUTI SAS</b>  <b>Nom commercial : AIR DJIBOUTI</b>  <b>Siège social : Djibouti Durée : 99 ans</b>  <b>Capital : 178 000 000 FDJ</b>            Selon la nomenclature provisoire des activités établie par l'ODPIC pour le Registre de Commerce ;  <b>Objet : 9/Transport, logistique et activités connexes]</b>  <b>Président du conseil d'administration: M. ABOUBAKER OMAR HADI</b></p>	
<p>N° de dépôt : 140/15 Date : 16/04/2015            Titulaire: DOCTOR'S ASSOCIATES INC.            Adresse: 325 Bic Drive, Milford, Ct. 06461 U.S.A.            Mandataire: Cabinet d'Avocat WABAT DAOUD            Marque Mixte:</p> <p>Classe Désignées: 43</p> <p style="text-align: center;"><b>OFFICE DJIBOUTIEN DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE</b>            Rue Mohamed Dileita, Plateau de Serpent, Commune de Ras-Dika, Djibouti.            BP: 2017            Tel: 00253 23 35 60 92            Fax: 00253 35 60 92            Site web: www.odpic.info</p>	

**Annex 12.2.3: Selected cases of sanctions implementation — Kuwait (April 2017-May 2017)**

1. On 29 and 30 April 2017, the CMF contacted the Monitoring Group regarding two dhows with cargoes of charcoal that were being held by the Kuwait Coast Guard in Al Doha Port under suspicion of having violated the Somali charcoal ban. The dhows, *Al Sahil* and *Haruni*, possessed paperwork indicating that their charcoal cargo had originated in Djibouti. After reviewing the paperwork, the SEMG advised the CMF and the Kuwait Coast Guard that the certificates of origin were not authentic and that the two dhows were most likely part of a group of twelve dhows that had loaded in Buur Gaabo and Kismayo from late February to early March 2017, and had since been anchored near Port Al Hamriya. This was consistent with information that had been received from a confidential source on 25 April that two dhows with cargoes of Somali charcoal were departing Port Al Hamriya anchorage bound for Kuwait.

2. Subsequent investigation by the Monitoring Group has revealed that the dhows' respective Sri Lankan ship registration documents had also been forged (see figure 1). During an official mission to Sri Lanka, 4-6 May, the Director General of Merchant Shipping for Sri Lanka provided evidence to the Monitoring Group indicating that the Sri Lankan ship registrations for *Al Sahil* and *Haruni* are forgeries. *Al Sahil* and *Haruni* do not appear within the official Sri Lankan ship registry, nor did their ship registration forms and accompanying stamps match originals provided by the Sri Lanka authorities.

3. The SEMG travelled to Kuwait on official mission 22-26 May. The SEMG had several meetings with the Kuwait authorities, including the coast guard and customs, inspected *Al Sahil* and *Haruni* and their cargoes of Somali charcoal, and interviewed the captains of the dhows (see figure 2). The Monitoring Group would like to acknowledge the excellent cooperation of the Kuwait authorities as well as the facilitation of information sharing by Combined Task Force 152 at CMF.

4. Interviews with the dhows' captains indicated *Al Sahil* had been loaded with 28,500 Djibouti-marked bags of charcoal in Buur Gaabo in mid-March 2017 and *Haruni* had been loaded with 17,350 Djibouti-marked bags of charcoal in Kismayo in early March. Both dhows proceeded to Port Al Hamriya anchorage, where they remained for several weeks until receiving false Djibouti paperwork delivered by a contact person, who also gave instructions for the dhows to proceed to Kuwait, where they arrived at Al Doha Port on 29 and 30 April. The SEMG corroborated the captains' testimony regarding the course of each dhow through referencing the data on the dhows' GPS devices. Upon arrival, the Kuwait authorities soon thereafter seized the dhows and their cargo and detained the crews. The loading of Djibouti-marked charcoal bags in Buur Gaabo and Kismayo (see figures 3 and 4) and the provision of false Djibouti paperwork while the dhows were anchored near Dubai suggest a vertically integrated criminal network with accomplices within both Somalia and the UAE.

5. On 13 August, at the CMF headquarters in Bahrain, a representative of the Kuwait Coast Guard updated the Monitoring Group. The charcoal cargoes of *Al Sahil* and *Haruni* have been confiscated by Customs and stored at a warehouse at the port. The dhows are in the custody of the Kuwait authorities and the captains have been charged and released on bail, pending completion of a criminal prosecution under

Kuwaiti domestic law. The Monitoring Group would like to highlight the proactive stance toward sanctions implementation taken by the Kuwait authorities, setting a useful precedent for the region.

*Figure 1: False Sri Lanka ship registration.*

*Figure 2: Al Sahil at Doha Port.*



Figure 3: Djibouti charcoal bag from Al Sahil.



Figure 4: Djibouti charcoal bag from Haruni.



**Annex 12.2.4: Selected cases of sanctions implementation — United Arab Emirates (June 2017-August 2017)**

1. On 27 June 2017, the SEMG contacted the CMF regarding four dhows departing from Kismayo with a total cargo of 101,000 bags that had been loaded in Kismayo on 23 and 24 June. On 30 June, SEMG contacted the CMF regarding a fifth dhow that had loaded 40,000 bags in Buur Gaabo on 28 June. SEMG estimated the location of the first four dhows to be on the Somalia coastline somewhere between Hobyo and Eyl, with their course set through the Strait of Socotra and onward to Port Al Hamriya. The SEMG also noted that based on a recent official mission to Kismayo and Buur Gaabo, where the charcoal stockpiles had been observed, the dhow cargoes would be comprised of typically green charcoal bags. The CMF was also informed that should there be an opportunity for maritime interdiction, the dhows may possess a false ship registration but likely no paperwork regarding their illicit cargo, as this would be received from charcoal traffickers at Port Al Hamriya anchorage. On 1 July, the CMF informed the SEMG that “contacts of interest” matching the description of the dhows with charcoal cargoes had been identified and were being tracked.

2. On 6 July, the Monitoring Group wrote to the UAE regarding the impending arrival of five dhows with a total cargo of 141,000 bags of charcoal from Somalia. The SEMG noted that checkpoint taxation in Somalia by Al-Shabaab at a rate of \$2.50 per bag likely generated at least \$350,000 in income for the armed group. The UAE was informed that the CMF was tracking the five dhows and their anticipated destination was Port Al Hamriya anchorage. The letter further explained that the names and registrations of the dhows would be altered, so the best way to identify them would be through reference to the size of their cargo and the type of charcoal bags coming from Kismayo and Buur Gaabo — a distinctive green colour with possible markings of “Bay and Bakool” or the image of a palm tree (see figure 1). The Monitoring Group also noted that the dhows may attempt to dock with false Côte d’Ivoire paperwork and requested copies of all Côte d’Ivoire certificates of origin submitted since April 2017 — when the UAE stopped taking false Djibouti certificates of origin.

3. The CMF subsequently located at Port Al Hamriya anchorage — within the territorial waters of the UAE — the five dhows it had tracked *en route* from Somalia, through the Strait of Socotra, and along the Yemen and Oman coastlines (see annex 12.2.5, strictly confidential). On more than a dozen distinct occasions between 14 July and 22 August, detailed information was communicated from the CMF to the UAE authorities regarding these dhows in anticipation that they would take sanctions enforcement action.<sup>5</sup> The lines of communication to the UAE authorities included via the US Naval Forces Central Command (NAVCENT), the US Naval Criminal Investigative Service (NCIS), and the US Defence Attaché to the UAE. The UAE authorities that were regularly notified regarding these dhows included the UAE Coast Guard, UAE Navy, UAE Federal Customs Authority, and the Dubai Police. Initially, the information shared included descriptions of the dhows and their cargoes, plus their precise geographic locations; subsequently, this was expanded to sharing more detailed reports, including imagery and analysis.

4. Meanwhile, events at Port Al Hamriya anchorage seemed to indicate that the charcoal traffickers had become aware that the UAE authorities had been notified and

---

<sup>5</sup> Email from a senior officer at CMF, 22 August 2017.

that the CMF was tracking the dhows, as had been indicated in the SEMG's confidential letter dated 6 July. On 6 August, the UAE replied to the SEMG's letter of 6 July, stating the relevant customs authorities had been informed and requesting the registrations of the five dhows, despite the Monitoring Group already having indicated that the charcoal traffickers would utilize fake names and registrations for the dhows. That same day, the CMF aerial surveillance documented dhows which had been tracked from near the Somalia coastline transferring their cargo of charcoal onto other dhows while anchored within UAE territorial waters (see annex 12.2.5, strictly confidential). Despite having received detailed real-time information from the CMF on more than a dozen occasions, the UAE Coast Guard, which had the jurisdiction to take enforcement action, failed to board and inspect the dhows at Port Al Hamriya anchorage.

5. On 25 August 2017, the UAE wrote to the Monitoring Group regarding two dhows, *Maha* (registration SL301240) and *Ola* (registration 9330112), suspected of violating the Somali charcoal ban. Their respective cargoes consisted of 10,320 bags and 26,470 bags. The UAE provided copies of Ghana certificates of origin, invoices, packing lists, and supporting documents from Ghana authorities in Accra and at the Ghana Consulate General in Dubai (see figure 2). On 29 August, the Monitoring Group replied to the UAE, noting the following points:

- the shipping company identified on the paperwork, "Sea Shore Marine Services Limited", is not listed on the registry of licensed charcoal exporters from Ghana;
- the consignee, Salim Al Khattal Group Marine Contracting & Trading LLC, has previously traded in illicit Somali charcoal using false Ghana paperwork (see S/2016/919, annex 9.4.b);
- the stamp of the notary public which appears on the certificates of origin and legal declarations is the same stamp previously used on false Ghana paperwork during 2016 (S/2016/919, annex 9.7.c); and
- the SEMG believes that the charcoal aboard *Maha* and *Ola* was transported to Port Al Hamriya anchorage aboard one of the dhows identified in its letter of 6 July before being transferred to these dhows in an attempt at sanctions evasion.

6. The Monitoring Group recommended that the cargoes of *Maha* and *Ola* not be released to the consignee and that the UAE authorities consider confiscation of the total cargo of 36,790 bags of charcoal. At the time of writing, a reply from the UAE remains pending.

*Figure 1: Green bags of charcoal with palm tree logo at Kismayo stockpile.*



*Figure 2: False Ghana certificate of origin.*

**Annex 12.2.5: Charcoal dhows at Port Al Hamriya anchorage, Dubai, UAE  
(STRICTLY CONFIDENTIAL)\***

---